



INVESTIR DANS UN SECTEUR PRIVÉ VIABLE



SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Depuis sa création en 1956, la SFI a engagé plus de 34 milliards de dollars au titre de financements pour son propre compte et a monté des opérations de syndication représentant 21 milliards de dollars au profit de 2 825 sociétés dans 140 pays en développement. La Société coordonne son action avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement et l'Agence multilatérale de garantie des investissements — mais elle est juridiquement et financièrement indépendante. Son capital est fourni par ses 175 pays membres, qui déterminent collectivement sa politique.

Le Rapport annuel de la SFI sur le web : www.ifc.org/ar2002 permet de naviguer et de télécharger facilement des informations sur les projets d'investissement et de placement constituant le portefeuille de la SFI.

Couverture : La SFI finance un large éventail de projets du secteur privé dans les pays en développement. Les photographies apparaissant sur la couverture du rapport se rapportent à certains de ces projets et ont été prises par les lauréats du concours de photographie SFI 2002, à savoir Matthew Morrison et le personnel de Sundaram Home Finance et de Hospital ABC ; les autres photographies ont été prises par Richard Lord et Mark Fallander.

Note : L'examen et l'analyse de la situation par la direction, les états financiers vérifiés, la version intégrale de l'examen de la viabilité des activités et le portefeuille des investissements de la SFI pour l'exercice 02 figurent dans le deuxième volume du rapport annuel.

La Société emploie le terme « engagement » pour désigner : 1) les accords signés au titre de financements sous forme de prêts et de participations (y compris les quasi-participations) ; 2) les accords de garantie signés ; et 3) les mécanismes de gestion des risques considérés prêts à être appliqués comme indiqué par un accord ISDA signé ou un accord de mécanisme de gestion des risques signé avec un client.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le rapport sont exprimés en dollars des États-Unis.

INVESTIR DANS UN SECTEUR PRIVÉ VIABLE

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
INTERNATIONALE

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SFI	
Lettre au Conseil des gouverneurs	4
Activités du Conseil d'Administration	5
MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF	6
INVESTIR DANS UN SECTEUR PRIVÉ VIABLE	10
PLEINS FEUX SUR LES CLIENTS	23
LES PRODUITS ET SERVICES	26
RAPPORT D'ACTIVITÉ	
Opérations	28
Afrique subsaharienne	34
Asie de l'Est et Pacifique	40
Asie du Sud	44
Europe et Asie Centrale	48
Amérique Latine et Caraïbes	56
Moyen-Orient et Afrique du Nord	60
RÉSULTATS DE L'EXERCICE	
Examen de la viabilité	65
Résultats financiers	72
Le portefeuille	76
PROJETS DE L'EXERCICE 02	
Projets engagés	79
Projets approuvés	92
Projets d'assistance technique et de services-conseils	98
ANNEXES	
Gouverneurs et Gouverneurs suppléants	104
Administrateurs et Administrateurs suppléants, nombre de voix	107
Membres du Groupe consultatif bancaire	108
Organigramme et Direction de la SFI	109
Représentants sur le terrain et contacts	114
Adresses et informations sur les bailleurs de fonds	116
Participants aux syndications	119
Sigles, notes et définitions	120

LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

OPÉRATIONS – ÉTAT RÉSUMÉ, EX. 02

Nombre de nouveaux projets engagés	204
Montant total des financements engagés	USD 3,6 milliards
Financements engagés par la SFI pour son propre compte	USD 3,1 milliards
Nombre de nouveaux projets approuvés	223
Montant total des financements approuvés	USD 5,8 milliards
Financements approuvés par la SFI pour son propre compte	USD 4,0 milliards
Montant total du portefeuille de prêts et de participations*	USD 15,1 milliards
Participations en pourcentage du portefeuille engagé	23 %
Prêts en pourcentage du portefeuille engagé	71 %
Garanties en pourcentage du portefeuille engagé	5 %
Instruments de gestion des risques en pourcentage du portefeuille engagé	1 %

* Y compris des instruments hors bilan tels que les garanties et les instruments de gestion des risques engagés par la SFI pour son compte propre au 30 juin 2002.

RESSOURCES ET REVENU, EX. 02

Résultat d'exploitation	USD 161 millions
Capital libéré	USD 2,4 milliards
Bénéfices non distribués	USD 3,9 milliards
Emprunts effectués durant l'exercice	USD 4,0 milliards

DURABILITÉ ET ENGAGEMENTS DE LA SFI, EX. 02

Projets engagés ayant un fort impact sur la durabilité des actions menées*	47 %
--	------

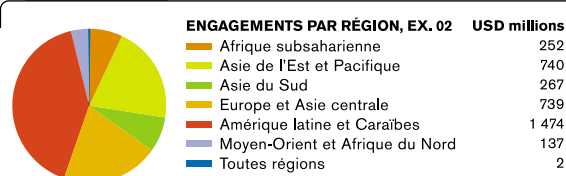
* Dans le cadre d'une opération pilote, la SFI identifie, suit et évalue les nouveaux engagements qui ont un fort impact positif sur le gouvernement d'entreprise et les dimensions économiques, environnementales et sociales du développement. De plus amples détails sur la démarche adoptée par la SFI en ce domaine figurent dans l'Examen de la viabilité.

SECTEURS

ENGAGEMENTS PAR SECTEUR, EX. 02*	USD millions	%
Services financiers**	1 236	34,2
Transports, entreposage et services d'utilité collective	621	17,2
Information	310	8,6
Construction et immobilier	289	8,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	227	6,3
Produits alimentaires et boissons	190	5,2
Commerce de gros et de détail	129	3,6
Hydrocarbures et industries extractives	117	3,2
Produits industriels et de consommation	112	3,1
Agriculture et foresterie	75	2,1
Pâte à papier et papier	73	2,0
Santé et éducation	60	1,7
Métaux de première fusion	46	1,3
Textiles, vêtements et cuirs	43	1,2
Services hôteliers et de tourisme	39	1,1
Services spécialisés, scientifiques et techniques	25	0,7
Plastiques et caoutchouc	18	0,5
TOTAL, ENGAGEMENTS	USD 3 610	

* Les chiffres relatifs aux engagements comprennent les garanties et les opérations de gestion des risques.
 ** Y compris les instruments de financement, d'assurance et de placement collectif.

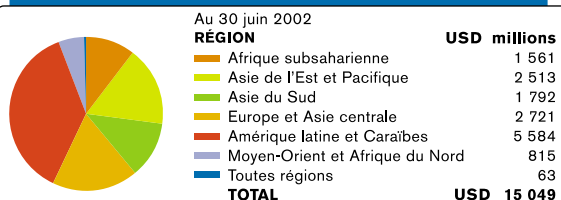
RÉGIONS



PRODUITS

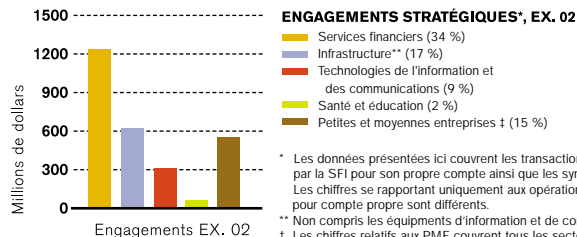


PORTFEUILLE D'INVESTISSEMENTS DE LA SFI PAR RÉGION (pour son propre compte)



OBJECTIFS

La stratégie de la SFI privilégie les secteurs susceptibles de fortement promouvoir un développement durable.



* Les données présentées ici couvrent les transactions signées par la SFI pour son propre compte ainsi que les syndications. Les chiffres se rapportant uniquement aux opérations de la SFI pour compte propre sont différents.

** Non compris les équipements d'information et de communication. † Les chiffres relatifs aux PME couvrent tous les secteurs d'activité.

Les services financiers couvrent les instruments de financement, d'assurance et de placement collectif.
 Les infrastructures couvrent les équipements collectifs et de transport.
 Les secteurs sociaux couvrent les secteurs de la santé et de l'éducation.

ADMINISTRATEURS*

Abdul Aziz Mohd. Yaacob
Girmai Abraham
Mahdy Ismail Aljazzaf
Yahya Abdullah M. Alyahya
Carole Brookins
Eckhard Deutscher
Pierre Duquesne
Yuzo Harada
Neil Francis. Hyden
Finn Jønck
Terrie O'Leary
Franco Passacantando
Philippe M. Peeters
Moises Pineda
Jaime Ruiz
Ahmed Sadoudi
Tom Scholar
Balmiki Prasad Singh
Mario Soto-Platero
Pieter Stek
Bassary Tourée
Pietro Veglio
Zhu Guangyao
(vacant)

ADMINISTRATEURS SUPPLÉANTS

Nguyen Doan Hung
Richard H. Kajjuka
Mohamed Kamel Amr
Abdulrahman M. Almofadhi
Robert B. Holland III
Eckhardt Biskup
Emmanuel Moulin
Masanori Yoshida
Dong-Soo Chin
Inkeri Hirvensalo
Sharon Weber
Helena Cordeiro
Emin Dedeoglu
Jose H. Machillanda
Luis Antonio Balduino
Inaamul Haque
Rosemary B. Stevenson
Akbar Ali Khan
Roberto Garcia-Lopez
Tamara Solyanyk
Paulo F. Gomes
Jerzy Hylewsky
Chen Huan
Eugene Mliagkov

LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la SFI. M. James D. Wolfensohn, président de la SFI et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs.

Les administrateurs constatent avec satisfaction que la SFI a continué, au cours de l'exercice clos le 30 juin 2002, d'accroître son impact positif sur le développement par le biais de ses opérations de financement de projets du secteur privé et ses activités de conseil.

BRETON LITTLEHALES



DE GAUCHE À DROITE : (debout) Tom Scholar, Luis Antonio Balduino*, Neil F. Hyden, Mohamed K. Amr*, Pieter Stek, Pierre Duquesne, Eckhardt Biskup*, Pietro Veglio, Finn Jønck, Mario Soto-Platero, Girmai Abraham, Yuzo Harada, Abdul Aziz Mohd. Yaacob, Bassary Touré, Emin Dedeoglu* ; (assis) Zhu Guangyao, Yahya A. M. Alyahya, Carole Brookins, Balmiki Prasad Singh, Sharon Weber*, Helena Cordeiro*, Ahmed Sadoudi.

* Au 30 juin 2002.

* Administrateur suppléant. Certains administrateurs ou administrateurs suppléants n'étaient pas disponibles lorsque la photo a été prise.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SFI

ORIENTATION ET SUPERVISION

Le Conseil d'administration de la SFI, qui représente les 175 pays membres actionnaires de la Société, décide de l'orientation générale des programmes et des activités de l'institution. Durant l'exercice, les administrateurs ont approuvé de nombreux investissements et suivi attentivement l'évolution et l'exécution de la stratégie de la Société. Dans le cadre du processus de planification, ils ont lancé le débat sur les orientations stratégiques de la SFI, qui définiront ses activités futures.

Durant l'exercice 02, les administrateurs ont témoigné de l'importance qu'ils accordent à l'harmonisation des stratégies sectorielles au sein du Groupe de la Banque mondiale en participant à l'examen et à l'analyse de la stratégie définie par celui-ci pour le développement du secteur privé et d'un cadre stratégique pour le secteur des technologies de l'information et de la communication. Les administrateurs ont également passé en revue des opérations menées dans différents pays durant l'exercice et examiné plusieurs stratégies d'aide-pays communes de la Banque et de la SFI ainsi que les instruments correspondants.

Les membres du Conseil d'administration ont appuyé l'orientation des activités de la SFI sur les marchés pionniers, les secteurs qui ont un fort impact sur le développement et les petites et moyennes entreprises. Ils se sont félicités de la place accrue accordée à la rentabilité tout en rappelant l'importance de la mission de développement de la SFI. Les administrateurs se sont également penchés sur la manière dont l'économie mondiale, les flux de capitaux et les conditions régnant dans les différents pays influent sur la demande des services de la SFI et ont recherché les meilleurs moyens de satisfaire aux besoins pressants de ressources financières et de services de conseil de ses clients. Ils ont indiqué la voie à emprunter pour que les politiques de la SFI renforcent dans toute la mesure possible l'impact sur le développement des actions menées par le Groupe de la Banque mondiale tout entier.

Dans le cadre de leurs fonctions de supervision, les administrateurs se sont penchés sur l'examen annuel de l'évaluation des opérations et la réponse de la direction de la SFI. Ils ont insisté sur l'importance de la collaboration de la SFI et de la Banque mondiale aux fins de l'amélioration du climat de l'investissement dans les pays en développement et ont particulièrement souligné les avantages de la coordination des activités de la SFI et de la MIGA. Les administrateurs se sont félicités

du dialogue constructif poursuivi par la direction de la SFI et le Groupe de l'évaluation des opérations.

S'agissant de l'examen des résultats du portefeuille, les administrateurs sont convaincus que la SFI dispose de capacités suffisantes pour assurer des opérations normales et que ses ratios financiers respectent les normes définies dans le cadre de ses politiques malgré le ralentissement de l'économie mondiale. Ils ont néanmoins souligné que la SFI doit continuer d'adapter ses activités en fonction de l'évolution de l'économie mondiale.

La gouvernance de la SFI

Les pays membres de la Société financière internationale, par l'intermédiaire du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration, décident de l'orientation générale des programmes et activités de l'institution. Chaque pays membre nomme un gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la SFI, mais il en délègue la majeure partie aux 24 administrateurs. Ceux-ci disposent chacun d'un nombre de voix qui est fonction de la contribution du pays ou du groupe de pays qu'ils représentent au capital de la Société.

Les administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner tous les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et superviser la gestion générale de l'institution. Ils sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures.

Le Comité de l'audit fournit des conseils sur la gestion financière et autres aspects du gouvernement d'entreprise pour faciliter les décisions des administrateurs concernant les questions relatives à la politique financière et au contrôle financier. Le Comité du budget examine certains aspects des procédures, les directives administratives, les normes et les questions budgétaires qui ont un impact significatif sur le coût-efficacité des opérations du Groupe de la Banque.

Le Comité pour l'efficacité du développement offre des conseils aux administrateurs sur certaines questions ayant trait à l'évaluation des opérations et à l'efficacité du développement dans le but de suivre les progrès accomplis par la Banque mondiale au plan de la réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel examine les questions de rémunération et autres aspects importants de la politique du personnel, et fournit des conseils en ce domaine. Les administrateurs sont aussi membres du Comité des questions administratives concernant les Administrateurs.

James D. Wolfensohn est le président de chacune des institutions du Groupe de la Banque mondiale, qui comprend la SFI, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Il est également président du Conseil. Peter Woicke, qui est devenu Vice-président exécutif de la SFI en 1999, est chargé de la gestion générale des opérations courantes de la Société. Il est également directeur général de la Banque mondiale. À ce titre, il est responsable des opérations de la Banque relatives au secteur privé et de la formulation d'une stratégie cohérente du développement de ce secteur pour le Groupe de la Banque mondiale.

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF

Il est important, dans les périodes difficiles, de faire preuve d'originalité et d'un certain optimisme. C'est ce qu'a fait la SFI pour pouvoir tenir le cap durant l'un des exercices les plus durs de toute son existence et se retrouver en position de force.

Lorsque l'exercice 02 a commencé, la situation économique de nombreuses régions du monde était incertaine. En raison de leur portée et de leur ampleur, les événements du 11 septembre ont eu, bien sûr, des répercussions sur nos activités mais ils ont aussi profondément touché chacun de nous. Alors que ces événements venaient à peine de se dérouler, un drame économique et politique a éclaté en Argentine, qui a eu des répercussions sur les résultats financiers de la SFI et sur d'autres pays en développement.

La SFI aurait pu agir de manière orthodoxe et adopter une politique de repli en réduisant considérablement ses engagements à d'autres titres que ses activités d'investissement traditionnelles. En fait, elle a rapidement tiré les leçons de l'évolution rapide de la situation sur les marchés émergents et a modifié en tant que de besoin sa manière d'aborder les problèmes financiers mondiaux et régionaux, les questions sociales et environnementales, le développement des petites et moyennes entreprises, l'assistance technique, et la fourniture de services de conseil pour mieux servir ses clients et développer ses activités. En bref, elle a pris toutes les mesures nécessaires pour promouvoir un développement durable sur les marchés émergents, même durant cette période délicate, et n'a épargné aucun effort pour accroître leur efficacité et leur rentabilité.

Je suis encore plus optimiste à l'issue de ce difficile exercice, car je sais que la SFI est toujours aussi résolue à atteindre son principal objectif, à savoir réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie par le biais du développement d'un secteur privé viable.

Il n'a pas toujours été facile de voir les choses du bon côté. Vers le milieu de l'exercice, la SFI a couru, pour la première fois de son existence, le risque d'afficher une perte par suite des incertitudes qui caractérisaient l'économie mondiale et, plus particulièrement, ses engagements en Argentine. Or, malgré l'important accroissement du niveau de ses provisions pour pertes, la Société a pu dégager un bénéfice d'exploitation de 161 millions de dollars pour l'exercice, grâce à l'acharnement de son personnel et aux efforts résolus de l'équipe responsable de ses opérations de trésorerie.

La SFI a également pu entreprendre de nouvelles opérations de haute qualité, et ce à un rythme plus soutenu qu'auparavant. Elle a engagé 3,1 milliards de dollars au titre de financements en faveur de 204 projets pour son propre compte, ce qui représente une augmentation de 14 % par rapport à l'exercice précédent. Conformément à sa stratégie, la Société a réalisé les deux tiers environ de ses nouveaux investissements dans les domaines des marchés des capitaux, des infrastructures, des technologies de l'information, de la santé et de



President James D. Wolfensohn (à gauche) et, Peter Woicke, Vice-président exécutif.

l'éducation. Les prêts aux petites et moyennes entreprises effectués directement ou par le biais d'un intermédiaire se sont chiffrés à environ 540 millions de dollars et ont représenté 17 % des nouveaux financements de la SFI pour son propre compte.

LA SFI RESTE DETERMINÉE À AIDER L'ARGENTINE

À l'approche de la fin de l'exercice, la SFI a engagé son premier financement en faveur de l'Argentine depuis le début de la crise, au titre d'un prêt à un important exportateur de produits agricoles, Aceitera General Deheza. Bien que les problèmes survenus aient eu un très fort impact sur ses opérations dans ce pays, la Société a décidé de fournir son appui aux bons clients qui poursuivent leurs activités en se conformant à des normes très rigoureuses. Les efforts que nous avons déployés au cours des dix dernières années en Argentine démentent l'argument maintenant populaire selon lequel les investissements étrangers et les entreprises privées ne peuvent pas contribuer dans une mesure importante à améliorer les conditions de vie dans les pays en développement.

Quand les marchés procèdent à des réformes, comme l'a fait l'Argentine il y a dix ans, le rôle de la SFI est de fournir un appui aux sociétés qui peuvent profiter des changements apportés et avoir un impact positif sur l'économie des pays membres en développement. Lorsque les circonstances le permettent, les investissements de la SFI peuvent promouvoir la croissance et la stabilité sur ces marchés. Les réformes décidées par les pouvoirs publics argentins dans les années 90 ont donné aux entreprises privées du secteur des infrastructures la possibilité d'offrir des services plus nombreux et de meilleure qualité à une grande partie de la population. Nombre de nos clients ont saisi cette occasion. Je continue d'être fier de leur contribution au développement de l'Argentine.

Toutefois, l'obtention de bons résultats par certaines entreprises privées ne peut garantir un développement durable. Pour cela, un pays doit se montrer résolu à appuyer les marchés et assurer une certaine discipline et une bonne gouvernance par le biais du secteur public. Aucune entreprise privée argentine n'aurait pu éviter les retombées d'une crise budgétaire qui a débouché sur une dévaluation et la suspension des paiements

au titre de la dette publique. La SFI doit donc continuer de collaborer avec ses clients pour les aider à traverser cette période éprouvante. Parce qu'elle s'engage pour le long terme et a les moyens d'investir sur des marchés où les capitaux privés se font rares, elle peut contribuer à rétablir un climat de confiance, même en période de crise, si les pouvoirs publics sont réellement déterminés à poursuivre des politiques judicieuses. La SFI sera le partenaire de l'Argentine pour de longues années et envisagera de nouvelles transactions le moment venu.

LA SFI FONDE SES ACTIONS SUR LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE

L'Argentine a fourni à la SFI certains enseignements sur la vulnérabilité des économies en développement. La crise qui a secoué ce pays a simplement exposé au grand jour les vastes problèmes auxquels se heurtent la SFI et le Groupe de la Banque mondiale lorsqu'ils s'efforcent de promouvoir le développement du secteur privé. Nous avons pu constater que les entités parrainantes hésitent de plus en plus à prendre des risques importants et à investir dans les pays en développement les capitaux nécessaires à un développement économique dont les fruits seront largement répartis. La SFI doit faire face sans attendre en innovant davantage, en s'assurant de la pérennité de ses projets, en exploitant toute la gamme de ses connaissances spécialisées dans le cadre de ses transactions, et en coordonnant mieux son action avec celle du Groupe de la Banque mondiale. Sa structure organisationnelle doit l'aider dans sa tâche.

Les difficultés de l'Argentine exposent plus clairement que jamais le problème très complexe que doivent résoudre les institutions de développement à l'échelle mondiale : comment s'attaquer aux carences fondamentales des économies en développement pour qu'il soit possible de passer moins de temps à remédier à des crises et de consacrer plus de temps à la mise en place d'un secteur privé viable ?

LA SFI INNOVE

La SFI doit, avant tout, innover et s'attacher à fournir des services à ses clients. La manière dont elle structure ses transactions est importante. Durant l'exercice, elle a offert un plus grand nombre de financements en monnaie nationale au titre de projets afin de réduire les risques de change.

Les transactions en monnaie nationale devraient bientôt compter au nombre des produits qu'elle utilise pour un plus grand nombre de marchés importants.

La SFI doit également faire appel à des compétences plus diverses pour s'assurer que ses projets produisent des résultats plus efficaces au plan du développement. Lorsqu'elle écoute ses clients très attentivement, travaille en équipe, utilise toutes ses capacités et exécute ses transactions plus rapidement, le service qu'elle offre à ses clients est excellent. Nous devons prendre les mesures nécessaires pour que cela se produise plus souvent.

LA SFI VEUT PROMOUVOIR LA VIABILITÉ

Une importance plus grande a été accordée à la recherche de la viabilité en tant que priorité stratégique au cours de l'exercice écoulé. Celle-ci est à la fois la cause et la conséquence de l'aptitude de la Société à faire profiter ses clients des connaissances spécialisées qu'elle possède dans différents domaines, et notamment les domaines environnementaux, sociaux et techniques. C'est parce qu'elle est déterminée à promouvoir un développement durable que la SFI se distingue des autres institutions financières et peut fournir à ses clients des services à forte valeur ajoutée qui leur permettent de faire face aux problèmes mondiaux. À l'évidence, la viabilité sera un élément moteur du succès et de la rentabilité des opérations futures de la Société.

L'importance accordée à la viabilité est aussi cruciale pour la mission de la SFI en tant qu'institution de développement. Trop longtemps, le débat sur l'avenir de l'économie mondiale, l'environnement et les problèmes sociaux correspondants n'a porté que sur les actions et les politiques des gouvernements et des sociétés multinationales. Ce débat est certes indispensable, mais il faudrait aussi porter une bien plus grande attention à la réalisation d'investissements privés dans une optique de viabilité sur les marchés émergents. Le monde dans lequel nous vivons s'est radicalement transformé au cours des dix dernières années. En 1990, chaque dollar d'aide au développement à long terme accordé au gouvernement d'un pays en développement — par la Banque mondiale, par exemple — avait pour contrepartie moins d'un dollar sous forme de flux de capitaux privés à long terme.

Durant le dernier exercice, chaque dollar d'aide au développement a eu pour contrepartie quatre dollars de flux de capitaux privés à long terme. Pour chaque enfant né dans un pays riche, plus de neuf enfants sont nés dans des pays en développement, la moitié d'entre eux de parents ayant moins de deux dollars par jour pour vivre. Pour chaque millier de kilomètres carrés de forêt protégée dans des pays à revenu élevé, quelque 7000 kilomètres carrés sont détruits dans les pays à faible revenu.

Nombreux sont ceux qui prétendent que la viabilité est un objectif accessoire qu'il est difficile d'intégrer dans les opérations en cours, et que c'est un luxe que peuvent se permettre les

grosses sociétés des pays riches. Or, la SFI constate de plus en plus souvent que les entreprises qui ne cherchent pas à assurer leur viabilité risquent de se trouver en difficulté sur le marché. Ne pas prêter attention aux résultats économiques, environnementaux et sociaux des projets risque de compromettre la rentabilité de ces derniers. Chercher à être viable peut aider les entreprises à opérer de manière efficace et rentable dans les pays en développement, comme en témoignent certains exemples présentés dans ce rapport et dans l'étude intitulée *Developing Value: The Business Case for Sustainability in Emerging Markets*, que viennent de publier la SFI et les bureaux d'études SustainAbility (Royaume-Uni) et Ethos Institute (Brésil).

UNE STRATÉGIE À L'ÉCHELLE DE LA BANQUE

L'innovation et la qualité des financements de la SFI sont des pièces d'un puzzle de plus vaste dimension faisant intervenir d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement et l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

Pour faciliter l'assemblage de ce puzzle, au début de l'exercice, le Groupe de la Banque mondiale a adopté une stratégie de développement du secteur privé pour mieux exploiter les initiatives privées. La Banque mondiale joue un rôle unique car elle peut influencer sur le débat relatif aux mesures que doivent prendre les pouvoirs publics pour résoudre les problèmes économiques et promouvoir les entreprises privées. Ce débat porte certes sur des questions qui sortent du cadre d'intervention de la SFI en tant qu'investisseur mais il est important qu'il bénéficie de l'expérience acquise par la Société aux fins de la promotion du développement du secteur privé.

Les activités du Groupe de la Banque mondiale concernant le secteur privé revêtent une importance cruciale pour la lutte contre la pauvreté, et il est important que la SFI poursuive une stratégie coordonnée dans le cadre de sa mission pour obtenir les meilleurs résultats possibles. Ce sont les marchés privés qui font augmenter la productivité et, ce faisant, créent des emplois plus productifs et accroissent les niveaux de revenus. Les initiatives privées peuvent également contribuer à la fourniture de services de base qui démarginalisent les pauvres en améliorant les infrastructures, la santé et l'éducation. Il est aussi important de lancer des réformes, et notamment des processus de déréglementation ou de privatisation, de manière proactive pour renforcer la viabilité environnementale.

Par ailleurs, dans le cadre de sa nouvelle stratégie, le Groupe de la Banque mondiale a entrepris un programme pilote de projets d'aide basée sur les résultats qui est plus particulièrement axé sur la prestation de services essentiels d'intérêt public, notamment au niveau des infrastructures.

Cette démarche offre à la SFI de nouvelles occasions d'exploiter l'expérience qu'elle a des opérations menées dans le cadre du secteur privé sans garantie de l'État à l'appui de la mission de la Banque mondiale. Cette dernière fournissant un soutien à la formulation des politiques et au renforcement des capacités par le biais de garanties et de subventions ciblées, la SFI peut porter ses efforts sur la mobilisation de financements privés. Le Groupe de la Banque mondiale est bien placé pour fournir une aide basée sur les résultats, et la SFI fournit de longue date des services sans recourir à des subventions.

LA SFI VEUT MIEUX SERVIR SES CLIENTS

Lorsque la SFI s'est trouvée confrontée aux graves problèmes surgis durant l'exercice écoulé, elle a entrepris de déterminer si sa structure lui permettait de promouvoir l'investissement privé dans l'environnement de plus en plus complexe dans lequel opèrent les pays en développement. Pour faire face aux difficultés immédiates, elle a sans attendre pris des mesures pour réduire ses coûts. Il lui a toutefois fallu aussi revoir fondamentalement son modèle opérationnel qui, dans certains cas, se traduisait par l'offre de services redondants et un ciblage inadéquat des clients. Mais, plus que tout, la Société a voulu s'assurer que ses clients pourraient tirer pleinement profit de l'expérience qu'elle a acquise dans le monde entier et de son expertise dans une large gamme de services.

La SFI a donc procédé à une vaste réorganisation durant l'exercice 02. Elle a, entre autres, réaffecté un plus grand nombre de cadres supérieurs dans des centres régionaux pour les rapprocher de leurs clients et fournir à ces derniers de meilleurs services. La Société a toujours accordé une grande importance aux services qu'elle fournit à ses clients, mais sa structure organique ne lui a pas toujours permis de faire face à l'évolution de leurs besoins. Les quatre cinquièmes des clients qui ont répondu à l'enquête qu'elle a récemment effectuée se sont déclarés satisfaits de la faculté d'adaptation du personnel de l'institution et des services fournis. Ils ont toutefois aussi fait remarquer que la Société pourrait faire preuve d'une plus grande efficacité dans d'autres domaines et exécuter ses opérations plus rapidement. La réorganisation de la SFI vise donc à créer une nouvelle culture d'entreprise pour accroître la souplesse des opérations internes et fournir des services rapides et personnalisés aux clients dans le contexte d'une économie mondiale en rapide évolution.

Il n'a pas été facile à la SFI d'opérer ces transformations. De nombreux membres du personnel ont dû changer de département ou quitter Washington. Pour la première fois depuis que la Société a ouvert ses portes, des postes ont été supprimés et des personnes licenciées. Ces changements sont intervenus dans un contexte opérationnel difficile, alors qu'il était essentiel de continuer à financer de bons projets.

Maintenant que cette phase de transition est achevée, la SFI est bien placée pour fournir des services mieux ciblés à ses clients. Sachant ce que la Société peut offrir, je suis convaincu que cette réorganisation lui permettra de mieux utiliser ses connaissances et ses compétences pour répondre aux besoins de ses clients. Les leçons apprises durant un exercice difficile ont conduit la SFI à améliorer ses produits et services. On ne peut que s'en féliciter.

LA DIFFUSION DE RAPPORTS DE PLUS VASTE PORTÉE

La SFI compte que ses résultats s'amélioreront sous l'effet des transformations en cours. Elle suivra l'évolution de la situation de diverses manières. L'exposé, dans ce rapport annuel, de l'initiative pour la promotion de la viabilité permet de montrer les résultats obtenus dans une plus large gamme de domaines qu'auparavant, qui dépassent le seul cadre de la rentabilité.

Grâce à un certain nombre d'initiatives concernant la présentation de l'information et le respect des principes de responsabilité, la direction et les actionnaires de la SFI sont mieux informés. Ce rapport annuel présente au public l'information dans un cadre unifié pour aider les parties prenantes à comprendre ce que fait la SFI et déterminer comment améliorer les rapports et les méthodes opérationnelles de l'institution.

Bien que la SFI n'ait pas encore déterminé tous les indicateurs nécessaires pour décrire ses résultats de manière détaillée ni assuré leur suivi, elle examine la possibilité d'en adopter de nouveaux et de diffuser davantage d'informations auprès du public. La Société est déterminée à mieux présenter les résultats obtenus en matière de gouvernement d'entreprise, et dans les domaines économiques, environnementaux et sociaux.

LA SFI PRÉPARE L'AVENIR

La SFI a réussi à préserver une saine position financière et à afficher de bons résultats au plan du développement durant l'exercice écoulé malgré des conditions très difficiles. Mais le plus dur reste à faire, et la Société a pris les mesures nécessaires pour pouvoir contribuer encore plus à promouvoir un développement durable. Il faut bien sûr en remercier l'équipe déterminée et compétente qui a fait preuve de son dévouement et de sa capacité d'innovation pendant un exercice très dur. Sa volonté de s'adapter à une situation en constante évolution et son optimisme inébranlable malgré les graves problèmes rencontrés font honneur à la SFI et laissent bien augurer de l'avenir.



PETER WOICKE
Vice-président exécutif

INVESTING IN A SUSTAINABLE



IFC has made sustainability a corporate priority because of fundamental changes taking place that are affecting our clients, our countries, and the Corporation. The growing public awareness of corporate governance and of environmental and social issues is driving changes in consumer behavior, investment, and policy or regulatory adjustments. All signs point to continued pressure on the private sector to demonstrate that economic growth and sustainability are compatible.

Greater focus on sustainability is a logical evolution of our role. It builds on our experience of ensuring the long-term financial and economic viability of our investments and of requiring compliance with minimum environmental and social standards. Minimum standards are important and required in IFC projects. They provide safeguards for investors and communities and protect project sponsors and IFC from unnecessary financial and reputational risks. At the same time, we are helping our clients identify where they can deliver more beneficial corporate governance, economic, environmental, and social impact in their own financial interest. A new role for IFC is helping clients become aware of opportunities that can be gained from sustainability, in addition to helping them determine how to meet our minimum standards—in other words, delivering more public goods along with private gains.

PRIVATE SECTOR



The business case is at the heart of our new approach to sustainability. A growing body of evidence suggests that improving projects' impact beyond the financial bottom line can in many cases also make good business sense. A subset of emerging market cases forms the basis of a report called *Developing Value: The Business Case for Sustainability in Emerging Markets* (www.sustainability.com/developing-value), published in mid-2002 by IFC in collaboration with SustainAbility, a U.K.-based strategy consultancy, and the Ethos Institute of Brazil. Even where the business case is not apparent today, we find that the changing business landscape is likely to reveal new risks from ignoring sustainability and new opportunities for high-impact sustainability practices that offer commercial benefit in new places for more firms.

IFC is well positioned to promote sustainable practices because of our development mission and in-house expertise. To our projects, we bring project finance skills. We bring perspective and advice on corporate governance. We bring an understanding of and sensitivity to local political and economic conditions. We bring industry expertise, technical know-how, and the capacity to address social and environmental issues. For businesses that are committed to providing strong beneficial impact beyond the financial realm, IFC should be the partner of choice in financing projects.

There are challenges as well as opportunities in putting a greater emphasis on sustainability. Not all IFC project sponsors begin the financing process with a commitment

to sustainable practices or an understanding of their potential financial benefits. Some partners may argue that the business case does not apply in markets where incomes are low and spent mostly on basic needs. The business instinct may be that consumers will value price over socially or environmentally responsible production. The business case is also not a one-size-fits-all approach; especially where market signals and regulation are weak, firms may not see benefits from improving environmental and social performance.

Businesses resisting sustainable practices, however, may put themselves at a long-term competitive disadvantage by missing opportunities, such as economically efficient and environmentally sound production methods that allow new market entrants to produce for less. Such businesses may also face greater downside exposure to changes in the competitive environment and consumer behavior. Our goal is to use our experience to help companies become both more sustainable and more competitive, thereby contributing to economic growth that improves people's lives over the long term.

Many IFC projects now benefit from a focus on sustainability—delivering positive high-impact corporate governance, economic, environmental, and social performance today. Along with many of our clients, we already deliver public goods through the private sector. Many projects highlighted in this section show how. We are committed to expanding our work with sponsors in this regard.

“The children started learning out of thin air...No one guided the process.”

— SUGATA MITRA, Director of Research and Development, NIIT, India



OPENING DOORS

EXPANDING ACCESS AND OPPORTUNITIES

What began as an experiment to see who would use the computers that information technology giant NIIT installed in the walls of its headquarters has become a business opportunity and created the possibility of expanding access to education. To the surprise of NIIT observers, poor, uneducated children were able to accomplish amazing things when left to their own devices with a computer and an Internet connection. The project encouraged the company to look at developing low-cost delivery mechanisms to offer education to rural and low-income children with little access to primary learning.

Hole in the Wall is a unique start-up venture that IFC supported this year. Evidence from these Internet kiosks in the walls showed that even disadvantaged children can quickly learn how to find their way around the computer and surf the Web. NIIT teamed up with IFC to find a commercially viable way to bring Internet-based education to children living in slums and rural areas of India using specially built Internet kiosks.

Financial innovation in Peru



In Lima, a soft-goods vendor that was supported by MIBANCO.

In its initial phase, Hole in the Wall will set up kiosks at 80 sites throughout India to test the viability of delivering education in this way. Meanwhile, it will seek a financially sustainable business model to expand the reach of the kiosks and the educational software. IFC, which has brought financial commitment and international visibility to the project, has involved researchers and interested grant donors in contributing to a successful outcome. Development of a commercially viable model could help overcome the deficiencies in providing traditional education to the poor, including lack of trained teachers, overcrowding of schools, and unequal access to education by girls.

Sustainable microfinance

Microfinance has traditionally provided small, grant-funded aid. Well-managed microfinance institutions in various legal forms, however, have convincingly demonstrated that they can become profitable and sustainable institutions while making major contributions to poverty reduction by increasing economic opportunities and employment.

IFC has been involved in the commercialization of the industry since 1996, when it promoted Micro Enterprise Bank (MEB) in Bosnia and Herzegovina, which has since served as a model for more than 15 other projects. In May 2000 IFC established the \$85 million Global Microfinance Capacity Building Facility for the creation of 11 microfinance institutions developed by Internationale Projekt Consult of Germany; six are now in operation. Some of them are already profitable, while the relatively newer institutions are on their way to profitability, based on their business plans.

Microloan portfolios take time to reach critical mass and generate enough revenues to cover costs and yield profits. The waiting period for operations to turn profitable is usually almost twice the norm of two to two and a half years for start-up retail banks. IFC coordinated with other donor organizations to provide technical assistance funding to absorb part of the upfront establishment costs for these greenfield microfinance institutions. Returns can be very attractive beyond this point and can be improved by operational efficiency gains such as those provided by advances in financial and information technologies.

Coinvestment by private sector partners is a welcome endorsement of the commercial appeal of microfinance institutions. Germany's Commerzbank, for example, has equity investments in six IFC-sponsored microfinance banks in Eastern Europe. Similar IFC-supported institutions are attracting debt financing on commercial terms from international lenders.

IFC also supports microfinance with other financial instruments, such as guarantee facilities, credit lines, quasi-equity, and investments in private equity funds. This year, for example, IFC approved a new credit line that would be used for on-lending by MEB to micro and small enterprises.

Reaching the poor more directly is a high priority for IFC. This year, we made our first microfinance and small business investment in Peru. These businesses are vital to the Peruvian economy, accounting for 98 percent of firms, generating 75 percent of national employment, and producing 45 percent of the country's output. Few businesses have access to the formal financial sector.

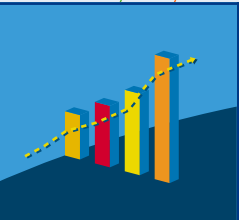
Hyperinflation and other factors never deterred Acción Comunitaria del Perú, a nongovernmental organization, from financing entrepreneurs in Lima's poorest neighborhoods over its quarter-century history. In 1998, when its portfolio was \$10 million and included 30,000 clients, the nongovernmental organization decided to convert to a regulated financial institution called Banco de la Microempresa, or MIBANCO. In the three years since conversion, which was supported through ACCION International of the U.S., MIBANCO has doubled its client base to more than 60,000 and its loan portfolio quadrupled.

This year, when MIBANCO was ready to grow further, IFC provided a \$5 million loan. MIBANCO has 26 branches throughout the Lima region and plans to grow. Today it is the third-largest commercially run microfinance institution in Latin America and one of the few rated by local credit-rating agencies.

IFC's financing will also support MIBANCO's plans to diversify its funding sources through deposit taking and private money markets. Eventually, MIBANCO may issue bonds or commercial paper in the local markets. The long-term nature of IFC funding will allow MIBANCO to increase its loans to small and medium businesses and better establish its relatively new low-income mortgage products. Many of the profits generated by profitable business lines will be recycled through the nongovernmental organization into high-risk and innovative pilot projects to finance poverty reduction.

“IFC involvement provides an opportunity to enhance the transparency of capital markets, strengthen private savings, and adopt a more democratic approach to shareholding.”

— NICANOR RESTREPO, President of Suramericana, Colombia



LAYING FOUNDATIONS

BUILDING ON CORPORATE GOVERNANCE EXPERTISE

In the business world, trust, credibility, and transparency are essential assets. As Ukrainian companies seek business partners and outside investment to grow and provide employment, they must bring corporate governance practices in line with internationally accepted standards. Building on three years of experience in a previous program, this year IFC's Private Enterprise Partnership, with support from the governments of Canada and Switzerland, started a corporate development project in Ukraine to advise companies on sound corporate governance. In addition, the project trains and advises Ukrainian medium and large enterprises on financial management, asset restructuring, and investor strategies to help them become transparent and competitive business partners capable of attracting investment.





Like IFC's similar programs in Armenia and Russia, the project advises the national government on improving corporate governance regulations to build investor confidence. To ensure that the future managers and lawyers understand the importance of good corporate governance and have the right skills, the partnership introduces corporate governance courses into local universities.

The previous three-year corporate governance program in Ukraine worked with 67 enterprises, about half of which reported significant benefits after improving corporate governance. These businesses achieved success in attracting investment, finding partners, and obtaining financing. To reach the broader business community, the partnership also developed and distributed to all joint-stock companies a corporate governance manual—a how-to guide to running a modern corporation; trained representatives of more than 1,500 companies, or 13 percent of all open joint-stock companies in Ukraine; and drafted more than 1,400 corporate documents for local companies. At the national level, the partnership contributed to six pieces of legislation improving corporate governance regulations. In addition, the partnership has trained more than 300 professors and has transferred teaching materials, including a case studies manual, to 23 universities across Ukraine, which now offer courses on corporate governance to 3,500 students each year.



Targeting good corporate governance in Korea

Weak corporate governance was a major factor contributing to the Asian financial crisis of the late 1990s. IFC is committed to improving corporate practices to enhance the performance of companies in the region.

This year IFC approved the Korea Corporate Governance Fund. We aim to support an investment fund that can create value for investors by identifying, investing in, and supporting medium-sized Korean companies seeking to implement the highest international standards of corporate governance. The fund will translate governance guidelines and initiatives into commercial practices and investment behaviors to demonstrate that corporate governance is not simply a matter of regulatory compliance. We expect that a greater emphasis on governance by Korean companies will result in lower costs of capital and improved allocation of capital within companies, therefore becoming an important source of value and competitive advantage for those adopting best practices.

The fund will underline the role that investors can play in improving governance standards, particularly among midsize corporations. It will also increase the efficiency of capital markets by improving the quality and timeliness of information released to the market. The fund will play a role in protecting minority shareholder rights and aligning corporate decision-making with the interests of all shareholders.



ADDING VALUE

INVESTMENTS THAT ENHANCE THE ENVIRONMENT

Until recently, graphic designer Yuri Ambros was accustomed to power outages that virtually paralyzed his city and made it impossible for him to work at his office. Instead, he spent afternoons aimlessly strolling the streets of Chisinau, a city of 700,000 in the heart of Moldova, Eastern Europe's poorest country. "I don't remember how long the power was out, because I don't remember bad things," he said, adding, "We pray to God these things don't happen again."



In Estonia, IFC supported the installation of a new recovery boiler to improve efficiency, emissions, and safety by Horizon Pulp and Paper.

NICK FLANDERS



RIGHT: The IFC Global Environment Fund Efficient Lighting Initiative is being implemented globally. Market research is one part of the initiative.

JAN KONG

As bad as it was for him, many were worse off. Outside the capital, some people lived without electricity, heat, and water for up to 20 hours a day for eight years. The state-owned utilities were overwhelmed by poor collection rates, high energy loss, and inadequate financial resources. Moldova's industrial sector was devastated, and people grew accustomed to darkness. The lack of power caused most of the street lights in Chisinau, the capital, to fail.

In response to its power crisis, the government took the difficult but required steps to facilitate foreign investment. It created a regulatory framework, established a regulatory body, and crafted a tariff structure based on cost recovery. The government privatized three of its five regional electricity distribution companies: RED Chisinau, RED Centru, and RED Sud. Unión Fenosa Internacional, the international arm of one of Spain's largest private sector utilities, won the competitive bid for the three companies.

Unión Fenosa has improved services, eliminated most power interruptions, restricted payment of bills to cash, and significantly increased collections. With the implementation of the investment program and the efficiency improvements, it is expected that the power sector in Moldova will provide reliable and cost-efficient service and be a role model for the power sectors in other countries in the region.

By rehabilitating existing fixed assets to increase reliability and reduce technical distribution losses, the project will also contribute to reduced greenhouse gas emissions. The sponsor agreed to adopt corporate environmental management systems at each distribution company by 2004, ensuring long-term gains in environmental performance. The project is expected to reduce technical losses from nearly 11 percent in 2000 to 9.5 percent in 2004. This would result in a reduction of GHG emissions by 30,000 tons of carbon dioxide per year after 2005.



Empowering El Salvador

Compañía de Alumbrado Eléctrico de San Salvador (CAESS), Empresa Eléctrica de Oriente (EEO), and Distribuidora Eléctrica de Usulután (Deusem) in El Salvador have shown a positive impact through the reduction of greenhouse gas emissions due to efficiency gains. AES purchased CAESS/ EEO/Deusem in 2000 and received financial support from IFC this year. The company has also been able to contribute to El Salvador in other ways. Through its ownership, it has expanded access to electricity, especially to previously underserved rural households. The companies plan to invest approximately \$59 million in their distribution networks to connect mostly rural households, 60 percent of which now lack access to electricity.

AES maintains a wide-ranging corporate citizenship program that includes sponsoring activities related to ecology, education, health and human services, community events, and the renewal of rural areas. The program includes forest and wildlife preservation, tree planting, and recycling. It will offer training programs, give computer equipment, and make repairs to schools. The program also makes donations of food to people with low income and gives equipment to hospitals.

AES will undertake community and urban renewal activities, such as fundraising in the aftermath of the recent earthquake, and is considering a housing reconstruction program with an international nongovernmental organization.



OLIVER RYAN

The impact on individuals active in the private sector was striking. A woman who designs and manufactures sweaters and textiles with the help of four other women lives in a dilapidated Soviet-era apartment building, which often serves as the base for her cottage industry. “During the blackouts, it was really hard because there was no electricity or heat,” she said. “Without electricity, you can’t do anything, especially when dusk falls, which happens to be around 4 p.m. in the winter. It was very bad indeed. Now things have changed. We have heat, we receive a bill, and we don’t have to check the meters ourselves.”

IFC and the World Bank supported sector reform and the privatization of these distribution companies. In November 2001, IFC lent \$25 million to the distribution companies. They received further funding from another multilateral, and the World Bank’s Multilateral Investment Guarantee Agency provided a \$61 million guarantee, protecting the sponsor’s equity against the risks of transfer restriction, expropriation, war and civil disturbance, and breach of contract. The participation of each institution was critical to the success of the project.

IFC’s direct funding helped rehabilitate the existing distribution assets; made billing, metering, and internal control systems more efficient; and provided initial working capital requirements.

“In a city where the intensive use of vehicles produces at least 98 percent of the toxic carbon monoxide and 41 percent of the particulate matter pollution, Ecomex provides a viable commercial alternative that will also contribute to public health.”

— GAVIN MURRAY, Director of IFC’s Environment and Social Development Department

A profitable clean-air solution in Mexico

In Mexico City, IFC worked with a project sponsor who understands that improved air quality and public health can be a business opportunity.

Ecomex is the only supplier of compressed natural gas for vehicle use in the Mexico City metropolitan area. IFC provided \$6.5 million in loans and equity financing to Ecomex to help fund a \$28 million project to construct and operate five CNG dispensing stations as well as to finance microbus conversion and operate a conversion workshop.

CNG-fueled vehicles have much lower emissions of particulate matter than gasoline- or diesel-powered vehicles. And since minibuses are heavy air polluters, the environmental benefits of converting these buses is especially high.

“In a city where the intensive use of vehicles produces at least 98 percent of the toxic carbon monoxide and 41 percent of the particulate matter pollution, Ecomex provides a viable commercial alternative that will also contribute to improved public health,” observed Gavin Murray, director of IFC’s Environment and Social Development Department.

An innovative scheme will help the many microbus owners who could not otherwise bear upfront costs to finance bus conversion. Ecomex covers the entire initial costs and recovers those costs over three years through the sale of CNG.

NEERAJ JAIN



“Our approach is very practical, aiming at transferring skills and knowledge to the workplace. Our staff assist with on-the-job implementation.”

— TONY JENNINGS, Senior Bank Training Advisor, Mekong Project Development Facility



BUILDING BUSINESSES

PROMOTING SMALL AND MEDIUM ENTERPRISES

Growth in the domestic private sector creates jobs, increases incomes, and contributes to poverty reduction. In many low-income economies that have yet to attract substantial amounts of foreign investment, the local private sector is made up almost entirely of micro, small, and medium enterprises. They are the lifeblood of local economies but often struggle against great odds and need well-targeted assistance.

In Vietnam, Cambodia, and Laos, the IFC-managed Mekong Project Development Facility works to build enduring, competitive small businesses that are a source of stable incomes for families. MPDF support makes a tangible difference in these economies, where difficulties in the local business environment are a major barrier to private sector development. In 2001 MPDF’s financial advice helped 40 small and medium businesses raise \$28 million in financing, much of it from local banks. This assistance created approximately 2,600 jobs and generated \$26 million in foreign exchange earnings.

In the past two years, MPDF has stepped up the pace of its activities, working to improve the business environment and strengthen the quality of local support services. The demand for nonfinancial assistance is strong. In Vietnam and Cambodia, more than 38,000 copies of inexpensive self-study workbooks developed by MPDF were sold, helping build skills such as marketing, finance and accounting, production and operations management, and human resources. This approach complemented the MPDF management training program that 1,600 small and medium business owners or managers took part in during the year.

THAI DZUNG TRUONG



ABOVE: A small business owner in Phnom Penh who was assisted by the Mekong Project Development Facility.

RIGHT: Hoang Thi Thai Ha, of MPDF, presents information for a Bank Training Center workshop on foreign exchange and money market products.



MARK FALLANDER

New markets for a rural entrepreneur

Dong Thanh Embroidery Company in Vietnam's rural Ninh Binh Province still uses a decades-old factory. But modern methods of finishing embroidered work, financial management, and marketing have provided contacts in Germany. The company plans to expand this year, adding 500 workers.

Dong Thanh now employs nearly 250 full-time factory workers who finish the tablecloths, bed linen, and decorative items after more than 7,000 women in surrounding homes do the initial embroidery. The company has become a role model for modernization based on traditional skills that have existed in the rural Red River Delta for centuries.

The company also provides a good example of how the MPDF has shifted beyond helping small and medium enterprises prepare the business plans needed to obtain loans toward more extensive technical and advisory assistance. Ms. Nguyen Thi Tu, the factory owner, did not need financial assistance for her expansion. She needed to retrain workers, to institute a new financial management system, and to find additional markets for her products. MPDF drew up a program for her that included three main facets: providing management consulting, building workers' skills, and contacting additional markets on the company's behalf. As a result, new orders are coming in that mean extra earnings for local women.

Training for financial institutions

Training services are one of the most effective ways to help smaller businesses achieve the access to finance they need. One new Vietnamese private company offers an invaluable service in this area: training to international standards designed to enable local banks to serve small and medium business customers more profitably.

This year MPDF launched the Ho Chi Minh City-based Bank Training Center. Its start-up capital of \$100,000 came directly from 10 Vietnamese shareholders, all domestic private commercial joint-stock banks that serve mainly SMEs. The success of the initiative will be determined by the value that customers themselves place on the center's services.

"We have great expectations for this venture," says Nguyen Duc Vinh, CEO of Techcombank and the BTC's first chairman of the board. "My bank invested because this was the most efficient means of providing our staff with the highest quality training at the best price."

Vietnamese joint-stock banks are small: banks that participate in the training center average a modest \$137 million in assets per bank. As a result, they lack the time and human resources to organize in-house training. The BTC promises to meet client needs while consolidating demand to make the venture commercially feasible.

"We are filling a huge gap in the market," says Tony Jennings, MPDF's senior bank training advisor. "Up to now, local bank training institutions taught procedure or theory. Our approach is very practical, aiming at transferring skills and knowledge to the workplace. In addition to classroom training, our staff assist with on-the-job implementation." Jennings has three decades of international banking experience, including seven years as Standard Chartered Bank's regional head of client training for the Asia-Pacific region.

The BTC has already attracted a core team of senior Vietnamese professionals with experience in banks such as ABN Amro, Bank of America, Standard Chartered, and ANZ. They have created 20 training programs that fuse international best practices with Vietnamese realities, including loan officer training and a program on leadership and change management for three shareholders undergoing organizational restructuring. Some courses are individualized to meet shareholder needs. For example, in response to a request from Phuong Nam Joint-Stock Bank, the BTC designed a full-day program on customer service-based videotaped interactions between the bank's employees and customers, as well as follow-up interviews.

For MPDF, the ultimate goal is to improve the range and quality of services offered by domestic banks to private SMEs.

RIGHT, TOP AND BOTTOM: Domostroitel, a furniture producer 1,000 kilometers northeast of Moscow, has a partnership with IKEA. With assistance from IFC, it is adopting updated practices so that it can meet the high standards IKEA requires of its long-term suppliers.

Leasing to spur growth

Leasing provides new companies with access to equipment for a small upfront investment that does not require collateral. With banking services concentrated in capital cities across the former Soviet Union, leasing has the potential to fill gaps in financing for small businesses and where banks are reluctant to provide loans.

To stimulate the growth of the competitive leasing industries in the former Soviet Union, IFC's Private Enterprise Partnership works with private companies, government officials, and lawmakers to introduce or improve leasing legislation. This year, the partnership drafted amendments to Russia's tax code and the Law on Leasing. New leasing legislation was passed in Armenia, Georgia, and the Kyrgyz Republic, which incorporated the partnership's recommendations, laying the foundation for leasing sector growth.

The Private Enterprise Partnership is IFC's technical assistance program in the former Soviet Union. The partnership is funded jointly by IFC (a three-year budget of \$12.6 million) and donor governments, which have provided \$32 million as of the end of FY02. The partnership implements programs to build financial markets, link local companies into supply and distribution chains of major investors, improve corporate governance practices, and improve business support services and the regulatory environment for SMEs. That, in turn, promotes the establishment of more new investment and businesses that contribute to economic growth and expand employment. The partnership's technical assistance has facilitated \$520 million in investment, including \$59 million in investments from IFC.



Long-term supplier partnerships in Russia

When IFC helps create relationships between clients who share our commitment to high standards and their suppliers, the development results can be dramatic.

Social and environmental responsibility is an important part of IKEA's daily operations. The company requires suppliers to adhere to a code of conduct covering working conditions, child labor, environment, and forestry. IKEA's goal is to make its customers feel confident that its products are manufactured in a responsible way.

IKEA's relationship with Domostroitel, a furniture producer 1,000 kilometers northeast of Moscow in the small town of Krasnaya Polyana, has had an overwhelmingly positive impact on the town. Today it is the largest business, employing a quarter of the town's 8,000 residents, or half the work force. But before 1993, Domostroitel, which began building prefabricated housing after World War II, was devastated by the collapse of the state-controlled economy. It had reduced its work force from 3,000 to 900 employees by 1993, when it began its partnership with IKEA.

Domostroitel needed to adopt better practices to meet the high standards IKEA requires of its long-term suppliers. Historically, the company's energy efficiency was low, its environmental practices outdated, and its use of waste wood inefficient.

To help Domostroitel and other suppliers maintain their existing relationship with IKEA and reach new markets, the Private Enterprise Partnership is providing technical assistance to help them realize their full business potential. The assistance includes evaluating the production process and developing plans to use energy-efficient and environmentally safe technologies. The partnership will also help suppliers explore new products that can be made from waste wood and will offer advice on marketing the new products to an expanded customer base.

IKEA has been investing in Russia since the 1970s. IFC helped finance IKEA's first retail outlet in the country, which opened in 2000, to help build the retail sector and expand the company's supply chain there. The Private Enterprise Partnership provides critical support to local communities and helps them maintain the benefits of foreign investment.

« L'équipe de la SFI a montré qu'elle comprenait parfaitement les besoins de notre compagnie. Elle a fait preuve de souplesse, de créativité et d'efficacité dans le cadre du montage de l'opération. »

— ENQUÊTE AUPRÈS DES CLIENTS DE LA SFI, 2002

PLEINS FEUX SUR LES CLIENTS

La SFI est déterminée à fournir un service de la plus haute qualité à sa clientèle d'entreprises privées et d'institutions financières de pays en développement. Pour faire face à l'évolution rapide des conditions du marché, elle offre une large gamme de produits financiers et des services de conseil adaptés aux besoins de chacun de ses clients. Elle fixe des normes rigoureuses de gouvernement d'entreprise et de viabilité sociale et environnementale et utilise son expertise dans le cadre des transactions relatives aux projets pour aider ses clients à obtenir les meilleurs résultats possible. Elle est également déterminée à sans cesse améliorer le service qu'elle offre à ces derniers.

Un chargé d'investissement de la SFI examine comment améliorer les pratiques commerciales et les méthodes de financement avec de petits entrepreneurs de Kaboul. La SFI fournit une assistance à la mise en place de la première banque de microfinance d'Afghanistan.



À DROITE : Le Docteur Jean-Marcel Guilliom examine, sur le chantier de construction, les plans de l'hôpital franco-vietnamien au financement duquel la SFI a contribué durant l'exercice.

CI-DESSOUS : Nicanor Restrepo est le président de Suramericana, qui est une cliente de la SFI.



MARK FALLANDER



REPRODUCTION AUTORISÉE : SURAMERICANA

La SFI est à l'écoute de ses clients. Elle veut aussi savoir ce qu'ils pensent de ses services (voir l'encadré sur l'enquête auprès des clients). Elle a ainsi appris que ses clients souhaiteraient qu'elle intervienne plus rapidement. La Société s'est donc réorganisée de manière à rapprocher une partie de son personnel des pays dans lesquels elle opère et lui permettre ainsi d'être sur place en cas de besoin. Les centres régionaux compteront des chargés d'investissement qui seront uniquement au service des clients. Ce faisant, la SFI cherche à forger des relations plus solides et plus étroites avec ses clients et ses partenaires pour pouvoir mieux s'acquitter de sa mission de développement.

Les transformations en cours s'appuient sur les relations étroites établies de longue date avec les clients. Par exemple, la SFI a noté durant l'exercice que les entreprises des pays à revenu intermédiaire avaient du mal à financer leur expansion à cause de la situation qui règne sur le marché. Ces entreprises en sont venues à dépendre des capitaux transfrontières mais il leur est difficile d'obtenir des capitaux internationaux en raison de la forte volatilité du marché.

La SFI est intervenue en offrant un accès à des financements assortis de conditions raisonnables à des entreprises comme Suramericana, en Colombie, qui a besoin d'une assistance pour procéder à une réorganisation complexe. La société holding et ses filiales traitent avec des entités du secteur financier, du secteur des assurances et d'autres branches d'activité telles que la cimenterie, l'alimentation, le commerce de détail, la protection sociale et les textiles.

La SFI se réorganise pour mieux servir ses clients

Durant l'exercice, la direction de la SFI a examiné la manière dont la Société conçoit ses opérations et sert ses clients, puis elle a mis en place un plan pour améliorer la situation à ces deux égards.

À la fin de l'exercice 02, la SFI avait été réorganisée de manière à cibler son action sur la fourniture de services à ses clients et renforcer ses compétences dans les domaines techniques. Elle s'efforce de mieux utiliser ses importantes ressources pour le compte de ses clients et pense que les transformations auxquelles elle a procédé permettront à ses équipes de direction de collaborer plus étroitement avec ses clients pour procéder à de nouvelles opérations et mieux gérer les relations qu'elle entretient actuellement avec eux.

La réorganisation a essentiellement porté sur les activités relatives aux marchés des capitaux et aux industries manufacturières en général. Autrefois, les bureaux régionaux étaient chargés de la formulation, du traitement du dossier et de la supervision des projets menés dans ces secteurs. Ces responsabilités incombent désormais aux départements spécialisés des industries. Les unités régionales porteront, quant

à elles, entièrement leur attention sur les stratégies, le développement des activités et les relations avec les clients. Les directeurs régionaux et le personnel d'encadrement basés dans les centres régionaux pourront maintenir des contacts plus étroits avec leurs clients et mieux déterminer le type et le site des projets qui seront le plus profitables au secteur privé dans les pays en développement membres de la SFI.

La réorganisation de la Société aura pour effet d'accroître les effectifs sur le terrain, ce qui lui permettra de répondre plus sagement et efficacement aux besoins. Des cadres supérieurs, en particulier, sont réaffectés dans les bureaux régionaux de manière à être plus proches de leurs clients, leur fournir un meilleur service et accroître le volume des opérations. L'amélioration des résultats que la SFI attend de sa réorganisation devrait accroître l'impact de son action sur le développement du secteur privé, qui est l'élément central de sa mission.

Le nouvel organigramme et la nouvelle liste des principaux membres du personnel figurent aux pages 109 et suivantes.

La SFI a déjà investi dans Suramericana par le biais d'une filiale de cette dernière, Corfinsura. Elle a considérablement accru le volume de ses engagements durant l'exercice par l'intermédiaire de la société mère et entrepris l'un de ses plus importants et plus complexes projets d'investissement et de services de conseil en Amérique latine. La SFI appuiera la stratégie de réorganisation de Suramericana, qui prévoit la formation de nouveaux partenariats par ses filiales, la préparation des sociétés en vue de leur introduction en bourse, et la cession des parts de capital que détient la compagnie dans des opérations non essentielles.

Le montant des engagements de la SFI sous forme de prêts et de prises de participation s'élève à 100 millions de dollars mais les services qu'elle rend dépassent largement le cadre de ses financements. La Société fournira des conseils à Suramericana sur les principaux aspects de sa stratégie opérationnelle et financière. Elle aidera en particulier la compagnie à adopter des pratiques de gouvernement d'entreprise qui établiront des normes rigoureuses en Colombie pour la transparence et la diffusion de l'information, le traitement des actionnaires minoritaires et les conseils d'administration.

Nicanor Restrepo, président de Suramericana, explique que cette relation revêt une importance considérable pour sa compagnie. « La participation de la SFI nous permet d'adopter une approche plus démocratique de l'actionariat. Elle ouvre la voie à un accroissement des investissements étrangers dans le pays », explique-t-il.

En collaborant dans le cadre du partenariat qu'elle a formé avec la compagnie, la SFI a aidé Suramericana à atteindre ses objectifs à une époque où les autres partenaires financiers se faisaient rares. La SFI a également pu faire bénéficier ce client de services autres que ses services de financement. En lui faisant adopter les meilleures pratiques internationales, elle compte que la compagnie fonctionnera mieux et obtiendra des résultats plus satisfaisants que si elle n'était pas intervenue. En instituant et en appliquant les meilleures pratiques, notamment en adoptant un meilleur gouvernement d'entreprise, Suramericana devrait, à l'avenir, être mieux en mesure d'attirer de nouvelles sources de financement.



RICHARD ENGLISH



REPRODUCTION AUTORISÉE - FINCA



MARK FALLANDER

Les clients de la SFI donnent leur opinion

En 2001, la SFI a procédé pour la première fois à une enquête annuelle auprès de ses clients pour déterminer leur degré de satisfaction et la manière d'améliorer les services qu'elle leur offre. Les résultats de cette enquête, outre qu'ils fournissent de précieuses informations en retour, permettent d'évaluer la performance de la Société et de ses départements dans le contexte des profils de performance institutionnelle. Entre 80 et 90 % des clients de la SFI ont indiqué que, à leur avis, le personnel de l'institution est prêt à répondre à leurs besoins, ils savent à qui s'adresser pour obtenir le service voulu et ils sont prêts à recommander la SFI en tant que partenaire financier à d'autres entreprises. Les quatre cinquièmes environ des clients ont indiqué se féliciter surtout de la durée des partenariats formés avec la Société, de l'aptitude de cette dernière à fournir des capitaux et de la confiance que sa participation au financement génère.

Soixante pour cent des clients contactés aux fins de l'enquête en 2002 ont noté que les politiques et procédures sociales et environnementales de la SFI favorisent leurs intérêts commerciaux à long terme ; 42 % des clients ont indiqué avoir enregistré de meilleurs résultats par suite de l'adoption de ses politiques et procédures. À cet égard, des clients ont mentionné un respect accru des réglementations de l'État, la création de liens étroits avec les partenaires extérieurs, l'amélioration des résultats financiers et le renforcement de la compétitivité résultant de l'élargissement de l'accès aux marchés ou de la meilleure réception faite à leurs produits. Les résultats de l'enquête de 2001 sont similaires.

L'enquête auprès des clients de la SFI 2002 a porté sur un groupe de 232 clients en faveur desquels des décaissements avaient été effectués au cours de l'année civile précédente (2001) et quatre ans plus tôt (1998). Des réponses ont été obtenues de 165 d'entre eux.

LES PRODUITS ET SERVICES

PRODUITS FINANCIERS

PARTICIPATIONS ET QUASI-PARTICIPATIONS

La SFI risque ses propres capitaux en prenant des participations dans des entreprises ou toute autre entité intervenant dans un projet, des institutions financières, des fonds de placement ou des fonds communs de participation. Elle peut prendre une participation à hauteur de 35 % dans une opération, mais se limite généralement à un pourcentage compris entre 5 et 20 % du capital du projet. La SFI n'est jamais le principal actionnaire d'un projet. Elle investit à long terme et se retire d'une entreprise de préférence lorsque les titres de cette dernière sont admis à la cotation.

La SFI a aussi recours à des instruments appelés quasi-participations, qui présentent à la fois les caractéristiques de titres de la dette et de participations. Certains, comme les prêts non privilégiés et les instruments de dette convertibles, sont assortis d'un calendrier rigide ; d'autres, tels que les actions privilégiées et les titres participatifs n'ont pas de calendrier préétabli.

PRÊTS ET SERVICES D'INTERMÉDIAIRES

La SFI consent des financements sur projet ou des financements d'entreprises sous forme de prêts A, c'est-à-dire de prêts qu'elle effectue pour son propre compte sans demander de garantie de l'État. Ces prêts ont une échéance de 7 à 12 ans au départ mais, dans certains cas, leur durée a été prolongée jusqu'à 20 ans. Bien qu'elle libelle ses prêts essentiellement dans des devises principales, la Société a entrepris d'accroître les moyens dont elle dispose pour offrir des prêts en monnaie nationale.

La SFI procède à des études approfondies avant d'accorder un financement sur projet. Parce qu'elle a acquis une vaste expérience des montages financiers dans les pays en développement, elle est particulièrement bien placée pour évaluer les risques associés à ces opérations. Elle accepte de consentir des financements remboursables uniquement au moyen des flux de trésorerie d'un projet, sans recours ou avec des droits de recours limités.

Les prêts de la SFI se présentent aussi, pour une large part, sous forme de lignes de crédit ouvertes au profit d'intermédiaires bancaires, de sociétés de crédit-bail et d'autres institutions financières qui rétrocèdent les ressources qui leur sont ainsi procurées. Ces lignes de crédit ciblent fréquemment les petites entreprises.

MOBILISATION DE CAPITAUX

Pour pouvoir jouer son rôle de catalyseur, la SFI doit mobiliser des capitaux privés qui pourront être investis dans des pays en développement. Elle démultiplie son impact en mobilisant les ressources d'autres institutions, qui n'acceptent de fournir un financement que si la Société participe à l'opération.

Les syndicats ou prêts B sont la pierre angulaire des efforts de mobilisation de la Société. Grâce à ce mécanisme, les risques de crédit associés au projet sont répartis entre toutes les institutions financières mais la SFI reste le prêteur en titre. Les banques participantes bénéficient aussi des avantages (un accès préférentiel aux devises, par exemple) dont jouit la SFI en sa qualité d'institution multilatérale de développement. Ces banques sont, dans certains cas, également exemptées de l'obligation de constituer les provisions requises par les réglementations applicables.

Par ailleurs, la SFI mobilise des capitaux privés au profit d'entreprises en procédant à des garanties d'émissions, à des placements privés et à des investissements dans des fonds communs de participation et, ce faisant, aide ses clients à obtenir accès pour la première fois aux marchés financiers internationaux.

GARANTIES ET GESTION DES RISQUES

Les garanties relatives aux instruments financiers et les financements conditionnels permettent aux clients de la SFI de bénéficier de sa cote de crédit et, partant, d'avoir accès aux marchés financiers et de structurer leurs emprunts avec plus de souplesse. Au nombre des produits disponibles figurent les garanties de prêt et d'émissions obligataires ainsi que les services de promotion du commerce et d'affacturage à forfait et les mécanismes de prêt.

La SFI accorde couramment des garanties partielles de crédit au titre d'émissions obligataires et de prêts ainsi que des garanties totales au titre de prêts en monnaie nationale. Une garantie de crédit couvre tous les risques de crédit pendant une partie déterminée de la période du financement ou à hauteur d'un plafond déterminé, et permet souvent d'obtenir des échéances plus longues que celles qui auraient été accordées par les créanciers privés sans cette garantie. Une garantie partielle de crédit en monnaie nationale permet de répondre aux besoins des emprunteurs tout en contribuant au développement des marchés des capitaux intérieurs. Sur les marchés obligataires mondiaux, une garantie partielle de crédit en devises permet à une société cliente de la SFI de diversifier ses sources de financement en établissant sa surface financière auprès des investisseurs internationaux.

La SFI offre des garanties partielles de crédit au titre de mécanismes de promotion du commerce et d'affacturage à forfait. Ces mécanismes aident les banques partenaires à accroître l'envergure des programmes de financement du commerce extérieur pour couvrir les importateurs et exportateurs d'un pays lorsque des limites sont imposées à ces programmes notamment par les plafonds établis par pays. Les mécanismes de prêt fournissent des garanties partielles de crédit dans le cadre des programmes de financement globaux qui rétrocèdent des fonds aux petites et moyennes entreprises.

Les services de gestion des risques permettent aux clients de la SFI d'avoir accès aux marchés des produits dérivés. Les instruments de couverture des risques de taux de change leur donnent la possibilité de se protéger des risques associés aux engagements sous forme d'emprunts en devises. Les instruments de couverture des risques de taux d'intérêt leur permettent de modifier les caractéristiques de leurs emprunts (par exemple en passant d'un taux fixe à un taux variable) tandis que les instruments de couverture des risques associés aux prix des produits de base leur permettent de réduire les risques posés par la volatilité des prix de ces produits. La SFI a également mis en place des mécanismes de gestion des risques qui permettent à ses clients d'avoir recours à des instruments de couverture pendant une période déterminée et approuvée au préalable.

AUTRES SERVICES

SERVICES-CONSEILS

Les services-conseils de la SFI ont pour objet d'améliorer le climat de l'investissement dans ses pays membres ainsi que les pratiques commerciales des entreprises dans lesquelles elle investit. Ils ont un impact croissant sur la manière dont la Société envisage ses activités de placement.

La SFI poursuit une large gamme de missions de conseils portant sur les marchés des capitaux, et plus particulièrement sur les marchés des valeurs mobilières, les institutions bancaires et les organismes de crédit. Ces opérations ont trait à des domaines tels que le développement d'un marché local des titres d'emprunts et le renforcement des capacités des institutions financières.

Les activités du Service de conseil au secteur privé (PSAS), qui est géré conjointement par la SFI et par la Banque mondiale, recouvrent la formulation de principes directeurs, la fourniture de services-conseils dans divers secteurs, et diverses opérations déterminées. Les opérations de la Société en ce domaine donnent lieu à la fourniture de conseils en matière de concurrence, au montage d'opérations de privatisation, et à l'analyse des questions de politique de l'investissement étranger.

Le Département des petites et moyennes entreprises, qui est aussi un service conjoint, cible ses activités sur le cadre des affaires, le renforcement des capacités et la mise au point de mécanismes de financement novateurs. Le programme consacré par la SFI au gouvernement d'entreprise fournit aux sociétés dans lesquelles elle investit des conseils sur les pratiques et les principes à suivre, une aide pour faire face aux risques particuliers qui se posent dans le pays considéré, et des informations sur la manière de promouvoir un bon mode de direction.

ASSISTANCE TECHNIQUE

La SFI offre, outre ses opérations d'investissement, une assistance technique dans le cadre de laquelle elle offre des services de conseils et de formation à des entreprises privées et aux gouvernements. La Société gère des services de promotion et de développement des investissements pour aider les petites et moyennes entreprises, ainsi que le programme des fonds fiduciaires d'assistance technique avec l'appui financier des pays donateurs. Ces fonds permettent de financer des études de faisabilité, des études sectorielles, des initiatives en matière de formation, des évaluations environnementales et sociales des projets, et des missions de conseil auprès des gouvernements. Dans les pays de l'ex-Union soviétique, le Partenariat pour l'entreprise privée fournit une assistance technique et des services de conseil aux sociétés et aux gouvernements pour les aider à attirer des investisseurs, à stimuler les activités des petites et moyennes entreprises et à améliorer le climat des affaires.



REPRODUCTION AUTORISÉE - HOSPITAL ABC



MARK FALLANDER

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Au cours de l'exercice écoulé, les flux d'investissements à destination des pays en développement se sont taris par suite des difficultés auxquelles les sociétés des pays développés se sont elles-mêmes heurtées. Le ralentissement de l'économie mondiale a également nui aux entreprises qui exportent vers les grosses économies mondiales. Les clients de la SFI qui opèrent dans le cadre du secteur privé se sont trouvés confrontés à des besoins de financement pressants, qu'ils n'ont pu satisfaire auprès des sources commerciales. Cette situation a également été observée dans certains pays à revenu intermédiaire clients de la SFI où des entreprises pourtant importantes et bien établies ont eu du mal à obtenir des financements.

Le montant brut des engagements de capitaux à long terme en faveur des pays en développement est tombé de 228 milliards de dollars pour l'année civile 2000 à 171 milliards de dollars pour 2001. Les flux nets de prêts bancaires aux pays en développement ont été négatifs en 2001.

Pour remédier au tarissement des sources de capitaux bancaires sur les marchés émergents, la SFI a fourni son appui à des sociétés et à des institutions financières pour assurer la poursuite des activités économiques. Par exemple, au Brésil, elle a ouvert deux lignes de crédit d'un montant total de 250 millions de dollars, la première en faveur de Banco Itaú et la seconde d'Unibanco. Les ressources ainsi fournies serviront à financer des projets dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, du développement industriel et de l'amélioration des conditions ambiantes. Les financements accordés par la SFI aux grandes sociétés durant l'exercice se sont essentiellement caractérisés par l'importance accordée aux pratiques relatives au secteur social et au gouvernement d'entreprise. La Société a aidé un conglomérat colombien, Suramericana, à financer la réorganisation de tout le groupe en accordant une place primordiale à l'amélioration du gouvernement d'entreprise. Au Brésil, elle a fourni à C.N. Odebrecht un financement au titre d'un projet qui favorisera l'adoption de saines pratiques de gouvernement d'entreprise tandis que, en Angola, elle met en place un programme de développement communautaire axé en priorité sur la lutte contre le VIH/SIDA.



OLIVER RYAN

OPÉRATIONS ET RESSOURCES DE LA SFI, EX. 98-EX. 02

pour l'exercice clos le 30 juin (millions de dollars)

	EX. 98	EX. 99	EX. 00	EX. 01	EX. 02
OPÉRATIONS					
Montants engagés					
au titre d'investissements					
Nombre de projets*	–	225	205	199	204
Montant total des engagements signés**	5 138	3 640	3 867	3 931	3 610
Pour le compte de la SFI**	2 699	2 842	2 337	2 732	3 092
Pour le compte de tiers	2 439	798	1 530	1 199	518
Investissements approuvés					
Nombre de projets	304	255	259	239	223
Montant total des financements approuvés***	5 905	5 280	5 846	5 357	5 835
Pour le compte de la SFI***	3 412	3 505	3 505	3 742	4 006
Pour le compte de tiers	2 493	1 775	2 341	1 615	1 829
Coût total des projets	15 726	15 578	21 136	16 747	15 514
Montants décaissés					
au titre d'investissements					
Montant total des décaissements	4 291	3 296	3 307	2 370	2 072
Pour le compte de la SFI	2 054	2 102	2 210	1 535	1 498
Pour le compte de tiers	2 237	1 194	1 097	835	574
Portefeuille d'engagements[†]					
Nombre d'entreprises	1 138	1 280	1 333	1 378	1 402
Montant total du portefeuille d'engagements**	20 608	21 685	22 168	21 851	21 569
Pour le compte de la SFI**	11 448	13 364	13 962	14 321	15 049
Pour le compte de tiers	9 160	8 321	8 206	7 530	6 519

RESSOURCES ET REVENU

(millions de dollars)

	EX. 98	EX. 99	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Capitalisation					
Emprunts	11 162	12 429	14 919	15 457	16 581
Capital libéré	2 337	2 350	2 358	2 360	2 360
Bénéfices non distribués	2 749	2 998	3 378	3 723	3 938
Résultats d'exploitation	212	249	380	241	161
Revenu net	246	249	380	345	215

Certaines données se rapportant aux exercices précédents ont été révisées.

* Inclut les projets au titre desquels un premier engagement a été pris durant l'exercice. Un projet donnant lieu au financement de plus d'une entreprise est considéré faire l'objet d'un seul engagement. Il n'est pas possible d'établir des comparaisons avec les chiffres disponibles pour les exercices antérieurs à l'exercice 99.

** Y compris les garanties accordées au titre de prêts et les instruments de gestion des risques pour les exercices 99 à 02.

*** Y compris les garanties accordées au titre de prêts et les instruments de gestion des risques pour les exercices 98 à 02.

† Le montant total du portefeuille d'engagements et le montant pour le compte de tiers incluent les prêts titrisés.

BILAN RÉSUMÉ

au 30 juin (millions de dollars)

	EX. 98	EX. 99	EX. 00	EX. 01	EX. 02
ACTIF					
Portefeuille de liquidités, non compris les produits dérivés	10 747	11 369	13 740	14 581	16 924
Placements	8 976	10 039	10 940	10 909	10 734
Provisions pour pertes	-1 522	-1 825	-1 973	-2 213	-2 771
Placements nets	7 454	8 214	8 967	8 696	7 963
Produits dérivés	11 944	12 290	14 224	1 143	1 077
Montants à recevoir et autres actifs	1 476	1 583	1 788	1 750	1 775
Total Actif	31 621	33 456	38 719	26 170	27 739
PASSIF					
Encours des emprunts	11 162	12 430	14 919	15 457	16 581
Produits dérivés	12 678	13 011	14 990	1 768	1 576
Montants à payer et autres exigibilités	2 697	2 671	3 077	2 850	3 278
Total Passif	26 537	28 112	32 986	20 075	21 435
CAPITAUX PROPRES					
Capital social	2 337	2 350	2 358	2 360	2 360
Bénéfices non distribués	2 749	2 998	3 378	3 723	3 938
Divers	-2	-4	-3	12	6
Total Capitaux propres	5 084	5 344	5 733	6 095	6 304

Note : Par suite de l'adoption, durant l'exercice 01, de nouvelles normes comptables pour les produits dérivés et les instruments de couverture, il n'est pas possible de comparer les chiffres relatifs aux placements, aux emprunts et aux produits dérivés portés à l'actif et au passif du bilan pour les exercices 01 et 02 aux chiffres enregistrés à la clôture des exercices précédents.

COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

au 30 juin (millions de dollars)

	EX. 98	EX. 99	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Intérêts et commissions financières au titre des prêts	583	607	694	715	562
Produits des dépôts à terme et titres	537	547	634	790	478
Frais liés aux emprunts	-651	-670	-812	-961	-438
Produits financiers nets	469	484	516	544	602
Plus-values et moins-values nettes des transactions	13	-15	-38	87	31
Produits des participations	314	265	262	222	428
Provision pour pertes au titre des placements et des garanties	-481	-333	-215	-402	-657
Charges financières autres que les intérêts	-103	-152	-145	-210	-243
Résultat d'exploitation autres que les intérêts	212	249	380	241	161
Autres plus-values et moins-values latentes sur produits financiers	–	–	–	11	54
Effet cumulatif de modifications comptables	34	–	–	93	–
Revenu net	246	249	380	345	215

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Au cours de l'exercice 02, la SFI a signé des engagements au titre de 204 projets portant sur 3,61 milliards de dollars, dont 518 millions de dollars ont été mobilisés sous forme de syndications ; les chiffres correspondants pour l'exercice précédent sont de 3,9 milliards et 1,2 milliard de dollars, respectivement. La SFI offre à ses clients une large gamme de produits et de services tels que prêts, participations, quasi-participations, garanties et instruments de gestion des risques, qu'elle finance au moyen de ses propres ressources. Elle a signé des engagements pour son propre compte sous forme de participations et de quasi-participations (776 millions de dollars) et au titre d'accords de prêts (1,98 milliard de dollars), de garanties et d'instruments de gestion des risques (335 millions de dollars). Si l'on se base sur le coût total des projets de l'exercice 02, chaque dollar engagé par la Société pour son propre compte a eu pour contrepartie un financement additionnel de 4,75 dollars émanant d'autres sources.

La SFI a approuvé au total 223 projets répartis dans 63 pays pour l'exercice 02, contre 239 projets dans 77 pays pour l'exercice 01. Le portefeuille d'investissements de la Société au 30 juin se composait d'investissements de la SFI pour son propre compte (15,1 milliards de dollars) et de prêts syndiqués détenus pour des tiers (6,5 milliards de dollars). Durant l'exercice, 170 entreprises sont entrées dans le portefeuille tandis que 144 autres en sont sorties. Les données relatives aux approbations, aux engagements et aux décaissements pour les cinq derniers exercices sont présentées à la page 29. Les projets d'investissement sont décrits plus en détail dans les sections consacrées aux différentes régions et dans les tableaux descriptifs des projets qui commencent à la page 79.

La SFI en Argentine : un engagement inscrit dans la durée

Aider ses clients du secteur privé à faire face aux difficultés rencontrées en temps de crise est une tâche qui revêt de plus en plus d'importance pour la SFI. L'engagement de la Société pour de longues périodes et son aptitude à investir sur des marchés où les capitaux privés sont rares peuvent contribuer à rétablir un climat de confiance. Durant l'exercice, le système financier argentin a cessé de fonctionner à la suite de la dévaluation et de la suspension des paiements par l'État de ses obligations au titre de la dette extérieure. Cette crise est la dernière de celles qui ont secoué la plupart des marchés émergents de l'Asie de l'Est, la Russie, le Brésil et la Turquie depuis 1997. La SFI a pu collaborer avec ses clients à des opérations de restructuration, fournir des conseils sur les modifications qu'il convient d'apporter à la politique relative au secteur privé, accorder un soutien aux institutions financières et effectuer de nouveaux investissements qui ont permis au secteur privé de contribuer de nouveau à la croissance.

La crise qui a sévi en Argentine durant l'exercice a posé un problème difficile à la SFI du fait de la gravité et de la permanence des difficultés économiques. Environ un quart du portefeuille de projets de la SFI en Argentine, qui dépasse un milliard de dollars, est consacré aux institutions financières qui ont été particulièrement touchées par les problèmes survenus après la dévaluation. La SFI a donc sensiblement accru ses provisions pour pertes sur prêts durant l'exercice 02. Elle a également assuré son soutien à l'Argentine lorsque celle-ci s'est trouvée dans une passe extrêmement difficile et a l'intention de continuer de travailler avec elle tout en déployant d'intenses efforts pour aider les sociétés qui sont ses clientes à traverser la crise. Dans le cadre de la première opération qu'elle a menée en Argentine depuis le début de la crise, la SFI a financé un mécanisme de crédit préexportation au profit d'Aceitera General Deheza pour renforcer la capacité de la compagnie à réaliser son programme d'achat de soja pendant les mois les plus productifs de la récolte. Le calendrier, l'envergure et la nature d'autres interventions en Argentine n'avaient pas encore été déterminés avec certitude à l'approche de la fin de l'exercice. La SFI poursuit toutefois un objectif clair : son action en Argentine s'inscrit dans la durée et elle est déterminée à aider ce pays à traverser cette période difficile.

MOBILISATION DE FONDS ET GESTION DES RISQUES

Syndications

La forte volatilité des marchés au début de l'exercice 02 s'est aggravée à la suite des attaques du 11 septembre et de la crise financière argentine et a fait obstacle à la fourniture de prêts au titre d'investissements dans des secteurs et des pays jugés particulièrement risqués. Dans de telles conditions, l'aptitude de la SFI à mobiliser des financements auprès du secteur privé revêt une importance cruciale.

La SFI a pour tâche unique d'investir dans des pays en développement, et les avantages présentés par sa « tutelle » — à savoir un accès privilégié aux devises et l'exemption de la constitution de réserves obligatoires — peuvent être un élément important des stratégies de réduction des risques des prêteurs. Bien qu'il ait été confronté à une crise économique particulièrement grave durant l'exercice écoulé, le gouvernement argentin n'a jamais cessé de reconnaître le statut de créancier privilégié de la SFI.

Depuis 1956, la SFI s'est associée à quelque 500 institutions financières pour lever plus de 20 milliards de dollars sous forme de prêts syndiqués au titre de plus de 600 projets.

Le montant des nouveaux prêts syndiqués, également appelés prêts B, signés durant l'exercice 02 s'est établi à 518 millions de dollars au titre de 17 projets, contre 1,2 milliard de dollars pour l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par les conditions défavorables observées sur les marchés des capitaux ainsi que la composition différente des activités de la SFI durant l'exercice, et notamment le recours accru à des instruments libellés en monnaie nationale. La Société a également mobilisé 193 millions de dollars par l'intermédiaire de services parallèles pour mobiliser directement, au total, 709 millions de dollars.

Malgré un climat peu favorable, la SFI a engagé plusieurs opérations notables durant l'exercice 02. Elle a monté une opération de syndication de 165 millions de dollars pour fournir des liquidités à une grande société de construction brésilienne, C.N. Odebrecht. Aux Philippines, elle a mobilisé 50 millions de dollars pour financer l'expansion et la modernisation du terminal de l'aéroport international Ninoy Aquino de manière à promouvoir le commerce et le tourisme dans la région. Cette opération de syndication ainsi que les opérations de syndication montées pour le projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc entre le Tchad et le Cameroun et les projets d'électricité de Port-Saïd et du Golfe de Suez en Égypte ont été saluées par la grande presse financière. La SFI a monté une syndication de prêts pour fournir des fonds de roulement à Aceitera General Deheza, qui est le plus grand exportateur argentin d'oléagineux et de leurs produits dérivés, et lui permettre de continuer à exporter. Cette opération a été la première menée par la SFI en vue de fournir de l'argent frais à un emprunteur argentin depuis l'imposition des restrictions monétaires.

Pour mieux servir ses clients, la SFI a lancé durant l'exercice un site web privé sur lequel les acheteurs et vendeurs agréés peuvent obtenir des informations en temps réel pour faciliter l'affectation des participations aux prêts B de la SFI. Les banques qui modifieront leur stratégie de placement et, partant, devront vendre ou acquérir des actifs, pourront plus facilement acquérir et céder des prêts B par l'intermédiaire de ce site.

Le portefeuille de syndications de la SFI au 30 juin 2002 s'élevait à 6,5 milliards de dollars pour 238 projets. La Division de la gestion des prêts B du Département des syndications gère ces prêts et coordonne les activités avec les participants.

Titres internationaux

La SFI aide les entreprises des pays en développement à lever des capitaux sur les marchés internationaux en garantissant des émissions ainsi qu'en souscrivant et en plaçant des titres. Elle fournit également des services de conseil pour aider les entreprises qui s'adressent à des sources de financement sur les marchés internationaux à structurer un produit approprié, à formuler une stratégie de mobilisation et à faire face aux conditions du marché.

Une assistance technique appuyée par des bailleurs de fonds

Au cours des derniers exercices, la SFI a porté une grande attention aux marchés pionniers, en particulier pour monter et placer des émissions qui présentaient des difficultés et étaient d'envergure plus limitée. Durant l'exercice 02, elle a monté des opérations et placé des actions préférentielles convertibles pour le compte d'une banque commerciale au Kazakhstan afin de l'aider à développer ses activités et à porter ses fonds propres à un niveau plus adéquat. Cette opération a constitué la première émission basée sur le capital admissible de deuxième rang d'une banque du Kazakhstan et la première émission de titres du secteur privé de l'ex-Union soviétique depuis la crise financière qui a secoué la Russie en 1998. L'émetteur a pris diverses mesures pour améliorer son gouvernement d'entreprise et rendre ses titres attrayants pour les investisseurs.

La SFI a également mobilisé des capitaux au titre de la première série de financement du Thai Equity Fund, qui est un instrument d'investissement diversifié représentant une valeur de 240 millions de dollars.

Services de gestion des risques

Les sociétés et les banques des marchés développés ont recours à des instruments de gestion des risques, tels que les swaps de taux d'intérêt ou de devises, pour décomposer les risques financiers et les gérer plus efficacement.

Ces instruments sont rarement mis à la disposition des entités des marchés émergents en raison des risques de crédit qu'elles peuvent présenter. Depuis 1990, le programme de gestion des risques offert par la SFI à ses clients aide les sociétés de ces pays à être plus compétitives sur les marchés mondiaux. La SFI améliore la solvabilité à long terme de ses clients du secteur privé en leur permettant de procéder à des opérations de couverture pour gérer leurs risques en réduisant leur vulnérabilité.

Au cours des 12 dernières années, le Conseil d'administration de la SFI a approuvé 104 projets de gestion des risques, ce qui représente un engagement équivalant à des prêts de plus de 550 millions de dollars en faveur de clients de 39 pays. Les transactions effectuées couvrent un montant notionnel dépassant deux milliards de dollars (l'engagement potentiel ou risque futur de ces transactions représente une fraction du montant notionnel).

Durant l'exercice 02, la Société a signé 11 opérations de gestion des risques. Le dénouement d'une opération de swap est l'équivalent d'un décaissement au titre d'un prêt. La SFI a procédé à une série de swaps d'engagements en pesos mexicains pour des engagements en dollars avec une entreprise de services d'utilité collective mexicaine, Compañía Tratadora de Aguas Negras de Puerta Vallarta. Elle a aussi procédé à une opération de swaps d'engagements en rupiahs pour des engagements en dollars avec PT Indorama en Indonésie, pour aider la compagnie à améliorer la gestion de ses engagements. Par ailleurs, elle a entrepris une série d'opérations de swaps d'engagements en euros pour des engagements en dollars avec Kipevu Power, au Kenya, pour que Kipevu Power puisse transformer ses engagements en euros à taux flottant en engagements en dollars à taux flottant. La mise en place de collars a permis à Kipevu Power de se garantir une zone de taux d'intérêt pour ses engagements en dollars à taux flottant. En Inde, la SFI a signé un accord de mécanisme de gestion des risques avec la State Bank of India, qui élargit le champ des possibilités de couverture des engagements en devises de la banque et des propres engagements en roupies-dollars de la SFI.

Les produits de gestion des risques proposés par la SFI ne sont utilisables par ses clients qu'à des fins de couverture et non à des fins de spéculation. La Société se couvre de ses propres risques de marché sur ces transactions et suit continuellement la situation concernant les montants engagés.

Les institutions et pays bailleurs de fonds fournissent un appui à l'assistance technique que gère la SFI. Le Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique (TATF), par exemple, finance des études de faisabilité et de pré-faisabilité, des études sectorielles ainsi que des projets de services de conseil concernant les privatisations, l'action à mener pour renforcer le cadre des affaires dans les pays en développement, des évaluations de l'impact social des projets d'investissement et des activités de formation pour renforcer les capacités. Certains exemples de projets appuyés par le TATF sont donnés dans les chapitres consacrés aux régions et dans le tableau de la page 98.

Durant l'exercice, par exemple, le TATF a financé des activités de renforcement des capacités de l'administration locale et de la communauté vivant aux alentours d'une mine d'or et de cuivre en République démocratique populaire lao, une assistance pour la privatisation d'une installation de traitement des déchets solides en République fédérale de Yougoslavie, des études des opportunités dans le domaine de l'enseignement privé en Afrique du Sud et en Russie et une étude des possibilités de développement hôtelier en Afghanistan.

À la fin de l'exercice 02, le montant cumulé des apports des bailleurs de fonds au titre du TATF était de 162 millions de dollars, y compris une allocation budgétaire de la SFI sur ses propres ressources atteignant neuf millions de dollars à ce jour. Depuis le lancement de ce programme en 1988, les bailleurs de fonds ont approuvé plus de 1 135 projets d'assistance technique. Ces derniers fournissent également une aide dans le cadre des services de promotion et de développement des investissements dans les PME et d'autres programmes, y compris certains travaux réalisés par le Service-conseil pour l'investissement étranger, d'autres sections du Service de conseil pour le développement du secteur privé et le Partenariat pour l'entreprise privée.

Le montant cumulé des contributions à l'ensemble des programmes d'assistance technique gérés par la SFI, y compris le FIAS, aux services de promotion et de développement de l'investissement et au Partenariat pour l'entreprise privée atteignait 673 millions de dollars à la fin de l'exercice 02.



MARK FALLANDER



MARK FALLANDER

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le Département des petites et moyennes entreprises (PME) du Groupe de la Banque mondiale, qui est géré conjointement par la SFI et par la Banque mondiale, collabore étroitement avec un large éventail de partenaires extérieurs à l'amélioration du cadre des affaires, à l'ouverture d'un accès aux capitaux, à la fourniture de services d'appui, au renforcement des capacités et à l'établissement de liens plus étroits avec les projets de grande envergure.

Le Département coordonne les activités des services de promotion et de développement des investissements gérés par la SFI (voir encadré). Il collabore également avec d'autres bailleurs de fonds au lancement de nouveaux services de ce type, comme le Service de promotion et de développement des investissements en Chine qui est devenu opérationnel durant l'exercice dans la province de Sichuan. Dans cette dernière, où les revenus sont inférieurs à ceux des provinces côtières plus prospères, les petites et moyennes entreprises fonctionnent pour l'essentiel dans le cadre du secteur informel, ont des rapports financiers opaques, sont mal structurées sur les plans financier et administratif et ont de piètres gouvernements d'entreprise. Les activités des entreprises locales sont compromises par le manque d'accès au crédit bancaire, le niveau élevé des frais d'inscription et le contrôle des taux d'intérêt qui a pour effet de plafonner le volume des financements qui peuvent être accordés aux plus petites entreprises.

Le Service de renforcement des capacités des PME appuie l'expansion des entreprises de petite taille grâce aux 7,1 millions de dollars qu'il consacre au financement de partenariats et de programmes pilotes novateurs. Ce Service a contribué à la mise en place de partenariats avec la SFI qui devraient jouer un rôle primordial dans le cadre des efforts que la Société déploiera à l'avenir en faveur des PME (voir page 59).

Dans l'ex-Union soviétique, le Partenariat pour l'entreprise privée soutient les petites et moyennes entreprises en développant les opérations de bail financier (voir page 22). Le Partenariat opère avec des banques de taille moyenne dans lesquelles la SFI investit pour les aider à renforcer leurs procédures d'évaluation des crédits et à développer leurs opérations de prêts. En collaborant avec de gros investisseurs comme Bema Gold, Campina, Ford et IKEA, le Partenariat aide les entreprises de taille plus réduite à s'intégrer dans la chaîne de distribution.

SERVICES DE CONSEIL POUR LE SECTEUR FINANCIER

L'assistance technique occupe une place importante dans les opérations de la SFI car elle permet d'identifier les pays et les secteurs prometteurs, de créer des environnements porteurs et de fournir des conseils de nature opérationnelle aux institutions financières.

La SFI organise ses activités d'assistance technique aux marchés des capitaux dans le cadre de trois grands programmes de portée mondiale : le renforcement institutionnel d'institutions financières types comme les banques (les projets dans ce cas ciblent les opérations bancaires principales) ; la diversification des services financiers dans le but d'appuyer de nouveaux services financiers non bancaires tels que le financement du logement, les marchés des valeurs mobilières, les assurances et les pensions ; et le financement des petites et moyennes entreprises. Ces programmes correspondent aux directions stratégiques prises par la SFI aux fins du développement du secteur financier et aux domaines dans lesquels les pays clients de la Société ont le plus besoin d'aide. En juin 2002, le portefeuille d'opérations d'assistance technique aux marchés des capitaux de la SFI se composait de 121 projets répartis dans 77 pays et régions, au titre desquels plus de 23 millions de dollars avaient été affectés par des bailleurs de fonds. La diversification des services financiers a constitué les deux tiers de toutes les activités d'assistance technique aux marchés des capitaux, les principaux secteurs concernés étant les assurances et pensions, les marchés des valeurs mobilières et le crédit-bail.

Ces programmes couvrent différentes régions et différents secteurs. La majorité des activités de renforcement institutionnel au niveau des banques ont pris place dans la région Asie de l'Est ; dans la région Europe du Sud et Asie centrale, les activités ont été axées sur le financement des PME tandis que, en Europe centrale et Europe de l'Est, elles ont appuyé la constitution de nouvelles institutions boursières et de crédit-bail.

SERVICE DE CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Le Service de conseil pour le développement du secteur privé (PSAS), qui est géré conjointement par la SFI et par la Banque mondiale, fournit des conseils aux gouvernements sur l'action à mener, sur les questions réglementaires associées au climat de l'investissement et sur la fourniture par le secteur privé de services d'utilité collective.

Durant l'exercice, le PSAS a créé un système de réaction rapide en ligne (<http://rru.worldbank.org>) qui donne aux clients l'accès à des bases de données sur les travaux de recherche, des études de cas, des instruments, des indicateurs de référence et des centres de discussion en ligne consacrés au développement du secteur privé.

Services pour les opérations de privatisation

Le Service de conseil pour le développement du secteur privé fournit des conseils aux gouvernements et aux entreprises d'État pour les aider à réaliser des opérations de privatisation et des projets qui sont conformes à la législation nationale, qui sont viables, qui répartissent équitablement les risques entre les entités du secteur privé et du secteur public, et qui profitent aux consommateurs. Depuis 1996, le groupe des transactions a généré un montant d'investissements étrangers de 3,1 milliards de dollars au profit du gouvernement par le biais de la cession de concessions et d'entreprises dans le domaine des infrastructures.

Une haute priorité est accordée à la privatisation des infrastructures. La SFI encourage les réformes sectorielles et les transactions qui ont pour effet d'attirer des gestionnaires et des capitaux stratégiques. Elle poursuit actuellement 11 missions dans les secteurs de la santé, de l'hygiène publique, de la production et de la distribution d'électricité, du raffinage et de la distribution de pétrole, de l'aviation civile et de l'eau.

Durant l'exercice, le PSAS a mené à bien une mission auprès des parcs nationaux d'Afrique du Sud, qui a donné lieu à la cession de la concession des pavillons de tourisme. L'opération constitue un modèle d'écotourisme viable et procurera des devises à l'Afrique du Sud.

L'investissement étranger

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) aide les gouvernements à formuler les politiques et à établir les institutions nécessaires à l'amélioration du climat de l'investissement dans leur pays pour attirer des volumes plus importants d'investissements étrangers et en tirer le maximum d'avantages. Géré conjointement par la SFI et la BIRD et recevant des financements supplémentaires de pays bailleurs de fonds, le FIAS ne fournit ses services que sur demande des gouvernements de ses pays membres. Depuis sa création en 1985, le FIAS a fait bénéficier plus de 120 pays de ses services.

Le FIAS a mené à terme 50 projets de services de conseil durant l'exercice 02. Les plus importants ont été réalisés en Afrique (15 projets) ; dans la région Asie et Pacifique (13 projets dont cinq dans le Pacifique) ; et dans la région Europe (neuf projets). Les projets du FIAS visent essentiellement à réduire les obstacles administratifs à l'investissement, à examiner le cadre juridique dans lequel doivent s'effectuer les IED et à diagnostiquer les principaux obstacles opposés par l'action publique à l'entrée d'IED productifs.

Le FIAS offre désormais de nouveaux services ayant trait aux IED et à la politique de concurrence ; à cet effet, il a lancé un projet pilote en Tanzanie durant l'exercice ; il a également mis au point des opérations pilotes portant sur les investissements étrangers directs et la poursuite d'un processus de mondialisation responsable dans le cadre des projets de diagnostic en cours.

Le FIAS collabore également étroitement avec le Service pour l'amélioration du climat de l'investissement de la Banque mondiale à des enquêtes portant sur le coût des réglementations et à la création d'une base de données détaillée sur les indicateurs du climat des investissements.

Mécanismes de promotion des PME

Dans le cadre d'étroits partenariats forgés avec des bailleurs de fonds, la SFI gère un ensemble de services d'assistance technique sur le terrain dans le but de fournir un appui aux PME en fournissant des services de conseil avant et après investissement et en menant des initiatives de renforcement des capacités de plus vaste portée consistant, par exemple, à renforcer des associations d'entreprises locales, des institutions financières, des initiatives pour l'entreprise et des bureaux d'études. Au total, ces services emploient maintenant plus de 227 personnes ayant un budget annuel de 31 millions de dollars — chiffres qui iront en s'accroissant puisque de nouveaux services deviendront opérationnels durant le prochain exercice. Les adresses des services et des informations sur les bailleurs de fonds sont présentées à la page 118.

Service de promotion et de développement des investissements en Afrique
Région : Afrique subsaharienne

Société de services de gestion pour l'Afrique
Région : Afrique subsaharienne

Service de promotion et de développement des investissements en Chine
Région : Province de Sichuan, Chine

Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong
Région : Viet Nam, Cambodge, Laos

Service de promotion pour l'entreprise en Afrique du Nord
Région : Algérie, Égypte, Maroc

Service de promotion pour l'entreprise en Asie du Sud
Région : Bangladesh, nord-est de l'Inde, Népal

Service de promotion pour l'entreprise au sud-est de l'Europe
Région : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Ex-République yougoslave de Macédoine, République fédérale de Yougoslavie

Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique sud
Région : îles du Pacifique

Afrique du Sud	Gabon	Niger
Angola	Gambie	Nigéria
Bénin	Ghana	Ouganda
Botswana	Guinée	République centrafricaine
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Rwanda
Burundi	Guinée équatoriale	Sénégal
Cameroun	Kenya	Seychelles
Cap-Vert	Lesotho	Sierra Leone
Comores	Libéria	Somalie
Congo, République démocratique du	Madagascar	Soudan
Congo, République du	Malawi	Swaziland
Côte d'Ivoire	Mali	Tanzanie
Djibouti	Maurice	Tchad
Érythrée	Mauritanie	Togo
Éthiopie	Mozambique	Zambie
	Namibie	Zimbabwe

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

RENFORCER LES CAPACITÉS LOCALES ET LES ENTREPRISES RÉGIONALES

L'onde de choc engendrée par la contraction de l'économie mondiale a touché de plein fouet l'Afrique subsaharienne au cours de l'exercice passé. En Afrique du Sud, plusieurs facteurs, dont le repli des flux d'investissements, ont fait chuter le rand vers la fin de 2001. La plupart des autres pays ont relativement moins souffert du ralentissement des flux de capitaux étrangers par suite de leur présence limitée sur les marchés financiers internationaux mais la baisse des cours des produits de base a néanmoins fait payer un lourd tribut à leur économie.

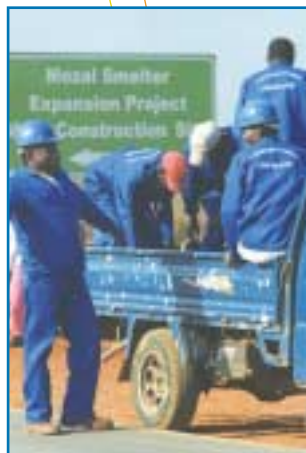
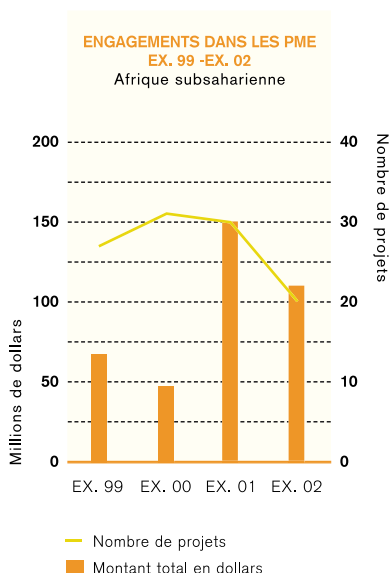
FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE / USD millions

	EX. 01	EX. 02
Financements engagés pour le compte de la SFI	482	252
Prêts	361	181
Participations et quasi-participations*	32	53
Garanties de prêts et gestion des risques	89	17
Syndications de prêts signées	160	0
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	642	252
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 525	1 560
Prêts	997	1 018
Participations	424	425
Garanties de prêts et gestion des risques	104	117
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	301	233
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	1 826	1 793
Financements approuvés pour le compte de la SFI	400	386
Prêts**	237	246
Participations et quasi-participations*	132	64
Garanties de prêts et gestion des risques	30	76
Syndications de prêts et garanties d'émissions	40	40
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	440	426

* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.

** Y compris les financements conditionnels.

La formation, durant l'exercice, du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), à l'initiative de dirigeants africains et avec l'appui résolu de la majorité des pays du continent, permet toutefois de faire preuve d'un certain optimisme. Ce partenariat promet d'accorder à la gouvernance et à la résolution des conflits une très grande attention. Les gouvernements africains se sont engagés à assumer la responsabilité des problèmes de gouvernance et des conflits non résolus, qui sont un obstacle considérable au développement économique de la région. L'amélioration de la gouvernance et les efforts déployés dans le même temps pour remédier aux problèmes sociaux et d'infrastructure parallèlement à la mise en œuvre du partenariat devraient induire un accroissement du volume des investissements privés.



EN HAUT À GAUCHE ET CI-DESSUS : Travaux en cours aux Ciments du Sahel (Sénégal).

À GAUCHE : Ouvriers de Mozal, dont l'importante fonderie d'aluminium a bénéficié d'un financement de la SFI. Celle-ci a également fourni son appui au programme mené par l'entreprise pour sensibiliser ses employés au problème du VIH/SIDA et aux efforts déployés pour établir des liens entre la fonderie et des petites et moyennes entreprises.

NIGÉRIA

Relever le défi que pose l'industrie pétrolière pour le développement

La situation économique des communautés vivant dans la région du delta du Niger, d'où est extrait le pétrole nigérian, n'a guère bénéficié des activités pétrolières. Pour remédier à la situation, la SFI et d'autres entités se sont efforcées d'amener l'État à utiliser ses recettes pétrolières pour financer des projets de développement. La SFI essaye aussi d'améliorer les perspectives offertes aux entreprises locales par l'extraction de pétrole. Elle vise à accroître les moyens dont disposent les entreprises locales pour assurer toute une gamme de fonctions en tant que sous-traitants des grandes sociétés de prospection et de production et, ce faisant, à intensifier l'impact économique direct de la production d'hydrocarbures.

La SFI a contribué à la conception et au financement d'un mécanisme de 30 millions de dollars pour financer les entreprises locales qui fournissent des services à l'industrie pétrolière, en collaboration avec une grande banque nigériane et Shell, le plus gros producteur du pays. Ce projet est controversé parce que le delta du Niger est une région dans laquelle il est difficile, pour des raisons tant politiques que géographiques, de générer des activités économiques durables. Certains groupes locaux opposés au projet ont fait valoir qu'il ne fallait généralement pas compter sur l'industrie pétrolière pour faire reculer la pauvreté au sein des communautés. Les ONG internationales se sont aussi élevées contre la collaboration de la SFI avec Shell.

Face à ces motifs de préoccupation, la direction de la SFI a proposé une nouvelle manière d'aborder les problèmes

rencontrés dans ce secteur. Le projet en question présente des risques, mais la SFI se propose de les gérer plutôt que de les éviter. Cette opération est la première que poursuit la Société dans le but d'établir des liens pour promouvoir les petites et moyennes entreprises dans le secteur de la production de pétrole au Nigéria. Elle ne pourra poursuivre cet effort sans l'appui des sociétés pétrolières partenaires ; Shell s'est déclarée déterminée à contribuer au renforcement des capacités des petites entreprises.

Le mécanisme proposé financera des fonds de roulement et des financements à moyen terme qui permettront aux entreprises locales d'accroître la portée des opérations qu'elles peuvent monter avec la coentreprise de Shell au Nigéria et, éventuellement, avec d'autres producteurs de pétrole. Le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique a entrepris de concevoir des programmes de formation et de renforcement des capacités des entreprises locales en complément aux opérations de financement ; les banques locales évaluent le risque de crédit des entrepreneurs, et Shell s'est engagée à accroître le volume de biens et services qu'elle se procure auprès d'entreprises locales compétentes.

L'impact sur le développement de ce projet sera jugé sur la base du nombre d'emplois qu'il permettra de créer localement et de la mesure dans laquelle les entreprises pourront accroître la portée de leurs activités en incluant un plus large éventail de producteurs de pétrole et de leurs sous-traitants locaux.

AFRIQUE

Diffuser l'impact sur le développement

Lorsque la télévision est arrivée en Afrique, elle était essentiellement contrôlée par des stations publiques qui n'offraient que des programmes limités. Par suite du processus de libéralisation, il est désormais possible d'accroître le champ des programmes et l'intérêt de la télévision pour un auditoire africain jusque-là peu desservi.

TV Africa offre des programmes gratuits et de haute qualité à un réseau de 39 sociétés locales affiliées de 23 pays africains en échange de créneaux publicitaires. Elle présente des émissions produites localement ainsi que des programmes internationaux conçus pour intéresser de vastes auditoires en Afrique. Ce faisant, elle peut offrir aux téléspectateurs des programmes de meilleure qualité technique et de plus vaste portée que ceux que pourraient offrir individuellement les différentes stations tout en permettant aux annonceurs d'atteindre un marché africain qui pourrait compter jusqu'à 10 millions de spectateurs. La prise de participation de la SFI permettra au réseau d'avoir les ressources financières nécessaires pour assurer sa rentabilité en accroissant le nombre des stations affiliées, en modernisant les studios et les matériels de transmission et en accroissant le nombre de téléspectateurs.

TV Africa est déterminée à présenter des émissions axées sur la famille que les stations affiliées ne peuvent généralement pas se procurer elles-mêmes, à transmettre les rencontres sportives régionales et internationales et à diffuser des programmes africains produits localement. La SFI et TV Africa collaborent également au renforcement des avantages que procure la télévision au plan du développement en présentant des programmes éducatifs, des informations sur le VIH/SIDA et d'autres messages importants d'ordre sanitaire ou encore d'avis au public. Le réseau limitera la publicité faite au tabac et à l'alcool, en se conformant aux réglementations locales et aux normes communautaires, et accompagnera les spots publicitaires correspondants d'avertissements sur les dangers de ces produits.

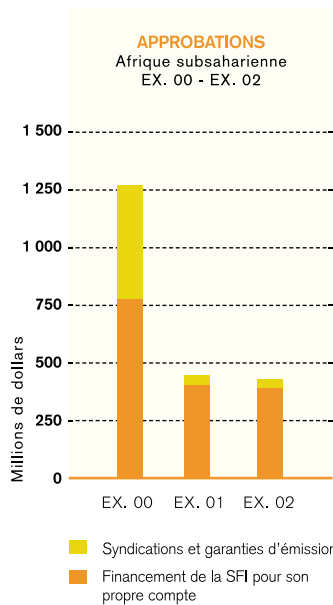
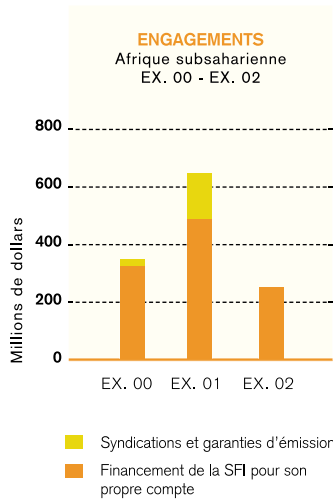
Lorsque la compagnie sera devenue rentable, elle financera un pourcentage croissant d'émissions produites en Afrique pour, à terme, consacrer 40 % des heures d'émission à des programmes d'intérêt local. TV Africa a ouvert la voie à la présentation de programmes de qualité aux auditoires africains et à la fourniture d'un appui non seulement à la croissance des stations de télévision indépendantes africaines mais aussi à la production de contenu local. Il s'agit là du premier investissement de la SFI dans le domaine de la radio et télédiffusion.

Cette initiative arrive à point nommé si l'on considère le climat de conflit et d'instabilité qui continue de compromettre le développement économique en Afrique. Les troubles civils au Zimbabwe ont fait disparaître tout espoir d'un retour à une situation normale et font quelque peu oublier l'apaisement des tensions dans d'autres pays. Les efforts déployés pour résoudre les conflits en République démocratique du Congo et en Angola commencent à donner quelques résultats, mais les investisseurs privés ne se décident pas encore à entreprendre de nouveaux projets.

La plupart des pays souffrent de la faiblesse des prix de nombreux produits

d'exportation qui ne fait qu'aggraver la dégradation globale des termes de l'échange et a provoqué une contraction du produit régional brut de 1 %. Depuis les attaques du 11 septembre, les recettes en devises des services ont également baissé dans les pays qui dépendent du tourisme. Globalement, le taux de croissance du PIB de la région est tombé de 3,1 % pour l'année civile 2000 à 2,6 % en moyenne pour l'année civile 2001.

La fragilité des économies africaines s'est également manifestée à d'autres égards. En Zambie, le retrait d'Anglo American des mines de cuivre privatisées, dans lesquelles la SFI avait



PROJETS ET PAYS

Afrique subsaharienne, EX. 00 - EX. 02

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	62	47	37
Nombre de pays	23	23	24

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	80	45	27
Nombre de pays	25	19	10

également investi, témoigne des difficultés auxquelles se heurtent les pays dont les recettes d'exportation sont tributaires d'un seul secteur ou d'un seul produit. L'épidémie de sida continue de compromettre le développement, en particulier en Afrique australe.

STRATÉGIE ET PLACEMENTS

La stratégie poursuivie par la SFI en Afrique subsaharienne s'inscrit dans le droit fil des grandes orientations définies pour l'ensemble de la Société, puisqu'elle donne la priorité à la fourniture par le secteur privé d'infrastructures physiques, au développement d'institutions financières privées dynamiques, à l'expansion des technologies des télécommunications et de l'information et à la fourniture d'un appui aux petites et moyennes entreprises. La part des nouveaux placements de la SFI dans le secteur des infrastructures (y compris les télécommunications) et le secteur financier, en particulier, a considérablement augmenté pour atteindre 53 % des engagements de l'exercice 02. Ces placements constituent désormais 30 % du portefeuille régional contre 19 % pour l'exercice 98.

La SFI a réalisé une série de placements novateurs dans le domaine des télécommunications et des technologies de l'information. Elle a notamment effectué un montage de garanties de 13 millions de dollars à l'appui du financement accordé par des intérêts locaux à un opérateur de téléphonie cellulaire au Cameroun, SC Mobiles ; une prise de participation dans une station de télévision par satellite panafricaine, TV Africa (voir encadré) ; et des prêts à Mobile Systems International Cellular Investments Holdings et à ses filiales qui ont contribué au financement d'opérations menées en République démocratique du Congo et en Sierra Leone pour apporter des améliorations cruciales aux systèmes de communication.

La SFI a appuyé l'expansion des banques et des institutions financières africaines en engageant un montant

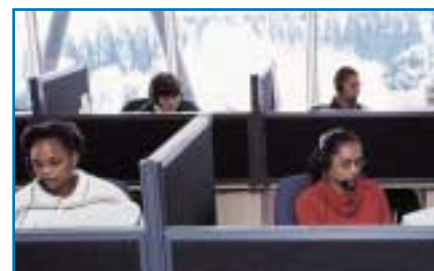
de 84 millions de dollars durant l'exercice 02, surtout en Afrique australe. Ces engagements concernent, notamment, le développement du réseau de l'African Bank Corporation (voir encadré) ; l'expansion d'une entreprise spécialisée dans la fourniture d'un appui aux transactions électroniques des banques secondaires sud-africaines ; et un nouveau fonds de participation axé sur la biotechnologie en Afrique du Sud.

La fourniture d'un appui aux petites et moyennes entreprises est l'une des plus hautes priorités de la SFI en Afrique. La Société continue de réorienter son action sur les intermédiaires financiers pour réduire ses investissements directs dans des entreprises de petite taille. Ce faisant, elle peut mobiliser des ressources bien plus importantes que son propre apport et atteindre un bien plus grand nombre de petites et moyennes entreprises qu'elle ne le ferait en procédant à des investissements directs. Durant l'exercice 02, la SFI a accordé un soutien à un fonds de placement, AfriCap, qui investit dans des institutions de microfinancement ; à la création d'une nouvelle banque de microfinancement au Ghana ; à l'expansion des opérations de prêt aux PME de Citibank Nigeria, notamment en lui accordant une garantie partielle pour son portefeuille ; et à la mise en place d'un mécanisme spécial de financement des PME spécialisées dans la fourniture de services aux compagnies pétrolières au Nigéria (voir encadré). La SFI a continué de renforcer les mécanismes d'appui aux petites et moyennes entreprises qu'elle gère — à savoir le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique et la Société de services de gestion pour l'Afrique — et d'en élargir la base pour atteindre indirectement des clients en renforçant les capacités des prestataires de services.

Le Tchad et le Mozambique sont les deux pays de la région qui ont enregistré les taux de croissance du PIB les plus élevés pendant l'année civile 2001 grâce à deux importants projets appuyés par la SFI : le projet d'exploitation pétrolière et



RICHARD LORD (3)



À GAUCHE ET CI-DESSUS : Les projets réalisés en Afrique australe vont de la fourniture d'un appui à des entreprises de construction locale au financement de formations sanitaires et de banques dotées de centres d'appels pour leurs clients.



RICHARD LORD

À GAUCHE ET CI-DESSOUS :
Employés de l'African Bank au
service de la clientèle.

AFRIQUE DU SUD

Développer les services financiers offerts aux pauvres

L'African Bank a connu une expansion rapide et est devenue la première institution de microfinancement sur le marché sud-africain. En ciblant ses opérations sur la fourniture de prêts de faible montant aux particuliers et aux microentreprises, l'African Bank a joué un rôle de pionnier car elle est l'une des premières institutions à élargir la portée de ses services financiers pour en faire bénéficier les groupes de population pauvres qui, jusque-là, ne pouvaient avoir accès à un secteur bancaire sud-africain par ailleurs bien développé. La SFI appuie le développement des opérations de l'African Bank par le biais d'une ligne de crédit libellée en rand portant sur un montant de l'ordre de 40 millions de dollars sur sept ans. Cette ligne de crédit renforcera l'assise financière de la banque et confortera sa position de première banque de son marché.

La majorité des ressources fournies par la SFI servira à étendre la portée des opérations de deux filiales qui offrent leurs services à de petites entreprises de construction et compagnies de taxi. Grâce aux opérations de filiales spécialisées de la banque, ces domaines d'activité offrent de nombreuses possibilités d'emplois non salariés et d'expansion pour les petites entreprises de la communauté noire. L'African Bank a mis au point des mécanismes de crédit efficaces, spécialement adaptés aux besoins de cette clientèle, pour l'aider à prospérer.

Le patron d'une entreprise de construction, client de l'African Bank, a monté son affaire lorsqu'il a dû construire son propre logement vers la fin des années 80 et qu'aucun entrepreneur blanc ne voulait travailler dans un township. Son entreprise a prospéré grâce aux fonds de roulement qu'il peut se procurer auprès de la banque, et il construit maintenant plus de 800 logements par an pour des clients ayant des revenus modestes. L'African Bank continuera d'accroître également ses opérations de prêt aux particuliers, en privilégiant les prêts de montant peu élevé souvent sollicités par des ménages souhaitant aménager leur logement.

Dès que l'African Bank et d'autres institutions ont pu montrer que le microfinancement était une activité viable, un certain nombre d'autres institutions financières se sont lancées dans ce type d'opérations. Toutefois, plusieurs banques ont poursuivi des plans d'expansion trop ambitieux et ont dû fermer leurs portes ou, du moins, cesser leurs activités dans ce secteur et, ce faisant, ont causé de nombreuses difficultés et incertitudes. Durant toute cette crise, l'African Bank a continué de montrer la voie en établissant des normes déontologiques et en prouvant la viabilité d'opérations de microfinancement tout à fait conformes aux strictes réglementations applicables aux institutions bancaires de microfinancement. L'appui de la SFI a joué un rôle de catalyseur à un moment crucial de l'évolution du secteur bancaire et du secteur du microfinancement en Afrique du Sud.



RICHARD LORD

d'oléoduc entre le Tchad et le Cameroun et le projet de fonderie d'aluminium de Mozal. Les efforts déployés avec l'aide de la SFI dans le but de renforcer les capacités locales et d'accroître la compétitivité des petites entreprises dans ces pays visent à profiter de cette croissance pour développer les activités des entrepreneurs et des fournisseurs locaux. Ces efforts sont orchestrés par l'APDF et appuyés par des interventions connexes. Les programmes concernant les entreprises locales font partie intégrante de l'appui de la SFI qui bénéficie dans ce domaine de la collaboration et de cofinancements des entités parrainantes.

La SFI s'est également efforcée de fournir un soutien aux entreprises

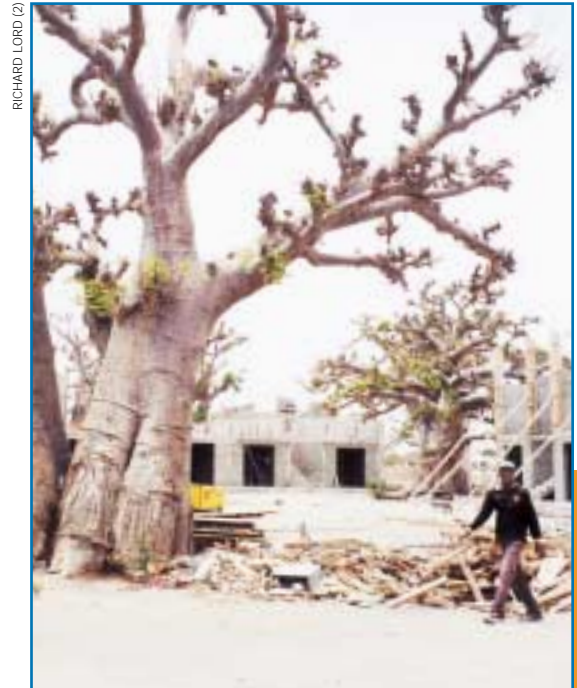
régionales. Ces dernières permettent de générer des synergies et de rationaliser les opérations de gestion, de commercialisation et de production et sont, de ce fait, plus compétitives sur les marchés divers et difficiles d'Afrique. La Société a contribué à la création de réseaux régionaux, notamment dans le secteur financier. Durant l'exercice écoulé, elle a également contribué au financement de l'expansion des opérations d'une grande société de mise en bouteilles dans toute l'Afrique australe et orientale.

UN IMPACT DURABLE EN AFRIQUE

La SFI contribue à faire profiter des opérations lancées en Afrique subsaharienne des avantages que peut procurer un développement durable. Les préoccupations suscitées dans le public par la viabilité des pratiques employées sont source à la fois de menaces et d'opportunités, et de nombreuses sociétés internationales ont montré la voie en adoptant des pratiques de gouvernement d'entreprise transparentes et en cherchant à améliorer leurs résultats aux plans environnemental et social. Au nombre des activités poursuivies à cette fin figurent le renforcement des capacités locales et la création de liens entre les entreprises locales.

La SFI collabore essentiellement avec des entités parrainantes des pays développés à des projets qui ont un fort impact sur la durabilité du développement en Afrique ; elle appuie ces projets en procédant à de rigoureux examens de leur impact social et environnemental et en fournissant des services de conseil pour maximiser leur impact social et économique, tout en tirant elle-même des enseignements des bonnes pratiques qu'ils emploient. Certaines entreprises africaines cherchent également à satisfaire aux besoins de la communauté et à faire face aux priorités environnementales en adoptant des méthodes commerciales novatrices. La SFI a fourni un appui à certaines de ces opérations pionnières, comme le projet Spier en Afrique du Sud et le projet d'hôtel et de réserve naturelle de Boundary Hill en Tanzanie, qui sont tous deux décrits dans le Rapport annuel de l'exercice 01. Pour l'exercice 02, la SFI a accepté d'investir dans le projet Freecom qui a pour objet de fournir des ordinateurs aux ménages ayant de faibles revenus.

La SFI collabore d'ores et déjà avec des sociétés internationales qui adoptent ou appliquent les normes et les meilleures pratiques internationales. En se montrant encore plus déterminée à atteindre ses objectifs environnementaux et sociaux, la SFI peut inciter ses entreprises clientes à agir de même.



CI-DESSUS : La SFI a fourni un appui à la construction d'un centre touristique au nord de Saly (Sénégal) dans lequel les baobabs sont protégés.

À GAUCHE : Les investissements privés créent des emplois en Afrique subsaharienne.

NIGÉRIA

Renforcer les compétences dans les petites entreprises

Le Programme d'appui et de formation des entreprises (STEP) est une initiative menée par la SFI pour renforcer les compétences en matière de gestion des petites et micro-entreprises qui revêtent une importance cruciale pour la création d'emplois au Nigéria. Il ne finance pas de prêts de montant limité mais aide des entreprises à acquérir des connaissances importantes dans les domaines essentiels à leur réussite comme la comptabilité, la gestion des stocks, la commercialisation et la planification stratégique.

Depuis son lancement en 2001, STEP a conçu une première série de programmes de formation en gestion destinés aux entreprises très prometteuses employant de deux à 25 personnes à Lagos, qui est le pôle commercial de ce pays le plus peuplé d'Afrique. Ce programme commence à être offert dans le delta du Niger, région productrice de pétrole qui n'offre, jusqu'à présent, que des débouchés économiques limités aux entreprises locales.

Ces initiatives sont financées par plusieurs partenaires dont le chef de file, Mobil Producing Nigeria, est une filiale de ExxonMobil. Cette grande multinationale est la première à apporter une contribution financière directe à un programme d'appui aux petites entreprises lancé par la SFI. Le fonds fiduciaire suisse pour l'assistance technique et Citibank ont récemment contribué à ce programme.

STEP poursuit une stratégie intégrée pour accroître la productivité du secteur informel. Ses principales activités consistent à réaliser des études diagnostiques, mener des enquêtes auprès des clients, développer les microentreprises et assurer une formation à d'importants groupes commerciaux et associations d'entreprises. Les clients assument une partie du coût de toutes les activités. Le programme étant désormais bien établi au Nigéria, on envisage maintenant de réutiliser ce modèle dans d'autres pays d'Afrique.

Cambodge	Myanmar
Chine	Palaos
Corée, République de	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Fidji	Philippines
Îles Marshall	République démocratique populaire lao
Îles Salomon	Samoa
Indonésie	Thaïlande
Kiribati	Tonga
Malaisie	Vanuatu
Micronésie, États fédérés de	Viet Nam
Mongolie	

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

INVESTIR POUR PROMOUVOIR LA VITALITÉ DE LA RÉGION À LONG TERME

La situation économique s'améliore après un passage difficile dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique. Durant l'année civile 2001, le taux de croissance économique a chuté à l'échelle de la région pour tomber de plus de 7 % l'année précédente à moins de 5 % ; le ralentissement de l'activité a toutefois été particulièrement prononcé dans les pays autres que les économies en transition de la Chine et du Viet Nam.

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE / USD millions

	EX. 01	EX. 02
Financements engagés pour le compte de la SFI	406	673
Prêts	95	282
Participations et quasi-participations*	127	248
Garanties de prêts et gestion des risques	184	143
Syndications de prêts signées	5	67
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	411	740
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	2 238	2 513
Prêts	1 472	1 578
Participations	535	601
Garanties de prêts et gestion des risques	231	335
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	1 943	1 510
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	4 181	4 023
Financements approuvés pour le compte de la SFI	717	550
Prêts**	276	209
Participations et quasi-participations*	184	206
Garanties de prêts et gestion des risques	257	136
Syndications de prêts et garanties d'émissions	113	83
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	830	634

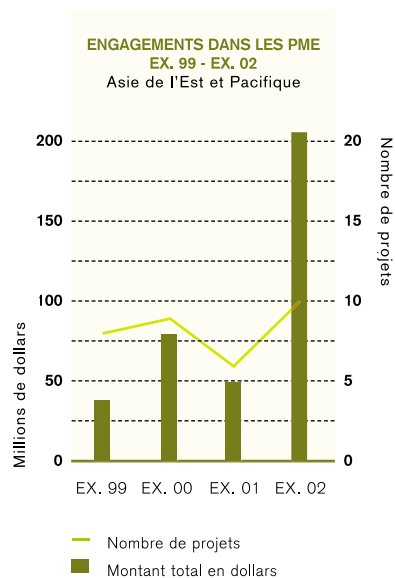
* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.

** Y compris les financements conditionnels.

La croissance a toutefois repris en Asie de l'Est au premier semestre de 2002, et ce avec une vigueur inattendue. Le raffermissement de l'économie mondiale et la stabilité politique croissante observée dans la région ne peuvent que profiter au secteur privé. L'évolution favorable de la situation au début de 2002 offre aux pouvoirs publics la possibilité d'accélérer le rythme des réformes en faveur desquelles des pressions de plus en plus fortes s'exercent face au défi croissant que pose la concurrence mondiale.

Dans toute la région, le brusque ralentissement des flux bruts de capitaux internationaux a fait pendant à la détérioration des perspectives de croissance en 2001. Les émissions d'obligations et d'actions et les prêts bancaires ont chuté de près de 40 % pour s'établir à 41 milliards de dollars en 2001, soit un montant à peine supérieur à celui enregistré au pire moment de la crise financière qui a secoué l'Asie en 1998. Les flux bancaires ont également diminué de 36 %.

La crise asiatique et l'impact du récent ralentissement de l'économie mondiale ont



révélé l'étendue des faiblesses structurelles des économies de la région. Dans ce contexte, la SFI a pour stratégie d'accroître la viabilité du développement du secteur privé en renforçant les institutions du secteur financier, en mettant au point des modèles de transaction permettant de mobiliser un volume plus important de capitaux privés dans toute une gamme de secteurs, et de formuler des normes en matière de gouvernement d'entreprise, de comptabilité internationale, de technologie environnementale, de meilleures pratiques et d'efficacité des opérations.

Durant l'exercice 02, la SFI a élargi son appui au développement des marchés des capitaux. En Chine, elle a pris une participation au capital de la Nanjing City Commercial Bank (NCCB) pour améliorer l'assise financière de cette dernière et appuyer les efforts qu'elle déploie pour adopter les meilleures pratiques bancaires internationales. L'objectif est de faire de la NCCB l'une des banques commerciales les mieux gérées de Chine. En ce qui concerne les autres économies en transition de la région, la SFI a investi dans un fonds-pays fermé, VietNam Enterprise Investment, qui fournira un appui à un portefeuille équilibré de sociétés appartenant à des intérêts vietnamiens et gérées par des ressortissants du pays. Ce fonds renforcera les marchés financiers qui commencent à se constituer au Viet Nam et contribuera à la constitution d'un groupe d'investisseurs institutionnels.

À DROITE : Le Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mekong fournit un appui sous forme de services de conseil et de formation à de petites entreprises comme celle-ci.



CI-DESSUS ET CI-DESSOUS À DROITE : L'hôpital franco-vietnamien permettra de combler en partie l'insuffisance d'hôpitaux de qualité au Viet Nam (voir encadré).



ASIE

Améliorer les technologies employées pour les prêts aux petites entreprises

Le niveau élevé des coûts de transaction, l'ampleur des risques et les garanties exigées sont les principaux obstacles à l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit bancaire. SMELoan, qui est basée à Hong Kong, a mis au point une méthode novatrice de notation du crédit et ouvert un portail internet pour remédier à ces problèmes. Durant l'exercice, la SFI a fourni un appui financier à SMELoan pour l'aider à développer ses opérations sur les marchés asiatiques plus risqués. La société utilisera les ressources de la SFI pour mener à terme l'installation des technologies nécessaires et financer son expansion.

La SFI connaît bien le secteur des petites et moyennes entreprises chinoises, indiennes, coréennes, philippines et thaïlandaises ; elle a acquis ses connaissances dans le cadre des partenariats qu'elle a constitués avec des institutions financières, des études qu'elle a réalisées et des services de promotion et de développement des investissements. Elle pourra ainsi contribuer à identifier les possibilités de déploiement international des technologies de SMELoan.

Le modèle assouplit les conditions relatives aux garanties que doivent fournir les petites et moyennes entreprises souhaitant emprunter car il facilite la prise de décisions sur la base de garanties constituées non plus par des biens immobiliers mais par les comptes clients, par exemple. Les moyens technologiques employés pourraient intensifier la concurrence sur le marché du crédit en permettant aux nouveaux venus de gérer un grand nombre d'emprunteurs tout en suivant de près le risque de crédit de chaque compte au moyen de systèmes de suivi des flux de trésorerie. Le projet devrait avoir un important effet de démonstration et faire pression sur les banques pour les amener à modifier leurs pratiques de financement des PME. Toute intensification de la concurrence entre les institutions financières profitera aux PME en accroissant les volumes de crédit disponibles et en réduisant le coût.

Ouverture du premier hôpital appartenant à des capitaux étrangers à Hô Chi Minh-Ville

Maintenant que le Viet Nam se dote d'une économie de marché moderne, de nouveaux problèmes de santé apparaissent, tels que l'augmentation des maladies non transmissibles comme les problèmes cardiaques et le cancer. Le Viet Nam ne compte pas suffisamment d'installations de haut niveau pour faire face à l'évolution du tableau de morbidité. L'hôpital franco-vietnamien contribuera à combler la grave pénurie d'hôpitaux de qualité en fournissant des services de diagnostic et de chirurgie complexes au moyen de matériels et d'équipements modernes.

Cet hôpital de 200 lits, situé dans la zone de développement urbain de Hô Chi Minh-Ville, Saigon sud, offrira des installations modernes, des services de qualité internationale, des tarifs transparents et une administration professionnelle. L'hôpital procédera essentiellement à des opérations de chirurgie de jour qui permettront aux patients de faire des économies de temps et d'argent. Des chirurgiens et médecins français de haut niveau travailleront aux côtés de médecins et d'infirmiers vietnamiens ainsi que d'autres membres du personnel étrangers, et transféreront leur savoir-faire médical au personnel médical vietnamien. Les médecins français qui, pour la plupart, sont d'éminents spécialistes, viendront exercer à l'hôpital deux semaines par an dans le cadre d'un système de rotation. L'hôpital franco-vietnamien collaborera également avec les hôpitaux publics et les universités du pays à la poursuite de programmes de services publics. Il sera le premier hôpital de ce type au Viet Nam.

La SFI a engagé durant l'exercice huit millions de dollars à l'appui de ce projet de 40 millions de dollars. Elle a collaboré avec le groupe de médecins français qui en sont les promoteurs pendant deux ans avant le démarrage des travaux de construction. Elle a contribué à la mise au point du concept du projet et s'est assurée que les services seraient dès le départ d'un prix abordable pour une grande partie de la population. Le projet restera d'une ampleur limitée mais donnera lieu à des efforts de promotion sociale et à des programmes axés sur les familles à faible revenu. La SFI a encouragé la Banque asiatique de développement, Proparco (qui est l'organe de l'Agence française de développement s'occupant du secteur privé) et la Bank for Investment and Development of Vietnam (une banque vietnamienne) à participer avec elle au financement du projet.

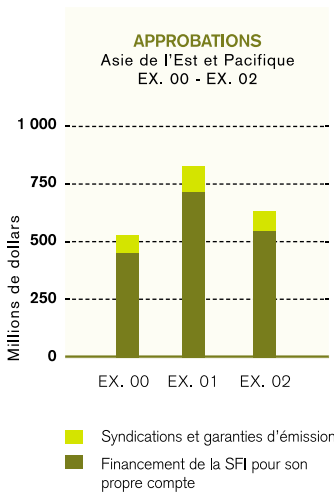
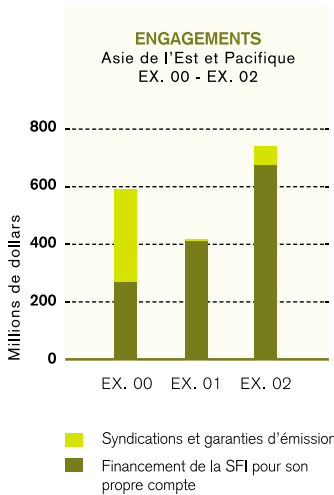
Les travaux de construction sont en cours et l'hôpital devrait ouvrir ses portes en janvier 2003. La SFI continuera de suivre le projet pour s'assurer qu'il satisfait à ses engagements sur le plan environnemental et social et qu'il a un bon gouvernement d'entreprise.

La SFI veut en priorité renforcer les liens entre les marchés du logement et les marchés des capitaux. En Chine, la Société a pris une participation au capital d'Advantage China Holdings pour appuyer le développement des activités de financement hypothécaire. Advantage, qui est l'une des premières sociétés de gestion hypothécaire chinoise, devrait aider les banques à renforcer leurs capacités de notation du crédit. La Société prévoit également d'investir dans Korea Housing Finance pour encourager le marché du logement en appuyant la constitution de dossiers de prêts hypothécaires par l'intermédiaire d'institutions financières non bancaires et l'émission de titres assortis d'une garantie hypothécaire.

La présence de petites et moyennes entreprises solides et dynamiques est essentielle à une croissance et à un développement durables. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, la SFI déploie d'importants efforts pour aider ces entreprises par le biais du Service de promotion et de développement des

investissements dans la vallée du Mékong et du Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud. L'aide accordée par la Société aux institutions financières profite généralement aux petites entreprises qui sont ses clientes. La SFI a également entrepris de mettre au point de nouvelles méthodes et technologies pour pouvoir servir les petites et moyennes entreprises. Durant l'exercice, elle a investi dans SMELoan (voir encadré). Cette société de création récente consent des prêts pour financer des fonds de roulement en utilisant une méthode novatrice de notation du crédit et en opérant à partir d'un portail internet. Les investissements de la SFI permettront à SMELoan de mener à bien ses réalisations technologiques, de titriser son portefeuille, et d'étendre ses opérations à de nouveaux marchés dans la région.

Le Service de promotion et de développement des investissements en Chine, qui a pour mission de promouvoir les petites et moyennes entreprises des provinces



PROJETS ET PAYS

Asie de l'Est et Pacifique, EX. 00 - EX. 02

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	20	20	33
Nombre de pays	9	6	7

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	29	31	38
Nombre de pays	9	9	9

intérieures chinoises, est devenu opérationnel durant l'exercice. Il offre des services de formation et de renforcement des capacités aux entreprises et aux institutions financières de la province de Sichuan. Durant l'exercice, grâce à l'appui du Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud, la SFI a également constitué un fonds de capital-risque pour aider les petites et moyennes entreprises au Samoa. Ce fonds permettra de remédier aux importants besoins de financement sous forme de participations ou de quasi-participations des nombreuses entreprises samoanes insuffisamment capitalisées.

Les carences observées au niveau du gouvernement d'entreprise ont très largement contribué à la crise financière qui a secoué l'Asie vers la fin des années 90. La SFI, qui a recentré sa mission sur la viabilité à long terme de ses projets en Asie de l'Est, sait qu'il est maintenant crucial de diffuser les meilleures pratiques en matière de gouvernement d'entreprise. Elle encourage les améliorations en ce domaine en sa qualité d'investisseur et par le biais de l'assistance technique qu'elle fournit aux entreprises et aux organes de réglementation du marché, parfois indépendamment de ses placements. Durant l'exercice, elle a contribué à la mise en place du Korea Corporate Governance Fund, qui servira les investisseurs en identifiant les entreprises coréennes de taille moyenne appliquant les normes de gouvernement d'entreprise les plus rigoureuses au plan international, en investissant dans ces entreprises et en leur fournissant un appui. La SFI compte engager des fonds au titre de ce projet durant l'exercice 03 (voir page 15).

Le gouvernement d'entreprise est devenu l'un des points névralgiques de la réforme des entreprises en Chine, et la SFI a collaboré avec les autorités à l'amélioration des pratiques en ce domaine. Grâce à un financement de l'Australie, la SFI a organisé une formation destinée à des administrateurs indépendants. Cette activité fait suite à une initiative de la Commission de contrôle des valeurs mobilières chinoise qui vise à nommer des administrateurs

indépendants aux conseils des sociétés. La SFI a collaboré avec la Banque mondiale à une étude du gouvernement d'entreprise et de la réforme des sociétés en Chine. Elle appuie également les efforts déployés par la Commission de contrôle des valeurs mobilières pour renforcer le gouvernement d'entreprise des investisseurs institutionnels.

On a pu constater, dans les pays en crise, qu'il est nécessaire de faire plus largement participer le secteur privé à la fourniture des services sociaux. La nécessité d'améliorer les services de santé et d'éducation se fait sentir de manière particulièrement aiguë dans les économies en transition de la région ; dans ces pays, la satisfaction de ces besoins fondamentaux est l'un des éléments des réformes menées dans le secteur des entreprises et dans celui de la protection sociale. Dans le but de promouvoir l'enseignement supérieur, la SFI a investi dans RMIT International University Vietnam, qui est la première université appartenant à des capitaux étrangers installée au Viet Nam et qui doit permettre d'améliorer la compétitivité de la population active vietnamienne sur les marchés internationaux. La SFI a également investi dans le premier hôpital moderne du pays pour attirer des investissements étrangers. Cet hôpital sera doté de matériels et d'installations modernes et permettra d'atténuer la pénurie de soins hospitaliers de haute qualité (voir encadré). Il s'agit là des premiers projets d'éducation et de soins hospitaliers considérés dans le cadre d'une nouvelle loi visant à stimuler les investissements privés étrangers dans les domaines de la santé, de l'éducation, des sciences et de la recherche.

Durant l'exercice, la SFI a effectué son premier investissement dans les soins de santé en Chine. Le prêt accordé par la Société à Zibo Wanjie Tumor Hospital, hôpital privé spécialisé dans le traitement du cancer au moyen de techniques de radiologie perfectionnées, contribuera à financer l'agrandissement et la modernisation des installations de cet établissement (voir encadré).

CHINE

Améliorer les soins de santé

Durant l'exercice, la SFI a fourni un financement sous forme de prêt au Zibo Wanjie Tumor Hospital, centre d'oncologie établi à Zibo dans la province de Shandong. Ce projet, qui contribuera à financer l'agrandissement de l'hôpital, est le premier investissement de la SFI dans le domaine de la santé en Chine.

Le cancer est devenu l'une des principales causes de mortalité en Chine, par suite essentiellement de l'accroissement du tabagisme et de la pollution. L'absence de centres de traitement du cancer fait peser une lourde charge sur les ressources des hôpitaux publics, et les patients qui doivent suivre des traitements complexes ne peuvent le faire que dans quelques grandes villes chinoises. Le projet appuiera le système de prestations de soins de santé publique tertiaires en accroissant la disponibilité et la répartition des services de soins de qualité aux clients.

Dans le cadre de son plan d'agrandissement, l'hôpital installera un système de protonthérapie ultramoderne. Au cours des trois derniers exercices, la SFI a pu mobiliser des services de spécialistes des soins de santé et du traitement du cancer à qui il a été demandé d'examiner les pratiques suivies par l'hôpital et de formuler des recommandations en vue de leur amélioration. La SFI a également demandé que soit réalisé un audit indépendant des systèmes de protection contre les incendies, et elle a formulé des recommandations pour mettre ces systèmes aux normes de santé et de sécurité internationales. La SFI a contribué à la formation d'une alliance stratégique médicale avec un consortium d'hôpitaux de Colombie britannique, Canadian Medical Services International, dans le but d'améliorer les pratiques administratives et les traitements.

La SFI a consenti un prêt de 15 millions de dollars et a mobilisé un montant de 100 millions de yuan renminbi auprès d'une banque intérieure pour compléter les ressources produites par les emprunts devant être effectués pour financer l'agrandissement des installations. La Société a aidé l'hôpital à se procurer les financements à long terme nécessaires pour ce type de projet et a joué un rôle crucial en obtenant l'appui de la China Construction Bank. Elle a aidé les entités parrainantes à acquérir de l'expérience dans le domaine des financements internationaux et les a exposées à des pratiques de gouvernement d'entreprise prudentes.

Bangladesh
Inde
Maldives
Népal
Pakistan
Sri Lanka

ASIE DU SUD

PROMOUVOIR L'INVESTISSEMENT SUR DES MARCHÉS INCERTAINS

La moitié de la population pauvre du monde vit actuellement en Asie du Sud ; l'action de la SFI dans cette région revêt donc une importance cruciale pour l'accomplissement de sa mission de réduction de la pauvreté. Durant l'exercice écoulé, les activités de la Société dans le domaine des investissements privés ont été particulièrement soutenues car le tarissement des flux de capitaux internationaux vers les marchés émergents et l'évolution de la situation sur les marchés des capitaux nationaux ont eu pour effet de réduire la disponibilité de financements intérieurs.

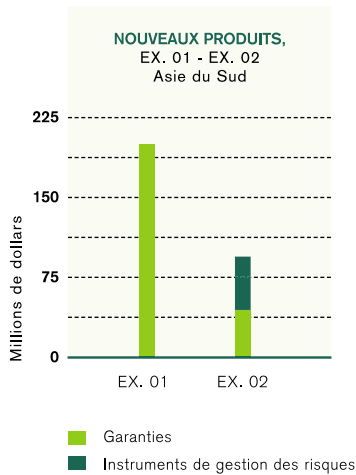
FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE / USD millions

	EX. 01	EX. 02
Financements engagés pour le compte de la SFI	362	250
Prêts	62	95
Participations et quasi-participations*	100	61
Garanties de prêts et gestion des risques	200	95
Syndications de prêts signées	12	17
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	374	267
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 931	1 792
Prêts	1 008	954
Participations	602	541
Garanties de prêts et gestion des risques	321	298
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	403	329
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	2 334	2 121
Financements approuvés pour le compte de la SFI	510	259
Prêts**	123	113
Participations et quasi-participations*	112	58
Garanties de prêts et gestion des risques	275	88
Syndications de prêts et garanties d'émissions	18	45
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	529	304

* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.

** Y compris les financements conditionnels.

Bien que le volume de l'épargne intérieure ait atteint un niveau record, les ressources disponibles pour financer des investissements privés sont restées limitées dans toute l'Asie du Sud. En Inde, les scandales financiers qui ont secoué le pays ont aggravé le repli des marchés des valeurs mobilières induit par le ralentissement de l'économie mondiale. Dans toute la région, les sociétés se sont trouvées exclues des appels à l'épargne publique sur les marchés intérieurs et n'ont eu qu'un accès extrêmement limité aux capitaux privés. Par ailleurs, les institutions financières intérieures ont eu des difficultés à consentir des prêts à moyen ou long terme en raison de l'ampleur du volume d'actifs improductifs. Les lourds déficits budgétaires des pays absorbent par ailleurs les rares crédits disponibles et, partant, maintiennent les taux d'intérêt réel à un niveau élevé.



Note : la SFI s'est dotée de nouveaux instruments pour mieux servir ses clients. Durant l'exercice 02, elle a engagé pour des clients de la région Asie du Sud 45 millions de dollars sous forme de garanties de prêts et 50 millions de dollars sous forme d'instruments de gestion des risques.



EN HAUT : Une microentreprise en Inde.

CI-DESSUS ET À GAUCHE : SREI International Finance, avec l'appui financier du Fonds pour l'environnement mondial, a consenti des prêts à la consommation pour permettre à des ménages vivant dans des régions isolées de l'Inde et dans les îles du Bengale-Occidental de s'équiper de systèmes d'énergie solaire à usage domestique.

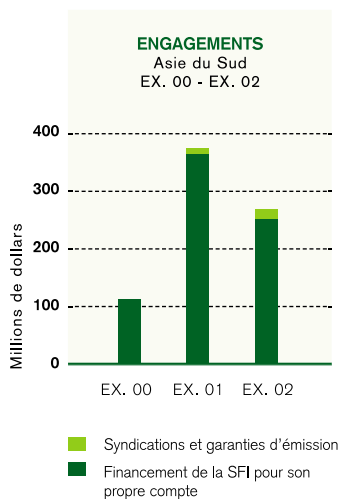
PAKISTAN

Le crédit-bail et les petites entreprises

Network Leasing fait œuvre de pionnier en utilisant le crédit-bail pour financer des microentreprises. Depuis 1993, cette société a constitué un portefeuille d'environ 2 000 opérations de crédit-bail au profit, essentiellement, de clients ayant de faibles revenus vivant en zone urbaine ou périurbaine et empruntant pour investir dans des actifs générateurs de revenus. Le montant moyen d'un crédit-bail est de l'ordre de 150 000 roupies (2 500 dollars). Vingt-trois pour cent de ces prêts ont été consentis à des entreprises appartenant à des femmes. Contrairement à la plupart de ses pairs, Network Leasing a toujours été rentable et elle s'est considérablement développée au cours des cinq dernières années pour lesquelles elle affiche un taux de croissance composée de 13 % en moyenne par an. Les taux de défaillance, qui ne dépassent guère 3 %, restent faibles.

Malgré ces résultats impressionnants, les banques font payer à Network Leasing un taux de rémunération plus élevé pour les emprunts qu'elle contracte auprès d'elles que ceux qu'elles demandent à d'autres sociétés de crédit-bail qui, pour l'essentiel, procèdent à des opérations de plus large montant avec des entreprises plus importantes et qui, par conséquent, ont moins de clients et des coûts plus faibles. Les coûts de fonctionnement de Network Leasing sont plus élevés de par la nature de ses opérations qui sont axées sur les microentreprises. Les banques estiment, de ce fait, que ses opérations sont assorties d'un risque plus élevé.

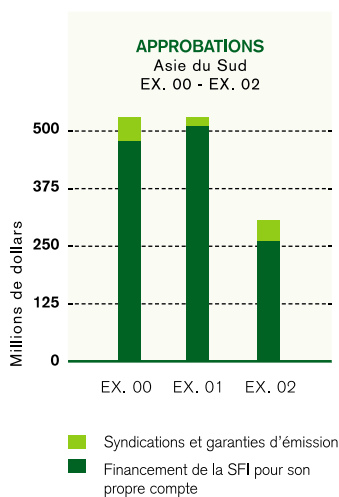
La SFI envisage de fournir une garantie d'un montant équivalant à deux millions de dollars au prêt en monnaie nationale accordé à Network Leasing par une banque ayant une représentation au Pakistan. Outre qu'il permettra à la société de satisfaire immédiatement à ses besoins de financement, ce prêt devrait encourager la banque opérant au Pakistan à entretenir des rapports plus étroits avec Network Leasing et, ce faisant, de corriger les idées préconçues sur ses activités et, partant, d'abaisser ses coûts de financement. S'il donne de bons résultats, cet investissement devrait encourager les banques pakistanaises à prêter à des institutions financières poursuivant des activités de microfinancement et prouver la viabilité du microcrédit-bail. Network Leasing fournira un appui à des entreprises qui devraient permettre d'améliorer les perspectives économiques et de créer des emplois.



REPRODUCTION AUTORISÉE - SUNDARAM HOME FINANCE (2)



CI-DESSUS ET PAGE SUIVANTE : Sundaram Home Finance s'est équipée d'un bureau mobile pour donner accès au crédit-logement aux clients des petites villes et villages du sud de l'Inde.



PROJETS ET PAYS

Asie du Sud, EX. 00 - EX. 02

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	9	26	15
Nombre de pays	4	5	5

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	26	32	14
Nombre de pays	4	6	3

La SFI a donc donné la priorité absolue à la mise en place de méthodes novatrices pour mobiliser des ressources sur les marchés des capitaux intérieurs. En outre, comme les entrées d'investissements étrangers directs par habitant sont plus faibles en Asie du Sud que dans les autres régions du monde, la Société joue un rôle important en encourageant les entrées de capitaux internationaux.

La SFI accorde également une très haute priorité à la fourniture de services d'infrastructures par le secteur privé. Les carences et les insuffisances des infrastructures sont un obstacle important au développement de la région. Or, les projets d'infrastructures du secteur privé se heurtent à de graves difficultés en raison du climat d'incertitude et de l'instabilité des régimes politiques et des cadres réglementaires. Les efforts intensifs déployés par la SFI pour appuyer les projets d'infrastructures n'ont pas encore permis d'attirer de nombreux investissements dans le secteur.

L'Asie du Sud a eu plus que sa part de troubles politiques au cours de l'exercice. Les investisseurs privés, déjà incités à faire preuve de prudence par la récession mondiale, ont réagi à ce climat incertain en réduisant leurs placements dans toute la région. La SFI, quant à elle, investit à long terme et son capital appartient à ses pays membres ; elle est donc mieux placée que bien d'autres pour maintenir le cap et

elle s'est employée, durant l'exercice, à aider ses clients à faire face aux problèmes engendrés par la situation.

Au Pakistan, la SFI a pu appuyer la restructuration de quatre sociétés clientes, Sarah Textiles, Crescent Greenwood, Fauji Cement et Maples Leaves Cement pour préparer le terrain à leur expansion. Par ailleurs, elle a investi 30 millions de dollars aux côtés d'investisseurs étrangers et pakistanais dans Lasmo Oil Pakistan pour extraire du gaz du champ de Bhit dans la province du Sind. Cette opération produira un volume estimé à 633 milliards de pieds cubes, qui sera vendu à des compagnies de gaz du pays et, fait important, montrera aux sources de financement étrangères qu'il est possible de réaliser de bons investissements au Pakistan malgré la situation difficile qui règne dans le pays. Durant l'exercice, la SFI a également approuvé des investissements dans deux institutions de microfinancement novatrices au Pakistan, First Microbank Ltd. et Network Leasing (voir encadré).

En Inde, pour remédier au manque de disponibilité de financements à long terme, la SFI a utilisé sa solide cote de crédit et ses compétences en montage financier pour encourager des investisseurs intérieurs à acquérir des titres de créances à plus long terme. Elle a fourni une garantie partielle à une

émission de titres de créances d'un opérateur de réseau de téléphonie mobile, Bharti Mobile. Grâce au recours à de nouveaux instruments de titres de créances, la SFI a contribué au développement d'un marché des financements à long terme. Par ailleurs, elle a mis en place des dispositifs de swap avec la State Bank of India, grâce auxquels, pour la première fois, la SFI a pu effectuer des prêts directs à ses clients en roupies. Ce système aide les entreprises dont les recettes sont libellées en monnaie nationale et dans le cas desquelles il pourrait ne pas être souhaitable d'emprunter en devises. Par exemple, la SFI a consenti un prêt en roupies à Sundaram Home Finance pour lui permettre de financer l'expansion de ses activités de prêts hypothécaires (voir encadré).

La SFI a également mis l'accent sur l'emploi de technologies dans le cadre d'opérations pionnières en fournissant un

appui aux sociétés de technologie de l'information qui pourraient largement contribuer au développement économique. Par exemple, elle a investi dans Webdunia.com, qui fournit des technologies permettant d'offrir des services internet en un grand nombre de langues indiennes. Elle a également investi dans une filiale de NIIT, qui est l'une des plus grandes sociétés indiennes de logiciels et de formation aux technologies de l'information. Ce projet vise à fournir des ordinateurs et une éducation par le biais d'un portail Internet aux enfants vivant dans les quartiers défavorisés et dans les zones rurales (voir page 12).

La SFI encourage également l'innovation en faisant bénéficier de sa maîtrise des nouveaux instruments les institutions financières de la région dans le cadre d'importantes conférences consacrées aux assurances et au financement des petites et moyennes entreprises.



INDE

Un prêt en roupies pour aider le marché du logement

Les habitants des zones rurales et des petites villes — c'est-à-dire 60 % de la population indienne — ont grand besoin de pouvoir se loger dans de meilleures conditions. Or, peu d'institutions financières consentent des prêts au logement à ce segment de la population. Bien qu'il s'agisse là d'un marché offrant des possibilités considérables, les sociétés de financement du logement doivent commencer par trouver des sources de financement à long terme en monnaie nationale pour pouvoir exploiter ce créneau.

Sundaram Finance Limited, qui est l'une des principales institutions financières non bancaires de l'Inde, a constitué Sundaram Home Finance avec un appui de la SFI en 2000 et élargit à présent la portée de ses opérations pour pouvoir desservir ce marché jusqu'alors inexploité dans le sud de l'Inde.

Elle ciblera également les personnes travaillant pour leur propre compte dans les zones urbaines, avec lesquels les autres prêteurs préfèrent ne pas traiter. La SFI a consenti un prêt libellé en roupies de 500 millions (équivalent à 10 millions de dollars) pour financer des prêts hypothécaires à des particuliers souhaitant acquérir, construire ou rénover un logement.

Ce projet marque une étape importante des activités d'investissement de la SFI en Inde, puisque que c'est la première fois que la Société a pu traiter directement en roupies avec ses clients. Cette opération a nécessité d'importants travaux préparatoires afin d'obtenir les approbations réglementaires et mettre en place des accords de swaps pour couvrir le risque de change de la SFI, mais elle a préparé le terrain à la poursuite d'autres opérations de prêts en roupies par la SFI.



Deux Bangladaises en plein travail. Le Service de promotion et de développement des investissements en Asie du Sud qui sera bientôt constitué fournira un appui aux petites et moyennes entreprises dans la région.

Albanie	Ex-République yougoslave de Macédoine
Arménie	Moldova
Azerbaïdjan	Ouzbékistan
Bélarus	Pologne
Bosnie-Herzégovine	République fédérale de Yougoslavie
Bulgarie	République kirghize
Croatie	République slovaque
Estonie	République tchèque
Fédération de Russie	Roumanie
Géorgie	Slovénie
Hongrie	Tadjikistan
Kazakhstan	Turkménistan
Lettonie	Turquie
Lituanie	Ukraine

EUROPE ET ASIE CENTRALE

LES RÉFORMES BASÉES SUR LE PRINCIPE DU MARCHÉ STIMULENT LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Les perspectives qui s'offrent au secteur privé restent bonnes dans l'ensemble de la région Europe et Asie centrale car la dynamique de la réforme basée sur les principes du marché est bien établie et les économies se développent. Le ralentissement de l'économie mondiale en 2001 a eu un impact inégal sur les différents pays de la région. L'assombrissement des perspectives d'exportation, le recul de l'investissement étranger direct et la hausse des prix de l'énergie ont fait payer un lourd tribut à certains pays, bien que la croissance se soit poursuivie presque partout dans la région.

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE / USD millions

	EX. 01	EX 02
Financements engagés pour le compte de la SFI	414	664
Prêts	237	511
Participations et quasi-participations*	174	112
Garanties de prêts et gestion des risques	3	42
Syndications de prêts signées	96	74
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	510	738
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	2 455	2 721
Prêts	1 814	2 109
Participations	620	531
Garanties de prêts et gestion des risques	21	82
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	879	666
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	3 334	3 387
Financements approuvés pour le compte de la SFI	719	1 138
Prêts**	453	826
Participations et quasi-participations*	227	201
Garanties de prêts et gestion des risques	40	110
Syndications de prêts et garanties d'émissions	372	227
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	1 091	1 365

* Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.

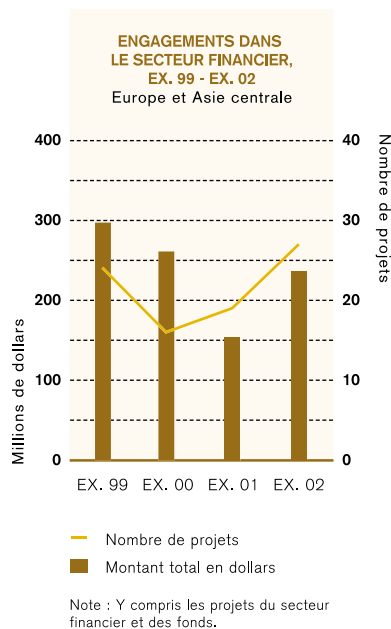
** Y compris les financements conditionnels.

EUROPE DU SUD ET ASIE CENTRALE

Face à la crise

L'évolution favorable de la situation politique et économique en Bosnie-Herzégovine, en République fédérale de Yougoslavie et en Roumanie a aidé ces pays à réaliser d'importants progrès. Le processus d'adhésion à l'Union européenne a motivé la poursuite de réformes en Bulgarie, en Roumanie et en Turquie. Dans les pays du sud des Balkans, la reprise à l'issue de la crise économique et politique a raffermi la confiance des investisseurs et des consommateurs. En Asie centrale, en revanche, le Turkménistan se montre peu déterminé à poursuivre des politiques en faveur du marché.

La Turquie et l'ex-République yougoslave de Macédoine se distinguent des autres pays d'Europe du Sud et d'Asie centrale par l'absence de signes de crois-



sance économique. L'économie turque, qui se trouvait déjà en phase de récession au début de 2001, a été particulièrement touchée par les événements du 11 septembre, qui ont compromis le tourisme et les exportations, soit deux secteurs cruciaux pour ce pays.

La SFI a réagi promptement et avec détermination aux événements survenus durant l'exercice en Turquie. Alors que de nombreux investisseurs ont quitté le pays dès l'amorce de la crise financière, la Société a nettement intensifié ses activités en Turquie. Elle a aidé les entreprises ayant de solides bases et de bonnes perspectives commerciales à restructurer leurs engagements à court terme, à atténuer les problèmes suscités par les graves pénuries de fonds de roulement, et à survivre malgré le recul de la demande intérieure à court terme en appuyant leurs efforts d'exportation.

La SFI a aussi aidé les entreprises manufacturières — dont l'éventail de produits très variés va du papier mousseline à la verrerie et aux tissus de chemises de couleur — à compenser la chute des ventes intérieures en augmentant leurs exportations. Grâce à son appui, Modern Karton, qui est le plus grand producteur turec de matériaux d'emballage en carton ondulé, se trouvait dans une position plus saine à l'issue de la crise, et mieux à même de faire face à



EN HAUT : Agriculteurs tadjiks enregistrant leurs terres pour devenir actionnaires dans le cadre du Modèle d'habilitation des agriculteurs.

CI-DESSUS : Agriculteurs attendant de pouvoir enregistrer leurs terres.

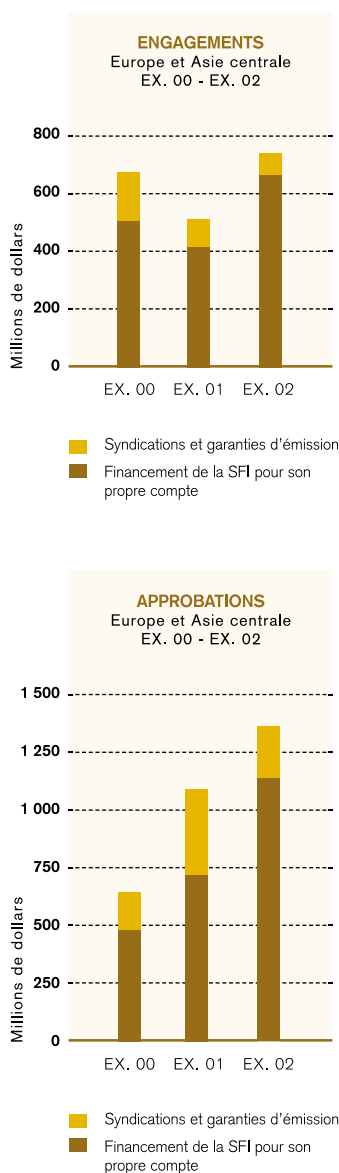
A GAUCHE : Un père demande à son fils d'enregistrer les terres familiales.

TADJIKISTAN

Un modèle d'habilitation des agriculteurs

La SFI s'efforce de créer des projets qui contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie. Toutefois, dans les zones rurales des pays dont l'économie n'est pas clairement régie par les principes du marché, elle n'a pas de modèle sur lequel se baser. Il lui faut trouver de nouveaux moyens d'être efficace. Durant l'exercice, elle a lancé au Tadjikistan une initiative novatrice dans le cadre du secteur privé — le Modèle d'habilitation des agriculteurs — pour fournir un appui au développement d'une agriculture viable.

Le projet permettra d'atténuer la pauvreté des cultivateurs de coton en leur permettant de contrôler leurs activités commerciales. Le projet a été préparé grâce à un prêt de la SFI et à un financement du Secrétariat d'État à l'économie suisse. Le programme, financé par la Suisse, est administré par le Partenariat pour l'entreprise privée de la SFI. Dans le cadre de ce projet, une nouvelle société par actions, dont le capital est entièrement détenu par plus de 1 400 cultivateurs, a été constituée et dotée de l'assise financière requise pour fournir aux cultivateurs propriétaires des facteurs de production agricole à des prix abordables. L'équipe locale, placée sous la direction d'un administrateur général rompu à ce type d'activité, exploitera les opérations de cueillette et de commercialisation du coton pour le compte des cultivateurs. S'il donne de bons résultats, le projet pilote pourra être reproduit dans d'autres parties du Tadjikistan et dans d'autres pays agricoles.



PROJETS ET PAYS

Europe et Asie centrale, EX. 00 - EX. 02

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	45	44	60
Nombre de pays	20	21	19

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	47	58	71
Nombre de pays	19	23	18

la concurrence. La SFI a également investi dans un fabricant de matériel de cuisine, Gunkol, pour renforcer la compétitivité de ses exportations en l'aidant à moderniser et à agrandir ses installations de production.

Stratégie

La SFI cible ses activités sur les pays qui entreprennent de développer leur secteur privé, c'est-à-dire presque tous les pays d'Europe du Sud et d'Asie centrale. La plupart d'entre eux sont pauvres, ont des marchés étroits et des intermédiaires financiers peu développés. Les petites et moyennes entreprises y constituent l'essentiel du secteur privé. Dans cette région, la SFI s'est essentiellement employée à renforcer les intermédiaires pour faciliter l'acheminement des fonds vers les PME. Elle a également fourni un appui à des projets dans le secteur manufacturier et dans celui des services et a entrepris un programme pluriannuel pour encourager le développement des infrastructures.

Bien que les petites et microentreprises soient généralement le moteur des activités économiques du secteur privé dans la région, les banques commerciales locales ne s'intéressent que rarement à elles. Elles n'ont donc pratiquement aucun accès au crédit. Pour combler cette lacune, la SFI a déployé des efforts particulièrement intenses pour établir des institutions de microfinancement spécialisées. Durant l'exercice, elle a effectué de nouveaux engagements au titre du microfinancement en Roumanie, en République kirghize et en République fédérale de Yougoslavie. Les banques qui offrent leurs services aux microentreprises ciblent leurs opérations sur la fourniture de crédits et d'autres services financiers aux petites et microentreprises. L'investissement de la SFI dans la Micro Enterprise Bank of Kosovo permet actuellement de créer des emplois et d'atténuer les différends ethniques en aidant les communautés à collaborer à de petits projets. En République kirghize, la participation de la Société au capital d'une institution de microfinancement aidera les familles pauvres à subvenir à

leurs propres besoins et à améliorer leurs conditions de vie (voir encadré).

Les banques établies dans la région collaborent également avec la SFI pour fournir des fonds aux petites et moyennes entreprises. Durant l'exercice, la Société a investi dans deux petites banques moldaves pour en faire des institutions financières viables et en mesure de soutenir la concurrence, et pour renforcer leurs capacités d'appui aux entreprises de taille réduite. Au Kazakhstan, la SFI a mis au point un modèle viable sur le plan économique qui encourage une grande société à fournir de nouveaux débouchés et un appui à des entreprises plus petites dans le contexte de sa chaîne d'approvisionnement. La SFI compte que ce projet pourra servir de modèle à d'autres grandes sociétés et, ce faisant, qu'il aura un impact grandissant.

Dans quelques cas, la SFI a directement investi dans des entreprises de petite taille. En République kirghize, par exemple, elle a investi dans Akun qui agrandira ainsi sa fabrique de farine pour produire des pâtes. Au Tadjikistan, elle a investi dans un projet pilote novateur dans le but d'améliorer le sort de quelque 1 400 cultivateurs de coton qui vivent dans la misère (voir encadré). Le modèle d'habilitation des agriculteurs formulé dans le cadre du projet vise à permettre à ces derniers d'assumer le contrôle de leurs propres activités commerciales.

Pour accroître le volume de capitaux pouvant être mis à la disposition des entreprises, la SFI a investi dans des intermédiaires financiers de toute la région. En Bosnie-Herzégovine, elle a fourni son appui à une privatisation bancaire qui a fait date. Pour développer les capacités de réassurance du marché intérieur et encourager la poursuite du processus de déréglementation en Turquie, la Société a investi dans Milli Reasurans, qui est l'une des plus grandes sociétés de réassurance.

Pour atténuer la pénurie de capital-actions privé en Turquie, la SFI a pris une participation dans Turkey Venture Partners. En République fédérale de Yougoslavie, elle a assuré un financement

Une opération de privatisation du secteur bancaire qui fait date

La SFI a effectué un montage financier pour régler les dettes paralysantes de plusieurs banques d'État en Bosnie-Herzégovine. Ce faisant, elle a préparé le terrain à la cession de ces banques à des investisseurs stratégiques étrangers.

La privatisation de Privredna Banka Sarajevo et de ses filiales, c'est-à-dire les banques PBS, se heurtait en effet à un obstacle majeur. Ces banques avaient hérité de lourds engagements par suite des garanties fournies avant la guerre. Il leur était donc impossible d'attirer des investisseurs stratégiques avant d'avoir réglé ces engagements et elles risquaient d'être liquidées avant le 31 décembre 2001.

Pour résoudre ce problème, la SFI a mis au point un plan pour créer un organe ad hoc qui éviterait aux banques du groupe d'être liquidées et leur permettrait de préparer leur privatisation. Grâce à un financement de la SFI et de la société gérante de l'organe ad hoc, B.P. Invest Consult (Autriche), la totalité des créances a été réglée moyennant une décote. En échange, l'organe ad hoc a acquis des parts majoritaires du capital de certaines banques du groupe PBS qui ont, de ce fait, été déclarées privatisées. L'assistance technique fournie au titre de ce projet a été financée par la Suède. Cette opération de privatisation permettra de sensiblement assainir le secteur financier et d'encourager les services d'intermédiation financière au profit des sociétés privées bosniaques.

à la Raiffeisenbank pour en faire un solide intermédiaire en mesure de fournir des ressources à long terme aux grosses entreprises et à la petite clientèle ainsi que des crédits au logement.

La SFI a aidé l'usine textile macédonienne Teteks à améliorer la compétitivité de ses exportations et à reconnaître les responsabilités qu'elle a envers ses salariés. Dans le cadre de son programme de rationalisation des opérations, Teteks a constitué un fonds pour aider les travailleurs perdant leur emploi à démarrer leur propre entreprise. En Roumanie, la SFI a investi dans la modernisation du fabricant de câbles ICME ECAB dans le but de réduire les coûts de production et d'élargir la gamme des produits de l'entreprise.

La Société poursuit ses activités dans le domaine du développement de l'infrastructure en mettant particulièrement l'accent sur la réduction des pénuries d'électricité qui compromettent la croissance économique et le développement. Bien qu'une opération de privatisation de la distribution d'électricité en Moldova soit prometteuse, la SFI a des difficultés à identifier des possibilités d'investissement et à attirer des investisseurs internationaux dans les autres pays (voir page 16).

EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST

Étant donné l'amélioration de la situation économique dans la région,

la SFI a sensiblement accru ses opérations de financement et son assistance technique en Europe centrale et en Europe de l'Est. La reprise et la croissance de l'économie russe améliorent les perspectives commerciales et industrielles en Europe de l'Est. En Europe centrale, la nécessité de mettre en place des institutions financières et de mener à terme les efforts de privatisation se fait d'autant plus sentir que le moment de l'adhésion des pays de la région à l'Union européenne se rapproche. En revanche, les difficultés qui ont continué de caractériser la situation dans quelques pays n'ont pas permis à la SFI d'y identifier des investissements viables. Le Partenariat pour l'entreprise privée, qui est géré par la SFI, s'emploie donc à y renforcer le secteur privé.

La SFI cherche, en Europe de l'Est, à investir dans des opérations ayant un fort impact, à établir des institutions viables et à étendre davantage son action sur les marchés et dans les secteurs pionniers. En collaborant avec des partenaires locaux soigneusement sélectionnés à l'amélioration de la transparence et des gouvernements d'entreprise, elle s'efforce d'attirer des technologies et des investissements étrangers. Elle participe à la construction d'infrastructures financières de base et renforce les institutions financières en leur présentant de nouvelles activités. Elle s'efforce également de rendre le cadre des affaires plus favorable aux



La SFI a accordé un financement à la compagnie aérienne Volga-Dnepr, transporteur à la demande russe détenteur de licences internationales.

REPRODUCTION AUTORISÉE : VOLGA-DNEPR AIRLINES



La SFI appuie des sociétés tournées vers la technologie en Europe centrale et en Europe de l'Est.

Un appui à la reconstruction du secteur privé

La SFI fournit son appui au secteur privé aux fins de la reconstruction de la République fédérale de Yougoslavie. Durant l'exercice, elle a investi dans Tigar, un grand producteur de pneumatiques et d'articles en caoutchouc et l'un des principaux employeurs de la République fédérale de Yougoslavie. L'opération de 20 millions d'euros est le plus gros investissement effectué dans le cadre du secteur privé au profit d'une société yougoslave depuis plus d'une décennie.

À l'issue de dix ans de guerre et d'isolement, la capacité de production et la compétitivité des produits de Tigar sont gravement compromises. Toutefois, l'entreprise, qui a réussi à poursuivre ses opérations, reste le deuxième exportateur yougoslave et vend plus des deux tiers de sa production en Europe de l'Ouest.

L'investissement de la SFI appuiera le plan biennal d'expansion et de réorganisation de Tigar, qui comprend un programme de modernisation de l'entreprise et la consolidation de l'alliance stratégique forgée avec Michelin, l'une des plus grandes multinationales de pneumatiques. La SFI fournit en outre à Tigar une importante assistance technique avec l'appui financier de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et du Service de promotion pour l'entreprise au sud-est de l'Europe (SEED) qui est géré par la SFI. Le programme doit permettre de formuler une stratégie durable pour les activités secondaires de Tigar et de créer des emplois dans les petites entreprises de la région de Pirot.



CI-DESSUS
ET À DROITE :
En Europe centrale et
en Europe de l'Est, la
SFI appuie une large
gamme d'industries
manufacturières, et
notamment la fabrication
de papier, de pâte à
papier et d'emballages.



REPRODUCTION AUTORISÉE : INTERCELL

petites et moyennes entreprises en fournissant une assistance technique au niveau local.

En Russie, la SFI a fourni un appui à toute une gamme de sociétés financières dans le cadre de la stratégie qu'elle poursuit pour établir des institutions financières régionales en dehors de Moscou. Elle a accordé un appui financier et des services d'assistance technique sur le terrain à NBD Bank, Center-invest et Industry & Construction Bank. Elle a accordé sa première garantie partielle au titre de certificats en roubles à Russian Standard Bank. Une banque spécialisée dans le crédit aux petites et moyennes entreprises en dehors de Moscou, KMB Bank, accroîtra le volume de ses prêts grâce à un appui financier de la SFI. Baltiskii Leasing et Delta Leasing facilitent la fourniture de crédit-bail aux petites et moyennes entreprises. La SFI a mené à bien sa première opération de financement du logement en Russie par le biais des prêts qu'elle a consentis à Delta Credit, et a fourni son premier appui au crédit à l'exportation par l'intermédiaire du mécanisme de financement préexportation russe.

En Europe centrale, l'adhésion prochaine des pays à l'Union européenne a mené la SFI à cibler plus précisément son action sur les secteurs et régions névralgiques au plan social et environnemental. La connaissance de plus en

plus profonde qu'elle a de la région et le réseau sans cesse grandissant de ses contacts lui ont permis de poursuivre des approches novatrices, en particulier sur les marchés des capitaux.

La SFI a poursuivi ses efforts pour attirer des investisseurs dans le secteur réel des pays pionniers en procédant aux côtés d'entités parrainantes étrangères à des placements dans les secteurs des télécommunications, de l'ameublement, de l'emballage et des carrelages en céramique en Russie.

En Europe centrale et dans les États baltes, la SFI fait preuve d'une sélectivité croissante dans le cas des projets qui ne relèvent pas du secteur financier, mais a néanmoins participé à un certain nombre de projets novateurs durant l'exercice. Elle a investi dans les chemins de fer estoniens après leur privatisation pour renforcer la position du pays en temps que lieu de transit entre l'Europe et l'Asie. Elle a aussi participé à la viabilisation de sites pour les commerces de détail en Lettonie, notamment en rénovant des bâtiments figurant sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, et elle a appuyé la modernisation d'un hôtel lituanien datant de l'époque soviétique pour en faire le premier hôtel de Vilnius doté d'un centre de conférences.

La SFI a également entrepris ou poursuivi une trentaine de projets d'assistance technique pour renforcer le



EN HAUT À GAUCHE : Sononya Zhanazarova (à gauche) derrière son étalage en compagnie d'un autre membre de la caisse de crédit villageoise.

CI-DESSOUS ET EN BAS À GAUCHE : La caisse de crédit villageoise permet de remplacer les gages habituels par des garanties de groupe.



RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

Pour aider les femmes à lutter contre la pauvreté

Les entrepreneurs et leurs entreprises doivent avoir un accès permanent et fiable à des financements assortis de taux d'intérêt du marché pour pouvoir satisfaire à la demande des consommateurs. En collaboration avec un solide organisme de prêt aux microentreprises, FINCA International, la SFI s'efforce de permettre à toutes les entreprises, même les plus petites, de prospérer.

FINCA dessert un marché qui pourrait utiliser avec profit des ressources supplémentaires. Il cible de préférence les femmes des zones urbaines et rurales ayant de faibles revenus. La clientèle de FINCA Kirgystan se compose pour 90 % de femmes dont les emprunts se montent, en moyenne, à 120 dollars. Ces activités prouvent que les femmes pauvres sont des clientes sûres lorsqu'elles participent au système des caisses de crédit villageoises. FINCA emploie une méthode dans le cadre de laquelle il demande une garantie du groupe au lieu d'une garantie sous forme de gage pour ses prêts. L'impact de ce projet au plan du développement devrait être très important parce que les femmes qui ont de faibles revenus utilisent généralement leur surcroît de revenus pour améliorer le niveau d'éducation et de santé de leur famille.

Le cas de Sononya Zhanazarova (Sonya) dans le village de Naukat, bourgade agricole située dans les collines rouges à environ 40 kilomètres de la capitale régionale, illustre bien ce qui précède. Sonya et son mari avaient, pour vivre, une pension mensuelle de 51 dollars que Sonya devait compléter en vendant des pistaches au marché local. Elle s'est lancée dans cette activité avec un petit sac de pistaches. N'ayant pas les moyens de s'offrir un étal dans la salle des produits agricoles, elle avait

installé une petite table à l'extérieur du bâtiment où elle vendait sa marchandise par tous les temps, qu'il gèle en hiver ou qu'il fasse extrêmement chaud en été.

Sonya s'est associée à 11 autres femmes pour constituer une caisse de crédit villageoise. Le prêt de 40 dollars accordé par FINCA en 1996 lui a permis d'acheter de plus grandes quantités de pistaches. Au fil des ans, le montant de ses emprunts a augmenté et son commerce s'est développé si bien qu'elle a pu proposer de nouveaux articles et louer une table à l'intérieur du marché. Elle accroît régulièrement l'éventail de ses marchandises et emploie ses belles-filles. Bien qu'elle ne puisse espérer prendre prochainement sa retraite, elle est heureuse de pouvoir, dans les périodes difficiles, subvenir aux besoins d'une famille élargie de plus en plus nombreuse.

Ce projet a été la première prise de participation de la SFI dans une opération de microfinancement en Asie centrale. Elle a investi un million de dollars dans l'organe de financement kirghize, FINCA Microfinance Resource, qui sera géré selon les principes du marché par FINCA International. Cet organe a pour objet de fournir les capitaux essentiels à l'expansion des opérations entreprises par FINCA Kirgystan. Il a été constitué pour une durée de trois ans, à l'issue de laquelle il sera ou bien intégré dans un nouvel organe de microfinancement opérant aux conditions du marché ou bien liquidé. La SFI aidera FINCA International à mobiliser des ressources auprès de fonds fiduciaires et d'autres bailleurs de fonds pour faire de FINCA Kirgystan une institution financière réglementée et viable sur le plan commercial.

KAZAKHSTAN

Pour attirer des investisseurs

Pour attirer des capitaux, il est essentiel d'avoir un bon gouvernement d'entreprise qui protège les actionnaires. À l'heure actuelle, rares sont les sociétés de l'ex-Union soviétique qui satisfont aux normes exigées par les investisseurs internationaux.

TuranAlem Bank, qui est la deuxième grande banque privée du Kazakhstan, a demandé à la SFI de l'aider à monter une émission de titres et à placer ces derniers auprès d'investisseurs internationaux. Il s'agissait là d'une opération très délicate car le système bancaire du Kazakhstan n'est pas encore mature et son marché des valeurs mobilières est étroit et n'est guère liquide. Les investisseurs potentiels s'exposaient à une dévaluation de la monnaie nationale, ne pouvaient recourir à aucun mécanisme de sortie, étaient en butte au manque de transparence des opérations et, en leur qualité de partenaire minoritaire, ne jouissaient que d'une protection très limitée.

Pour attirer des capitaux, la SFI a créé un instrument de quasi-participation qui protège les actionnaires minoritaires, notamment en leur donnant un siège au conseil d'administration, et pose certaines conditions concernant les opérations et la politique financière pour améliorer le gouvernement d'entreprise de TuranAlem Bank et assurer la préparation par cette dernière de rapports conformes aux pratiques internationales.

RUSSIE

Des boissons sans alcool en tous lieux

Vers le milieu des années 90, une entreprise de vente au détail de boissons basée à Moscou, Master, a décidé de se lancer dans la production de ces boissons avec dix employés installés dans un bâtiment abandonné de l'ère soviétique. Elle est désormais l'un des plus gros producteurs modernes de boissons sans alcool de Russie. Elle emploie maintenant des centaines de personnes, elle a des bureaux administratifs dans huit régions du pays et elle produit une large gamme de jus et de boissons sans alcool. La SFI a contribué à l'expansion de Master. Celle-ci est l'une des huit entreprises à qui la banque moscovite Probusinessbank a effectué un prêt au moyen des ressources produites par le prêt non privilégié de cinq millions de dollars que lui avait consenti la SFI.

Ce prêt à Probusinessbank est le premier effectué par la SFI à une banque russe depuis la crise financière de 1998. Le secteur bancaire russe restant en situation précaire par suite du manque de capitaux et de l'absence de réforme cruciale, la SFI joint des opérations d'assistance technique à son investissement pour stimuler la croissance du secteur. L'assistance technique assurée à Probusinessbank, qui est gérée par le Partenariat pour l'entreprise privée de la SFI et est financée par le Fonds fiduciaire du Royaume-Uni (DFID), lui aussi géré par la SFI, vise à améliorer la stratégie et l'organisation de la banque, à améliorer ses pratiques de financement, et à renforcer sa gestion et ses contrôles financiers. L'assistance technique de la SFI a également donné lieu à la formation du personnel de la banque pour lui permettre d'exécuter sa nouvelle stratégie qui consiste à élargir la portée de ses activités de prêt aux petites et moyennes entreprises.

L'assistance technique de la SFI à Probusinessbank porte déjà ses fruits. En 2001, les actifs de la banque ont augmenté de 27 % par suite de l'augmentation des financements au secteur des PME. L'amélioration des résultats et de la transparence des opérations a également donné confiance aux investisseurs. Outre le prêt de la SFI, Probusinessbank a obtenu des financements représentant près de 20 millions de dollars de la Banque mondiale et de la Banque de commerce et de développement de la mer Noire.

Durant l'exercice 02, la SFI a annoncé des programmes similaires pour deux autres banques russes : NBD Bank, qui a son siège à Nijni-Novgorod, et Center Invest Bank, qui est basée à Rostov-sur-le-Don. L'assistance technique fournie à ces deux banques est financée par le Fonds fiduciaire norvégien qui est géré par la SFI.

secteur privé en Europe de l'Est et en Asie centrale par le biais du Partenariat pour l'entreprise privée qui vient de recevoir plus de 32 millions de dollars supplémentaires de bailleurs de fonds. Outre les financements de ces derniers, la SFI contribue durant chaque exercice pour un montant de 4,2 millions de dollars pour assurer la gestion du Partenariat. Celui-ci a étendu la portée de ses opérations d'assistance technique pour couvrir les républiques d'Asie centrale, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Les activités d'assistance technique accroissent la viabilité des placements de la SFI dans les secteurs de l'automobile, de l'ameublement, de la foresterie et des produits laitiers et dans les industries extractives, en offrant un appui aux fournisseurs locaux. La Société a

aussi contribué à améliorer le cadre réglementaire de ces activités. Les entreprises locales de tous les secteurs ont reçu des services de formation et de consultation sur leur gouvernement d'entreprise, qui devraient élargir leur accès aux investissements aussi bien étrangers qu'intérieurs.

La SFI a également fourni des services de conseil aux gouvernements sur la manière d'améliorer le climat de l'investissement et d'attirer des investissements étrangers. Le Partenariat pour l'entreprise privée a notamment effectué une contribution importante en vue d'améliorer le cadre législatif du crédit-bail dans plusieurs pays en collaborant à cet effet avec les parties prenantes locales du secteur privé et du secteur public.



REPRODUCTION AUTORISÉE : INTERCELL

CI-DESSUS : Intercell, fabrique polonaise de pâte à papier et de papier.

EN HAUT À DROITE : Linstova Varner a bénéficié d'un financement de la SFI pour pouvoir développer le secteur du commerce de détail en Lettonie.



REPRODUCTION AUTORISÉE : LINSTOW VARNER



REPRODUCTION AUTORISÉE : ELCOTEC

RUSSIE

Une approche novatrice dans l'extrême-orient russe

Magadan est une ville de 130 000 habitants située à l'extrême nord-est du pays, au bord de la mer d'Okhotsk et à huit fuseaux horaires à l'est de Moscou. Elle est sous la neige neuf mois de l'année ; il n'y fait jour que six heures sur 24 en hiver mais pendant plus de 19 heures en été.

La région de Magadan, dont les activités commerciales sont totalement tributaires des transports aériens et maritimes, est l'un des territoires les plus excentrés de la Russie ; elle est connue pour la richesse de ses ressources naturelles, comme l'or et l'argent. Toutefois, la piètre qualité des sols, le pergélisol, l'isolement physique du reste du pays et les températures extrêmes qui y sévissent contribuent au marasme économique qui caractérise cette région où 75 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Pour améliorer la situation économique, les autorités de la région de Magadan ont pris certaines mesures importantes de manière à améliorer le climat des affaires et à attirer des investissements cruciaux. Aujourd'hui, la région peut se targuer d'avoir le cadre le plus propice aux affaires de toute la Russie, et notamment de traiter les demandes d'inscription au registre des petites entreprises plus rapidement que la plupart des autres régions. Deux gros investissements canadiens y ont été réalisés dans le secteur des industries extractives. La SFI participe à l'un d'entre eux.

Les activités extractives constituant 60 % des activités économiques dans la région de Magadan, le Partenariat pour l'entreprise privée de la SFI s'efforce de déterminer comment faire profiter toute l'économie de la région de l'impact sur le développement des investissements étrangers et des placements de la SFI dans le secteur. Aussi le Partenariat a-t-il récemment forgé une alliance unique entre le gouvernement canadien (Agence canadienne de développement international, ACDI), la Société minière canadienne Bema Gold Corporation (Bema) et la SFI pour stimuler le développement économique dans la région en resserrant les liens commerciaux avec des sociétés canadiennes. Le climat et la topographie de la région de Magadan et du Canada sont

remarquablement similaires de sorte que le Canada est parfaitement placé pour faire bénéficier de son savoir-faire cette région de la Russie septentrionale.

Le programme a pour objet d'aider les entreprises russes à surmonter des obstacles aux affaires aussi élémentaires que cruciaux, comme le manque de gestionnaires qualifiés, la difficulté d'accès aux mines, l'absence d'informations sur le marché et le nombre réduit de circuits de financement. Les mesures prises permettront aux entreprises locales de devenir les fournisseurs des mines et, ce faisant, contribueront à accroître la viabilité de l'économie locale en faisant participer des entreprises intérieures à des investissements étrangers. Pour citer le président de Bema, Clive Johnson, « ce projet est un exemple parfait de partenariat entre le secteur privé et le secteur public. Il ne peut faire que des gagnants. Il contribue à améliorer le chiffre d'affaires de la société tout en profitant grandement aux communautés locales. »

Dans une perspective plus générale, l'ACDI et le Partenariat souhaitent, en collaborant à cette initiative, promouvoir le développement des activités industrielles et commerciales dans la région de Magadan. Ce développement s'effectuera de trois manières différentes. Premièrement, en aidant un groupe déterminé de PME à devenir des fournisseurs des sociétés minières, le projet garantira que les enseignements acquis et les matériels didactiques mis au point seront institutionnalisés et utilisés par un certain nombre de partenaires locaux tels que les écoles et les associations commerciales. Deuxièmement, en travaillant directement avec les entreprises, le projet identifiera les obstacles fondamentaux aux activités industrielles et commerciales, sensibilisera la population aux problèmes observés et collabora avec les représentants locaux et régionaux ainsi que la communauté des affaires à la recherche de solutions. Troisièmement, le but recherché à tous les niveaux consiste à modifier les attitudes et les préjugés fondamentaux à l'égard du secteur privé des participants au projet à Magadan — des entrepreneurs et directeurs d'entreprise aux législateurs et aux représentants de l'État.

Antigua-et-Barbuda	Haiti
Argentine	Honduras
Bahamas	Jamaïque
Barbade	Mexique
Belize	Nicaragua
Bolivie	Panama
Brésil	Paraguay
Chili	Pérou
Colombie	République dominicaine
Costa Rica	Saint-Kitts-et-Nevis
Dominique	Sainte-Lucie
El Salvador	Trinité-et-Tobago
Équateur	Uruguay
Grenade	Venezuela, République bolivarienne du
Guatemala	
Guyana	

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

TRACER UN SENTIER DE CROISSANCE ÉQUILIBRÉE ET DURABLE

La région Amérique latine et Caraïbes traverse une période difficile sur le plan économique. La croissance ralentit depuis le milieu de 2001, et la pauvreté a cessé de reculer dans toute la région. La confiance dans l'économie argentine, qui faiblissait au début de l'exercice, a totalement disparu lorsque la situation politique et les déséquilibres macroéconomiques ont fait basculer le pays dans l'une des crises les plus graves de son histoire.

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE / USD millions		
	EX. 01	EX. 02
Financements engagés pour le compte de la SFI	705	1 144
Prêts	553	833
Participations et quasi-participations*	151	294
Garanties de prêts et gestion des risques**	0	18
Syndications de prêts signées	312	330
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS**	1 016	1 474
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	5 204	5 584
Prêts	4 050	4 431
Participation	1 122	1 115
Garanties de prêts et gestion des risques	32	38
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	3 270	3 049
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	8 474	8 633
Financing approved for IFC's account	1 047	1 430
Prêts†	696	1 026
Participations et quasi-participations*	241	303
Garanties de prêts et gestion des risques	110	101
Syndications de prêts et garanties d'émissions	437	1 400
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	1 484	2 830

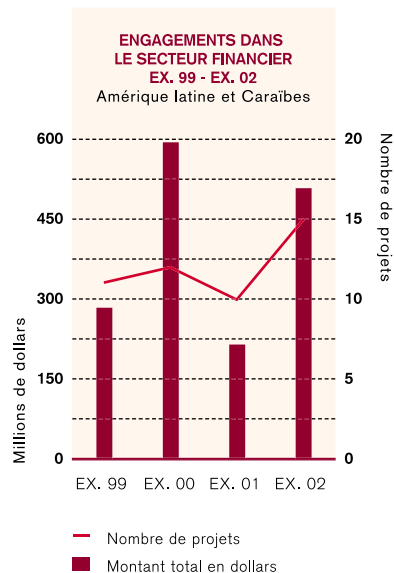
* Y compris les prêts et les investissements sous forme de participation et de quasi-participation.

** Chiffres révisés de l'exercice 01.

† Y compris les financements conditionnels.

Les activités du secteur privé sont paralysées en Argentine, où la SFI compte un grand nombre de clients. Les attaques terroristes du 11 septembre ont intensifié les problèmes économiques engendrés, dans la région, par le ralentissement de l'économie des États-Unis : les échanges, le tourisme, les investissements étrangers directs et les envois de fonds sur salaire ont sensiblement chuté et, comme les investisseurs se sont rués sur des placements de qualité, les entreprises, à l'exception des sociétés de premier rang, ont du mal à attirer des capitaux étrangers.

D'autres problèmes d'envergure nationale ont assombri les perspectives économiques de différents pays. Au Brésil, par exemple, la crise du secteur de l'électricité et le climat d'incertitude politique ont provoqué une baisse des financements privés par l'emprunt bien que les besoins de financement du secteur privé intérieur restent importants. En Colombie, la situation s'est dégradée au plan de la



Note : Y compris les projets du secteur financier et de fonds.

sécurité après l'échec des négociations de paix entre le gouvernement et les rebelles. Le Venezuela enregistre des difficultés économiques et sociales qui augmentent parallèlement aux troubles politiques et au déficit budgétaire.

Si l'évolution de la situation dans de nombreux pays de la région a pu décourager les investisseurs prudents, le Mexique a fait preuve d'une plus grande robustesse que les autres pays et a bénéficié d'un volume stable d'entrées nettes de capitaux privés. La poursuite d'une gestion budgétaire prudente et les réformes antérieures ont eu pour effet de renforcer la position du secteur privé. Toutefois, malgré la bonne cote qu'il a auprès des investisseurs, le Mexique devra surmonter de nouveaux problèmes pour maintenir la compétitivité de ses entreprises face à la mondialisation de l'économie. Il lui sera aussi difficile d'assurer à sa population, dont la moitié est pauvre, des conditions de vie acceptables car celles-ci ne pourront se matérialiser que si le pays connaît une croissance économique soutenue entraînée par le secteur privé.

L'expansion du secteur privé revêt une importance cruciale. La région ne pourra se développer que si le rythme de la croissance s'accélère, si celle-ci est alimentée par des volumes d'investissement et d'épargne plus élevés et si ses fruits sont mieux répartis. À moins que leur situation économique, financière, environnementale ou sociale ne



CI-DESSUS : La SFI aide les agro-industries d'Amérique latine.

À GAUCHE ET CI-DESSUS : Durant l'exercice 02, la SFI a accordé un financement à la société péruvienne Tecnofil pour l'aider à moderniser ses processus de fabrication d'articles en cuivre.

BRÉSIL

Pour suivre l'évolution des besoins

Il y a encore peu de temps, le climat des investissements était favorable au Brésil qui poursuivait des réformes structurelles, maintenait le cap de l'ajustement budgétaire, réorganisait son système bancaire et renforçait la réglementation et le contrôle des banques. Ces efforts ont créé des conditions propices à l'investissement privé.

Durant l'exercice, toutefois, les investisseurs étrangers ont fui les marchés émergents par suite des retombées de la longue crise argentine et des turbulences de l'économie mondiale. Sur le plan intérieur, le Brésil s'est trouvé confronté au ralentissement économique et à un climat politique encore plus incertain avant les élections présidentielles. Les sociétés brésiliennes ont, de ce fait, été moins en mesure de lever les financements à long terme nécessaires pour maintenir la croissance.

Pour appuyer les sociétés brésiliennes en butte à ces difficultés, la SFI a ouvert deux lignes de crédit représentant, au total, 250 millions de dollars, l'une en faveur de Banco Itaú et l'autre d'Unibanco. Ces deux banques utiliseront les ressources produites par ces lignes de crédit pour financer des projets dans l'infrastructure, l'énergie, l'expansion industrielle et l'amélioration des conditions environnementales.

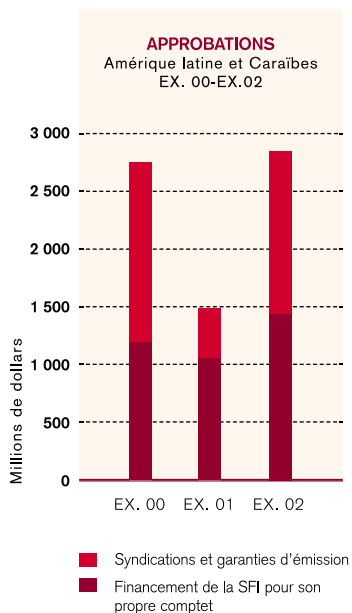
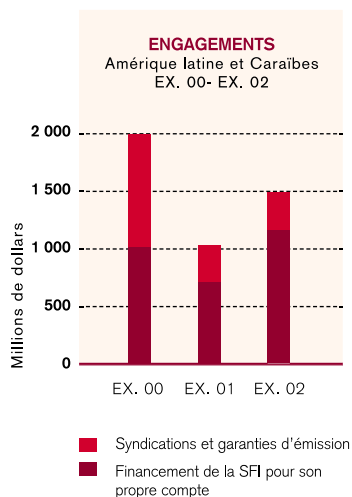
Les lignes de crédit témoignent de l'intérêt porté par la SFI à l'économie brésilienne et de son aptitude à venir en aide à ses clients dans les périodes de changements économiques. Elles permettront de faire face aux difficultés économiques auxquelles s'est heurté le Brésil cette année, comme les pénuries d'électricité débilantes qui ont été provoquées par la crise de l'énergie nationale. Elles devraient également contribuer à promouvoir une « culture du crédit » dans deux grandes banques brésiliennes, essentiellement en appuyant le développement de leurs activités de financement sur projets.

Une production respectueuse de l'environnement dans le secteur du bois

Durant l'exercice, la SFI a aidé une société de produits ligneux mexicaine, Holding Montealbán, à moderniser ses installations de production, à accroître ses capacités et à renforcer son réseau de distribution. L'entreprise a délibérément adopté des modes d'exploitation durable et, ce faisant, a amélioré ses perspectives commerciales.

Holding Montealbán collabore avec le Forest Stewardship Council depuis cinq ans en vue d'obtenir, pour certains articles, un label garantissant que le bois utilisé provient de sources d'exploitation durable. Elle a déjà obtenu ce label pour 80 % de ses modèles de porte et pour la totalité des produits spécialisés de sa scierie. Elle est la première entreprise mexicaine à se distinguer de la sorte.

L'obtention d'un label international permettra à la société d'avoir accès au marché de l'Union européenne tout en desservant le marché nord-américain qui, de plus en plus, adopte les mêmes pratiques d'achat. La SFI a encouragé Holding Montealbán à renforcer et à institutionnaliser l'assistance technique actuellement offerte pour aider les communautés locales à améliorer leurs pratiques de gestion forestière et assurer un mode d'exploitation durable. Le programme facilitera l'accès des communautés à des projets forestiers comme le projet de gestion forestière communautaire de la Banque mondiale et permettra de fournir directement des conseils. La SFI a aidé la société à améliorer son gouvernement d'entreprise et ses pratiques de gestion et à adopter des normes environnementales plus rigoureuses pour ses installations de production.



PROJETS ET PAYS

Amérique latine et Caraïbes, EX. 00- EX. 02

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	55	42	47
Nombre de pays	17	12	16

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	58	54	55
Nombre de pays	15	14	16

s'améliore, certains pays ne pourront tenir leur place face à la concurrence. La SFI est rompue à la fourniture d'un appui aux entreprises pour assurer leur viabilité et s'efforce avec ses clients d'établir des normes plus rigoureuses.

La SFI s'est attaquée aux différents problèmes qui se posent dans la région. Parce que ses ressources ne lui permettent pas de répondre à tous les besoins, elle a centré ses efforts sur certaines transactions dans des secteurs et entreprises qui peuvent avoir un impact durable et offrent des perspectives financières particulièrement bonnes, pour donner une impulsion et promouvoir un développement plus généralisé. Durant l'exercice 02, la SFI a engagé un montant de 1,1 milliard de dollars dans la région, dont 330 millions de dollars sous forme de prêts syndiqués à des institutions financières privées (prêts B). Bien que les investisseurs soient moins enclins à prendre des risques, comme en témoigne la chute généralisée des opérations de prêts sur les marchés émergents, la SFI affiche une légère augmentation des prêts B. Elle a également accru le volume des prêts qu'elle effectue pour son propre compte et, ce faisant, s'est conformée aux termes de sa mission qui est de servir de catalyseur pour attirer des investissements dans des environnements difficiles.

UN ÉQUILIBRE STRATÉGIQUE

Face à l'ampleur de la demande du secteur privé de la région portant sur ses produits et services, la SFI doit poursuivre une stratégie multidimensionnelle. Dans les pays dont le secteur privé est en butte à un ralentissement des flux de capitaux et dont la viabilité financière est incertaine, la Société centrera son action sur un noyau d'entreprises dans le but d'accroître leur compétitivité et de renforcer leur aptitude à résister à des chocs. Elle s'efforcera également d'améliorer le climat de l'investissement. Dans les pays dont le secteur privé est en meilleure posture, la SFI a l'intention de forger un partenariat avec les sociétés qui ont pris les devants pour assurer la viabilité de leurs opérations et l'existence d'un bon gouvernement d'entreprise. Au niveau sectoriel, la SFI privilégie la construction d'infrastructures physiques, l'approfondissement des systèmes financiers, la fourniture d'un appui aux entreprises de petite taille par le biais d'intermédiaires financiers, le ciblage des pays et secteurs pionniers et la promotion de la participation du secteur privé aux activités menées dans le secteur social.

Étant donné les menaces qui pèsent sur les investissements du secteur privé dans la région, et sur le portefeuille de la SFI, la Société s'est efforcée d'opérer un arbitrage entre ses multiples objectifs, à savoir

maintenir sa rentabilité et son efficacité tout en satisfaisant aux besoins de ses clients de petite taille ou opérant sur les marchés pionniers, qui sont confrontés à des risques élevés et qui ont besoin d'une aide, surtout au plan des ressources, pour préparer les projets. La SFI s'efforce de maintenir la diversité de son portefeuille d'opérations dans la région en poursuivant des projets de montants divers en différents points de la région. Elle accorde directement un financement à certains gros clients lorsque les entreprises concernées n'ont aucun moyen de se procurer des capitaux à long terme et qu'elle peut les faire profiter de sa connaissance approfondie des meilleures pratiques en matière de développement durable et de gouvernement d'entreprise. Elle a également réalisé des investissements dans des projets de moindre envergure qui paraissaient devoir donner de bons résultats et avoir un important effet de démonstration. Enfin, la SFI appuie un plus grand nombre d'entreprises de taille réduite par le biais de ses opérations avec des intermédiaires financiers et de son assistance technique.

PROJETS

La demande de services de la SFI est restée soutenue dans tous les domaines durant l'exercice 02. La Société a donc apporté un soutien à certaines des plus grandes sociétés de la région en leur fournissant les financements à long terme dont elles ont tant besoin et en leur transférant son savoir-faire de manière à accroître leur compétitivité par le biais d'une réorganisation financière et organisationnelle. Elle a contribué à l'adoption de pratiques environnementales, sociales et de gouvernement d'entreprise plus rigoureuses lorsqu'elle en a eu l'occasion.

La SFI a notamment fourni un appui à des entreprises en Colombie, dont Suramericana (voir page 24) qu'elle a aidé à financer la réorganisation à l'échelle du groupe et, fait crucial, à améliorer son gouvernement d'entreprise. Au Brésil, elle a accordé un financement à une grande société de construction, C.N. Odebrecht, touchée par le tarissement des capitaux dans toute la région. L'opération s'est caractérisée par le renforcement du gouvernement d'entreprise et des activités

axées sur la viabilité. La SFI a également fourni un appui par le biais d'institutions financières à des projets de petite et moyenne envergure dans les domaines de l'électricité et de l'eau au Brésil (voir encadré).

En Argentine, le portefeuille des opérations en cours de la SFI a subi le contrecoup de la crise économique. Toutefois, le gouvernement ayant réaffirmé le statut de créancier privilégié de la Société, cette dernière collabore étroitement avec ses clients pour les aider à surmonter les obstacles associés aux difficiles conditions économiques en vigueur, comme en témoigne l'appui fourni à Aceitera General Deheza, qui est l'un des grands exportateurs argentins de produits dérivés du soja. La SFI se tient prête à renforcer son soutien aux partenaires du secteur privé en Argentine dès qu'un cadre macroéconomique stable aura été rétabli.

La SFI et d'autres bailleurs de fonds ont fourni une assistance technique et des services de conseil et ont organisé des séminaires sur différents thèmes pour renforcer les opérations industrielles et commerciales dans la région. Ces interventions complètent et renforcent les efforts qu'elle a déployés par le biais de ses financements et de ses activités de promotion de la viabilité des activités économiques. Elle a, en particulier, fourni son appui à l'amélioration du gouvernement d'entreprise, notamment en organisant à Rio de Janeiro un séminaire qui a reçu un accueil favorable des 70 personnalités des milieux d'affaires qui y ont participé. La SFI est aussi l'une des entités parrainantes de Novo Mercado, nouvel organe de la bourse brésilienne qui ne cote que les sociétés se conformant à des normes rigoureuses de gouvernement d'entreprise. En collaboration avec la BIRD et l'OCDE, la SFI a parrainé la troisième table ronde latino-américaine sur le gouvernement d'entreprise qui s'est tenue au Mexique. En Colombie, elle a parrainé un séminaire organisé sur ce thème au profit des dirigeants de sociétés et des investisseurs. La SFI fournit également son appui à la création d'instituts de gouvernement d'entreprise qui fourniront une formation aux administrateurs des sociétés de la région.



RICHARD LORD (2)

A GAUCHE :
Au Pérou, MIBANCO a bénéficié d'un appui de la SFI pour aider les entrepreneurs.

CI-DESSOUS :
Étalage de bobines de fil d'une cliente de MIBANCO.



AMÉRIQUE LATINE

Un nouveau partenaire pour fournir un appui aux petites entreprises

FUNDES offre aux petites et moyennes entreprises d'Amérique latine un programme de services intégré. Cette organisation, qui est basée au Costa Rica, affiche à son palmarès un nombre important d'opérations de recouvrement de coûts, et l'élargissement de la portée de son modèle lui a valu la réputation d'être l'un des meilleurs réseaux du monde pour la fourniture d'une assistance technique et d'instruments de renforcement des capacités aux petites entreprises. Sur une période de 18 ans, FUNDES a travaillé avec plus de 80 000 entreprises en ciblant ses efforts sur l'élargissement des possibilités d'obtention de compétences en gestion et de ressources financières par les entrepreneurs et sur l'amélioration des conditions dans lesquelles opèrent les entreprises locales.

Durant l'exercice, la SFI et FUNDES ont décidé de joindre leurs efforts pour renforcer le secteur des petites entreprises. FUNDES a reçu deux séries de financements d'un montant total supérieur à un million de dollars du Mécanisme de renforcement des capacités des PME de la SFI. Ce mécanisme est un nouvel instrument de financement, souple et rapide, qui permet au Groupe de la Banque mondiale, à ses partenaires et aux institutions locales de mieux servir les petites et moyennes entreprises, notamment en créant des capacités locales durables et efficaces.

Les projets financés par le biais de ce mécanisme visent à améliorer le climat des affaires pour les petits entrepreneurs en Bolivie et au Costa Rica, à renforcer leurs systèmes de gestion des connaissances et à resserrer les liens entre les entreprises locales et la grande mine d'or péruvienne de Yanacocha. Le resserrement des liens entre FUNDES et la SFI devrait se traduire à l'avenir par de nouveaux efforts de collaboration.

Afghanistan	Jordanie
Algérie	Koweït
Arabie saoudite	Liban
Bahrein	Maroc
Cisjordanie et Gaza	Oman
Égypte, République arabe d'	République arabe syrienne
Émirats arabes unis	Tunisie
Iran, République islamique d'	Yémen, République du

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

PRÉPARER LE TERRAIN À UNE CROISSANCE ENTRAÎNÉE PAR LE SECTEUR PRIVÉ

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord est diverse et complexe aux plans politique et économique. Tous les pays n'ont pas la même ouverture économique et les conflits actuels font payer un lourd tribut à certains d'entre eux, notamment en décourageant l'investissement. Les investissements étrangers directs dans la région continuent d'être les plus faibles du monde. Par ailleurs, dans de nombreux pays, le gouvernement intervient largement dans le domaine des affaires de sorte que le climat reste peu favorable aux investissements dans le secteur privé.

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE / USD millions

	EX. 01	EX. 02
Financements engagés pour le compte de la SFI	341	107
Prêts	217	80
Participations et quasi-participations*	31	6
Garanties de prêts et gestion des risques*	93	20
Syndications de prêts signées	615	31
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS*	956	137
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	842	815
Prêts	542	526
Participations	205	192
Garanties de prêts et gestion des risques	95	97
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	734	733
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	1 576	1 548
Financements approuvés pour le compte de la SFI	327	157
Prêts**	256	125
Participations et quasi-participations‡	31	6
Garanties de prêts et gestion des risques	41	27
Syndications de prêts et garanties d'émissions	634	35
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	961	192

* Chiffres révisés de l'exercice 01.

** Y compris les financements conditionnels.

‡ Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation.

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord a grandement souffert des conflits de portée locale et internationale qui ont sévi durant l'exercice. Les hostilités en Cisjordanie et Gaza ont eu de graves répercussions économiques, et les conditions de vie se sont sensiblement détériorées. Par ailleurs, les attaques du 11 septembre et leurs séquelles ont découragé le tourisme, qui est une source importante de devises pour l'Égypte, la Jordanie et d'autres pays de la région.

La croissance économique s'est ralentie par suite des conditions économiques défavorables et des problèmes de sécurité dans la région. Bien que ce ralentissement concerne l'ensemble de la région, les pays exportateurs de pétrole ont profité de la hausse de leurs recettes d'exportation, de l'amélioration de leur position budgétaire et de l'augmentation des taux d'investissement. De plus, dans le cas des pays dont les exportations sont

diversifiées, la production agricole et les revenus ruraux ont fait un bond lorsque la longue période de sécheresse a pris fin.

Divers secteurs, comme ceux des industries manufacturières et des services, continuent de se développer dans la plupart des pays bien que les conditions qui règnent dans la région ne soient pas favorables. La SFI a été en mesure de les aider ; elle a poursuivi un programme d'investissement soutenu durant l'exercice 02 après avoir affiché, pour l'exercice précédent, le volume d'activités de placement le plus important jamais enregistré pour la région. Durant l'exercice écoulé, le montant en dollars des investissements de la Société a été plus faible car elle a fourni son appui à un grand nombre de projets de taille plus limitée. Ces derniers, qui relèvent de divers secteurs, devraient conforter l'impact sur le développement des investissements réalisés précédemment qui se rapportaient, pour la plupart, à d'importants projets d'infrastructure.

Les pays qui ont décidé d'accorder la priorité à la libéralisation économique commencent à récolter les fruits de leur labeur et offrent un terrain propice aux investissements de la SFI dans le secteur privé. En revanche, les régimes économiques contrôlés par l'État qui caractérisent nombre de pays de la région présentent moins d'attrait pour les opérations de développement du secteur privé et d'investissement dans ce dernier. La SFI continuera de collaborer avec la Banque mondiale à l'amélioration du cadre des investissements pour permettre à ces pays de réaliser pleinement leur potentiel économique.

La SFI a engagé 137 millions de dollars au titre de 11 investissements. Sur ce montant, elle a engagé 31 millions de dollars pour le compte de banques participant à son programme de prêt B. À la fin de l'exercice, le montant total du portefeuille engagé dans la région était de 1,55 milliard de dollars.

MATTIAS HEDINGER



PEER STEIN



CI-DESSUS : Un changeur à Kaboul. La SFI a offert son assistance technique pour faciliter la mise en place d'une banque de microfinancement en Afghanistan.

À GAUCHE : La SFI a consenti un financement à Daaboul Company qui construit une fabrique de sulfonate d'alkyle linéaire à proximité de Damas (Syrie).

SYRIE

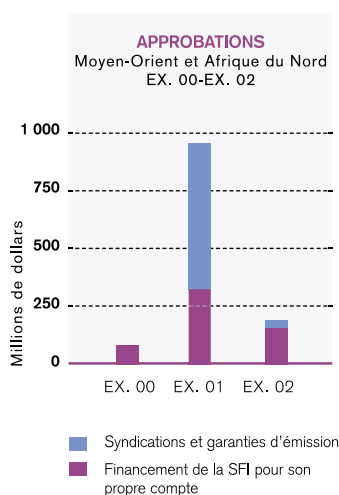
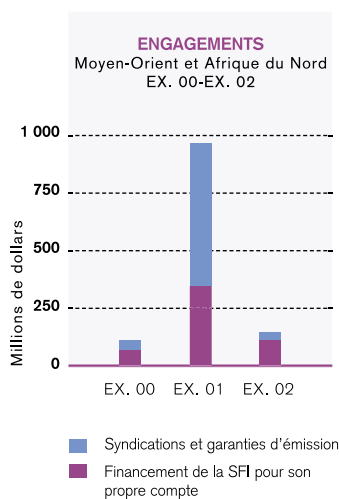
L'ouverture du secteur bancaire

Le secteur bancaire syrien a été nationalisé en 1961. Les sociétés privées opérant dans le pays n'ont guère accès qu'à des services limités et nombre d'entre elles n'ont pratiquement aucun moyen de se procurer les capitaux dont elles auraient besoin pour développer leurs opérations. La Syrie a récemment décidé d'ouvrir le secteur bancaire aux investisseurs privés.

La SFI a accepté de structurer et de mettre en place la Syrian Commercial Bank. Ce projet bénéficie de l'appui de la BLOM Bank, au Liban, qui sera son partenaire technique, et d'un groupe d'hommes d'affaires syriens qui, conjointement, détiennent une part majoritaire du capital. La SFI prendra une participation au capital de la banque.

La SCBank fournira ses services aux entreprises privées et améliorera le secteur bancaire syrien. On compte que cette coentreprise bancaire s'inspirera des meilleures pratiques employées dans d'autres pays et servira de modèle en utilisant des techniques bancaires modernes, en relevant les normes, en intensifiant la concurrence et en rationalisant les opérations. Elle offrira à ses clients des produits de banque commerciale auxquels n'ont à présent accès ni les particuliers ni les entreprises. Elle s'attachera tout particulièrement à offrir de nouveaux services aux petites et moyennes entreprises qui génèrent l'essentiel des activités économiques dans le pays.

L'élargissement de l'accès au secteur financier



PROJETS ET PAYS

Moyen-Orient et Afrique du Nord, EX. 00-EX. 02

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	12	16	11
Nombre de pays	8	7	4

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01	EX. 02
Nombre de projets	16	15	14
Nombre de pays	10	6	7

En Algérie, les petites et moyennes entreprises n'ont généralement guère de contact avec le secteur financier institutionnel. Algérie Leasing Corporation a été créée en 2002 pour remédier à la situation et est la première société privée de ce type opérant dans le pays. Algérie Leasing accorde des baux financiers, notamment dans les secteurs du bâtiment, des transports, des industries manufacturières et des agroindustries. Le projet appuie également la diversification d'une économie largement tributaire des exportations d'hydrocarbures.

Le projet, qui bénéficiera de l'expérience acquise au plan mondial par la SFI sur les marchés du crédit-bail et des capitaux, permettra d'élargir l'accès des petites entreprises algériennes à des financements voire même, dans bien des cas, à leur ouvrir cet accès pour la première fois. Les banques algériennes, qui n'ont généralement pas les capacités requises pour fournir des services de crédit-bail, ne peuvent servir ce marché. Les banques d'État, qui prédominent dans le secteur financier, sont essentiellement équipées pour fournir des services aux entreprises publiques ; il incombe donc aux institutions financières privées d'offrir de nouveaux services à la clientèle qui commence à se constituer dans le secteur privé.

Ce projet devrait stimuler la croissance et la concurrence dans le secteur financier et, partant, inciter de nouveaux acteurs à intervenir sur le marché et appuyer le développement de nouveaux instruments financiers. La SFI et la Banque mondiale contribuent à la formulation de la législation et de la réglementation du crédit-bail en Algérie depuis le milieu des années 90. L'appui fourni à Algérie Leasing est un exemple de la manière dont un investissement de la SFI peut aider d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale à formuler des principes directeurs concernant le secteur privé.

STRATÉGIE ET INVESTISSEMENTS

La SFI a pour stratégie de cibler ses investissements sur les domaines dans lesquels elle peut le plus contribuer au développement. Elle recherche en particulier les possibilités de développer les marchés des capitaux, d'appuyer les petites et moyennes entreprises, d'encourager les industries manufacturières produisant pour l'exportation et de financer les infrastructures.

La SFI a procédé durant l'exercice à plusieurs investissements qui ont fait date. En Syrie, elle a accordé un financement à la première banque privée du pays, la SCBank, et à une usine pétrochimique, Daaboul, qui produit des matières premières pour la fabrication de détergents et de savons liquides. La SFI a approuvé les plans de financement de son premier placement dans des dérivés climatiques au Maroc, qu'elle effectue pour aider le secteur agricole.

La SFI a approuvé un plan d'investissement pour fournir un soutien à la première cimenterie privée du pays, Algeria Cement Company. Cette opération a, de surcroît, l'avantage de renforcer les investissements intrarégionaux en faisant bénéficier des entreprises algériennes de financements d'un promoteur égyptien.

La SFI a également contribué au développement du secteur financier par le biais de son assistance technique. À cet égard, durant l'exercice 02, elle a fourni des conseils à la Syrie dans le domaine bancaire et à l'Arabie saoudite dans celui des émissions obligataires de sociétés.

ÉTABLISSEMENT D'UN LIEN ENTRE LE SECTEUR FINANCIER ET LES ACTIVITÉS DES PME

La fourniture d'un appui aux petites et moyennes entreprises est cruciale pour le développement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord car ces entreprises jouent un rôle

prédominant dans l'économie d'un grand nombre de pays. La SFI structure donc ses placements sur les marchés des capitaux de manière à fournir, en fin de compte, un appui aux entreprises de plus petite taille. Par exemple, elle a mis en place un mécanisme de renforcement du commerce au profit des institutions financières algériennes dont les clients sont des petites et moyennes entreprises. De même, l'approbation de son plan de garantie d'une émission obligataire de Saudi Orix Leasing procurera des avantages à la petite clientèle de la société de crédit-bail.

Durant l'exercice, la SFI a également constitué le Service de promotion des petites et moyennes entreprises en Afrique du Nord, dont pourront se prévaloir de nombreuses entreprises algériennes, égyptiennes et marocaines. Ce Service fournira un appui et une formation aux institutions financières participantes pour accroître leur capacité à accorder un soutien aux petites entreprises. Le produit très complexe que constitue le dérivé climatique de la SFI fera date, lui aussi, en permettant à la région d'utiliser un nouvel instrument financier qui présentera de gros avantages pour les petites entreprises agricoles marocaines dont les résultats sont fortement tributaires du niveau des pluies.

UN APPUI AUX EXPORTATIONS

La SFI a procédé à de nombreux investissements dans des projets visant à promouvoir les exportations, notamment en Algérie, en Égypte et en Jordanie. La Jordanie a réalisé d'importants investissements conçus pour exploiter son statut de zone industrielle ayant des privilèges de zone franche pour les produits homologués (QIZ) établi dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux conclus avec les États-Unis. Les zones industrielles favoriseront l'expansion du secteur manufacturier jordanien et lui permettront d'accroître ses exportations. Deux projets de ce type, Al Tajamout Industrial City et Industry and Information Technology Park, dans lesquels des entreprises manufacturières

appartenant à des intérêts étrangers travaillent pour les marchés d'exportation, ont bénéficié d'un financement de la SFI durant l'exercice. D'autres projets notables axés sur les exportations ont été menés, tels que Alexandria Automotive Casting (voir encadré), qui fabrique des pièces détachées automobiles en Égypte, et Middle East Regional Development Enterprise, qui exploite du sable de silice en Jordanie.

La SFI a poursuivi, durant l'exercice, sa collaboration avec des entités parrainantes dans le but de formuler des projets dans les secteurs de l'électricité, de l'eau, des transports et des télécommunications. Ces travaux devraient porter leurs fruits au cours des années à venir.



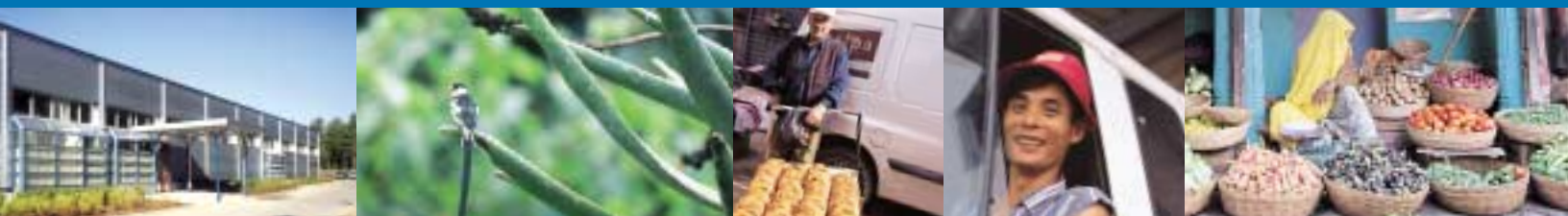
ÉGYPTE

La fourniture de pièces détachées automobiles et de connaissances techniques

L'industrie automobile ayant abandonné le système des installations de production intégrées, les grands fabricants sont à la recherche de partenaires de qualité avec lesquels ils pourront conclure des marchés de longue durée et qui leur procureront pièces détachées et savoir-faire. En quête de fournisseurs bon marché, les sociétés automobiles européennes notamment se tournent vers des entreprises nord-africaines. L'Égypte est particulièrement attrayante parce qu'elle a une main-d'œuvre et des ressources énergétiques peu onéreuses et est proche de l'Europe.

L'investissement de la SFI dans Alexandria Automotive Casting témoigne de l'intérêt que peut présenter l'Égypte en tant que fournisseur. La société allemande Continental Teves, qui est l'un des grands fabricants de systèmes de freins automobiles, a contacté la principale entité parrainante du projet, à savoir Mansour Group, pour s'entretenir de la possibilité d'obtenir des pièces coulées de haute qualité fabriquées au moyen de technologies de pointe. La SFI a pu fournir le financement en devises à long terme qui n'avait pu être obtenu auprès du secteur bancaire local. Le projet coûtera au total 14 millions de dollars. La contribution de la SFI est d'autant plus appréciée que la Société peut assurer l'application des meilleures pratiques environnementales et sociales dans le cadre de la formulation du projet. Cette participation de la SFI devrait avoir un effet de démonstration et inciter d'autres investisseurs étrangers à fournir leur appui aux industries manufacturières produisant pour l'exportation en Égypte.

Alexandria Automotive Casting sera installée à proximité du port d'Alexandrie et emploiera 35 personnes. L'entreprise aura la garantie de pouvoir exporter une certaine quantité de pièces à Continental Teves pendant les cinq premières années. Une fois qu'elle fonctionnera à pleine capacité et qu'elle pourra assurer un niveau de qualité déterminée, elle pourra s'employer à trouver d'autres clients dans l'industrie automobile.



RÉSULTATS DE L'EXERCICE

EXAMEN DE LA VIABILITÉ	65
RÉSULTATS FINANCIERS	72
LE PORTEFEUILLE	76
PROJETS ENGAGÉS	79
PROJETS APPROUVÉS	92
PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE SERVICES-CONSEILS	98
ANNEXES	104

« Les entreprises privées peuvent, bien souvent, créer des biens publics en sus des recettes fiscales qu’elles génèrent. Nous avons tous grand intérêt à les aider à y parvenir. Il est important que nous continuions, surtout dans les pays en développement, à expliquer cette logique – la logique commerciale de la recherche de la viabilité. »

— PETER WOICKE, Vice-président exécutif de la SFI

EXAMEN DE LA VIABILITÉ

L’intérêt porté à l’impact des entreprises et des institutions financières augmente parallèlement aux préoccupations suscitées par les considérations environnementales et sociales et par le gouvernement d’entreprise. De plus en plus, le secteur privé s’efforce de répondre à ces préoccupations en procédant, de lui-même ou à la demande des parties prenantes, à un examen de la viabilité des actions menées. Les rapports préparés à cette fin permettent aux clients, aux actionnaires et aux autres parties prenantes de mieux comprendre les résultats affichés. La SFI se fonde sur les diverses initiatives concernant la présentation de l’information et le respect des principes de responsabilité qu’elle a lancées au cours des années écoulées pour améliorer encore les informations qu’elle fournit sur ses activités comme en témoigne ce premier examen de la viabilité .

Cet examen témoigne de l’évolution de la démarche suivie par la SFI pour promouvoir son objectif prioritaire, à savoir un développement durable. Depuis sa fondation en 1956, la SFI s’efforce de promouvoir des activités économiques perdurables en procédant, dans le cadre du secteur privé, à des investissements à long terme qui sont viables sur le plan financier et ont un impact économique positif. Depuis 1989, la SFI exige en outre que ses projets respectent au moins certaines normes environnementales et sociales minimales. Actuellement, elle est confrontée à un cadre des affaires en constant bouleversement et aide ses clients à trouver des opportunités de renforcer l’impact de leurs projets aux niveaux économique, environnemental et social et sur le gouvernement d’entreprise tout en en tirant des avantages financiers.

La justification commerciale des activités est l’élément central de la nouvelle logique du développement durable de la SFI. Cette dernière a pu observer, dans le cadre d’un nombre croissant de projets, que la poursuite de l’intérêt personnel se conjugue bien au respect du cadre réglementaire pour promouvoir la viabilité à l’échelle mondiale. La logique de la viabilité offre donc à la SFI la possibilité d’ajouter de la valeur aux opérations de ses clients du secteur privé et de compléter des efforts de développement des pays eux-mêmes. Sa détermination, son expérience et ses ressources font de la SFI un partenaire de plus en plus sollicité aux fins de la poursuite d’un développement durable.

¹ La présente section résume l’analyse de la viabilité qui est présentée dans son intégralité dans le deuxième volume du Rapport annuel.

LA SFI A POUR MISSION *de promouvoir des investissements privés durables qui réduiront la pauvreté et amélioreront les conditions de vie dans les pays en développement.*

La SFI, qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale, investit et fournit des services de conseil dans le monde entier pour promouvoir, dans ses pays membres en développement, des projets durables qui sont profitables sur le plan économique, solides sur les plans financier et commercial et viables sur les plans environnemental et social. La démarche de la Société repose sur le principe qu'une croissance économique solidement établie est essentielle à la réduction de la pauvreté, que cette croissance est fondée sur le développement de l'esprit d'entreprise et la poursuite d'investissements privés fructueux, et que les entreprises privées ont besoin d'un cadre des affaires propice pour prospérer et contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population. La SFI s'efforce d'améliorer sa performance en répondant promptement aux besoins de ses clients, en diffusant des informations sur les opérations qui ont donné de bons résultats et en tirant les leçons de son expérience. Elle est donc absolument déterminée à suivre les principes suivants :

Ajouter de la valeur

La SFI ajoute de la valeur aux activités poursuivies dans ses pays membres en développement car elle :

- Prend des risques calculés que le secteur privé ne prendra pas seul ;
- Recherche des opportunités nouvelles dans les pays et secteurs pionniers pour maximiser l'effet de démonstration de ses projets et son rôle de catalyseur ;
- Conçoit de nouveaux produits et services novateurs qui répondent mieux aux besoins de ses clients ;
- Fournit des conseils de qualité lorsque le secteur privé ne peut ou ne veut pas le faire ;
- Diffuse des informations pour promouvoir des investissements privés fructueux, l'esprit d'entreprise et un cadre des affaires porteur ;
- Utilise les meilleures pratiques environnementales, sociales et de gouvernement d'entreprise dans toutes les interventions ;
- Répond aux besoins de ses clients du secteur privé dans les meilleurs délais.

Faire preuve d'intégrité

La SFI agit avec intégrité dans le cadre de ses opérations et de ses activités quotidiennes car elle :

- Exige d'elle-même et de ses clients le respect des normes les plus rigoureuses sur les plans professionnel et éthique ;
- Reconnaît dans le cadre de chaque investissement l'importance et la valeur d'un bon gouvernement d'entreprise ;
- S'efforce d'être transparente, responsable et équitable ;
- Est honnête, ouverte, fait preuve de probité dans ses interactions avec son personnel, ses clients et les communautés locales.

Promouvoir la viabilité environnementale et sociale

La SFI fait preuve de son engagement irrévocable envers un développement durable car elle :

- Veille à ce que ses projets respectent des normes environnementales et sociales rigoureuses ;
- Consulte les communautés locales pour s'informer, dans le cas de chaque projet, des opportunités offertes et des impacts environnementaux et sociaux ;
- Collabore avec des clients, d'autres prêteurs et des ONG locales responsables ;
- Écoute attentivement les parties prenantes pour s'informer et répondre à leurs préoccupations.

« Les marchés des capitaux jouent un rôle essentiel dans la poursuite d'un développement durable parce qu'ils jaugent les résultats, allouent les capitaux et offrent des instruments de couverture des risques. En encourageant des investissements durables, les institutions d'envergure mondiale comme la SFI ont une occasion unique d'avoir un réel impact. »

— BJÖRN STIGSON, président du Conseil économique mondial pour le développement durable

PRIORITÉ INSTITUTIONNELLE

La SFI a fait de la recherche de la viabilité une priorité institutionnelle en raison des changements fondamentaux auxquels elle est confrontée de même que ses clients et ses pays membres. Les questions liées aux dimensions environnementales et sociales et au gouvernement d'entreprise sont de mieux en mieux comprises grâce aux nouvelles parues dans la presse, aux actions des activistes et à l'amélioration continue des moyens de communication. Cette sensibilisation du public provoque des modifications de comportement chez les consommateurs, influe sur les investissements et génère des pressions en faveur d'une modification des politiques ou des cadres réglementaires. Tout semble indiquer que ces pressions continueront de s'exercer à l'avenir.

Dans le cadre de son initiative pour un développement durable, la SFI s'efforce de favoriser l'obtention de bons résultats par le secteur privé pour accroître l'impact de ce dernier sur les plans économique, environnemental et social et sur le gouvernement d'entreprise. Cette détermination à promouvoir la viabilité est une conséquence logique de l'évolution du rôle de la SFI et n'implique aucunement que cette dernière se détourne de ses fonctions fondamentales. La Société peut exploiter l'expérience qu'elle a acquise en s'efforçant de s'assurer de la viabilité économique et financière à long terme de ses investissements et d'exiger le respect des normes minimales environnementales et sociales.

Justification commerciale

Comme en témoignent les informations de plus en plus abondantes en ce domaine, il peut être financièrement très intéressant d'améliorer les résultats obtenus aux plans environnemental et social et au niveau du gouvernement d'entreprise. S'il faut promouvoir la viabilité, c'est parce que la poursuite de méthodes durables est une décision judicieuse sur le plan commercial.

La SFI a un nouveau rôle à jouer qui consiste, non seulement à aider ses clients à trouver le moyen de respecter ses normes minimales, mais aussi à leur faire prendre conscience des opportunités qu'ils peuvent tirer d'une démarche axée sur la viabilité. Les entreprises des pays en développement courent le risque de rester à la traîne, de ne pouvoir saisir les occasions offertes et d'être désavantagées par rapport à leurs concurrents sur un marché de plus en plus mondialisé. La SFI s'efforce de remédier à ce déséquilibre et, dans le but

d'intégrer la poursuite de la viabilité dans ses opérations, a créé une base de données composée de plus de 400 exemples se rapportant à des entreprises spécifiques.

IMPACT ÉCONOMIQUE

La nécessité des investissements de la SFI

L'accès limité à des financements sous forme de prises de participation ou de prêts à long terme sur les marchés émergents peut décourager l'investissement privé. La SFI contribue largement à promouvoir une croissance entraînée par le secteur privé sur ces marchés en fournissant des capitaux à long terme aux entreprises du secteur privé qui, sans elle, n'auraient pas accès à de telles ressources, et en atténuant la volatilité globale des flux de capitaux vers ces entreprises.

L'impact de la SFI au niveau des pays

La SFI fournit une large gamme de services de conseil aux gouvernements dans le but d'améliorer les conditions relatives à l'investissement dans des projets du secteur privé. En partageant ses connaissances et son expérience avec des entreprises locales, elle contribue largement aux efforts déployés pour améliorer le climat de l'investissement dans ses pays membres. En participant à des projets efficaces dans des environnements relativement risqués et, ce faisant, en modifiant la perception qu'ont les investisseurs des risques et des rendements possibles, elle peut aussi favoriser la réalisation d'investissements dans d'autres projets sur le même marché. La SFI détermine la meilleure manière d'appuyer les efforts de développement du secteur privé de ses pays membres en développement par le biais des stratégies d'aide-pays du Groupe de la Banque mondiale (CAS). La Société s'appuie sur ces stratégies pour établir l'ordre des priorités en matière d'investissements et de services de conseil en fonction des besoins particuliers du pays considéré.

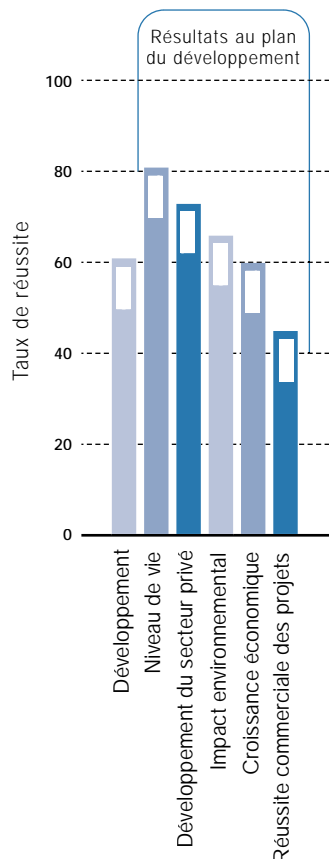
L'impact de la SFI au niveau des projets

La SFI a toujours considéré qu'un investissement fructueux est un investissement qui a, à la fois, un impact financier et un impact économique durables, c'est-à-dire un projet qui peut être rentable sans qu'il soit nécessaire de créer des distorsions sur le marché. La SFI se préoccupe non seulement des résultats financiers de ses projets mais aussi des retombées positives qu'ils peuvent avoir sur l'économie nationale, que ces retombées soient quantifiables ou intangibles.

LE GROUPE D'ÉVALUATION DES OPÉRATIONS (OEG)

Dans le cadre de son examen annuel, l'OEG évalue les opérations d'investissement de la SFI, analyse les résultats de projets sélectionnés au hasard et décrit les tendances que dégage cette analyse. Cet examen tire les leçons des résultats constatés et présente des recommandations à la direction et au Conseil d'administration de la SFI sur la manière d'améliorer les résultats obtenus par l'institution dans le cadre de sa stratégie.

Dans le cadre du dernier de ces examens annuels, qui a porté sur 171 projets approuvés pendant la période 1993-1995, l'OEG a déterminé que 42 % des projets de la SFI ont eu un impact satisfaisant sur le développement et affiché de bons résultats au niveau des investissements — en d'autres termes, ils ont été doublement profitables. Lorsque l'on examine ces deux critères séparément, on constate que le pourcentage des projets qui ont eu un impact satisfaisant sur le développement (61 %) est plus élevé que celui des projets qui ont atteint une norme de rentabilité jugée satisfaisante pour la SFI (49 %). Quatre-vingt-un pour cent des projets examinés ont eu un impact positif sur les niveaux de vie et la majorité des projets a contribué dans une large mesure au développement du secteur privé, à l'amélioration du milieu ou à la croissance économique générale. L'examen montre que les investissements réalisés dans les projets qui reflètent maintenant les priorités stratégiques de la Société ont donné de meilleurs résultats au plan des investissements et ont eu un plus fort impact sur le développement que les investissements dans des secteurs non prioritaires. Il montre également que les projets de la SFI ont eu de meilleurs résultats dans les pays qui avaient réussi à améliorer le climat de l'investissement au cours des dix dernières années.



Cibage stratégique des effets de multiplicateur

Certains secteurs et types de projets peuvent contribuer dans une mesure considérable au développement économique lorsqu'ils sont propices non seulement à un emploi productif du capital mais aussi à d'importants effets de multiplicateur. Dans le cadre de sa stratégie, la SFI s'efforce de privilégier ces secteurs, qui recouvrent les marchés des capitaux intérieurs, les infrastructures, les technologies de l'information et des communications et les domaines sociaux. Durant l'exercice 02, 62 % des engagements pris par la SFI pour son propre compte ou dans le cadre de syndications ont porté sur ces secteurs.

Un cadre pour assurer un fort impact économique

Dans le contexte de l'initiative menée pour promouvoir la viabilité et des nouvelles incitations offertes au niveau des départements, la SFI a récemment conçu un cadre qui permettra de mieux évaluer et de mieux décrire l'impact de ses projets et de s'assurer que ses opérations ont un fort impact économique.

Ce cadre, qui continue d'être axé sur la recherche de contributions économiques positives, a été néanmoins adapté en fonction de l'approche plus générale de la viabilité pour qu'il soit plus facile de compiler des informations et de les présenter de manière crédible. Il doit permettre de faire ressortir les effets indirects de multiplicateur qui profitent à l'économie mais qui sont difficiles à quantifier ou ne sont pas imputés à un projet déterminé ; il fait pendant à la nouvelle approche adoptée par la SFI en ce qui concerne l'impact de ses activités sur les plans environnemental et social et sur le gouvernement d'entreprise.

Le gouvernement d'entreprise

Il est maintenant admis de manière générale que la qualité du gouvernement d'entreprise est un problème important dans les pays en développement. L'amélioration des pratiques en ce domaine et la fourniture d'un appui aux entreprises qui prennent des mesures positives à cet égard contribuent au développement. Les dirigeants d'entreprise, quel que soit le type d'entreprise considéré, commencent à réaliser qu'un bon gouvernement d'entreprise non seulement peut abaisser le coût du capital mais aussi avoir un impact positif sur les résultats. La SFI accorde une importance croissante à l'amélioration du gouvernement d'entreprise, qui est l'une des huit catégories retenues en raison de leur impact pour former le cadre de la recherche de la viabilité. Le groupe de la SFI chargé des questions de gouvernement d'entreprise encourage l'adoption de bonnes pratiques, forme les administrateurs des sociétés dans lesquelles l'institution investit et qui ont été nommés par elle, et fournit des services de conseil aux responsables de l'action publique sur la manière d'améliorer le cadre de la gouvernance.

« En intégrant le concept de viabilité dans ses activités et en offrant un modèle de bonnes pratiques, la SFI peut contribuer à améliorer les résultats d'autres sources publiques de financement des activités du secteur privé, telles que les organismes bilatéraux de crédit à l'exportation et de promotion des investissements. »

— FRANCES SEYMOUR, directeur du Programme pour les institutions et la gouvernance de l'Institut des ressources mondiales

IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Directives et mesures de sauvegarde

La SFI a formulé des directives et des mesures de sauvegarde concernant différents domaines environnementaux et sociaux, qu'elle demande aux promoteurs des projets de respecter lors de la préparation et de l'exécution de ces projets. Ces mesures sont le fruit de l'expérience accumulée pendant 46 ans par la SFI dans le cadre de projets réalisés dans le monde entier et fournissent aux promoteurs un excellent moyen d'accroître la viabilité de leurs opérations.

Examen environnemental et social

La procédure d'examen environnemental et social de la SFI guide les services de l'institution dans l'application des directives et principes de l'analyse des projets dans les domaines environnemental et social. La marche à suivre est totalement intégrée dans les processus opérationnels de la Société et dans le cycle des projets. Un programme d'audit interne, qui s'inscrit dans le cadre de la gestion des projets de qualité de la SFI, examine à intervalles réguliers les résultats obtenus par le système et par les différents directeurs de projets.

Gestion des projets sur la base de critères de qualité

Un système interne de gestion du développement aux plans environnemental et social est utilisé depuis 2000 pour les investissements directs de la SFI et depuis 2001 pour ses investissements dans des institutions financières. Le système de gestion des projets sur la base de critères de qualité, qui relève du Département du développement environnemental et social, couvre l'évaluation et la supervision des projets, favorise une démarche cohérente et l'adoption de meilleures pratiques à la fois en fournissant des directives et en imposant des conditions, encourage l'application des leçons tirées de l'expérience, en partant du principe qu'une supervision profitable commence dès le moment où un projet est proposé, favorise l'examen et l'adoption concertée des résultats qui doivent être atteints, et facilite la formulation de rapports de suivi annuels cohérents.

Dans le cadre du système de gestion des projets sur la base de critères de qualité, un système de notation du risque environnemental et social a été mis en place en mars 2000 pour tous les projets des catégories A ou B (les catégories utilisées

par la SFI sont décrites dans le paragraphe consacré à la Politique de diffusion de l'information de la SFI et à son suivi, page 71). Ce système de notation est utilisé pour les projets menés avec des intermédiaires financiers depuis juillet 2001.

Le système de notation est un outil de classement simple et dynamique qui permet de déterminer les domaines sur lesquels les activités de supervision doivent porter en priorité. Il prend en compte plusieurs facteurs qui ont trait au risque, au respect des normes et conditions, à la gestion et à la présentation de rapports. Un projet est évalué en fonction des réponses apportées aux questions concernant ces facteurs et reçoit une évaluation qui peut être : satisfaisante, acceptable, à surveiller ou insuffisante. L'attribution d'une évaluation insuffisante peut être motivée par un certain nombre de facteurs, et les projets qui rentrent dans cette catégorie seront jugés en fonction de la situation de l'investissement. Par exemple, les rapports demandés n'ont pas été soumis ou le projet a eu un impact relativement faible. Le système de notation permet à la SFI de prendre en compte un grand nombre de facteurs interconnectés pour déterminer les projets qui doivent faire l'objet d'une surveillance spéciale. Il offre un moyen de suivre les projets plus performant que le simple suivi du respect des directives.

En juin 2002, la SFI avait évalué sur cette base 79 % de toutes les entreprises dans lesquelles elle avait investi ; 72 % de ses sociétés ont obtenu la mention de qualité acceptable ou satisfaisante. Le nombre de projets jugés de qualité insuffisante représentait 3 % du total en juin 2002. Les services de la SFI chargés des questions environnementales et sociales établissent l'ordre des priorités des activités de supervision sur la base de ce système de notation. De plus amples détails sur les résultats obtenus sont présentés dans le deuxième volume de ce rapport.

Formation des institutions financières dans le domaine environnemental

Depuis novembre 1997, la SFI complète ses procédures d'examen environnemental par un programme de formation des cadres supérieurs en vue de la mise en place de systèmes de gestion environnementale dans les institutions. Les ateliers organisés à cette fin ont rassemblé plus de 300 directeurs et membres des équipes de direction d'institutions financières de 45 pays.

« Depuis quelques années, la SFI porte davantage son attention sur les questions environnementales. Elle consulte plus souvent les ONG et les spécialistes des pays. J'espère qu'elle accordera une plus grande importance à la contribution sociale que peuvent avoir les sociétés grâce au microcrédit, à la création d'emplois liés au développement des petites entreprises, et au renforcement des capacités des ONG et des communautés locales. »

— CHOLPON DYIKANOVA, directeur du Forum communauté et entreprises, République kirghize

Le Cadre de la promotion de la viabilité

Dans le contexte de l'initiative pour la recherche de la viabilité, la SFI doit jouer un nouveau rôle qui consiste à aider ses clients à mieux saisir les occasions « d'ajouter de la valeur » ou « de faire du bien » et non plus seulement à les aider à déterminer comment satisfaire à ses normes minimales environnementales et sociales pour « ne pas faire de mal ». La SFI et un grand nombre de ses clients contribuent déjà à la fourniture de biens publics bien que cette contribution ne soit pas toujours reconnue ou appréciée à sa juste valeur, en partie parce qu'ils sont plus difficiles à identifier et à définir. La SFI a donc mis au point, dans le cadre de consultations internes et externes ciblées, un cadre de recherche de la viabilité pour définir plus précisément ce que signifie « faire du bien » aux plans environnemental et social ou au niveau du gouvernement d'entreprise. Ce cadre ne modifie aucunement les normes minimales, et les projets de la SFI ne sont nullement tenus de se conformer à des normes plus rigoureuses.

Le cadre établi pour promouvoir la viabilité et celui de l'évaluation de l'impact économique ont été conçus pour fournir les éléments objectifs, comparables et crédibles nécessaires à l'évaluation de la valeur ajoutée par les projets de la SFI.

Au niveau institutionnel, ces deux cadres permettront de mettre en perspective la contribution globale des projets de la SFI à un développement durable. Ils aideront les équipes des départements d'investissement à cerner les concepts de valeur ajoutée ou de fort impact positif d'un projet. Ils permettront de reconnaître le mérite de ceux qui donnent la priorité à l'obtention de résultats durables.

Suivi et présentation d'informations sur les projets ayant un fort impact

La SFI a mis au point un processus qu'elle appliquera dans le cadre d'une opération pilote pour identifier, évaluer et suivre les nouveaux engagements qui ont un fort impact positif dans un ou plusieurs des domaines suivants : financier, économique, social ou gouvernement d'entreprise. La SFI continue de perfectionner les deux cadres et de modifier les systèmes de présentation de rapports à la direction. Dans le contexte de l'opération pilote, elle a examiné les engagements présentés durant l'exercice 02 et a identifié 88 projets (représentant 47 % des engagements) ayant un fort impact à au moins un des égards mentionnés plus haut. Quelques-uns de ces projets sont

présentés à titre d'exemple dans le deuxième volume de ce rapport.

Prise en compte par la SFI d'éléments importants pour la viabilité

Un certain nombre d'éléments importants pour la viabilité peuvent influencer sur l'impact au plan du développement des activités d'investissement de la SFI et des services de conseil de ses différents départements. Il s'agit notamment de la diversité biologique, des changements climatiques, de la gestion et de la répartition des revenus, et de l'appui aux petites et moyennes entreprises, y compris dans ce dernier cas les rapports qui peuvent être établis par les chaînes d'approvisionnement et de distribution, et le VIH/SIDA. La démarche suivie par la SFI dans chacun de ces domaines est décrite en détail dans le deuxième volume de ce rapport.

Nouveaux marchés et opportunités

La SFI a un nouveau rôle à remplir, qui consiste à aider ses clients à comprendre ce que peut leur apporter la recherche de la viabilité au-delà du simple respect de ses normes minimales. À cette fin, elle s'efforce résolument d'accélérer l'acceptation par le marché de technologies, de produits et de pratiques opérationnelles favorables à l'environnement. Elle joue un rôle de catalyseur en identifiant, en concevant et en montant des projets novateurs qui ont d'importantes retombées positives sur l'environnement et en généralisant la poursuite de ce type de projets par le secteur privé et par la SFI.

Nouveaux services de promotion d'un développement viable sur les plans environnemental et social

La SFI a mis en place trois nouveaux services qui visent de manière spécifique à appuyer la recherche de la viabilité sur les plans environnemental et social. Ces services, qui ont été approuvés par ses administrateurs en juin 2002, concernent trois aspects fondamentaux des activités de la SFI :

- Travaux relatifs aux projets intégrés dans les opérations courantes (Service de promotion du civisme des entreprises).
- Renforcement des capacités sur les marchés des capitaux (Service des marchés de capitaux durables).
- Projets environnementaux et composantes environnementales de projets (Service des opportunités à caractère environnemental).

TRANSPARENCE ET RESPECT DES PRINCIPES DE RESPONSABILITÉ

La politique de diffusion de l'information de la SFI et le suivi de son application

La SFI sait l'importance fondamentale que revêtent le respect des principes de responsabilité et la transparence pour le processus de développement. Conformément à sa politique de diffusion de l'information, elle publie un résumé des informations sur les projets (et des analyses environnementales pour les projets de la catégorie B) 30 jours avant la présentation des projets au Conseil d'administration. Les évaluations de l'impact environnemental des projets de la catégorie A doivent être diffusées 60 jours avant leur soumission au Conseil d'administration pour examen.

La SFI a sensiblement renforcé sa politique de diffusion de l'information en 1995 et en 1998 dans le but d'accroître la transparence de ses activités. Elle a notamment imposé l'obligation de diffuser et de traduire dans les langues autochtones les descriptions résumées des analyses environnementales des projets de la catégorie B. Des informations et leur traduction sont aussi fournies pour les projets de la catégorie A. Les documents en anglais peuvent être consultés à l'adresse <http://www.ifc.org/projects>.

SUIVI DE LA DIFFUSION D'INFORMATION PAR LA SFI

	CONFORMITÉ*	NOMBRE DE PROJETS
Projets de la catégorie A	100 %	6
Projets de la catégorie B	100 %	97
Projets des catégories C et F1	99,7 %	106

* Indique le pourcentage de résumés des informations sur les projets et de documents environnementaux pertinents diffusés conformément à la politique de diffusion de l'information.

Un projet est classé dans la catégorie A s'il risque d'avoir sur l'environnement des incidences très négatives. Un projet est classé dans la catégorie B s'il risque d'avoir des effets négatifs plus limités, par exemple parce que ces effets sont d'une nature très locale et sont probablement réversibles. Un projet est classé dans la catégorie C si la probabilité de ses effets négatifs sur l'environnement est jugée minime ou nulle ; il ne nécessite aucune étude environnementale. Un projet est classé dans la catégorie F1 si la SFI investit des fonds au travers d'un intermédiaire financier dans des projets susceptibles d'avoir des effets négatifs sur l'environnement. Dans ce cas, le promoteur du projet est tenu de réaliser une évaluation environnementale.

La SFI a diffusé des informations sur tous les projets (au nombre de 209) qui ont été approuvés durant l'exercice 02 à l'exception des opérations de rééchelonnement, de restructuration ou d'émissions de droits de souscription qui ne sont pas couvertes par la politique de diffusion de l'information. Le tableau ci-après récapitule la situation au plan de la diffusion de l'information pour chaque catégorie de projets.

En de rares occasions, la SFI accorde une dérogation pour autoriser la diffusion de l'information moins de 30 jours avant que le projet ne soit soumis à l'examen des administrateurs. Une telle dérogation a été accordée une seule fois durant l'exercice 02 pour faciliter l'examen par les administrateurs de deux projets complémentaires parce que des informations avaient déjà été diffusées pour l'un des deux projets. En temps normal,

ce type de dérogation n'est pas accordé et l'examen du projet par le Conseil d'administration est remis à une date ultérieure lorsque le public n'a pas été informé suffisamment à l'avance.

Le texte intégral de la politique de diffusion de l'information de la SFI est disponible à l'adresse www.ifc.org/policies, qui contient aussi des liens vers d'autres sites présentant des informations détaillées sur les projets de l'institution.

Le Bureau du médiateur/conseiller en matière de conformité

Le Bureau du médiateur/conseiller en matière de conformité offre un mécanisme important pour aider les directions de la SFI et de la MIGA à rendre compte de leurs activités à leur pays membres et à la société civile, notamment en ce qui concerne les aspects environnementaux et sociaux de leurs activités. Le Bureau, qui vient d'achever son deuxième exercice complet, a accepté 12 plaintes durant l'exercice 02. Il a mené à terme sa procédure d'audit et les directives opérationnelles correspondantes et a procédé à de nombreuses consultations. Les responsabilités et le potentiel de cette fonction devenant plus évidents, d'autres institutions financières et organismes bilatéraux sollicitent l'avis du Bureau du médiateur/conseiller en matière de conformité ou adoptent ce modèle afin de promouvoir un bon gouvernement d'entreprise et le respect des principes de responsabilité.

La marque laissée par la SFI

Maintenant que le concept de viabilité semble être de mieux en mieux accepté, de nombreuses banques et autres institutions financières s'efforcent de trouver le moyen de faire connaître l'impact de leurs activités au-delà des simples résultats financiers. Étant donné la haute priorité que la SFI accorde à la poursuite de la viabilité dans le cadre de ses opérations, la direction a examiné plus attentivement la marque laissée par l'institution durant l'exercice. Cette marque recouvre l'impact de ses activités sur l'environnement, la santé, la sécurité et la situation sociale et inclut la gestion des bâtiments et celle des ressources humaines, la passation des marchés et les interactions avec les communautés au sein desquelles elle est implantée (Washington, par exemple). La SFI a demandé à un bureau d'études extérieur de collaborer avec elle à la définition des grands domaines dans lesquelles elle laisse sa marque et de procéder à un examen de ses résultats en ces domaines.

Il ressort de cet examen que la marque laissée par les accomplissements de la SFI n'est apparente ni aux parties prenantes intérieures ni aux parties prenantes extérieures parce que ces accomplissements ne sont pas communiqués au public. La contribution des programmes et des initiatives actuelles de la SFI n'est donc guère, sinon nullement, reconnue à l'intérieur ou à l'extérieur de l'institution. La direction de la Société étudiera ce rapport plus en détail dans le but de définir les mesures à prendre en priorité pour remédier à la situation.

« La présence de la SFI a amélioré les communications avec les membres de la communauté et les municipalités et a donc rehaussé notre image et accru le nombre de nos clients. »

— Enquête de la SFI auprès de ses clients, 2002

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SFI, EX. 01-EX. 02

Millions de dollars	EX. 01	EX. 02
SERVICES AUX CLIENTS — RÉSULTAT D'EXPLOITATION (PERTE)	(73)	(56)
Prêts — résultat d'exploitation		
Participations/Quasi-participations — résultat d'exploitation	(28)	(125)
Assistance technique	(11)	91
Contributions au titre des installations	(13)	(21)
Commissions institutionnelles et autres	(16)	(22)
SERVICES DE TRÉSORERIE DE LA SFI — RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(5)	21
RÉSULTAT D'EXPLOITATION DE LA SFI	314	217
	241	161

* Les chiffres indiqués à des fins de comparaison pour l'exercice 01 ont été recalculés compte tenu des allocations au titre de la période en cours.

RÉSULTATS FINANCIERS

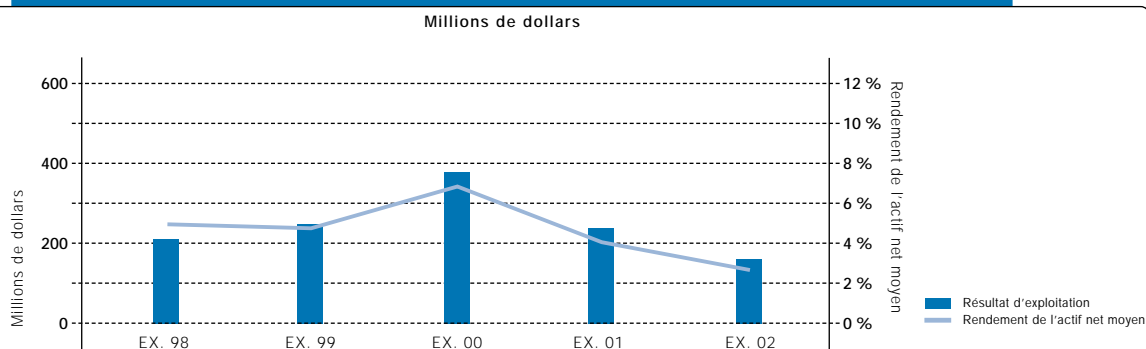
Le résultat d'exploitation de la SFI pour l'exercice 02 s'est élevé à 161 millions de dollars, soit un montant inférieur aux chiffres de 241 millions et 380 millions de dollars enregistrés respectivement pour l'exercice 01 et l'exercice 00 (le calcul du résultat d'exploitation ne prend pas en compte les effets de l'adoption des nouvelles normes comptables applicables aux produits dérivés et aux opérations de couverture ; lorsque ces effets sont pris en compte, le revenu net de l'exercice 02 s'établit à 215 millions de dollars contre 345 millions pour l'exercice 01). Le résultat d'exploitation de la Société pour l'exercice 02 reflète une perte d'exploitation de 56 millions au titre des services aux clients, contre une perte d'exploitation de 73 millions de dollars pour l'exercice 01, ainsi qu'un revenu d'exploitation de 217 millions de dollars au titre des services de trésorerie, soit un montant inférieur à celui de l'exercice 01 (314 millions de dollars). Globalement, le rendement de l'actif net moyen est tombé de 4,1 % pour l'exercice 01 à 2,7 % pour l'exercice 02.

La diminution de la perte d'exploitation au titre des services aux clients tient à l'augmentation du revenu tiré du portefeuille de participations réalisées ; celle-ci a toutefois été en grande partie contrebalancée par une nouvelle détérioration des résultats du portefeuille de prêts et de participations qui a motivé la constitution d'une provision pour pertes sur prêts plus élevée que pour l'exercice précédent. Le portefeuille de prêts a affiché une perte d'exploitation de 125 millions de dollars durant l'exercice 02 (déduction faite du coût des prêts improductifs, des provisions pour pertes spécifiques, des frais administratifs et des emprunts dont la valeur a été recalculée pour prendre en compte les gains et les pertes à la valeur du marché) contre une perte d'exploitation de 28 millions de dollars pour l'exercice 01. Les portefeuilles de participations et de quasi-participations, c'est-à-dire les portefeuilles financés sur l'actif net de la SFI, qui avaient enregistré une perte d'exploitation de 11 millions de dollars pour l'exercice 01, ont produit un résultat d'exploitation de 91 millions de dollars pour l'exercice 02. Les plus-values réalisées sur la vente des titres de participation se sont chiffrées au total à 288 millions de dollars contre 91 millions pour l'exercice 01.

Le résultat d'exploitation des opérations de trésorerie de la SFI s'explique principalement par la contribution d'un montant significatif, bien que moins élevé qu'auparavant, au titre des actifs liquides. Le résultat des opérations de trésorerie s'est chiffré au total à 217 millions de dollars pour l'exercice 02, soit un montant inférieur à celui de l'exercice précédent, qui était de 314 millions de dollars.

Les nouveaux investissements engagés par la SFI pour son propre compte se sont chiffrés à 3,1 milliards de dollars (y compris un montant de 0,3 milliard de dollars au titre des garanties signées et des mécanismes de gestion des risques), et les syndications signées à 0,5 milliard de dollars. Le montant total des décaissements au titre du portefeuille s'est établi à 10,7 milliards de dollars au 30 juin 2002, c'est-à-dire à un niveau inférieur de 2 % à celui enregistré au 30 juin 2001. Durant l'exercice 02, les frais administratifs de la SFI ont augmenté de 8 % pour passer de 304 millions de dollars pour l'exercice 01 à 327 millions de dollars pour l'exercice 02. Si l'on fait abstraction des dépenses liées aux prêts menacés, des frais exceptionnels et de l'impact des dépenses remboursées, les frais administratifs sont tombés de 280 millions de dollars pour l'exercice 01 à 275 millions de dollars pour l'exercice 02, ce qui représente une baisse de cinq millions de dollars. Le montant total des frais administratifs pour l'exercice 02 en pourcentage du montant moyen décaissé au titre du portefeuille de placements (soit 3 %) a augmenté par rapport aux 2,8 % enregistrés pour l'exercice précédent. Toutefois, dans le cadre de la réorganisation générale de la SFI et face à l'impact sur le résultat d'exploitation de la crise qui se dessine en Argentine, la Société a mis en œuvre une série de mesures pour rationaliser et accroître l'efficacité des opérations au deuxième semestre de l'exercice. Les emprunts de la SFI ont continué de progresser parallèlement à ses activités de prêt. Les nouveaux emprunts sur les marchés internationaux se sont chiffrés, au total, à l'équivalent de 4,0 milliards de dollars pour l'exercice 02.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION NET ET RENDEMENT DE L'ACTIF NET MOYEN, EX. 98- EX. 02



RÉSULTATS FINANCIERS DES PRINCIPAUX PRODUITS DE LA SFI

La valeur du portefeuille de prêts décaissés et en cours (abstraction faite des quasi-participations de type prêt) a diminué de 2 % pour retomber de 7,0 milliards de dollars pour l'exercice 01 à 6,9 milliards de dollars pour l'exercice 02. Le portefeuille de prêts de la SFI a affiché une perte d'exploitation de 125 millions de dollars durant l'exercice 02, contre une perte de 28 millions de dollars durant l'exercice précédent. La marge d'intérêt nette s'est accrue car les taux de base du LIBOR ont continué de baisser. Cette évolution a toutefois été plus que compensée par la diminution des montants recouverts au titre des intérêts durant l'exercice 02 par rapport à l'exercice précédent, la baisse des revenus des commissions relatives aux investissements et la forte augmentation des frais associés aux provisions pour pertes. La perte nette subie au titre du portefeuille de prêts correspond à 11,2 % du capital utilisé, contre 2,5 % pour l'exercice 01.

La valeur du portefeuille de participations et de quasi-participations, qui est financé par l'actif net de la SFI, a baissé de 2 % durant l'exercice 02 pour s'établir à 3,9 milliards de dollars. Ce portefeuille a affiché un bénéfice d'exploitation de 91 millions de dollars pour l'exercice 02, alors qu'il avait enregistré une perte d'exploitation de 11 millions de dollars pour l'exercice 01, essentiellement sous l'effet de l'augmentation des plus-values réalisées sur les cessions de titres de participation. Ces plus-values se sont chiffrées au total à 288 millions de dollars et les dividendes à 140 millions de dollars (contre 91 millions et 131 millions de dollars, respectivement, pour l'exercice 01). Ces chiffres correspondent à un rendement du capital utilisé de 2,8 % pour l'exercice 02, contre un rendement négatif de 0,3 % pour l'exercice 01.

Les provisions pour pertes constituées pour l'exercice 02 se sont établies, au total, à 657 millions de dollars, soit un montant supérieur à celui de l'exercice 01 (402 millions de dollars). La dotation à la provision pour pertes sur prêts et sur participations en fin d'exercice est passée à 25,8 % du montant des prêts décaissés et en cours à la fin de l'exercice, contre 20,3 % pour l'exercice 01.

CAPITAL ET BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

L'actif net de la SFI recouvre essentiellement les bénéfices non distribués et le capital libéré. Le capital libéré de la Société s'est chiffré à 2,4 milliards de dollars, soit le même montant que pour l'exercice 01 ; le revenu net étant de 215 millions de dollars, les bénéfices non distribués ont atteint 3,9 milliards de dollars.

Au 30 juin 2002, le ratio d'adéquation du capital de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre, d'une part, le capital libéré, les bénéfices non distribués et les provisions générales ajustées et, d'autre part, les actifs pondérés des risques, inscrits au bilan et hors bilan) était de 49 %. Ce chiffre est bien supérieur au niveau minimum de 30 % requis en application des normes de fonds propres approuvées par le Conseil d'administration en mai 1994. Le ratio d'endettement de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre l'encours des emprunts et des garanties et la somme du capital souscrit et des bénéfices non distribués) était de 2,8 à un, soit bien en dessous du maximum autorisé par les Statuts de la Société (qui est de 4,0 à 1un).

GESTION DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Durant l'exercice 02, la SFI a levé l'équivalent de 4,0 milliards de dollars sur les marchés financiers internationaux. Elle a également racheté et amorti un montant de 186 millions de dollars sur l'encours de sa dette dans le cadre de sa stratégie de renforcement de la liquidité de ses émissions obligataires.

Tous les emprunts ont été convertis en dollars des États-Unis à taux variable dans le cadre d'une opération de swap. La plupart des prêts accordés par la SFI sont libellés en dollars des États-Unis et assortis d'un taux variable. Ces swaps de monnaies et de taux d'intérêt, qui ont permis de ramener le coût des emprunts à un taux inférieur au LIBOR, et les revenus dégagés par le programme de rachat de dettes ont aussi largement contribué à maintenir le coût de financement de la SFI à un faible niveau et à préserver sa rentabilité pour l'exercice 02.

La SFI a émis des titres dans trois monnaies principales : le dollar des États-Unis, le yen japonais et le dollar de Hong Kong. Le plus gros emprunt de l'exercice a été effectué par le biais d'une émission obligataire planétaire d'un montant d'un milliard de dollars ; cette opération est la troisième de ce type réalisée par la Société. La SFI a par ailleurs lancé une opération en pesos colombiens sur le marché intérieur, qui est la première émission effectuée dans le pays par une entité non résidente.

Après swaps, la SFI a levé 26 % du montant total des emprunts qu'elle a contractés durant l'exercice 02 par le biais de son émission de référence en dollars des États-Unis, 6 % par le biais d'un emprunt en eurodollars ciblé sur la Suisse, 51 % par le biais de transactions structurées de montants plus réduits et ciblées sur les institutions japonaises, 7 % par le biais de titres de créances cédés à des investisseurs individuels japonais, 7 % en dollars de Hong Kong et 3 % en pesos colombiens.

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides a augmenté de 9 % durant l'exercice, pour passer de 13,3 à 14,5 milliards de dollars à la clôture de l'exercice. La majorité des liquidités sont libellées en dollars des États-Unis, les faibles montants restants étant conservés en euros et en yen pour financer des décaissements opérationnels. Les actifs liquides se sont accrus d'un montant représenté par le produit des nouveaux emprunts et le revenu des intérêts qui, toutefois, a été contrebalancé par les remboursements au titre de la dette et les nouveaux décaissements effectués en faveur des clients. Le montant total des actifs liquides est déterminé par les contraintes associées à la notation de crédit AAA/Aaa de la SFI et, notamment, le rythme des nouveaux emprunts sur le marché et des décaissements en faveur des clients.

Les portefeuilles d'actifs liquides ont produit de bons résultats durant l'exercice. À la suite des attaques du 11 septembre, la Federal Reserve Bank des États-Unis a encore assoupli la politique monétaire en abaissant le taux d'intérêt à trois reprises, tandis que le marché des bons du Trésor des États-Unis restait soutenu par suite de la lenteur de la reprise économique et de l'aversion au risque que continuaient de manifester les investisseurs internationaux.

Les portefeuilles d'actifs liquides ont dégagé un revenu d'exploitation de 231 millions de dollars net des frais d'emprunt, soit 31 millions de dollars au titre des marges bénéficiaires sur les titres adossés plus 206 millions de dollars au titre des revenus de l'actif net de trésorerie, moins six millions au titre des frais administratifs. Les chiffres correspondants pour l'exercice précédent étaient 297 millions de dollars, soit 35 millions de dollars au titre des marges bénéficiaires sur les titres adossés et 267 millions de dollars au titre des revenus de l'actif net de trésorerie, moins cinq millions au titre des frais administratifs.

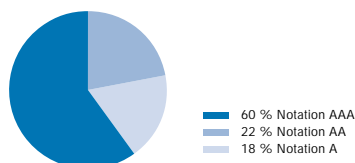
Les liquidités de la SFI sont investies conformément aux directives et normes établies dans le cadre de l'Autorisation de placement conférée à la Société par son Conseil d'administration. Cette autorisation précise les instruments et les catégories d'entités admissibles. La SFI est autorisée à placer ses liquidités sous forme d'obligations émises par des États, des administrations publiques, des sociétés ou des banques commerciales ayant une bonne notation. Dans ce cadre, la direction de la SFI a formulé des directives prudentes pour la gestion des différents types de risques inévitablement associés à un important portefeuille d'obligations diversifiées, en mettant plus particulièrement l'accent sur le risque de marché (taux d'intérêt) et le risque de crédit. Aux fins de la gestion du portefeuille et de l'établissement des rapports, les liquidités de la SFI sont réparties dans quatre portefeuilles distincts et investies dans le monde entier dans des actifs de la plus haute qualité tels que des obligations souveraines et des obligations de sociétés ayant une notation AAA.

Le portefeuille P0, mis en place en janvier 2002, a été conçu de manière à fonctionner comme un compte de caisse pour traiter toutes les opérations donnant lieu à des décaissements et à des encaissements au titre de prêts et de participations et les transactions relatives aux emprunts et pour financer la totalité des charges administratives de la Société. Ce portefeuille a donné des résultats supérieurs à la valeur de référence, à savoir le taux effectif des fonds du marché interbancaire au jour le jour, puisqu'il a affiché un taux de rendement de 2,5 % contre 2,3 % pour la référence.

Le portefeuille P1 recouvre les actifs adossés, à savoir le produit des emprunts à taux variable de la SFI, que celle-ci place à des taux variables correspondants jusqu'au décaissement des prêts approuvés. La SFI s'efforce ainsi de réaliser un gain sur ce portefeuille sans guère courir de risque de marché. Au cours de l'exercice 02, elle a réalisé un profit de 0,3 % en moyenne, soit 0,3 % de plus que la référence mais un taux inférieur au taux moyen de 0,4 % enregistré pour l'exercice 01. Durant l'exercice 02, de nouvelles mesures des résultats de P1 adoptées pour l'exercice précédent (un nouveau repère de performance, l'évaluation des actifs aux cours du marché et l'évaluation des pertes potentielles) ont été

ALLOCATION DES ACTIFS LIQUIDES

Millions de dollars



utilisées et regroupées, et la méthode de placement consistant à acquérir et conserver des titres en fonction du rendement comptable après impôts a été abandonnée pour une méthode de négociation plus active des titres sur la base du rendement total des actifs.

Le portefeuille P2 correspond principalement au capital libéré et aux bénéfices non distribués de la Société. Il est géré sur la base d'un portefeuille de référence ayant une durée de trois ans (y compris le portefeuille résiduel des prêts à taux fixe). Il est géré activement sur la base du rendement total par rapport à l'indicateur de référence. Le rendement en base annuelle pour l'exercice 02 s'est établi à 7,7 % contre 6,9 % pour l'indicateur de référence, ce qui représente une marge de 0,8 % par rapport audit indicateur. Le fait que le rendement du portefeuille de référence soit aussi intéressant s'explique essentiellement par l'ampleur de la part relative des obligations dans le portefeuille lors de la récente reprise du marché obligataire ; la série de transactions en cours basées sur les valeurs relatives des titres, notamment sur le marché des bons du Trésor des États-Unis ; et la poursuite d'une stratégie active de prêt sur titres qui continue de bénéficier de la baisse générale de l'offre de bons du Trésor des États-Unis.

Le portefeuille P3 comprend des fonds empruntés à des taux variables, qui sont confiés à des gérants externes et doivent être placés activement sur la base d'un indicateur de référence qui est le LIBOR en dollars des États-Unis. À la clôture de l'exercice 02, le portefeuille géré de l'extérieur représentait environ 7 % du portefeuille total d'actifs liquides ; 963 millions de dollars avaient été confiés à six gérants externes : 448 millions de dollars à trois gérants de programmes à revenu fixe et 515 millions de dollars à trois spécialistes de titres représentatifs d'emprunts hypothécaires. Durant l'exercice 02, le portefeuille P3 a affiché de bons résultats puisque le rendement total, net des commissions, s'est établi à 3,4 %, soit 0,5 % de plus que la référence ; les chiffres correspondants pour l'exercice 01 sont de 6,9 % et 0,4 %.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

L'évaluation et la gestion des risques financiers au niveau des opérations de trésorerie de la SFI sont des activités complémentaires de la gestion des risques liés à ses opérations de placement. Cette fonction a été confiée à un groupe de gestion des risques indépendant de manière à isoler de celle qui consiste à prendre des risques.

Risque de marché

Le risque de marché que court la SFI tient essentiellement à son portefeuille de liquidités (titres adossés, actif net de trésorerie et liquidités en gestion externe). Dans le cas du portefeuille de titres adossés (P1), en exigeant que ses actifs et ses engagements présentent dans l'ensemble, dès le départ, les mêmes caractéristiques en termes de monnaies,

de taux d'intérêt et de limites de risque de marché, la SFI réduit au minimum le risque de marché auquel elle s'expose. Cette politique lui assure une bonne protection en ce domaine. Elle gère ses risques de crédit de la manière indiquée ci-après. Le portefeuille d'actif net de trésorerie (P2) est financé par l'actif net et géré sur la base d'une durée de référence de trois ans. Enfin, le portefeuille de liquidités en gestion externe (P3), financé par des emprunts sur le marché, est assujéti aux directives définies par la SFI en matière de risque. Le Département des opérations de trésorerie de la SFI couvre également les risques de marché de son portefeuille de prêts au moyen de swaps ou autres passifs financiers dans la même monnaie et assortis de taux d'intérêt similaires, tandis que les risques de taux de change et de conversion monétaire résiduels sont gérés à l'échelon de tout le portefeuille.

Risque de crédit

Le risque de crédit auquel la Société s'expose dans ses opérations de trésorerie résulte des placements de ses liquidités en obligations souveraines, obligations de sociétés et dépôts. Le risque de contrepartie tient aussi à l'utilisation de produits dérivés pour la couverture des risques. La SFI a, notamment, recours à des swaps pour réaliser des opérations de financement et d'investissement sur la base d'un LIBOR synthétique, assurer la gestion des actifs adossés et couvrir les instruments de gestion des risques des clients. Pour gérer le risque de crédit, la SFI fixe des critères d'éligibilité et impose des plafonds de crédit aux contreparties, qui doivent être approuvés par son Comité des finances et du risque, qui est un sous-comité du Groupe de la gestion du portefeuille institutionnel. Elle coordonne étroitement avec la BIRD ses politiques de crédit concernant les critères d'admissibilité et les plafonds de crédit pour les contreparties aux opérations sur produits dérivés.

Pour se protéger contre les déclassements postérieurs à la conclusion de contrats de produits dérivés, la SFI a conclu, avec un grand nombre de contreparties à des opérations de swap, des accords de garantie basés sur le calcul des risques par référence au marché. En vertu de ces accords, une contrepartie est tenue de présenter une garantie à la SFI lorsque le risque que court la Société pour ladite contrepartie sur la base de la valeur du marché dépasse un plafond déterminé, qui diminue parallèlement à la notation de crédit de cette dernière. Grâce à ces dispositions, la Société est mieux à même de gérer dans le temps ses engagements envers ces contreparties, en particulier si leur cote de crédit diminue.

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA SFI AU 30 JUIN 2002

Millions de dollars

TOTAL DU PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SFI	14 083
Prêts	10 616
Fonds propres	3 466
ENGAGEMENTS HORS BILAN	967
(au titre des garanties et des instruments de gestion des risques)	
TOTAL DU PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS DÉTENUS	
POUR LE COMPTE DE LA SFI	15 049
TOTAL DU PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS DÉTENUS	6 519
POUR LE COMPTE DE PARTICIPANTS	
TOTAL DU PORTEFEUILLE DÉCAISSÉ	10 720
TOTAL DU PORTEFEUILLE NON DÉCAISSÉ	3 363

LE PORTEFEUILLE

Le portefeuille d'engagements de la SFI est passé de 14,3 milliards de dollars pour l'exercice 01 à 15,1 milliards de dollars à la fin de l'exercice 02, ce qui représente un accroissement de 5,1 %. Il est constitué de prêts pour presque 71 % du total (10,6 milliards de dollars) et pour 23 % de participations (3,5 milliards de dollars). Le montant engagé se compose de garanties pour 794 millions de dollars, soit 5 % du portefeuille, et de produits de gestion des risques pour 172 millions de dollars (1 % du portefeuille). La Société a également assuré le portage et l'administration de 6,5 milliards de dollars de prêts syndiqués pour le compte de participants. À la clôture de l'exercice 02, le portefeuille d'engagements se composait d'instruments de gestion des risques, de garanties, de prêts et de participations dans 1 402 entreprises de 117 pays.

Compte tenu des nouveaux engagements, des remboursements, des cessions, des annulations, des paiements anticipés, des montants passés par pertes et profits et des écarts de conversion, le portefeuille d'engagements a enregistré un accroissement net de 728 millions de dollars. Les remboursements du principal des prêts se sont élevés à 1,4 milliard de dollars, et les cessions et remboursements de participations à 373 millions de dollars.

Le montant total du portefeuille décaissé par la SFI pour son compte propre a diminué pour s'établir à 10,7 milliards de dollars à la fin de l'exercice 02, contre 10,9 milliards de dollars à la fin de l'exercice 01. Le portefeuille de prêts décaissé a diminué de 1,6 % et le portefeuille de participations décaissé de 1,4 % durant l'exercice.

Une grande partie des investissements de la SFI sont libellés en dollars des États-Unis, mais la Société emprunte en différentes monnaies afin de diversifier ses sources de finance-

ment et de réduire le coût de ses ressources. La composition monétaire du portefeuille de prêts décaissé au 30 juin 2002 est indiquée dans les Notes sur les états financiers (se reporter au deuxième volume du Rapport annuel de la SFI). La SFI minimise les risques auxquels elle s'expose en prenant des positions inverses par le jeu de swaps, d'options ou de contrats à terme de gré à gré avec des contreparties dotées d'une solide assise financière sur le marché, et en procédant à une analyse approfondie de la cote de crédit de toutes les contreparties.

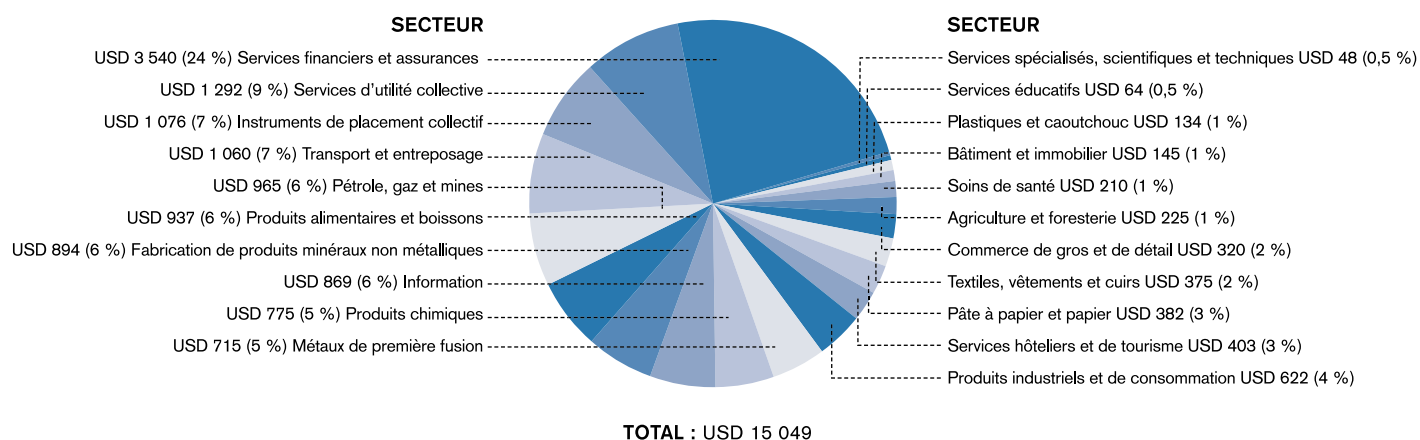
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS

Les nouveaux engagements de la SFI pour son propre compte concernent surtout les régions Amérique latine et Caraïbes (37 %), Asie de l'Est et Pacifique (22 %) et Europe et Asie centrale (21 %), et portent en majeure partie sur les services financiers et d'assurances (36 %) et sur les technologies de l'information (10 %).

¹ Le portefeuille d'engagements recouvre les garanties et les instruments de gestion des risques, qui sont des éléments hors bilan.

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SFI AU 30 JUIN 2002

Millions de dollars



Les décaissements effectués durant l'exercice 02 ont été à peine inférieurs à 1,5 milliard de dollars, soit un montant pratiquement identique à celui de l'exercice précédent. Les décaissements au titre des prêts ont atteint 1,2 milliard de dollars et les décaissements au titre des participations 285 millions de dollars. La SFI a également décaissé 574 millions de dollars au titre d'institutions financières participant à ses prêts syndiqués.

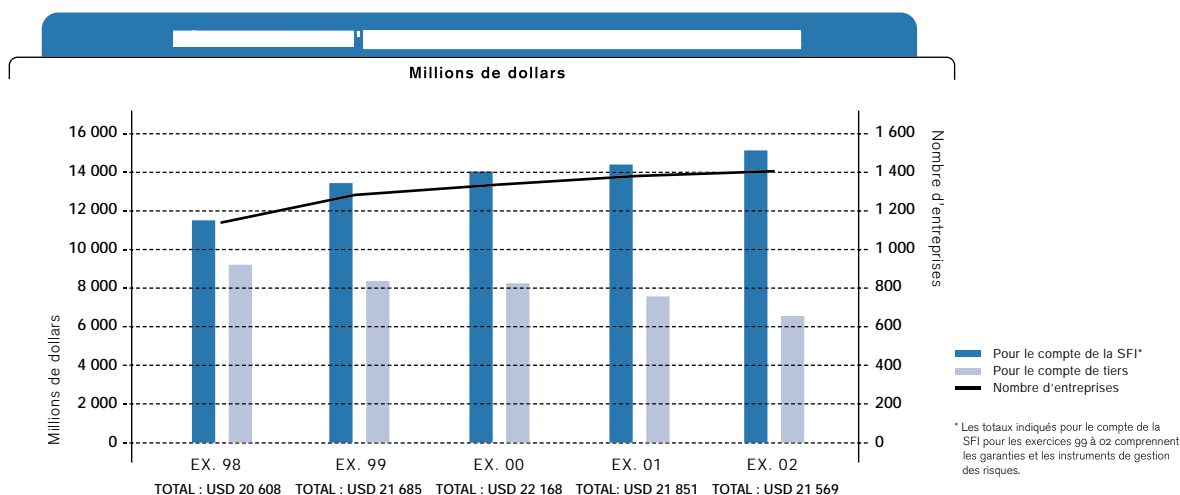
GESTION DU PORTEFEUILLE

Dans le cadre de ses efforts de supervision, la SFI veille au respect des accords d'investissement, se rend régulièrement sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions lorsque les projets posent problème. Afin de mieux superviser le portefeuille, la Société a doté tous les départements des placements de services de gestion du portefeuille opérant sous la direction d'un gérant de portefeuille pour pouvoir identifier les problèmes et y remédier rapidement. L'utilisation d'un système d'évaluation des risques complexe facilite aussi ces

opérations. Par ailleurs, la SFI confie de plus en plus de tâches de supervision aux agents locaux de ses bureaux. Elle déploie des efforts particuliers, par le biais de la Division de gestion des prêts B, pour tenir les banques associées aux prêts de la Société informées de l'évolution des projets. La SFI et les participants au programme travaillent en étroite collaboration.

Les départements opérationnels évaluent au cas par cas la situation des projets quand des difficultés apparaissent. Lorsque celles-ci sont particulièrement graves, le Département des opérations spéciales de la SFI détermine les mesures qu'il convient de prendre pour y remédier. Dans ce cas, la Société s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet. Dans les cas exceptionnels où les négociations échouent, la SFI prend toutes les dispositions nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts.

Durant l'exercice 02, le Conseil d'administration a délégué au Département de la gestion du portefeuille le pouvoir de gérer les engagements et les risques financiers



associés aux portefeuilles de prêts et de participations en employant des stratégies, des outils et des instruments de gestion des risques reflétant les principes du marché. Ce programme pilote couvre les transactions de gestion des risques, les opérations de couverture et les stratégies de rachat des titres de participation. Toutes les stratégies retenues ont pour objet de protéger le portefeuille du risque de dégradation de la situation ; elles peuvent donner lieu à l'emploi d'instruments tels que des produits dérivés de crédit, des swaps ou des options sur des actions particulières, des indices boursiers, des instruments de couverture des risques associés aux cours de produits de base ou des risques de change ; et elles doivent être assujetties à une série déterminée de limites de risque et de mécanismes de contrôle dans le cadre du programme.

Au cours de l'exercice 02, les revenus du portefeuille de participations et du portefeuille de prêts ont atteint 990 millions de dollars, soit un montant supérieur de 5,5 % à celui de l'exercice 01. La qualité du portefeuille de prêts s'est détériorée durant l'exercice par suite, essentiellement, des piètres résultats obtenus en Argentine. En particulier, l'encours des prêts non productifs, exprimé en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé, est passé de 12,9 % au 30 juin 2001 à 15,2 % au 30 juin 2002. Dans le même temps, la part des arriérés au titre du principal en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé a aussi augmenté, passant de 6,2 % à 6,5 %.

Le niveau estimatif des plus-values non réalisées sur le portefeuille des participations a très légèrement diminué

durant l'exercice 02. Par contre, des plus-values de 288 millions de dollars ont été réalisées, ce qui représente un important accroissement par rapport au montant de 91 millions de dollars enregistré pour l'exercice 01. La SFI a perçu un montant de 141 millions de dollars sous forme de dividendes, contre 132 millions de dollars pour l'exercice 01. Ce montant est légèrement supérieur à celui de l'exercice 01 (132 millions de dollars) car l'augmentation des dividendes dans le secteur des infrastructures a plus que compensé la baisse des montants provenant du secteur des produits de base.

Les provisions pour pertes ont été portées à 2,8 milliards de dollars pour l'exercice 02, soit 25,8 % du portefeuille décaissé, contre 20,3 % pour l'exercice 01. Cet accroissement résulte de l'affectation d'un montant supplémentaire de 717 millions de dollars aux provisions spécifiques et de 15 millions de dollars à la provision générale, déduction faite de l'inscription par pertes et profits de 174 millions de dollars.

La direction de la SFI établit le niveau des provisions spécifiques sur la base des analyses des portefeuilles et des recommandations formulées par les services de gestion du portefeuille des départements des placements. L'ensemble du portefeuille fait l'objet d'un examen trimestriel. Les auditeurs externes de la SFI examinent attentivement les recommandations formulées pour le provisionnement et les procédures suivies en la matière.

² Le montant de 140 millions de dollars porté au titre des dividendes dans les états financiers est net des commissions versées en rémunération de services de conservation du portefeuille de participations et comprend également les pertes et les gains nets enregistrés au titre des activités de couverture du portefeuille.

PROJETS ENGAGÉS

79

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Mali, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie

81

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

Chine, République de Corée, Indonésie, Mongolie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam

83

ASIE DU SUD

Bangladesh, Inde, Maldives, Pakistan, Sri Lanka

84

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, République kirghize, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, République fédérale de Yougoslavie

87

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, République dominicaine, El Salvador, Grenade, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pérou, Trinité-et-Tobago, Uruguay, République bolivarienne du Venezuela

91

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Algérie, République arabe d'Égypte, Jordanie, République arabe syrienne

Il est possible d'examiner et de cataloguer les projets sur le web à l'adresse : www.ifc.org/ar2002/projects

(Millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI		GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 02
			PARTICIPATION SFI	SFI				
AFRIQUE SUBSAHARIENNE								
Afrique du Sud African Bank Ltd. prêtera de petites sommes à des particuliers aux moyens très limités pour leur permettre de financer des logements bon marché et des services d'éducation ; elle prêtera aussi à des petites entreprises pour leur fournir des fonds de roulement.	43,01	-	-	-	-	-	-	43,01
Biotech Venture Partners (Pty) Ltd. fournira un capital-risque à des entreprises de recherche biologique qui sont en phase de démarrage mais ont déjà formulé leurs stratégies de commercialisation et d'exportation, emploient des technologies qui leur sont propres ou dont ils ont l'exclusivité, et ont une équipe de direction qualifiée.	-	1,75	-	-	-	-	-	1,75
EDU-Loan (Pty) Ltd. consentira des prêts à ses employés pour financer leurs études supérieures.	1,91	-	-	-	-	-	-	1,91
Freecom (Pty) Ltd. modifiera des ordinateurs d'occasion pour des utilisateurs ayant des moyens financiers très limités.	-	0,12	0,23	-	-	-	-	0,35
Rubico Holding SA (Pty) Ltd. , a entrepris d'étendre la gamme de ses services financiers.	-	-	0,50	-	-	-	-	0,50
South Africa Home Loans continuera de développer le marché des titres adossés à des hypothèques.	-	-	2,64	-	-	-	-	2,64
Spier Estate Hotel construira un hôtel de 250 chambres de classe internationale, un centre de conférence de 150 chambres, en poursuivant des projets de développement communautaire.	10,00	1,99	-	-	-	-	-	11,99
Bénin Vision + SARL agrandira sa fabrique de verres de lunette.	0,01	-	-	-	-	-	-	0,01
Botswana African Banking Corporation Holdings Ltd. élargira la gamme de ses produits pour offrir tous les services de banques de gros en Afrique australe.	-	3,00	-	-	-	-	-	3,00
Burundi Florex Ltd. cultivera des haricots, du maïs miniature et d'autres légumes pour les marchés d'exportation européens.	0,29	-	-	-	-	-	-	0,29
Cameroun FME-GAZ développera ses activités de production et de distribution de gaz industriels.	-	-	0,32	-	-	-	-	0,32
La Société Camerounaise de Mobiles étendra l'infrastructure des communications.	4,76	-	2,59	5,38	-	-	-	12,73

Note : Les projets signés et traités par la SFI durant l'exercice 02 sont inclus dans ce tableau, de même que certaines opérations signées durant l'exercice 01 dont les dossiers ont été finalisés durant l'exercice 02.

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE	SYNDICATIONS	PRODUITS	TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI		GESTION	ENGAGEMENTS
			SFI			DES RISQUES	EX. 02
Cap-Vert Sociedade Unipessoal Moura Company Empresa de Transportes Publicos modernisera et développera les services d'autobus à Praia.	0,48	-	-	-	-	-	0,48
Congo, République démocratique du Cetel DROC, qui est la filiale exploitante de MSICIH, étendra et exploitera le réseau de télécommunications GSM.	7,00	-	-	-	-	-	7,00
Côte d'Ivoire Petro Ivoire S.A. construira dix stations service et réseaux de distribution pour accroître ses activités de vente au détail.	0,25	-	-	-	-	-	0,25
La Société pour le développement industriel de la Région d'Odiene , Sodiwo, modernisera et aménagera l'installation d'usinage du riz, rationalisera le réseau de distribution, et élargira la portée des services d'appui agricole aux cultivateurs de riz.	-	-	-	1,38	-	-	1,38
Gabon VAALCO Energy, Inc. achèvera la construction de quatre puits, forera et soumettra à des tests deux nouveaux puits, et installera des matériels sous-marins.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Gambie Kerr Kande Farm Ltd. accroîtra la capacité de production de volailles et modernisera ses installations.	0,08	-	-	-	-	-	0,08
Ghana Diamond Cement Ghana Ltd. construira une nouvelle installation de broyage de ciment.	5,00	1,00	-	-	-	-	6,00
Ghana Printing & Packaging Industries Ltd. se dotera d'une imprimerie et d'une usine d'emballage moderne pour fabriquer des caisses en carton ondulé et des étiquettes.	1,70	-	-	-	-	-	1,70
Sikaman Savings and Loan Company Ltd. est une nouvelle institution de microfinancement.	-	0,52	-	-	-	-	0,52
Kenya Gapco Kenya construira un nouveau terminal pour le mazout et une installation pour procéder à des mélanges dans le port de Mombasa.	15,00	-	-	-	-	-	15,00
Industrial Promotion Services (Kenya) Ltd. accroîtra son capital autorisé pour financer de nouveaux investissements manufacturiers.	-	0,66	-	-	-	-	0,66
Kenya Cuttings Ltd. construira des serres et les infrastructures connexes nécessaires à la culture de plantes ornementales.	4,12	-	-	-	-	-	4,12
Mali Randgold Resources Limited, société productrice d'or, a procédé à une augmentation de capital.	-	0,03	-	-	-	-	0,03
Nigéria Niger Delta Contractor Revolving Credit Facility fournira des financements à moyen et long terme et des capitaux de roulement à de petites et moyennes entreprises locales offrant des services aux sociétés pétrolières.	15,00	-	-	-	-	-	15,00
United Bank for Africa (plc) rétrocédera des fonds à des entreprises privées nigérianes pour financer leur réhabilitation et leur modernisation.	30,00	-	-	-	-	-	30,00
Ouganda Makss Packaging Industries Ltd., modernisera et agrandira ses installations pour fabriquer des boîtes en carton ondulé et diversifier la gamme de ses produits.	1,35	-	-	-	-	-	1,35
Rwanda Dreamland Towers Ltd. construira et exploitera un hôtel résidentiel de 34 appartements.	0,80	-	-	-	-	-	0,80
Sénégal Fanaicha SARL agrandira les locaux d'une école secondaire novatrice et acceptera 900 élèves.	-	-	-	0,23	-	-	0,23
La Sénégalaise d'Hôtellerie et de Loisirs du Royal Saly construira un centre de tourisme au nord de Saly pour répondre à la demande croissante de services de tourisme.	0,97	-	-	-	-	-	0,97
Sierra Leone MSICIH II Sierra Leone, qui est la filiale exploitante de MSICIH, étendra et exploitera le réseau de télécommunications mobile GSM.	4,00	-	-	-	-	-	4,00

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGEMENTS EX. 02
			PARTICIPATION SFI				
Swaziland Swazi Paper Mills Ltd. accroîtra sa production de papier craft pour alimenter le marché sud-africain.	3,85	-	-	-	-	-	3,85
Tanzanie, République-Unie de Exim Bank of Tanzania développera ses opérations de financement des récoltes préexportation et offrira des services commerciaux et financiers aux petites et moyennes entreprises.	2,50	-	-	-	-	-	2,50
2000 Industries Ltd. construira une fabrique de confiseries pour alimenter les marchés régionaux.	1,60	-	-	-	-	-	1,60
Zambie Chingola Hotel sera le premier hôtel d'affaires de Chingola.	0,96	-	-	-	-	-	0,96
Executive Lodge Ltd. Hotel ouvrira un hôtel de 15 chambres à Ndola.	0,20	-	-	-	-	-	0,20
RÉGION AFRIQUE							
Africa Media Group, Ltd. , améliorera l'infrastructure, développera les programmes, et renforcera le réseau des sociétés affiliées à TV Africa pour constituer un réseau de télévision panafricain.	-	5,00	-	-	-	-	5,00
AfriCap Microfinance Fund Ltd. , qui est un fonds de placement privé, procédera à des investissements dans des institutions de microfinance dans toute l'Afrique.	-	2,00	-	-	-	-	2,00
Coca Cola SABCO (Pty) Ltd. agrandira les installations de production et de distribution de boissons sans alcool de ses sociétés d'embouteillage au Mozambique et en Afrique de l'Est.	15,00	10,00	-	12,00	-	-	37,00
Mobile Systems International Cellular Investments Holdings B.V. construira, étendra et exploitera des réseaux cellulaires de téléphonie mobile dans toute l'Afrique.	-	20,00	-	-	-	-	20,00
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE							
Chine Advantage China Holdings Ltd. formera une coentreprise hypothécaire, et instituera en Chine les meilleures pratiques internationales en matière de traitement des dossiers et de garantie des prêts hypothécaires au logement.	-	0,25	-	-	-	-	0,25
La Bank of Shanghai renforcera de nouveau son assise financière et ses capacités institutionnelles.	-	24,67	-	-	-	-	24,67
CDH China Fund prendra des participations et procédera à des investissements rattachés à des titres de participation dans des sociétés déjà installées en Chine.	-	20,00	-	-	-	-	20,00
Chengdu Chemical Company Ltd. , qui est le principal fabricant chinois de produits chimiques potassiques, accroîtra sa capacité de production pour réaliser de plus grandes économies d'échelle et satisfaire une demande de plus en plus importante.	-	-	-	-	8,60	-	8,60
China One Financial Ltd. achètera les créances improductives de China Huarong Asset Management Corporation. Les enchères organisées constitueront un précédent pour les opérations à venir et donneront une impulsion au marché des créances improductives en Chine.	31,50	-	-	-	-	-	31,50
Interstate Energy Corporation Pte, Ltd. , achètera et installera des centrales produisant à la fois de la chaleur et de l'électricité.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Maanshan Carbon modernisera et améliorera les lignes de production existantes, et accroîtra la capacité de production de noir de carbone.	9,00	2,00	-	-	-	-	11,00
Nanjing City Commercial Bank renforcera son assise financière pour améliorer son gouvernement d'entreprise, et adoptera les meilleures pratiques bancaires internationales.	-	26,58	-	-	-	-	26,58
Peak Pacific Investment Company fournira de l'électricité au réseau local, de la vapeur aux industries, et de la chaleur aux logements.	-	-	25,00	-	-	-	25,00
Sino-Forest Plantation investira dans la plantation d'arbres et dans des industries manufacturières utilisant des produits ligneux en aval.	25,00	-	-	-	-	-	25,00
Zibo Wanjie Tumor Hospital s'agrandira en acquérant des matériels de pointe et en ouvrant un bâtiment de 200 lits.	15,00	-	-	-	-	-	15,00

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE	SYNDICATIONS	PRODUITS	TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI		GESTION	ENGAGEMENTS
	SFI	SFI	SFI	SFI	DES RISQUES	EX. 02	
Corée, République de SEI Asset Korea accroîtra son stock de capital pour développer ses activités et renforcer ses systèmes internes.	-	0,32	-	-	-	-	0,32
Indonésie PT. Sunson Textile Manufacturer procèdera à sa restructuration financière pour allonger l'échéance de ses emprunts et lever des capitaux en vue du financement de dépenses d'équipement.	12,41	-	-	-	8,25	-	20,66
Mongolie XAC Co. Ltd. mettra un volume de crédit plus important à la disposition de petites, moyennes et microentreprises dans les zones rurales.	0,40	-	-	-	-	-	0,40
Philippines All Asia Life and Legacy Scholarship and Pension Plans attirera de nouveaux investisseurs stratégiques pour protéger les titulaires de polices d'assurance et améliorer les conditions financières.	-	0,30	-	-	-	-	0,30
Avalon Professional Web Trade Pte. Ltd., façonnier dans le secteur de l'ameublement, élargira la gamme de ses produits qui favorisent le développement des PME en Asie.	-	1,63	-	-	-	-	1,63
Banco de Oro Universal Bank, qui est une grande banque commerciale, accroîtra son capital pour développer ses opérations dans le secteur des petites et moyennes entreprises.	-	-	20,00	-	-	-	20,00
Eastwood CyberOne Corporation fournira des infrastructures de technologies de pointe dans le domaine de l'information et un environnement propice aux sociétés de technologies de l'information axées sur l'exportation.	25,00	-	-	-	-	-	25,00
Filinvest Alabang Inc. mettra en place un parc de sociétés de technologie de l'information à vocation commerciale pour offrir un cadre à la pointe du progrès aux sociétés technologiques locales.	22,00	-	-	-	-	-	22,00
Manila North Tollways Corporation accroîtra la capacité des routes et améliorera l'état de ces dernières pour abaisser le coût des transports à destination des régions moins développées situées au nord et à l'est de Manille.	46,00	-	-	-	-	-	46,00
Philippine Export Development Facility mettra en place un mécanisme pour fournir à de petites et moyennes entreprises exportatrices de meubles les financements dont elles ont besoin pour développer leurs opérations.	-	-	-	1,50	-	-	1,50
Philippine International Air Terminals Company, Inc., construira et exploitera un nouveau terminal réservé aux vols internationaux à l'aéroport international Ninoy Aquino pour absorber le volume croissant du trafic aérien international.	50,00	-	-	-	50,00	-	100,00
PlantersBank renforcera son assise financière pour offrir des financements à long terme à de petites et moyennes entreprises.	-	-	-	-	-	2,25	2,25
S&R Price ouvrira cinq magasins de vente au rabais offrant qualité, valeur et prix réduits.	12,50	-	-	-	-	-	12,50

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE	SYNDICATIONS	PRODUITS	TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI		GESTION	ENGAGEMENTS
			SFI	SFI	DES RISQUES	EX. 02	
Thaïlande							
Standard Chartered Nakornthon Bank accroîtra ses capacités pour pouvoir consentir de nouveaux prêts à des entreprises de taille moyenne.	-	-	-	50,00	-	-	50,00
TelecomAsia Corporation Public Company Ltd. , qui est un fournisseur de services de télécommunications fixes et sans fil, refinancera ses engagements en devises.	-	-	26,46	79,38	-	-	105,84
Thai Equity Fund fournira des capitaux à des institutions financières et des sociétés thaïlandaises pour leur permettre de se restructurer ou de s'agrandir.	-	37,50	-	-	-	-	37,50
Thai Petrochemical Industry Public Company Ltd. accroîtra son taux d'exploitation par rapport aux faibles niveaux actuels.	-	-	-	10,00	-	-	10,00
Viet Nam							
Franco-Vietnamese Hospital construira et exploitera un hôpital moderne de 200 lits dispensant des soins tertiaires à Hô Chi Minh-Ville.	5,00	-	3,00	-	-	-	8,00
Global CyberSoft, Inc. , qui est une société de réalisation de logiciels, fournira des services de sous-traitance aux producteurs de matériels et de logiciels permettant d'automatiser les processus de fabrication de semi-conducteurs et structurera une industrie mondiale de l'électronique.	-	1,25	-	-	-	-	1,25
RMIT Vietnam International University ouvrira la première université internationale à Hô Chi Minh-Ville et offrira des programmes sanctionnés par des diplômes du second et du troisième cycles universitaires et d'autres formations professionnelles.	7,25	-	-	-	-	-	7,25
Vietnam Enterprise Investment Ltd. (VEIL) , fonds de placement fermé consacré au Viet Nam, investira dans des sociétés appartenant à des intérêts locaux et gérés par des ressortissants vietnamiens.	-	-	12,00	-	-	-	12,00
RÉGION ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE							
Emerging Asia CBO Ltd. lancera un instrument d'obligation gagée pour le secteur privé.	-	-	17,46	-	-	-	17,46
Pacific NetMarkets Ltd. modernisera les processus de production et de planification des achats de fournitures d'imprimerie.	-	2,00	-	-	-	-	2,00
SMELoan financera des prêts au titre de fonds de roulement aux PME en utilisant des technologies exclusives.	-	5,00	15,00	-	-	-	20,00
ASIE DU SUD							
Bangladesh							
Lafarge Surma Cement Ltd. construira et exploitera une nouvelle cimenterie d'une capacité annuelle de 1,2 million de tonnes.	35,00	10,00	-	-	15,00	-	60,00
Inde							
Bharti Mobile Ltd. étendra son réseau cellulaire et installera un réseau principal en fibres optiques dans le Karnataka et l'Andhra Pradesh.	-	20,00	-	-	-	-	20,00
Indian Infrastructure Equipment Ltd. constituera la première société de services d'infrastructure de portée nationale en Inde.	6,80	3,18	-	-	-	-	9,98
Mahindra & Mahindra Financial Services Ltd. développera ses activités de financement de produits et de services ciblés sur une clientèle rurale et semi-urbaine.	10,01	-	7,15	-	-	-	17,16
NIIT—Hole in the Wall vise à améliorer les services d'éducation en offrant des programmes par un portail internet accessible dans des kiosques spécialement construits à cet effet.	-	1,64	-	-	-	-	1,64
RPG Cellular Investments & Holdings Private Ltd. , société holding de RPG Cellular Services, fournira des services de télécommunications mobiles à Chennai.	-	1,97	-	-	-	-	1,97
RPG Telephone Ltd. fournira des services de radiomessagerie unilatérale, de communication de données et de services VSAT.	-	0,45	-	-	-	-	0,45
Sundaram Home Finance Ltd. recevra le premier prêt de la SFI libellé en roupies qui lui permettra d'accroître ses opérations de prêt au logement en faveur de particuliers.	10,25	-	-	-	-	-	10,25

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE	SYNDICATIONS	PRODUITS	TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI		GESTION	ENGAGEMENTS
			SFI		DES RISQUES	EX. 02	
Webdunia.com (India) Private Ltd. fournira davantage de contenus et d'applications informatiques dans les langues autochtones pour promouvoir l'adoption des technologies de l'information et l'utilisation de l'internet.	-	2,00	-	-	-	-	2,00
Maldives Maldives Leasing Company Ltd. constituera la première société de crédit-bail du secteur privé du pays.	-	1,25	-	-	-	-	1,25
Pakistan Crescent Greenwood Ltd. a été restructurée, et les obligations en devises ont été converties en prêts en roupies.	2,50	-	-	7,50	-	-	10,00
Fauji Cement Company Ltd. se restructurera, en utilisant une garantie de la SFI pour obtenir un financement en monnaie nationale.	-	3,72	-	18,68	-	-	22,40
First MicroFinanceBank Ltd. sera la première institution de microfinancement nationale à vocation commerciale.	-	2,66	-	-	-	-	2,66
Lasmo Oil Pakistan Ltd. mettra en valeur le gisement de gaz de Bhit dans le bloc de Kirthar.	30,00	-	-	-	-	-	30,00
Maple Leaf Cement Factory Ltd. se restructurera, en utilisant une garantie de la SFI pour obtenir un financement en monnaie nationale.	-	-	-	11,72	-	-	11,72
Pakistan Petroleum Ltd. , qui est le plus gros producteur de gaz du pays, augmentera son capital en procédant à une émission de droits de souscription.	-	6,63	-	-	-	-	6,63
Sarah Textiles restructurera ses obligations au titre de son endettement et reconstituera son capital.	-	-	-	1,60	-	-	1,60
Sri Lanka Lanka Hospitals Corporation Ltd. ouvrira un hôpital privé moderne de 500 lits à Colombo, qui sera à la fois un centre hospitalier général et un important centre d'aiguillage.	-	-	-	5,35	-	-	5,35
EUROPE ET ASIE CENTRALE							
Bosnie-Herzégovine Central Profit Banka , membre d'un groupe bancaire bien connu également sous le nom de banques PBS, privatisera les institutions qui le composent, et renforcera son assise financière.	-	-	2,89	-	-	-	2,89
Privredna Banka Sarajevo , membre d'un groupe bancaire bien connu également sous le nom de banques PBS, privatisera les institutions qui le composent, et renforcera son assise financière.	8,58	†	0,90	-	-	-	9,48
Bulgarie Paper Factory Stambolijski A.D. achètera les actifs du fabricant de papier et de sacs Celhart pour relancer la production.	-	2,01	23,49	-	-	-	25,50
Croatie Croatia Banka d.d. accordera des financements à moyen et long terme aux petites et moyennes entreprises.	8,38	-	-	-	-	-	8,38
Chypre Bravo Holdings Ltd. accroîtra la production d'une importante brasserie et réorganisera cette dernière pour répondre à une demande intérieure croissante.	-	-	5,00	-	-	-	5,00
Estonie AS Eesti Raudtee remplacera le parc de motrices, remplacera ou remettra en état les rails, et améliorera le système de signalisation et de communication.	50,00	-	-	-	-	-	50,00
Fédération de Russie Baltiskii Leasing ZAO offrira des crédits-baux à long terme à des sociétés russes implantées dans le nord-ouest du pays.	2,00	-	-	-	-	-	2,00
Bravo International s'agrandira pour satisfaire à la demande des marchés de la bière de luxe et de la bière de qualité intermédiaire.	15,00	-	-	-	7,00	-	22,00
Center-invest consentira des prêts aux petites et moyennes entreprises et aux entrepreneurs.	2,00	-	-	-	-	-	2,00

† dénote moins de USD 50 000

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE	SYNDICATIONS	PRODUITS	TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI		GESTION	ENGAGEMENTS
			SFI			DES RISQUES	EX. 02
Commercial Bank DeltaCredit accordera une ligne de crédit garantie pour accorder des prêts au logement aux particuliers.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Delta Leasing ZAO accroîtra son portefeuille et sa clientèle pour offrir des crédits d'équipement aux petites et moyennes entreprises.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Egar Technology Inc. , société de technologie financière, améliorera la réalisation de logiciels, agrandira ses centres de réalisation et se dotera d'une infrastructure de vente et de marketing.	-	1,50	-	-	-	-	1,50
Industry & Construction Bank , qui est la plus grande banque commerciale du pays, développera ses opérations de prêt en faveur des petites et moyennes entreprises de la région.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
NBD Bank accroîtra le volume de ses prêts aux petites et moyennes entreprises.	2,50	-	-	-	-	-	2,50
OOO Ruscam remettra en état et reconstruira une fabrique de bouteilles de verre.	13,00	-	-	-	-	-	13,00
Probusinessbank accroîtra ses opérations de prêt à des sociétés de taille intermédiaire et aux PME.	-	-	5,00	-	-	-	5,00
Russian Pre-Export Finance Facility financera à concurrence d'un montant de 40 millions de dollars des fonds de roulement à court terme à l'appui des exportations d'exportateurs de produits manufacturés du secteur privé.	-	-	-	20,00	-	-	20,00
Russian Standard Bank se procurera des financements en monnaie nationale pour appuyer le développement d'opérations de prêt en faveur de la petite clientèle.	-	-	-	9,88	-	-	9,88
Russian Standard Bank , qui est une banque de commerce et de détail, mettra en place des opérations de financement des petites entreprises.	-	10,00	-	-	-	-	10,00
Small Business Credit Bank (KMB Bank) , qui est une banque régionale de microfinancement et de financement des PME basée à Moscou, accroîtra son portefeuille de prêt dans les régions sous-desservies de la Fédération.	7,00	-	-	-	-	-	7,00
Swedwood Tichvin LLC construira et exploitera la première base de production intégrée pour la fabrication de meubles en Russie.	5,64	-	-	-	-	-	5,64
Volga-Dnepr Airlines , compagnie aérienne immatriculée en Russie et ayant son siège à Ulyanovsk, qui offre des services de transports par affrètement de cargaisons extrêmement lourdes ou de taille supérieure à la normale, accroîtra sa flotte.	16,90	-	-	-	13,00	-	29,90
ZAO Sonic Duo installera un réseau de téléphonie cellulaire GSM pour offrir des services à 15 millions d'habitants de Moscou et de ses environs.	24,00	-	6,00	-	10,00	-	40,00
ZAO Stora Enso Packaging , filiale russe de de Stora Enso Packaging OY, développera ses opérations.	7,00	-	-	-	-	-	7,00
Géorgie							
Microfinance Bank of Georgia accordera des prêts aux petites et microentreprises et élargira son assise financière.	6,00	0,29	-	-	-	-	6,29
TBC Bank appuiera l'expansion des financements hypothécaires et poursuivra son programme de prêts aux PME.	3,00	-	-	-	-	-	3,00
Hongrie							
Hungary Energy Efficiency Co-Finance Program 2 fournira des garanties au titre des prêts accordés pour financer des investissements d'un bon rendement énergétique entrepris par des intermédiaires financiers locaux.	-	-	-	12,00	-	-	12,00
Kazakhstan							
Rambutya Ltd. Liability Partnership ajoutera deux magasins à sa chaîne de supermarchés.	1,93	-	-	-	-	-	1,93

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE	SYNDICATIONS	PRODUITS	TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI		GESTION	ENGAGEMENTS
			SFI		DES RISQUES	EX. 02	
Lettonie Linstow Varner SIA mettra en place trois centres de vente au détail qui seront une grande nouveauté pour Riga.	17,00	-	8,00	-	35,00	-	60,00
Lituanie Viesbutis Lietuva rénovera l'Hôtel Lietuva pour promouvoir le développement d'un marché des conférences à Vilnius.	9,31	-	-	-	9,31	-	18,62
Macédoine Stopanska Banka A.D. bénéficiera de prises de participation à son capital représentant 10 % de celui-ci.	-	0,55	-	-	-	-	0,55
Teteks A.D. Tetovo modernisera les installations de filature, de tissage, de tricotage et de prêt-à-porter.	5,30	-	-	-	-	-	5,30
Moldova Banca Comerciala Victoriabank S.A. fournira des capitaux à moyen et long terme aux PME pour promouvoir l'investissement privé.	4,00	-	-	-	-	-	4,00
Moldinoconbank S.A. aidera à créer des banques viables sur le plan commercial et des entreprises privées solvables.	1,50	-	-	-	-	-	1,50
RED Chisinau, RED Centru, et Red Sur réhabiliteront les immobilisations existantes et amélioreront les systèmes de facturation, de comptage et de contrôle interne.	25,00	-	-	-	-	-	25,00
République kirghize FINCA Microfinance Resource développera les activités de FINCA Kirgystan et préparera sa conversion en institution réglementée.	-	1,00	-	-	-	-	1,00
JSC Stock Company Akun Ltd. ouvrira une fabrique de pâtes et de macaronis qui sera intégrée dans l'usine de farine et de semoule existante.	1,40	-	1,00	-	-	-	2,40
Roumanie Banc Post S.A. offrira des services de banque et de prêt dans tout le pays.	-	-	10,00	-	-	-	10,00
ICME ECAB S.A. remettra en état et modernisera une fabrique de câbles pour accroître l'efficacité au plan des coûts de la production de câbles et de fils de haute qualité.	13,25	-	-	-	-	-	13,25
Microfinance Bank (MIRO) Romania S.A. offrira la gamme intégrale des services bancaires aux petites et microentreprises.	-	2,03	-	-	-	-	2,03
Tadjikistan SugdAgroServ fournira un appui financier et une assistance technique aux cultivateurs de coton pour leur permettre de prendre le contrôle des activités commerciales et d'assurer la viabilité de leurs opérations.	0,25	-	-	-	-	-	0,25
Tajik Sodirotkonk renforcera son assise financière et accroîtra les volumes de ressources disponibles pour financer l'augmentation des prêts en faveur du secteur privé et des prêts PME.	-	0,50	-	-	-	-	0,50
Telecom Technology Ltd. , prestataire de services internet implanté à Dushanbe, développera ses activités dans d'autres villes en installant quatre stations de communication par satellite (VSAT).	0,35	-	-	-	-	-	0,35
Turquie Assan Demir ve Sac Sanayii A.S. agrandira et modernisera les installations de production de plaque, de feuilles et de bobines d'aluminium.	25,00	-	-	-	-	-	25,00
Atilim University , qui est une université privée d'Ankara, accroîtra le nombre d'étudiants et de professeurs, et affectera 15 000 mètres carrés de plus à des salles de classes et des laboratoires.	6,50	-	-	-	-	-	6,50
Eczacibasi Karo Seramik , important fabricant de carrelage, s'efforcera de remédier à la pénurie de fonds de roulement, de rationaliser sa production et d'accroître ses exportations.	9,87	-	-	-	-	-	9,87
Gunkol Gunes Enerjisi ve Klima Sanayi A.S. accroîtra sa capacité de production essentiellement en rationalisant ses processus de production et en modernisant son matériel.	5,12	-	5,12	-	-	-	10,24

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE	PRODUITS		TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI	SYNDICATIONS	GESTION DES RISQUES	ENGAGEMENTS EX. 02
Ipek Kagit Sanayi ve Ticaret A.S. développera ses activités d'exportation.	12,77	-	-	-	-	-	12,77
Milli Reasurans T.A.S. mettra en place une institution locale de réassurance solide.	50,00	-	-	-	-	-	50,00
Modern Karton Sanayii ve Ticaret A.S. développera ses opérations pour accroître sa capacité de production et ses exportations.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Pasabahce Eskisehir Cam Sanajii ve Ticaret, A.S. , qui est le principal fabricant turc de vaisselle de verre, réduira son endettement à court terme, accroîtra ses exportations, et surmontera les problèmes associés à la contraction de la demande intérieure due à la crise financière que vient de traverser le pays.	7,50	-	-	-	-	-	7,50
Soktas Pamuk Ve Tarim Urunlerini Degerlendirme Ticaret Ve Sanayi A.S. accroîtra ses ventes à l'exportation et, partant, ses recettes en devises.	4,00	-	-	-	-	-	4,00
Turk Venture Partners LLC investira dans des entreprises en expansion, et constituera un portefeuille diversifié d'industries stimulées par la croissance, les exportations et le processus de déréglementation.	-	10,00	-	-	-	-	10,00
Türkiye Sise ve Cam Fabrikalari A.S. accroîtra ses capacités de commercialisation à l'exportation.	35,00	-	-	-	-	-	35,00
Yeditepe Beynelmillel Otelcilik Turizm ve Ticaret A.S. (Conrad Istanbul Hotel) rénovera des chambres et construira un centre de conférence.	3,50	-	-	-	-	-	3,50
Ukraine							
JSC Damen Shipyards Okean , qui est l'un des plus gros chantiers navals d'Ukraine, modernisera et améliorera ses installations.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Microfinance Bank Ukraine , qui est la première institution de microfinancement du pays, consentira des prêts à des petites et des microentreprises.	3,50	-	-	-	-	-	3,50
Yougoslavie, République fédérale de							
Fresh&Co contribuera à développer les activités de traitement et la production à valeur ajoutée du secteur agricole et fournira un appui aux agriculteurs.	6,80	-	-	-	-	-	6,80
Micro Enterprise Bank of Kosovo adoptera des techniques de microfinancement commerciales.	-	1,12	-	-	-	-	1,12
Micro Finance Bank A.D. fournira une large gamme de services de banque et de crédit aux petites et moyennes entreprises.	4,00	1,00	-	-	-	-	5,00
Raiffeisenbank Jugoslavija A.D. offrira des services bancaires essentiels aux coentreprises internationales et aux entreprises locales.	-	2,29	-	-	-	-	2,29
Tigar Rubber Products Company A.D. entreprendra un important programme d'investissement et de restructuration.	14,00	3,59	-	-	-	-	17,59
RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE							
Black Sea Fund L.P. étendra la portée géographique de ses activités à la Serbie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Ce fonds a été créé au départ pour procéder à des investissements sous forme de participations ou d'instruments apparentés dans la région de la mer Noire.	-	4,50	-	-	-	-	4,50
Euromedic Diagnostic B.V. et International Dialysis Center B.V. étendront leur réseau de centres de diagnostic par imagerie de la Hongrie à toute l'Europe centrale et de l'Est.	12,98	-	-	-	-	-	12,98
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Argentine							
Aceitera General Deheza S.A. , qui est le plus gros exportateur de graines oléagineuses et de produits dérivés du pays, financera un programme d'achat de soja pour les campagnes 2002-2004.	30,00	-	-	-	30,00	-	60,00
Aguas Provinciales de Santa Fe S.A. dotera Santa Fe d'une infrastructure d'approvisionnement en eau et d'assainissement.	-	-	-	-	20,50	-	20,50

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE	SYNDICATIONS	PRODUITS	TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI		GESTION	ENGAGEMENTS
			SFI			DES RISQUES	EX. 02
Bolivia							
Central Aguirre Portuaria, S.A. , agrandira les installations du port fluvial et la zone libre adjacente.	2,20	-	-	-	-	-	2,20
Brazil							
Andrade Gutierrez Concessões S.A. privatisera les compagnies publiques des eaux, les routes à péage et autres entreprises d'infrastructure opérant dans le cadre de concessions.	-	15,00	15,00	-	-	-	30,00
Apolo Produtos de Aço S.A. refinancera ses capitaux de roulement et opérera une nouvelle chaîne de production de tuyauteries.	8,00	-	-	-	-	-	8,00
Banco BBA Creditanstalt S.A. ouvrira une ligne de crédit ciblée sur les emprunteurs de taille moyenne travaillant pour l'exportation.	-	-	-	13,63	-	-	13,63
Banco Itaú S.A. consentira des financements à long terme au titre de projets d'infrastructure privés.	100,00	-	-	-	-	-	100,00
Construtora Norberto Odebrecht , société brésilienne participant à de gros projets d'infrastructure, lèvera des capitaux pour financer et développer ses activités.	60,00	-	20,00	-	165,00	-	245,00
Distel Holdings S.A. couvrira les besoins de financement de sa filiale exploitante dans le but de développer les services de télévision payante et les connexions internet à large bande.	-	4,20	-	-	-	-	4,20
Escol@24 Horas développera ses services de tutorat en ligne au profit des élèves du primaire.	-	0,28	-	-	-	-	0,28
GP Capital Partners L.P. financera les frais de gestion et les dépenses d'un précédent fonds de placement de la SFI.	-	0,40	-	-	-	-	0,40
Grupo Peixoto de Castro accroîtra ses capacités et modernisera les installations existantes.	9,00	-	-	-	-	-	9,00
Portobello S.A. , producteur de carrelages de qualité supérieure, procédera à une augmentation de capital.	-	1,09	-	-	-	-	1,09
Sepetiba Terminal de Contêineres S.A. achèvera les terminaux à conteneurs et les terminaux pour les produits en acier et, ce faisant, réduira les frais de manutention au port dans le sud-est du Brésil.	27,00	-	5,00	-	8,00	-	40,00
Synteko Produtos Quimicos, SA , rénovera et agrandira ses installations de production de résines, d'adhésifs et de cires à Gravatai et Araucaria et construira une nouvelle usine de résine à Uberaba.	18,00	-	-	-	-	-	18,00
União de Bancos Brasileiros S.A. financera des entreprises qui ont des projets viables mais un accès limité à des capitaux à moyen et long terme.	150,00	-	-	-	-	-	150,00
Chili							
CB Transportes S.A. financera une augmentation de capital à Fepasa.	-	0,18	-	-	-	-	0,18
Colombie							
Banco Caja Social , grande institution de financement des ménages à faible revenu et des petites entreprises développera ses activités dans les zones urbaines et rurales où les banques ne sont peu ou pas représentées.	-	7,00	-	-	-	-	7,00
Grupo Empresarial Bavaria S.A. , gros producteur de boissons en Colombie, accroîtra sa production et rationalisera ses opérations de distribution, lancera de nouvelles boissons sans alcool, et développera ce secteur à l'extérieur de la Colombie.	70,00	-	30,00	-	-	-	100,00
Colombian Home Mortgage Co. Créera une société indépendante dans le but d'acquérir et de titriser des prêts hypothécaires résidentiels de haute qualité.	-	10,63	-	2,12	-	-	12,75
Suramericana Group and Protección S.A. bénéficiera de financements sous forme de prêts et de prises de participation à l'appui des mesures qu'il a prises dans le domaine financier et organisationnel.	25,00	25,00	50,00	-	-	-	100,00
Inversura S.A. , grosse compagnie spécialisées dans les assurances de groupe et les avantages sociaux, bénéficiera d'un investissement sous forme de prise de participation. La SFI leur fournit des conseils en matière de gouvernement d'entreprise pour leur permettre de développer leurs activités et de procéder à des émissions d'actions.							

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICIPATION SFI	QUASI	GARANTIE SFI	SYNDICATIONS	PRODUITS	TOTAL
			PARTICIPATION SFI			GESTION DES RISQUES	
El Salvador Compañía de Alumbrado Eléctrico de San Salvador, S.A. de C.V., Empresa Eléctrica de Oriente, S.A. de C.V., et Distribuidora Eléctrica de Usulután, S.A. de C.V. étendront la portée de leurs réseaux de distribution et réhabiliteront les immobilisations existantes.	45,00	-	-	-	75,00	-	120,00
Grenade Bel Air Plantation Ltd. construira et exploitera une station touristique se composant de 24 villas et d'un complexe central.	1,00	-	1,00	-	-	-	2,00
Jamaïque MBJ Airports Ltd. exploitera et agrandira l'aéroport international de Sangster qui dessert le centre touristique de Montego Bay.	20,00	-	-	-	25,00	-	45,00
Mossel (Jamaica) Ltd. construira et exploitera dans l'ensemble du pays un réseau numérique GSM pour offrir des services de téléphonie mobile standard et à valeur ajoutée.	-	-	-	-	5,78	-	5,78
Mossel (Jamaica) Ltd. étendra la portée de son réseau de télécommunications cellulaire numérique GSM pour offrir des services de téléphonie mobile standard et à valeur ajoutée.	12,00	8,00	-	-	-	-	20,00
Mexique Combustibles Ecológicos Mexicanos, S.A. de C.V., accroîtra sensiblement le nombre d'autobus convertis et construira trois stations de vente de gaz naturel.	5,00	1,50	-	-	-	-	6,50
Coppel S.A. de C.V. renforcera le programme de crédit et améliorera le gouvernement d'entreprise.	30,00	-	-	-	-	-	30,00
Fondo Chiapas Equity Agency Line transformera les noix de palme provenant des petites plantations avoisinantes.	-	0,20	-	-	-	-	0,20
Hipotecaria Su Casita, S.A. de C.V.—SOFOL , qui est la deuxième institution de financement hypothécaire du pays, accordera des prêts hypothécaires aux ménages ayant de faibles revenus.	-	-	1,96	-	-	-	1,96
Plata Panamericana, S.A. de C.V. , remettra en état et agrandira une mine d'argent souterraine.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Puertas Finas de Madera Montealbán, S.A. de C.V. , fabricant d'articles en bois, accroîtra ses capacités de production et continuera de rationaliser ses opérations.	13,00	-	-	-	-	-	13,00
Qualità, Inc. , qui est une importante société de services de technologies de l'information travaillant pour de grandes et moyennes entreprises et des organismes publics, améliorera ses systèmes d'information internes, construira un nouveau centre de recherche de solutions, et satisfera à ses besoins de capital.	3,50	2,50	-	-	-	-	6,00
ZN Mexico II investira dans des sociétés de taille intermédiaire et dans des petites et moyennes entreprises.	-	10,00	-	-	-	-	10,00
Nicaragua Banco de la Exportación, S.A., fournira des prêts à long terme aux entreprises du secteur privé pour financer leur modernisation, leur expansion, et leur réorganisation financière.	5,00	-	-	-	-	-	5,00
Compañía Tratadora de Aguas Negras de Puerto Vallarta, S.A. de C.V. , aura recours à un swap de peso pour des dollars pour financer son endettement.	-	-	-	-	-	1,00	1,00

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE		PRODUITS	TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI	SYNDICATIONS	GESTION DES RISQUES	ENGAGEMENTS EX. 02
Pérou Ferrocarril Transandino S.A. modernisera et réhabilitera les lignes de chemin de fer au sud et au sud-est du Pérou.	7,50	-	1,50	-	-	-	9,00
Interconexión Eléctrica ISA Peru, S.A., construira, possédera et exploitera deux lignes de transmission à haute tension dans le centre du Pérou.	18,00	-	-	-	-	-	18,00
Interseguro Compañía de Seguros de Vida S.A. développera ses activités pour répondre à la demande croissante de services d'assurance sur la vie.	-	4,00	-	-	-	-	4,00
MIBANCO Banco de la Microempresa, S.A., consentira des prêts aux bénéficiaires de microfinancements et continuera d'accroître et de développer son portefeuille.	5,00	-	-	-	-	-	5,00
Tecnofil S.A., qui est un producteur d'articles en cuivre, accroîtra sa capacité de production, modernisera ses processus de production, et refinancera sa dette à court terme.	5,40	2,00	-	-	-	-	7,40
République dominicaine Caucedo Investments Inc. construira et exploitera un nouveau terminal à conteneurs sur la péninsule de Caucedo à environ 24 km à l'est de Saint-Domingue.	30,00	-	-	-	-	-	30,00
France Telecom Dominicana, S.A., opérateur de services de téléphonie cellulaire, construira et exploitera un réseau cellulaire numérique GSM-1900 qui couvrira l'ensemble du territoire.	35,00	-	15,00	-	-	-	50,00
Trinité-et-Tobago Republic Bank Ltd. de Trinidad and Tobago fournira des financements à moyen et long terme dans différents secteurs.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Royal Merchant Bank and Finance Company Ltd., une grande société de financement hypothécaire, offrira des services de banques d'affaires et d'investissement.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Unicell Paper Mills Caribbean Ltd. mettra en place une source d'approvisionnement locale en papier mousseline pour les fabricants de papier de Trinidad et de la région du CARICOM.	5,00	-	4,00	-	-	-	9,00
Uruguay Banco Montevideo S.A. accroîtra la portée de ses opérations pour fournir un accès au crédit bancaire à une clientèle disposant de revenus faibles à moyens.	-	9,00	9,00	-	-	-	18,00
Surinvest International Ltd. développera ses services financiers, notamment dans le domaine des crédits commerciaux, dans la région du Mercosur.	-	3,01	-	-	-	-	3,01
Venezuela, République bolivarienne du Global Material Services Venezuela C.A. mettra au point des installations pour deux docks flottants qui permettront de réduire les problèmes de congestion portuaire en assurant des services efficaces de manutention des marchandises.	8,65	-	-	-	-	-	8,65
Inter Sea Farms de Venezuela C.A. intégrera l'exploitation d'un élevage de crevettes, qui englobe les écloséries, les bassins de production, et l'usine de traitement.	5,00	3,00	-	-	-	-	8,00
RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES Advent Latin American Private Equity Fund II, L.P., fonds de participation fermé privé de portée régionale dont la valeur doit atteindre 250 millions de dollars, investira dans un portefeuille diversifié de sociétés d'Amérique latine.	-	15,00	-	-	-	-	15,00
Convergence Communications Inc., prestataires de services de communications sur large bande au Mexique et en Amérique centrale, offrira un « guichet unique » de services regroupés tels qu'un accès rapide à l'internet et la transmission de données à haut débit.	-	0,77	‡	-	-	-	0,77
Latin American Agribusiness Development Corporation consentira des financements à des sociétés privées d'Amérique latine et des Caraïbes dont les activités se rapportent à l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
MSF Holding Ltd. bénéficiera d'une opération de swap en euros qui lui permettra de se protéger des risques de change.	-	-	-	-	-	1,00	1,00

DESCRIPTION	PRÊT	PARTICIPATION	QUASI	GARANTIE	SYNDICATIONS	PRODUITS	TOTAL
	SFI	SFI	PARTICIPATION	SFI		GESTION	ENGAGEMENTS
	SFI	SFI	SFI	SFI	DES RISQUES	EX. 02	
PriceSmart, Inc. développera ses opérations à la Jamaïque, où il construira et exploitera deux magasins-entrepôts de vente où pourront s'approvisionner ses membres à Kingston et à Montego Bay.	-	10,00	-	-	-	-	10,00
Salutia.com, Inc. renforcera les plate-formes de connexion aux services de santé électronique pour les payeurs, les prestataires, les patients et les fournisseurs.	-	3,50	-	-	-	-	3,50
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
Algérie							
Algeria Trade Finance Facility allongera l'échéance des lettres de crédit pour satisfaire aux besoins de financement des entités admissibles du secteur privé algérien.	-	-	-	20,00	-	-	20,00
Arab International Leasing constituera la première société de crédit-bail privée d'Alger offrant des financements à moyen terme sous forme de crédit-bail essentiellement aux PME.	-	0,69	-	-	-	-	0,69
Égypte, République arabe de							
Alexandria Automotive Casting Company ouvrira une fabrique d'étriers de freins qui produira pour le marché d'exportation allemand.	4,95	-	-	-	-	-	4,95
Gava Sanitary Ware construira une fabrique moderne de sanitaires en céramique vitrifiée.	6,00	-	-	-	-	-	6,00
Orascom Construction Industries S.A.E. offrira un accès aux investisseurs internationaux qui appuient la poursuite des programmes d'expansion et de développement.	25,00	-	-	-	30,50	-	55,50
Orix Leasing Egypt fournira des financements à moyen-terme aux petites et moyennes entreprises.	6,00	-	-	-	-	-	6,00
Jordanie							
Al Tajamouat Industrial City agrandira le parc industriel intégré situé près d'Amman où sont employées 15 000 personnes.	8,00	-	-	-	-	-	8,00
Industry and Information Technology Park Development Co. construira un parc industriel intégré, et créera 20 000 emplois qualifiés et semi-qualifiés.	12,50	-	-	-	-	-	12,50
Middle East Investment Bank procédera à une recapitalisation et à une réorganisation pour atteindre le coefficient de capital minimum fixé par la banque centrale de Jordanie.	-	2,20	-	-	-	-	2,20
Middle East Regional Development Enterprise ouvrira une usine qui produira du sable de silice dans le sud de la Jordanie. Sa production sera essentiellement exportée vers l'Europe et d'autres régions du Moyen-Orient.	4,40	0,60	-	-	-	-	5,00
République arabe syrienne							
Daaboul Company for Petrochemicals Industries construira et exploitera une usine de sulfonate d'alkyle linéaire d'une capacité de 40 000 tonne par an à proximité de Damas.	13,20	-	-	-	-	-	13,20
Syrian Commercial Bank , qui est la première institution bancaire du secteur privé en Syrie, offrira des instruments et des services de banques commerciales de gros et de détail modernes.	-	3,00	-	-	-	-	3,00
MONDE							
Internationale Micro Investitionen Aktiengesellschaft , société de placement qui prendra des participations stratégiques dans des institutions de microfinancement à but lucratif sur les marchés émergents, procédera à une augmentation de capital pour atteindre ses objectifs.	-	0,37	-	-	-	-	0,37

PROJETS APPROUVÉS

92 AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud,
Cameroun, Gabon,
Kenya, Namibie,
Nigéria, Ouganda,
République-Unie de
Tanzanie, Tchad

93 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

Cambodge, Chine,
Corée (République de),
Indonésie, Philippines,
République démocra-
tique populaire lao,
Samoa, Thaïlande,
Viet Nam

94 ASIE DU SUD

Inde, Maldives,
Pakistan

94 EUROPE ET ASIE CENTRALE

Albanie, Arménie,
Azerbaïdjan, Bosnie-
Herzégovine, Bulgarie,
Croatie, Estonie,
Géorgie, Hongrie,
Kazakhstan, Lituanie,
Macédoine, Moldova,
Roumanie, Fédération
de Russie, Tadjikistan,
Turquie, République
fédérale de Yougoslavie

96 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Argentine, Brésil, Chili,
Colombie, Costa Rica,
République dominicaine,
El Salvador, Grenade,
Guatemala, Jamaïque,
Mexique, Panama,
Pérou, Trinité-et-
Tobago, Uruguay,
Venezuela (République
bolivarienne du)

97 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Algérie, Arabie
Saoudite, Égypte
(République arabe d'),
Jordanie, Maroc,
République arabe
syrienne, Yémen
(République du)

De plus amples informations sur les projets et des possibilités de recherches sont offertes sur le web à l'adresse www.ifc.org/ar2002/projects

(millions de dollars)

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
AFRIQUE SUBSAHARIENNE					
Afrique du Sud					
African Bank Ltd.	Secteur financier ²	43,01	-	43,01	43,01
Biotech Venture Partners (Pty) Ltd.	Fonds ⁵	2,14	-	2,14	12,20
Brait Merchant Bank Ltd.	Secteur financier ²	15,00	-	15,00	15,00
Futuregrowth Empowerment Fund	Fonds ⁵	7,19	-	7,19	48,80
New Africa Mining Fund	Fonds ⁵	5,00	-	5,00	100,00
Rubico Holding S.A. (Pty) Ltd.	Services professionnels ⁶	2,00	-	2,00	5,30
South Africa Home Loans	Secteur financier ²	6,06	-	6,06	141,20
Swazi Paper Mills Ltd.	Pâte à papier et papier	3,87	-	3,87	8,50
Cameroun					
FME-GAZ les Gaz Industriels du Cameroun	Produits chimiques	0,31	-	0,31	0,62
Société Camerounaise de Mobiles	Information	13,30	-	13,30	88,00
Unité Camerounaise Pharmaceutique	Commerce ¹	2,26	-	2,26	5,10
Gabon					
Vaalco Gabon (Etame) Inc.	Hydrocarbures et ind. extractives	10,00	-	10,00	35,20
Kenya					
Eberege Tea Factory Ltd.	Produits alimentaires ³	1,80	-	1,80	5,80
Itumbe Tea Factory Ltd.	Produits alimentaires ³	1,70	-	1,70	5,40
Kenya Cuttings Ltd.	Agriculture ⁴	4,27	-	4,27	19,80
Namibie					
Novanam Ltd.	Agriculture ⁴	7,50	-	7,50	15,00
Nigéria					
Mobile Telephone Networks Nigeria Communications Ltd.	Information	100,00	-	100,00	1.250,00
Nigeria Trade Enhancement Facility –Australia and New Zealand Banking Group Ltd.	Secteur financier ²	10,00	- 10,00	20,00	
Nigeria Trade Enhancement Facility –Standard Chartered Bank	Secteur financier ²	20,00	-	20,00	40,00
Ouganda					
AES Nile Power Ltd.	Services d'intérêt collectif	70,00	40,00	110,00	582,00
Makss Packaging Industries Ltd.	Hydrocarbures et ind. extractives	1,35	-	1,35	3,40
Tanzanie, République-Unie de					
Exim Bank of Tanzania	Secteur financier ²	3,50	-	3,50	3,50
Tchad					
Finadev Tchad	Secteur financier ²	0,42	-	0,42	0,42

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
RÉGION AFRIQUE SUBSAHARIENNE					
Africap Microfinance Fund Ltd.	Fonds ⁵	2,00	2,00	15,00	
Coca Cola SABCO (Pty) Ltd.	Produits alimentaires ³	37,00	-	37,00	132,00
Osprey Oil and Gas Ltd.	Hydrocarbures et ind. extractives	0,25	-	0,25	1,40
West Africa Trade Enhancement Facility	Fonds ⁵	16,00	-	16,00	32,00
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE					
Cambodge					
Angkor Visitors' Center	Tourisme ⁷	2,75	-	2,75	10,00
Chine					
Advantage China Holdings Ltd.	Secteur financier ²	0,25	-	0,25	1,90
Asian Strategic Investments Corporation Group	Produits indus./consom. ⁸	15,00	-	15,00	80,00
Bank of Shanghai	Secteur financier ²	24,70	-	24,70	72,00
CDH China Fund	Fonds ⁵	20,00	-	20,00	100,00
China One Financial Ltd.	Secteur financier ²	50,00	-	50,00	125,00
Hangzhou Narada Battery Group	Produits indus./consom. ⁸	6,60	-	6,60	21,61
Interstate Energy Corporation Pte, Ltd.	Services d'intérêt collectif	25,00	-	25,00	25,00
Long Yuan Shuang Deng Power Sources Co., Ltd	Produits indus./consom. ⁸	15,30	-	15,30	35,00
Ningxia Darong Chemical Industry Joint Stock Company, Ltd.	Produits chimiques	11,50	8,00	19,50	30,00
Sino Mining Ltd.	Hydrocarbures et ind. extractives	11,00	5,00	16,00	21,20
Xi'an Kong Hong Information Technology Company Ltd.	Produits indus./consom. ⁸	3,00	-	3,00	20,00
Zhong Chen Energy Storage Company, Ltd.	Hydrocarbures et ind. extractives	25,00	32,00	57,00	98,90
Corée, République de					
Korea Corporate Governance Fund	Fonds ⁵	20,00	-	20,00	150,00
Korea Housing Finance/NewState Capital Co., Ltd.	Secteur financier ²	91,50	-	91,50	209,20
SEI - Asset Korea Management Company	Fonds ⁵	0,32	-	0,32	0,34
Indonésie					
PT. Asuransi Jiwa Manulife Indonesia	Secteur financier ²	0,04	-	0,04	0,42
PT. Bank NISP Tbk.	Secteur financier ²	3,64	-	3,64	35,00
PT. Gawi Makmur Kalimantan	Produits alimentaires ³	11,50	10,00	21,50	49,00
Philippines					
All Asia Life	Secteur financier ²	0,11	0,11	0,1	
Avalon Professional Web Trade	Information	0,63	-	0,63	5,00
Banco de Oro Universal Bank	Secteur financier ²	40,00	-	40,00	70,00
Eastwood Cyber One Corporation	Services professionnels ⁶	28,00	-	28,00	162,00
Hong Kong and Shanghai Banking Corporation Ltd.	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	25,00
Legacy Scholarship and Pension Plans	Secteur financier ²	0,19	-	0,19	0,20
PlantersBank Mortgage Securitization	Secteur financier ²	15,00	-	15,00	25,00
S&R Price	Commerce ¹	12,50	-	12,50	50,00
République démocratique populaire lao					
Oxiana Resources	Hydrocarbures et ind. extractives	16,00	17,50	33,50	46,50
Samoa					
PIIF Samoa Venture Capital Facility	Fonds ⁵	0,40	-	0,40	1,70
Thaïlande					
Fabrinet Thailand	Produits indus./consom. ⁸	12,00	-	12,00	27,10
Thai Petrochemical Industry Public Company Ltd.	Produits chimiques	10,00	10,00	20,00	100,00
Viet Nam					
Allianz/AGF Insurance (Vietnam) Co. Ltd.	Secteur financier ²	1,50	-	1,50	5,00
Dragon Capital Group	Secteur financier ²	2,00	-	2,00	5,00
Franco-Vietnamese Hospital	Services de santé	10,00	-	10,00	40,00
Global CyberSoft, Inc.	Information	1,25	-	1,25	2,50
Vietnam Enterprise Investment Ltd. (VEIL)	Fonds ⁵	12,00	-	12,00	59,00
RÉGION ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE					
Emerging Asia CBO Ltd.	Secteur financier ²	22,00	-	22,00	22,00
SMELoan	Secteur financier ²	20,00	-	20,00	125,00

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
ASIE DU SUD					
Inde					
Apollo Tyres Limited	Produits indus./consom. ⁸	20,00	15,00	35,00	51,00
Cosmo Films Ltd.	Plastiques et caoutchouc	10,00	-	10,00	10,00
Escorts Telecommunications Ltd.	Information	47,00	30,00	77,00	224,00
ICICI Limited	Secteur financier ²	12,19	-	12,19	12,20
Mahindra & Mahindra Financial Services Ltd.	Secteur financier ²	17,00	-	17,00	17,00
Sundaram Home Finance Ltd.	Secteur financier ²	10,42	-	10,42	10,60
Tata Engineering & Locomotive Company Ltd.	Produits indus./consom. ⁸	67,00	-	67,00	103,00
Usha Beltron Ltd.	Métaux ⁹	24,60	-	24,60	41,00
Webdunia.com (India) Private Ltd.	Information	2,00	-	2,00	4,00
Maldives					
Villa Shipping and Trading Company Private Ltd.	Tourisme ⁷	15,00	-	15,00	43,00
Pakistan					
Fauji Cement Company Ltd.	Minéraux ¹⁰	22,40	-	22,40	22,40
First Microfinance Bank Ltd.	Secteur financier ²	2,64	-	2,64	8,00
Network Leasing	Secteur financier ²	2,00	-	2,00	2,00
Pakistan Petroleum Ltd. (PPL)	Hydrocarbures et ind. extractives	6,60	-	6,60	6,60
EUROPE ET ASIE CENTRALE					
Albanie					
Instituti i Sigurimeve, Insig SH.A	Secteur financier ²	8,00	-	8,00	8,00
The Savings Bank of Albania	Secteur financier ²	15,00	-	15,00	15,00
Arménie					
ACBA Leasing	Secteur financier ²	2,27	-	2,27	5,00
Armenia Small and Medium Enterprise Risk Capital Fund, LP	Fonds ⁵	5,00	-	5,00	20,00
Azerbaïdjan					
Microfinance Bank Azerbaijan	Secteur financier ²	1,75	-	1,75	5,00
Bosnie-Herzégovine					
Fabrika Cementa Lukavac	Minéraux ¹⁰	24,09	4,96	29,06	93,00
Raiffeisen Bank d.d Bosnia and Herzegovina	Secteur financier ²	14,89	-	14,89	14,89
The Microenterprise Bank of Bosnia and Herzegovina d.d.	Secteur financier ²	2,63	-	2,63	2,63
Bulgarie					
Bulgarian-American Credit Bank A.D.	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	10,00
Paper Factory Stamboljski A.D.	Pâte à papier et papier	32,50	-	32,50	43,00
Unionbank AD	Secteur financier ²	5,00	-	5,00	5,00
Croatie					
Belisce d.d.	Pâte à papier et papier	9,93	12,80	22,73	41,90
Croatia Banka d.d.	Secteur financier ²	19,73	-	19,73	19,73
Erste & Steiermarkische Bank d.d.	Secteur financier ²	26,91	-	26,91	26,91
Estonie					
AS Eesti Raudtee	Transports ¹¹	50,00	-	50,00	227,00
Géorgie					
Microfinance Bank of Georgia	Secteur financier ²	6,00	-	6,00	6,00
Microfinance Bank of Georgia	Secteur financier ²	0,72	-	0,72	4,50
TBC Bank	Secteur financier ²	3,00	-	3,00	3,00
Hongrie					
Inter-Europa Bank Rt.	Secteur financier ²	13,00	-	13,00	13,00
Kazakhstan					
Astana Business and Shopping Center	Commerce ³	5,00	-	5,00	22,00
Lukoil Overseas Karachaganak B.V.	Hydrocarbures et ind. extractives	75,00	75,00	150,00	578,00
Rambutya Limited Liability Partnership	Commerce ³	1,93	-	1,93	4,00
Lituanie					
Viešbutis Lietuva	Tourisme ⁷	9,31	9,31	18,62	28,30

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
Macédoine					
Teteks A.D. Tetovo	Textiles ¹²	5,30	-	5,30	10,40
Moldova					
Micro Enterprise Credit Bank Moldova S.A.	Secteur financier ²	1,46	-	1,46	11,10
Roumanie					
Banc Post S.A.	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	10,00
Microfinance Bank (MIRO) Romania S.A.	Secteur financier ²	2,03	-	2,03	9,00
Fédération de Russie					
Agro-Industrial Finance Company	Secteur financier ²	5,50	10,00	15,50	16,50
AOOT Borsky Stekolny Zavod	Minéraux ¹⁰	25,00	-	25,00	79,00
Baltiskii Leasing ZAO	Secteur financier ²	2,00	-	2,00	2,00
Commercial Bank DeltaCredit	Secteur financier ²	20,00	-	20,00	20,00
Crédit aux petites entreprises (KMB Bank)	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	10,00
Delta Leasing ZAO	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	10,00
Egar Technology Inc.	Information	1,50	-	1,50	7,00
IBS Group Holdings Ltd.	Information	12,00	-	12,00	35,40
Industry & Construction Bank	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	10,00
NBD Bank	Secteur financier ²	2,50	-	2,50	2,50
OAO Pflaiderer Chudovo	Minéraux ¹⁰	12,40	-	12,40	26,40
Open Joint Stock Company Commercial Bank "Center-invest"	Secteur financier ²	2,00	-	2,00	2,00
Ramenka OOO	Commerce ¹	40,00	30,00	70,00	133,30
Russian Pre-Export Finance Facility	Secteur financier ²	20,00	-	20,00	40,00
Russian Standard Bank	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	30,00
Russian Standard Bank	Secteur financier ²	15,00	-	15,00	15,00
Swedwood Tichvin LLC	Produits indus./consom. ⁸	5,90	-	5,90	17,00
ZAO Sonic Duo	Information	40,00	10,00	50,00	216,00
ZAO Stora Enso Packaging	Pâte à papier et papier	7,00	-	7,00	15,10
ZAO Welor	Minéraux ¹⁰	14,00	-	14,00	54,10
Tadjikistan					
Pamir Energy Development	Services d'intérêt collectif	8,00	-	8,00	26,40
SugdAgroServ	Agriculture ⁴	0,25	-	0,25	0,50
Telecom Technology Ltd.	Information	0,35	-	0,35	0,86
Turquie					
Assan Demir ve Sac Sanayii A.S.	Produits indus./consom. ⁸	25,00	-	25,00	60,00
Atilim University	Services d'éducation	6,50	-	6,50	15,40
Beko Elektronik A.S.	Produits indus./consom. ⁸	25,00	25,00	50,00	95,00
Eczacibasi Karo Seramik	Minéraux ¹⁰	10,00	-	10,00	25,00
Ipek Kagit Sanayii ve Ticaret A.S.	Pâte à papier et papier	12,27	-	12,27	12,30
Koc Holding	Secteur financier ²	50,00	-	50,00	100,00
Milli Reasurans T.A.S.	Secteur financier ²	60,00	-	60,00	60,00
Modern Karton Sanayii ve Ticaret A.S.	Pâte à papier et papier	10,00	-	10,00	10,00
Pasabahçe-Eskisehir Cam Sanayii ve Ticaret A.S.	Minéraux ¹⁰	7,50	-	7,50	7,50
Soktas Pamuk ve Tarım Urunlerini Degerlendirme Ticaret ve Sanayi A.S.	Textiles ¹²	4,00	-	4,00	4,00
Türk Ekonomi Bankasi A.S.	Secteur financier ²	35,00	50,00	85,00	115,00
Türkiye Sise ve Cam Fabrikalari A.S.	Minéraux ¹⁰	35,00	-	35,00	35,00
Yeditepe Beynelmillel Otelcilik Turizm ve Ticaret A.S. (Conrad Istanbul Hotel)	Tourisme ⁷	3,50	-	3,50	8,80
Yougoslavie, Rép. Féd. de					
Fresh&Co	Produits alimentaires ³	6,80	-	6,80	10,40
Micro Enterprise Bank of Kosovo	Secteur financier ²	1,12	-	1,12	6,60
Microfinance Bank A.D.	Secteur financier ²	5,00	-	5,00	30,00
Raiffeisenbank Jugoslavia a.d.	Secteur financier ²	2,30	-	2,30	23,00
Tigar Rubber Products Company A.D.	Plastiques et caoutchouc	17,24	-	17,24	45,00
RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE					
Baltic American Enterprise Fund	Secteur financier ²	50,00	-	50,00	50,00
Black Sea Fund L.P.	Fonds ⁵	4,50	-	4,50	38,00
Commercializing Energy Efficiency Finance	Secteur financier ²	75,00	-	75,00	225,00
Euromedic Diagnostics B.V. and International Dialysis Centers B.V.	Services de santé	13,00	-	13,00	33,00
MFI Facility - Central Asia	Secteur financier ²	45,00	-	45,00	118,00

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES					
Argentine					
Aceitera General Deheza S.A.	Agriculture ⁴	30,00	30,00	60,00	60,00
Empresa de Distribución Eléctrica de Tucumán, S.A.	Services d'intérêt collectif	35,00	50,00	85,00	90,00
Brésil					
Amaggi Exportação e Importação Limitada	Produits alimentaires ⁵	30,00	-	30,00	199,00
Andrade Gutierrez S.A.	Fonds ⁵	40,00	120,00	160,00	160,00
Banco BBA Creditanstalt S.A.	Secteur financier ²	50,00	-	50,00	200,00
Banco Itaú, S.A.	Secteur financier ²	100,00	100,00	200,00	200,00
Construtora Norberto Odebrecht	Construction ¹³	80,00	200,00	280,00	280,00
Distel Holding S.A.	Information	4,47	-	4,47	79,00
Escol@24Horas	Services d'éducation	0,28	-	0,28	0,28
Macaé	Services d'intérêt collectif	75,00	275,00	350,00	700,00
Microinvest S.A. Sociedade de Credito Ao Microempreendedor	Secteur financier ²	1,25	-	1,25	1,30
Net Servicos de Comunicação S.A.	Information	55,00	-	55,00	635,00
Portobello S.A.	Construction ¹³	1,09	-	1,09	1,10
Tecon Suape S.A.	Transports ¹¹	6,00	-	6,00	19,50
Unibanco - Uniao de Bancos Brasileiros S.A.	Secteur financier ²	150,00	150,00	300,00	300,00
Universidade do Vale do Itajai	Services d'éducation	10,00	-	10,00	27,60
UP Offshore (Bahamas) Ltd.	Transports ¹¹	26,80	25,20	52,00	70,10
Chili					
CB Transportes S.A.	Transports ¹¹	0,17	-	0,17	0,20
San Vicente Terminal Internacional S.A.	Transports ¹¹	17,00	18,00	35,00	71,80
Colombie					
Banco Caja Social	Secteur financier ²	7,00	-	7,00	30,00
Grupo Empresarial Bavaria	Produits alimentaires ⁵	100,00	200,00	300,00	750,00
Inversura S.A.	Secteur financier ²	15,00	-	15,00	15,00
Omimex de Colombia, Ltd.	Hydrocarbures et ind. extractives	35,00	-	35,00	112,00
Protección S.A.	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	10,00
Suramericana de Inversiones S.A.	Secteur financier ²	75,00	-	75,00	335,00
Costa Rica					
Productos Gutis S.A.	Services de santé	7,00	-	7,00	15,80
République dominicaine					
Caucedo Investments Inc.	Transports ¹¹	50,00	-	50,00	277,30
France Telecom Dominicana, S.A.	Information	56,00	80,00	136,00	278,00
El Salvador					
Financiera Calpia S.A.	Secteur financier ²	2,00	-	2,00	4,00
Grenade					
Grenada Bel Air Plantation Ltd.	Tourisme ⁷	2,00	-	2,00	6,50
Guatemala					
Banco de Occidente S.A.	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	10,00
Generadora de Occidente Ltda.	Services d'intérêt collectif	15,00	22,00	37,00	57,10
Interforest S.A.	Produits indus./consom. ⁸	6,00	2,00	8,00	13,00
Jamaïque					
MBJ Airports Ltd.	Transports ¹¹	20,00	25,00	45,00	80,00
Mossel (Jamaica) Ltd.	Information	20,00	-	20,00	60,00
Mexique					
Centro Español de Tápico, A.C. de B.P.	Services de santé	5,00	-	5,00	11,00
Coppel S.A. de C.V.	Commerce ¹	30,00	-	30,00	80,00
Puertas Finas de Madera Montealbán, S.A. de C.V.	Produits indus./consom. ⁸	13,00	-	13,00	26,20
Qualitá, Inc.	Information	6,00	-	6,00	12,00
Panama					
UP Offshore Panama	Transports ¹¹	13,60	54,40	68,00	95,60

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
Pérou					
Ferrocarril Transandino S.A.	Transports ¹¹	9,00	-	9,00	41,80
GLORIA S.A.	Produits alimentaires ³	25,00	-	25,00	70,00
Inka Terra, Peru S.A.C.	Tourisme ⁷	0,25	-	0,25	5,00
Interseguro Compañía de Seguros de Vida S.A.	Secteur financier ²	4,00	-	4,00	4,00
ISA Peru, S.A.	Services d'intérêt collectif	18,00	12,00	30,00	60,00
MIBANCO, Banco de la Microempresa, S.A.	Secteur financier ²	5,00	-	5,00	5,00
Trinité-et-Tobago					
Republic Bank Limited of Trinidad and Tobago	Secteur financier ²	40,00	-	40,00	40,00
Uruguay					
Cooperativa Nacional de Productores de Leche	Produits alimentaires ³	35,00	15,00	50,00	108,00
Venezuela, République bolivarienne de					
Global Material Services Venezuela C.A. / ACBL Riverside Terminals C.A.	Transports ¹¹	9,80	-	9,80	27,40
RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES					
Advent Latin American Private Equity Fund II, L.P.	Fonds ⁵	15,00	-	15,00	250,00
Convergence Communications, Inc.	Information	0,77	-	0,77	25,00
Latin American Agribusiness Development Corporation S.A.	Secteur financier ²	20,00	-	20,00	20,00
MSF Holding Ltd.	Secteur financier ²	1,00	-	1,00	1,00
PriceSmart, Inc.	Commerce ¹	10,00	-	10,00	22,00
Salutia.com, Inc.	Services de santé	2,83	-	2,83	11,00
UABL Bahamas Ltd.	Transports ¹¹	25,00	21,00	46,00	84,00
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD					
Algérie					
Algeria Trade Enhancement Facility	Secteur financier ²	20,00	-	20,00	40,00
Algerian Cement Co, SPA Cement	Minéraux ¹⁰	35,00	-	35,00	260,00
Arabie Saoudite					
Saudi Orix Leasing Company (SOLC)	Secteur financier ²	6,67	-	6,67	13,33
Égypte, République arabe d'					
Al-Amir For Sanitary Ware Production, S.A.E.	Minéraux ¹⁰	6,00	-	6,00	12,00
Metro Markets LLC	Commerce ¹	15,00	-	15,00	48,00
Orascom Construction Industries S.A.E.	Minéraux ¹⁰	25,00	35,00	60,00	60,00
Sekem Holdings	Produits chimiques	5,00	-	5,00	13,30
Jordanie					
Industry and Information Technology Park Development Co.	Construction ¹³	12,50	-	12,50	55,90
Middle East Regional Development Enterprise	Hydrocarbures et ind. extractives	5,00	-	5,00	15,00
Specialized Investment Compounds Co. Plc	Construction ¹³	8,00	-	8,00	18,50
Maroc					
Société de Gestion de Risques Intempéries	Secteur financier ²	0,90	-	0,90	4,60
République arabe syrienne					
Daaboul Company for Petrochemicals Industries	Produits chimiques	13,20	-	13,20	37,90
Syrian Commercial Bank	Secteur financier ²	3,22	-	3,22	30,00
Yémen, République du					
Al-Ahila Mineral Water Company	Produits alimentaires ³	1,51	-	1,51	4,30
MONDE					
AI Global Emerging Markets Fund II L.P.	Fonds ⁵	45,00	-	45,00	250,00
Capital International Private Equity Fund IV, L.P.	Fonds ⁵	30,00	-	30,00	250,00
Global Weather Risk Facility	Secteur financier ²	10,00	-	10,00	100,00
Internationale Micro Investitionen Aktiengesellschaft	Secteur financier ²	0,38	-	0,38	2,33

Code :

- | | |
|--|--|
| 1. Commerce de gros et de détail | 7. Services hôteliers et de tourisme |
| 2. Secteur financier et assurances | 8. Produits industriels et de consommation |
| 3. Produits alimentaires et boissons | 9. Métaux de première fusion |
| 4. Agriculture et foresterie | 10. Fabrication de produits minéraux non métalliques |
| 5. Instruments de placement collectif | 11. Transports et entreposage |
| 6. Services spécialisés, scientifiques et techniques | 12. Textiles, vêtements et cuir |
| | 13. Construction et immobilier |

PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE SERVICES-CONSEILS

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION DES PROJETS
AFRIQUE SUBSAHARIENNE		
Afrique du Sud	Environnement	Achèvement de la conception technique d'un « écovillage » modèle comprenant 150 fermes d'un coût abordable et les services connexes. (TATF – Pays-Bas)
	Étude sectorielle	Réalisation d'une étude du marché de l'enseignement primaire et secondaire et montage financier à l'appui d'établissements scolaires indépendants. (TATF – Suède)
Kenya	Privatisation	Fourniture d'une assistance dans le cadre d'une opération de privatisation pour en maximiser l'impact sur le développement et assurer une privatisation viable des chemins de fer. (TATF – Suède)
Madagascar	Secteur financier	Fourniture d'une assistance technique à la Bank of Africa Madagascar pour l'évaluation du cadre législatif. (TATF)
Mali	Développement communautaire	Formulation de projets axés sur la communauté, viables sur les plans économique et financier. (TATF – Luxembourg)
Mozambique	Privatisation	Principal conseiller pour l'opération de privatisation de la compagnie nationale de distribution de pétrole et de gaz, Petromoc. (TATF – Norvège)
Nigéria	Étude sectorielle	Animation d'ateliers pour accroître l'efficacité des activités et recommandation d'une éventuelle association entre partenaires et bénéficiaires de l'aide. (TATF – Danemark)
	Examen du cadre réglementaire/juridique	Formulation d'une stratégie pour Manufacturing Association of Nigeria et lancement d'activités pour renforcer les services et la fourniture de conseils sur l'action à mener. (TATF – Danemark)
	PME	Fourniture d'une assistance technique au Programme d'appui et de formation des entreprises (STEP) pour améliorer ses travaux avec le secteur informel. (TATF – Suisse)
	Secteur financier	Animation d'un forum sur la compétitivité et la croissance du secteur privé. (TATF – Canada)
Ouganda	Infrastructure	Fourniture d'un appui à Uganda Rural Electrification Company pour l'aider à négocier des permis d'exploitation et un accord d'achat d'électricité. (TATF)
République-Unie de Tanzanie	Conseils aux entreprises/Privatisation	Fourniture d'une aide à la direction d'Air Tanzania pour la mise en œuvre d'initiatives visant à accroître l'efficacité des opérations et à réduire les coûts d'exploitation. (TATF)
Région Afrique	Étude sectorielle	Analyse des possibilités d'investissements dans les technologies de l'information et l'Internet. (TATF – Suède)

FCPME = Fonds pour le renforcement des capacités, Département des petites et moyennes entreprises
FIAS = Service-conseil pour l'investissement étranger direct
IED = Investissement étranger direct
MC = Divisions régionales des marchés des capitaux et Département des services de conseil sur les marchés des capitaux

PEP = Partenariat pour l'entreprise privée
PME = Petites et moyennes entreprises
PSAS = Services de conseil pour le développement du secteur privé
TATF = Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION DES PROJETS
ASIE ET PACIFIQUE		
Chine	Conseils aux entreprises	Fourniture de services de conseil à une société de systèmes d'épuration et de traitement des eaux usées, Shenyang Special Environmental Equipment Manufacturing Company Limited. (TATF – Royaume-Uni)
	Environnement	Formation de consultants et de spécialistes chinois pour leur donner les capacités de procéder à des examens environnementaux et à des travaux d'atténuation des problèmes en ce domaine en application des normes internationales. (TATF – Danemark)
	IED	Fourniture d'un appui à une conférence sur les placements dans l'industrie extractive tenue à Xian et à un programme visant à améliorer le climat de l'investissement pour assurer un développement durable des industries extractives. (TATF – Australie)
	PME	Appui au Service de promotion et de développement des investissements en Chine aux fins de la mise au point de techniques et de modèles pour la fourniture d'une assistance technique aux PME. (TATF – Suisse)
	Secteur financier	Fourniture d'une assistance à New China Life Insurance Co. pour l'aider à adopter les meilleures pratiques internationales en matière d'assurance, à préparer des manuels opérationnels, et à former le personnel nécessaire pour mettre au point et gérer le système informatique central de la compagnie. (TATF – Suisse)
	Secteur financier	Formation du personnel de la Bank of Shanghai pour accroître les compétences dans le domaine de l'analyse du crédit et améliorer les principes directeurs. (TATF – Japon)
	Secteur financier	Contribution à l'amélioration des normes de gouvernement d'entreprise des sociétés et des organismes financiers de Sichuan. (TATF – Canada, Italie)
	Secteur financier	Examen des résultats financiers de la Chengdu City Commercial Bank et fourniture de conseils sur la manière d'améliorer les principes directeurs et les procédures de gestion du crédit et des risques. (TATF – Norvège)
Indonésie	Secteur financier	Fourniture d'une aide à la Bank NISP en vue de l'adoption des meilleures pratiques internationales et du renforcement des capacités institutionnelles. (TATF – Suisse)
Mongolie	IED	Fourniture aux pouvoirs publics d'une aide à la préparation de descriptifs de différents secteurs pour améliorer les possibilités d'investissement et attirer des IED. (TATF – Irlande, Norvège)
Papousasie-Nouvelle-Guinée	Étude sectorielle	Évaluation du succès du mécanisme de Street Pasin Stoa pour créer un modèle. (TATF – Australie)
	PME	Réalisation d'études pour identifier et analyser les problèmes ayant un impact sur le développement et la viabilité des PME. (TATF – Australie)
	PME	Évaluation des options de financement des PME autochtones et identification des problèmes associés au financement et aux titres de créances. (TATF – Australie)
Philippines	Secteur financier	Fourniture de conseils à la Philippines Bank dans le but de renforcer l'institution et d'accroître l'efficacité de ses opérations de prêt aux PME. (TATF – Japon)
République démocratique populaire lao	Viabilité	Fourniture d'une assistance à Sepon pour l'aider à gérer les problèmes sociaux et environnementaux associés à la mine d'or et de cuivre. (TATF – Australie, Japon)
Thaïlande	PME	Identification de possibilités d'aider les PME en améliorant les technologies, l'appui fourni, la formation technique et le financement. (TATF – Japon)
	Secteur financier	Fourniture d'une aide au Centre de négoce des obligations thaïlandais aux fins de la mise en place de règles et de procédures pour améliorer son organisation. (TATF – Japon)
Viet Nam	Examen du cadre réglementaire/juridique	Évaluation de l'évolution des entreprises privées, des politiques publiques à l'égard du secteur privé et des principaux obstacles auxquels se heurtent les entrepreneurs. (TATF – Australie)
Région Asie et Pacifique	Environnement	Fourniture d'une aide aux fins de la constitution de systèmes de gestion environnementale pour les opérations manufacturières dans le secteur des produits ligneux. (TATF – Finlande)
	PME	Réalisation d'une évaluation financière et juridique de la faisabilité de mesures d'atténuation des risques associés aux instruments de prêt aux PME. (TATF – Australie)
	Secteur financier	Analyse de la faisabilité de la constitution d'un holding bancaire qui prendrait des participations minoritaires dans de petites banques et des banques régionales. (TATF – Pays-Bas)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION DES PROJETS
ASIE DU SUD		
Bangladesh	Secteur financier	Préparation d'un rapport sur les statistiques actuelles du marché et projections des taux de croissance du secteur du financement du logement. (TATF – Suède)
	Secteur financier	Fourniture d'une aide aux banques commerciales du secteur privé pour renforcer leurs opérations et accroître leurs engagements dans les PME. (TATF – Norvège)
Inde	Développement communautaire	Planification d'un atelier de haut niveau pour examiner les questions de développement communautaire et d'éveil d'une conscience sociale dans le secteur des industries extractives. (TATF – Irlande, Royaume-Uni)
	Examen du cadre réglementaire/juridique	Examen des réglementations et contrôles imposés par l'Inde dans le domaine des produits chimiques agricoles et préparation d'un plan de gestion des pesticides. (TATF – Danemark)
	PME	Financement des services de sept experts et praticiens de calibre international pour fournir des conseils aux présidents directeurs généraux d'institutions financières indiennes sur les meilleures pratiques dans le domaine du financement des PME. (TATF)
	PME	Fourniture d'une aide dans le domaine de l'organisation au nouveau centre de facilitation du commerce d'une ONG indienne, l'Association des femmes travaillant pour leur propre compte. (TATF)
Pakistan	Secteur financier	Fourniture d'une aide à la Commission de contrôle des bourses de valeurs mobilières pour identifier des produits dérivés permettant d'améliorer la gestion des risques sur les marchés des capitaux locaux. (TATF – Nouvelle-Zélande)
Sri Lanka	Secteur financier	Identification des débouchés dans le secteur des assurances et de l'épargne contractuelle et examen de l'évolution de la situation sur les marchés locaux et internationaux de la consolidation des services financiers. (TATF)
	Secteur financier	Fourniture d'une aide à la National Development Bank en vue de la formulation d'une stratégie pour effectuer la transition à une banque universelle. (TATF – Canada)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION DES PROJETS
EUROPE ET ASIE CENTRALE		
Albanie	Secteur financier	Examen du cadre juridique et réglementaire, analyse des débouchés en matière de crédit-bail et aide à la constitution d'une société de crédit-bail. (TATF – Italie)
Azerbaïdjan	IED	Organisation d'une conférence sur l'investissement étranger direct en Azerbaïdjan pour aider les pouvoirs publics à promouvoir la privatisation. (TATF – Suisse)
Bosnie-Herzégovine	Privatisation	Évaluation des services d'approvisionnement en eau nécessaires et de la mesure dans laquelle les ménages sont prêts à payer pour bénéficier d'un approvisionnement fiable en eau salubre. (TATF – Autriche)
	Privatisation	Évaluation de la privatisation et de la réorganisation d'un chantier naval pour accroître sa compétitivité au plan international. (TATF)
Bulgarie	Étude sectorielle	Exécution d'un programme pour appuyer une production fruitière économique et soutenir l'industrie locale de fruits frais et transformés. (TATF – Grèce)
	Étude sectorielle	Fourniture d'une aide aux fabricants de meubles bulgares dans le cadre de la formulation de plans d'entreprises pour moderniser et développer leurs opérations. (TATF – Suède)
Fédération de Russie	Conseil aux entreprises	Fourniture d'une aide pour accroître le rendement énergétique et améliorer les conditions ambiantes de deux fabricants de meubles. (TATF – Norvège)
	Conseil aux entreprises	Réalisation d'un audit aux normes IAS d'un grand producteur de charbon du secteur privé et fourniture d'une aide pour la mise en place d'un système de comptabilité IAS. (TATF – Royaume-Uni)
	Environnement	Réalisation d'un audit environnemental de trois centrales électriques et préparation d'une étude de faisabilité de l'échange de droits d'émissions de carbone. (TATF – Norvège)
	Étude sectorielle	Fourniture d'une aide à des sociétés d'exploitation forestière en vue de l'amélioration de leurs pratiques et de l'application de méthodes de foresterie durables. (TATF – Suède)
	Étude sectorielle	Réalisation d'une enquête de référence sur l'enseignement supérieur privé. (TATF – Suède)
	Étude sectorielle	Fourniture d'une aide à des exploitations agricoles en vue d'améliorer la production de produits laitiers et de pommes de terre. (TATF – Canada)
	PME	Fourniture d'une aide à des fournisseurs de composants automobiles pour améliorer leurs procédés de fabrication et la qualité de leur production en préparation à une coentreprise. (TATF – États-Unis)
	Secteur financier	Fourniture d'une assistance technique pour améliorer la rentabilité et renforcer les fonctions d'audit interne de Center-Invest. (TATF – Norvège)
	Secteur financier	Fourniture d'une aide à la NBD Bank pour améliorer sa fonction d'audit interne et l'utilisation des systèmes informatiques de gestion. (TATF – Norvège)
	Secteur financier	Fourniture d'une aide à une société agro-industrielle diversifiée pour la préparation d'une étude de faisabilité aux fins d'un programme d'investissement. (TATF – Royaume-Uni)
Lituanie	PME	Facilitation de l'intégration des sociétés manufacturières dans la chaîne d'approvisionnement européenne. (TATF – Suède)
Moldova	Étude sectorielle	Réalisation d'une étude du secteur de la confection pour identifier les entreprises individuelles qui offrent de bonnes perspectives de croissance et de viabilité commerciale. (TATF – Suède)
Ouzbékistan	Conseils aux entreprises	Analyse de la demande de paiement par carte plastifiée et examen des logiciels et matériels requis pour passer d'une société basée sur l'utilisation de cartes à un système de paiement à crédit. (TATF – Finlande)
Pologne	Secteur financier	Réalisation d'une analyse des pratiques des entreprises dans les domaines de la transparence, du traitement des actionnaires minoritaires et du gouvernement d'entreprise. (TATF – Pays-Bas)
République kirghize	Étude sectorielle	Fourniture de conseils à la République kirghize sur la mise en place des conditions nécessaires à une intensification des investissements dans le secteur des technologies de l'information et des communications. (TATF – Japon)
	Secteur financier	Fourniture d'une aide à la formulation d'un cadre législatif pour les activités de microfinancement dans le pays. (TATF)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION DES PROJETS
Roumanie	Étude sectorielle	Fourniture d'une aide au ministère de la Santé en vue de la formulation d'une stratégie nationale pour la participation du secteur privé dans le domaine de la santé. (TATF – Suisse)
Tadjikistan	Privatisation	Fourniture au gouvernement d'une aide juridique dans le contexte de l'expansion de Pamir Energy Co. (TATF)
	Secteur financier	Évaluation de la faisabilité des services de microfinancement. (TATF – Canada)
Turquie	IED	Fourniture d'une aide au gouvernement aux fins de l'organisation et du déroulement d'une conférence pour accroître les flux d'IED. (TATF)
Ukraine	PME	Cofinancement des frais de préparation et des coûts d'exploitation initiaux d'une série d'instruments offerts aux PME à partir d'un portail Internet. (TATF)
	PME	Analyse de la situation des PME et préparation d'un rapport sur la compétitivité de l'industrie manufacturière et des investissements dans ce secteur. (TATF – Norvège)
	Secteur financier	Fourniture d'une aide à la mise en place d'un système de comptabilité aux normes IAS axé sur le crédit-bail et formation de l'équipe d'encadrement. (TATF – Pays-Bas)
Yougoslavie, République fédérale de	Conseils aux entreprises	Fourniture d'une aide à deux fabricants de vêtements en vue de la préparation de plans d'entreprise. (TATF – Suède)
	Étude sectorielle	Réalisation d'une étude de faisabilité de deux chantiers navals dans le nord de la Serbie. (TATF – Suède)
	Étude sectorielle	Évaluation des pratiques de l'industrie de fabrication de produits industriels en caoutchouc et des partenaires stratégiques pour l'expansion de cette industrie. (TATF – Suède)
	Étude sectorielle	Identification d'entreprises dans lesquelles il serait possible d'investir. (TATF – Suède)
	Étude sectorielle	Examen de la faisabilité d'une expansion commerciale pour inclure un hypermarché et un centre commercial. (TATF – Italie)
	Étude sectorielle	Préparation d'une étude de faisabilité et d'un plan d'entreprise pour moderniser une entreprise de confection de vêtements et le réseau de distribution. (TATF – Italie)
	Privatisation/ Étude sectorielle	Fourniture d'une aide à la privatisation d'une entreprise municipale d'enlèvement des déchets solides. (TATF – Danemark, Grèce, Norvège)
	Secteur financier	Formulation d'un plan d'entreprise pour Metalex. (TATF – Suède)
	Secteur financier	Évaluation des risques et des possibilités d'agrandissement d'une fabrique de matériaux d'emballage plastique et métallique. (TATF – Suède)
Région Europe et Asie centrale	Secteur financier	Évaluation de la faisabilité d'un marché de l'affacturage. (TATF – Autriche)
	Secteur financier	Identification du marché des sociétés de pension et d'assurance au Kazakhstan et fourniture d'une aide pour mettre au point un système de caisses de pension privées en République kirghize. (TATF)
	Viabilité	Formulation et application d'un modèle pour mettre à l'essai les directives sur la préparation de rapports sur la viabilité de Global Reporting Initiative.
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES		
Mexique	Infrastructure	Fourniture d'une aide à la constitution de partenariats entre le secteur public et le secteur privé. (TATF – Royaume-Uni)
République dominicaine	Secteur financier	Financement d'un séminaire sur les marchés financiers de la région qui a débouché sur des plans d'action pour la mise en place de bourses des valeurs mobilières en République dominicaine et dans d'autres pays participants. (TATF)
Région Amérique latine et Caraïbes	Environnement	Assistance à la promotion d'investissements moins polluants en Amérique latine et dans les Caraïbes. (TATF – États-Unis)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION DES PROJETS
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		
Afghanistan	IED	Examen du cadre dans lequel l'expansion d'hôtels pourrait être réalisée en Afghanistan, y compris l'analyse des infrastructures existantes et des obstacles éventuels. (TATF – États-Unis)
	Secteur financier	Évaluation des services financiers nécessaires aux petits et microentrepreneurs et faisabilité de la création d'institutions de microfinancement pour satisfaire à ces besoins. (TATF)
Égypte, République arabe d'	Partenariats pour le développement communautaire	Fourniture d'une aide aux grandes sociétés industrielles, en collaboration avec des ONG, et formation en cours d'emploi d'habitants des quartiers pauvres du Caire. (TATF)
	PME	Fourniture d'une aide au secteur des PME pour déterminer les obstacles à l'accès aux capitaux. (TATF)
Iran, République islamique d'	Secteur financier	Analyse du marché des services financiers en Iran et plus particulièrement des différents éléments du cadre juridique et réglementaire. (TATF – Irlande)
	Divers	Aide à la mise en œuvre d'une initiative de civisme des entreprises pour résoudre les problèmes du travail compte tenu des intérêts de la collectivité. (TATF – Norvège)
République arabe syrienne	Secteur financier	Évaluation de la viabilité d'une compagnie d'assurance offrant des polices d'assurance sur la vie et d'assurance dommages. (TATF – Suède)
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord	Secteur financier	Examen de la contribution au développement que pourrait avoir le secteur du crédit-bail. (TATF – Danemark)
ENSEMBLE DU MONDE		
	Développement communautaire	Identification et évaluation de méthodes de conception de partenariats efficaces entre le secteur public et le secteur privé pour prévenir et soigner le VIH/SIDA. (TATF – Canada)
	Divers	Examen des pratiques d'évaluation actuellement utilisées par les banques multilatérales de développement aux fins de la poursuite d'opérations d'investissement dans le secteur privé par ces mêmes banques. (TATF)
	Environnement	Traduction en japonais de la publication n° 8 des Leçons de l'expérience de la SFI – Les défis posés aux plans environnemental et social par les projets du secteur privé : l'expérience de la SFI. (TATF – Japon)
	Étude sectorielle	Description générale du secteur pharmaceutique en Chine et en Russie, et plus particulièrement des possibilités d'investissement. (TATF – Irlande)
	PME	Création de nouvelles technologies basées sur l'Internet pour permettre aux PME d'obtenir des informations sur les produits et services. (TATF – Japon)
	Secteur financier	Mise au point d'un modèle juridique pour le secteur de la gestion des risques climatiques et réalisation de toutes les études et travaux requis sur le plan juridique au titre de la participation de la SFI au Global Weather Risk Facility. (TATF)
	Viabilité	Tenue d'une conférence pour promouvoir de bonnes pratiques dans le domaine de l'emploi. (TATF – Japon)
	Viabilité	Détermination des besoins technologiques des entreprises industrielles du secteur manufacturier dans le but de formuler des moyens d'améliorer la productivité et la compétitivité sur les marchés mondiaux. (TATF – Irlande)
	Viabilité	Analyse de la « viabilité commerciale » de la poursuite par les entreprises d'activités viables aux plans social et environnemental sur les marchés émergents. (TATF – Irlande)

ANNEXES

ANNEXE A

Gouverneurs et Gouverneurs suppléants au 30 juin 2002

ÉTAT MEMBRE	GOUVERNEUR	GOUVERNEUR SUPPLÉANT
A		
Afghanistan	Hedayat Amin-Arsala	(vacant)
Afrique du Sud	Trevor Andrew Manuel	Mandisi Bongani Mphahla
Albanie	Kastriot Islami	Fatos Ibrahim
Algérie	Mohamed Terbeche	Omar Bougara
Allemagne	Heidemarie Wieczorek-Zeul	Caio K. Koch-Weser
Angola	Ana Dias Lourenco	Job Graca
Antigua-et-Barbuda	Lester B. Bird	Asot A. Michael
Arabie saoudite	Ibrahim A. Al-Assaf	Hamad Al-Sayari
Argentine	Roberto Lavagna	Mario Blejer
Arménie	Vahram Nercissiantz	Karen Chshmarityan
Australie	Peter Costello	Chris Gallus
Autriche	Karl-Heinz Grasser	Thomas Wieser
Azerbaïdjan	Elman Siradjogly Rustamov	Jahangir Fevzi Hajiyev
B		
Bahamas	William C. Allen	Ruth R. Millar
Bahrein	Abdulla Hassan Saif	Zakaria Ahmed Hejres
Bangladesh	M. Saifur Rahman	Anisul Huq Chowdhury
Barbade	Reginald Farley	Grantley W. Smith
Bélarus	Andrei V. Kobaykov	Vladimir N. Shimov
Belgique	Didier Reynders	Guy Quaden
Belize	Ralph Fonseca	Sydney Campbell
Bénin	Bruno Amoussou	Lazare Sehoueto
Bolivie	Jacques Trigo Loubiere	Bernardo Requena Blanco
Bosnie-Herzégovine	Azra Hadziahmetovic	Mladen Ivanic
Botswana	Baledzi Gaolathe	Serwalo S. G. Tumelo
Brsil	Pedro Sampaio Malan	Arminio Fraga Neto
Bulgarie	Milen Veltchev	Martin Mihaylov Zaimov
Burkina Faso	Jean Baptiste Compaore	Etienne Yameogo
Burundi	Edouard Kadigiri	Dieudonne Nintunze
C		
Cambodge	Keat Chhon	Ouk Rabun
Cameroun	Martin Okouda	Daniel Njankouo Lamere
Canada	John Manley	Leonard M. Good
Cap-Vert	Carlos Augusto Duarte Burgo	(vacant)
Chili	Nicolas Eyzaguirre	Mario Marcel
Chypre	Takis Klerides	Andreas Tryfonides
Chine	Xiang Huaicheng	Jin Liqun
Colombie	Juan Manuel Santos Calderon	Juan Carlos Echeverry
Comores	Djaffar Mmadi	Moindjie Saadi
Congo, République démocratique du	Matungulu Mbuyamu Ilankir	Jean-Claude Masangu Mulongo
Congo, République du	Mathias Dzon	Clément Mierassa
Corée, République de	Yun-Churl Jeon	Seung Par
Costa Rica	Jorge Walter Bolanos Rojas	Eduardo Lizano Fait
Côte d'Ivoire	Affi N'Guessan	Bouabre Bohoun
Croatie	Mato Crkvenac	Josip Kulisic
D		
Danemark	Per Stig Moller	Carsten Staur
Djibouti	Yacin Elmi Bouh	Nouh Omar Miguil
Dominique	Swinburne Lestrade	Ambrose M.J. Sylvester
E		
Égypte, République arabe d'	Medhat Hassanein	Faiza Abulnaga
El Salvador	Juan José Daboub	Rafael Barraza
Émirats arabes unis	Hamdan bin Rashid Al-Maktoum	Mohammed Khalfan Bin Khirbash
Équateur	Carlos Julio Emanuel	Julio Ponce Arteta
Érythrée	Berhane Abrehe	Kibrom Dafla
Espagne	Rodrigo de Rato Figaredo	Juan Costa Climent
Estonie	Harri Ounapuu	Renaldo Mandmets
États-Unis	Paul H. O'Neill	Alan P. Larson
Éthiopie	Sufian Ahmed	Mekonnen Manyazewal
F		
Fédération de Russie	Viktor Khristenko	German O. Gref
Fidji	Jone Yavala Kubuabola	Solomone S. Kotobalavu
Finlande	Sauli Niinisto	Satu Hassi
France	Francis Mer	Jean-Pierre Jouyet

G

Gabon
Gambie
Géorgie
Ghana
Grèce
Grenade
Guatemala
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Guyana

Casimir Oye-Mba
Famara L. Jatta
Mirian Gogiasvili
Yaw Osafo-Maafu
Nikolaos Christodoulakis
Anthony Boatman
Eduardo Humberto Weymann Fuentes
Cheick Ahmadou Camara
Rui Duarte Barros
Fortunato Ofa Mbo
Bharrat Jagdeo

Claude Ayo Iguendha
Dodou B. Jagne
Giorgi Gachechiladze
Grace Coleman
Vasilis Rapanos
Swinburne Lestrade
Lizardo Arturo Sosa Lopez
Cellou Dalein Diallo
Verissimo Paulino Nancassa
Melchor Esono Edjo
Saisnarine Kowlessar

H

Haiti
Honduras
Hongrie

Faubert Gustave
Arturo Alvarado
Csaba Laszlo

Venel Joseph
Maria Elena Mondragon de Villar
Peter Adamecz

I

Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iran, République islamique d'
Iraq
Irlande
Islande
Israël
Italie

Michael Konelios
Laurie Chan
Yashwant Sinha
Boediono
Thahmaseb Mazaheri-Khorzani
Issam Rashid Hwaish
Charlie McCreevy
Halldor Asgrimsson
David Klein
Antonio Fazio

Smith Michael
Shadrach Fanega
Chander Mohan Vasudev
Achjar Iljas
Mohammad Khazae-Torshizi
Hashim Ali Obaid
Tom Considine
Geir Hilmar Haarde
Ohad Marani
Lorenzo Bini Smaghi

J

Jamaïque
Japon
Jordanie

Omar Lloyd Davies
Masajuro Shiokawa
Bassem I. Awadallah

Wesley George Hughes
Masaru Hayami
Hala Bsaiso Lattouf

K

Kazakhstan
Kenya
Kiribati
Koweït

Alexander Sergejevich Pavlov
Christopher Mogere Obure
Beniamina Tinga
Yousef Hamad Al-Ebraheem

Mazhit T. Yessenbayev
Mwaghazi W. Mwachofi
Tebwe letaake
Bader Meshari Al-Humaidhi

L

Lettonie
Lesotho
Liban
Libéria
Libye
Lituanie
Luxembourg

Roberts Zile
Mohlabi Kenneth Tsekoa
Fuad A.B. Siniara
Amelia A. Ward
Alojeli Abdel Salam Breeni
Dalia Grybauskaite
Luc Frieden

Aigars Kalvitis
T.J. Ramotsoari
Basil R. Fuleihan
M. Nathaniel Barnes
Ali Ramadan Shneibsh
Arvydas Kregzde
Jean Guill

M

Macédoine, ex-République yougoslave de
Madagascar
Malaisie
Malawi
Maldives
Mali
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mexique
Micronésie, États fédérés de
Moldova
Mongolie
Mozambique
Myanmar

Nikola Gruevski
Pierrot J. Rajaonarivelo
Mahathir Mohamad
Friday Jumbe
Fathulla Jameel
Ousmane Issoufi Maiga
Fathallah Oualalou
Khushhal Chand Khushiram
Mohamed Ould Nany
Francisco Gil Diaz
John Ehsa
Zinaida Grecianii
Chulthem Ulaan
Adriano Afonso Maleiane
Khin Maung Thein

Vanco Kargov
Simon Constant Horace
Samsudin Hitam
Zaki Chalira
Adam Maniku
Toure Alimata Traore
Ahmed Lahlimi
Philippe Ong Seng
Abdallah Ould Hormtallah
Agustin Carstens
Sebastian L. Anefal
Dumitru Ursu
Ochirbat Chuluunbat
Manuel Chang
Soe Lin

N

Namibie
Népal
Nicaragua
Niger
Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande

Saara Kuugongelwa
Ram Sharan Mahat
Eduardo Montealegre Rivas
Ali Badjo Gamatie
Adamu Ciroma
Hilde Frafjord Johnson
Michael Cullen

Usutuaije Maamberua
Bimal P. Koirala
Mario Alonso Icabalceta
Maliki Barhouni
Thelma Amata Iremiren
Olav Kjørven
Alan Bollard

O		
Oman	Ahmed Macki	Mohammed bin Nasser Al-Khasibi
Ouganda	Gerald M. Ssendaula	C. M. Kassami
Ouzbékistan	Rustam S. Azimov	(vacant)
P		
Pakistan	Shaukat Aziz	Nawid Ahsan
Palaos	Casmir Remengesau	Lawrence Alan Goddard
Panama	Norberto Delgado Duran	Domingo Latorraca
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Mekere Morauta	Koiari Tarata
Paraguay	James Spalding	Jose Ernesto Buttner
Pays-Bas	Gerrit Zalm	Eveline Herfkens
Pérou	Pedro Pablo Kuczynski	Richard Webb
Philippines	Jose Isidro N. Camacho	Rafael B. Buenaventura
Pologne	Leszek Balcerowicz	Andrzej S. Bratkowski
Portugal	Manuela Ferreira Leite	Miguel Frاسquilho
R		
République arabe syrienne	Muhammad Al-Atrash	Mohamad Bittar
République centrafricaine	Alexis Ngomba	Clement Eregani
République démocratique populaire lao	Soukanh Mahalath	Phouphet Khamphounvong
République dominicaine	Francisco M. Guerrero Prats-R.	Luis Manuel Piantini
République kirghize	Temirbek Akmataliev	Kubat Abduldaevich Kanimetov
République slovaque	Ivan Miklos	Marian Jusko
République tchèque	Jiri Rusnok	Oldrich Dedek
Roumanie	Mihai Nicolae Tanasescu	Emil Iota Ghizari
Royaume-Uni	Clare Short	Gordon Brown
Rwanda	Donald Kaberuka	Jean Marie Karekezi
S		
Saint-Kitts-et-Nevis	Denzil Douglas	Wendell Everton Lawrence
Sainte-Lucie	Kenny D. Anthony	Bernard La Corbiniere
Samoa	Misa Telefoni Retzlaff	Hinauri Petana
Sénégal	Abdoulaye Diop	Cheikh Hadjibou Soumare
Seychelles	Jeremie Bonnelame	Alain Butler-Payette
Sierra Leone	Peter J. Kuyembeh	Samura Kamara
Singapour	Lee Hsien Loong	Lim Siong Guan
Slovénie	Anton Rop	Irena Sodin
Somalie	(vacant)	(vacant)
Sri Lanka	Kairshasp Nariman Choksy	Charitha Ratwatte
Soudan	Abdul Rahim Hamdi	Sabir Mohamed Hassan
Suède	Bosse Ringholm	Jan O. Karlsson
Suisse	Pascal Couchepin	Joseph Deiss
Swaziland	Guduza	Musa D. Fakudze
T		
Tadjikistan	Safarali Najmuddinov	Maruf N. Sayfiev
Tanzanie	Abdallah Omar Kigoda	Peter J. Ngumbullu
Tchad	Mahamat Ali Hassan	Maina Touka Sahanaye
Thaïlande	Somkid Jatusripitak	Somchainuk Engtrakul
Togo	Simfeitcheuou Pre	Kossi Assimaidou
Tonga	Siosua T.T. 'Utoikamanu	'Aisake V. Eke
Trinité-et-Tobago	Patrick Manning	Conrad Enill
Tunisie	Fethi Merdassi	Abdelhamid Triki
Turquie	Faik Oztrak	Aydin Karaoz
Turkménistan	Ymamurdy Gandymov	(vacant)
U		
Ukraine	Vasyl Rohovyi	Alexander Shlapak
Uruguay	Alberto Bension	Ariel Davrieux
V		
Vanuatu	Sela Molisa	Jeffery Wilfred
Venezuela, République bolivarienne du	Felipe Perez	Tobias Nobrega Suarez
Viet Nam	Le Duc Thuy	Duong Thu Huong
Y		
Yémen, République du	Ahmed Mohamed Sofan	Anwar Rizq Al-Harazi
Yougoslavie, République fédérale de	Miroljub Labus	Jovan Rankovic
Z		
Zambie	Boniface Nonde	Likolo Ndalamei
Zimbabwe	Simba Herbert Stanley Makoni	Leonard Ladislas Tumba

ANNEXE B

Administrateurs et Administrateurs suppléants, nombre de voix et part du total dont ils disposent au 30 juin 2002

ADMINISTRATEUR	ADMINISTRATEUR SUPPLÉANT	ÉTATS AU NOM DESQUELS VOTE CHAQUE ADMINISTRATEUR	TOTAL DES VOIX	POURCENTAGE DU TOTAL
Nommés				
Carole Brookins	Robert B. Holland, III	États-Unis	569 629	23,73
Yuzo Harada	Masanori Yoshida	Japon	141 424	5,89
Eckhard Deutscher	Eckhardt Biskup	Allemagne	129 158	5,38
Pierre Duquesne	Emmanuel Moulin	France	121 265	5,05
Tom Scholar	Rosemary B. Stevenson	Royaume-Uni	121 265	5,05
Élus				
Philippe M. Peeters (Belgique)	Emin Dedeoglu (Turquie)	Autriche, Bélarus, Belgique, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, République slovaque, République tchèque, Slovénie, Turquie	125 221	5,22
Franco Passacantando (Italie)	Helena Cordeiro (Portugal)	Albanie, Grèce, Italie, Portugal	98 866	4,12
Balmiki Prasad Singh ^a (Inde)	Akbar Ali Khan (Bangladesh)	Bangladesh, Inde, Sri Lanka	98 264	4,09
Moises Pineda (Mexique)	Jose H. Machillanda (Rép. bol. du Venezuela)	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Venezuela (République bolivarienne du)	97 478	4,06
Terrie O'Leary (Canada)	Sharon Weber (Jamaïque)	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Guyana, Irlande, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie	92 944	3,87
Finn Jønck (Danemark)	Inkeri Hirvensalo (Finlande)	Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède	86 693	3,61
Pieter Stek (Pays-Bas)	Tamara Solyanyk (Ukraine)	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Géorgie, Israël, Macédoine (ex-République yougoslave de), Moldova, Pays-Bas, Roumanie, Ukraine	86 515	3,60
(Vacant) ^b (Fédération de Russie)	Eugene Miagkov (Fédération de Russie)	Fédération de Russie	81 592	3,40
Jaime Ruiz (Colombie)	Luis Antonio Balduino (Brésil)	Brésil, Colombie, Équateur, Haiti, Panama, Philippines, République dominicaine, Trinité-et-Tobago	75 980	3,16
Neil F. Hyden (Australie)	Dong-Soo Chin (Corée, Rép. de)	Australie, Cambodge, Corée (République de), Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu	73 309	3,05
Mario Soto-Platero (Uruguay)	Roberto Garcia-Lopez (Argentine)	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	64 144	2,67
Pietro Veglio (Suisse)	Jerzy Hylewski (Pologne)	Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan	60 548	2,52
Abdul Aziz Mohd. Yaacob (Malaisie)	Nguyen Doan Hung (Viet Nam)	Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Tonga, Viet Nam	59 912	2,50
Girmai Abraham (Érythrée)	Richard H. Kajjuka (Ouganda)	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	58 496	2,44
Ahmed Sadoudi (Algérie)	Inaamul Haque C (Pakistan)	Algérie, Ghana, Iran (République islamique d'), Iraq, Maroc, Pakistan, Tunisie	46 016	1,92
Mahdy Ismail Aljazzaf (Koweït)	Mohamed Kamel Amr (Égypte, République arabe d')	Bahrein, Égypte (République arabe d'), Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, République arabe syrienne, Yémen (République du)	34 079	1,42
Yahya Abdulla M. Alyahya (Arabie saoudite)	Abdulrahman M. Almoftadhi (Arabie saoudite)	Arabie saoudite	30 312	1,26
Zhu Guangyao (Chine)	Chen Huan D (Chine)	Chine	24 750	1,03
Bassary Toure (Mali)	Paulo F. Gomes (Guinée-Bissau)	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (République démocratique du), Congo (République du), Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maurice, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo	22 947	0,96

LES PERSONNES DONT LE NOM FIGURE CI-APRÈS ONT ÉGALEMENT EXERCÉ LES FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR OU D'ADMINISTRATEUR SUPPLÉANT APRÈS LE SAMEDI 30 JUIN 2001 :

ADMINISTRATEUR	FIN DU MANDAT	ADMINISTRATEUR SUPPLÉANT	FIN DU MANDAT
Khalid M. Al-Saad (Koweït)	31 octobre 2001	Anna M. Brandt (Suède)	31 juillet 2001
Andrei Bugrov (Fédération de Russie)	31 mars 2002	Lewis D. Holden (Nouvelle-Zélande)	6 juillet 2001
Matthias Meyer (Suisse)	31 mars 2002	Mahbub Kabir (Bangladesh)	21 septembre 2001
Jean-Claude Milleron (France)	1 ^{er} août 2001		
Stephen Pickford (Royaume-Uni)	16 décembre 2001		
Jan Piercy (États-Unis)	19 août 2001		
Helmut Schaffer (Allemagne)	15 juin 2002		

Note : L'Afghanistan (361 voix), l'Éthiopie (377 voix) et la Somalie (333 voix) n'ont pas participé à l'élection ordinaire des administrateurs tenue en 2000. La République fédérale de Yougoslavie (2 053 voix) est devenue membre de la SFI après cette élection.

- A. Remplacé à partir du 1^{er} août 2002 par C.M. Vasudev (Inde).
 B. Remplacé à partir du 1^{er} juillet 2002 par Alexey G Kvasov (Fédération de Russie).
 C. Remplacé à partir du 1^{er} juillet 2002 par Tanwir Ali Agha (Pakistan).
 D. Remplacé à partir du 15 juillet 2002 par Wu Jinkang (Chine).

ANNEXE C

Membres du Groupe consultatif bancaire

M. Abdlatif Y. Al-Hamad

Directeur général/Président du Conseil
 Fonds arabe de développement économique et social
 Box 21923-Safat
 13080-Koweït
 Tel : (965) 484-4500
 Fax : (965) 481-5750

Mme Ana Patricia Botin

Consejera
 Banco Santander Central Hispano
 Castellana No. 24
 28046 Madrid
 Espagne
 Tel : (34-91) 342-4906
 Fax : (34-91) 342-7308

M. Fernao Bracher

Presidente
 Banco BBA Creditanstalt S.A.
 Av. Paulista, 37 - andar 19
 CEP 013111-902
 São Paulo, Brésil
 Tel : (55-11) 281-8210 and 284-9912
 Fax : (55-11) 281-8151

M. Toyoo Gyohten

Président
 Institute for International Monetary Affairs
 1-2-2, Nihombashi Hongoku-cho
 Chuo-ku, Tokyo 103
 Japon
 Tel : (81-3) 3246-1401
 Fax : (81-3) 3231-5422

M. Rainer Masera

Directeur général
 San Paolo IMI Spa
 Piazza S. Carlo, 156
 Turin, Italie
 Tel : (39-011) 555-2203
 Fax : (39-011) 555-2276

M. Roberto Mendoza

HMDM, Ltd.
 a/s Rhone Group
 630 Fifth Avenue, Suite 2710
 New York, NY 10111
 Tel : 212 218 6647
 Fax : 212 218-6654
 Mobile : 917-202-8310

M. Deepak Parekh

Président
 Housing Development Finance
 Corporation Limited
 Ramon House 169
 169 Backbay Reclamation
 Mumbai 400 020
 Inde
 Tel : (91-22) 285-0000
 Fax : (91-22) 285- 2336

M. Isaac Takawira

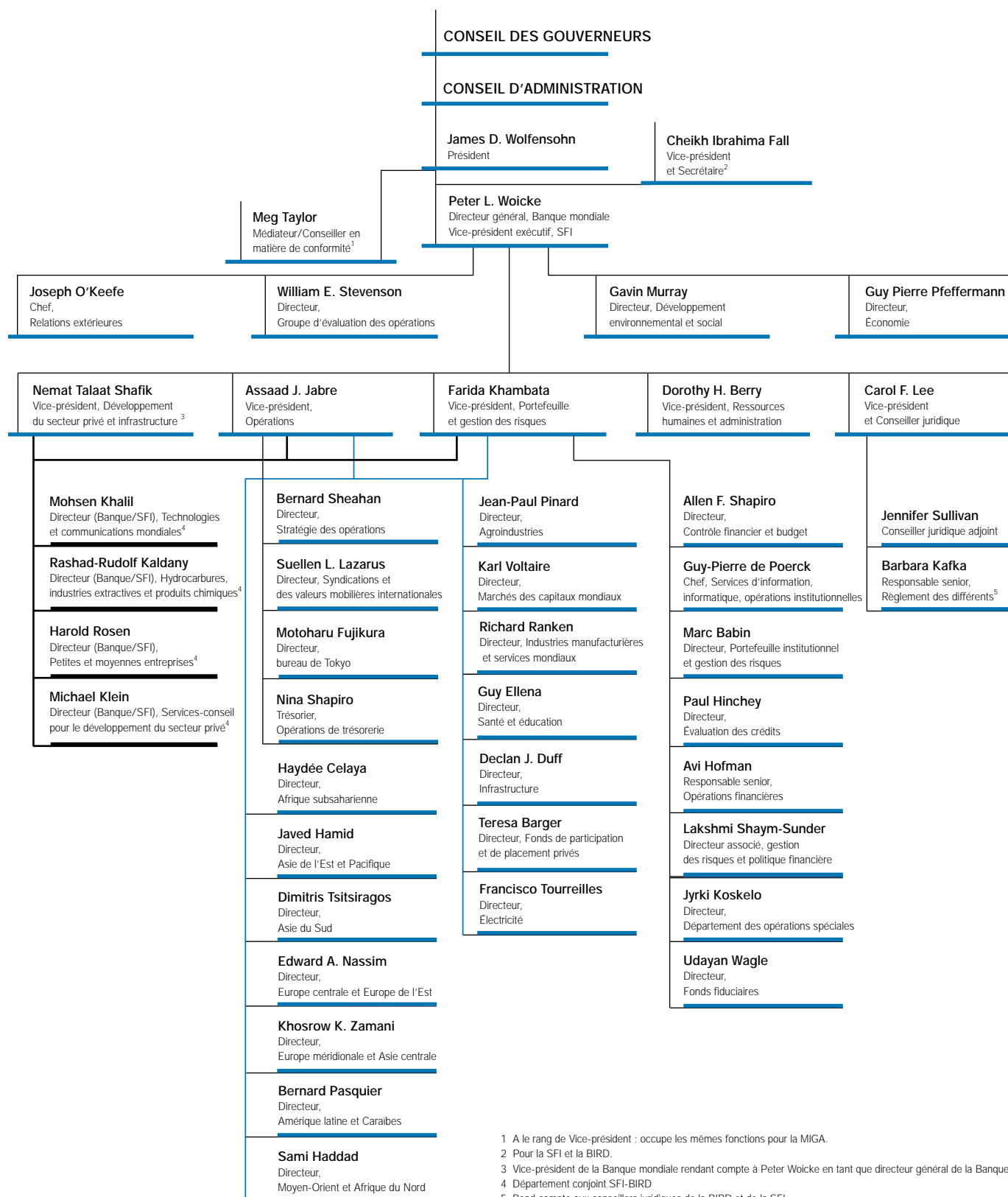
Managing Director
 Barclays Bank of Kenya
 Barclays Plaza
 Loita Street
 P O Box 30120
 Nairobi, Kenya
 Tel : (254 2) 332 230
 Fax : (254 2) 213 915

M. Marc Viénot

Président d'Honneur
 Société Générale
 Tour Société Générale
 92972 Paris La Défense Cedex
 France
 Tel : 33-1 42-14-41-72
 Fax : 33-1 42-14-75-55

ANNEXE D

Organigramme et Direction de la SFI



1 A le rang de Vice-président ; occupe les mêmes fonctions pour la MIGA.

2 Pour la SFI et la BIRD.

3 Vice-président de la Banque mondiale rendant compte à Peter Woicke en tant que directeur général de la Banque.

4 Département conjoint SFI-BIRD

5 Rend compte aux conseillers juridiques de la BIRD et de la SFI.

Direction de la SFI Juillet 2002

Président ¹	James D. Wolfensohn
Vice-président exécutif ²	Peter L. Woicke
Vice-président et Secrétaire ¹	Cheikh Ibrahim Fall
Médiateur/Conseiller en matière de conformité ³	Meg Taylor
Vice-président et Conseiller juridique	Carol F. Lee
Vice-président, Gestion des ressources humaines et administration	Dorothy H. Berry
Vice-président, Opérations	Assaad J. Jabre
Vice-président, Portefeuille et gestion des risques	Farida Khambata
Vice-président, Secteur privé	Nemat Talaat Shafik
Développement et infrastructure, BIRD	

Départements Régionaux

Afrique subsaharienne

Directeur	Haydée Celaya
Chef pour la région Afrique de l'Est (Nairobi, Kenya)	Saleem Karimjee
Chef pour la région Afrique de l'Ouest (Abidjan, Côte d'Ivoire)	Saran Kebet-Koulibaly
Chef-pays, Nigéria (Lagos)	Andrew Alli
Chef-pays, Cameroun (Douala)	Mohamadou Diop
Chef, Promotion des entreprises	Jean Philippe Prosper

Asie de l'Est et Pacifique

Directeur (Hong Kong)	Javed Hamid
Directeur, Promotion des entreprises (Hong Kong)	Timothy Krause
Directeur, Promotion des entreprises (Hong Kong)	Azmat Taufique
Chef-pays, Chine et Mongolie (Beijing)	Karin Finkelston
Chef-pays, Indonésie (Djakarta)	German Vegarra
Chef-pays, Philippines (Manille)	Vipul Bhagat
Chef-pays, Thaïlande (Bangkok)	Michael Higgins
Chef-pays, Viet Nam (Hanoi)	Deepak Khanna
Chef, Stratégie et coordination	Amitava Banerjee

Asie du Sud

Directeur	Dimitris Tsitsiragos
Chef-pays, Inde (New Delhi)	Vipul C. Prakash
Chef, Stratégie et coordination	Neil Gregory

Europe centrale et Europe de l'Est

Directeur (Moscou)	Edward A. Nassim
Directeur, Partenariat pour l'entreprise privée (Moscou)	Christian Grossmann
Chef, Stratégie et coordination	Kutlay Ebiri

Europe du Sud et Asie centrale

Directeur (Istamboul)	Khosrow K. Zamani
Directeur (Istamboul)	Sita Ramaswami
Directeur (Istamboul)	Sujata Lamba

Amérique latine et Caraïbes

Directeur (Rio de Janeiro)	Bernard Pasquier
Chef-pays, Brésil (São Paulo)	Wolfgang Bertelsmeier
Chef-pays, Colombie (Bogota)	Paolo Martelli
Chef-pays, Mexique et Amérique centrale (Mexico)	Manuel Núñez
Chef, Promotion des entreprises	Marcos Brujís
Chef, Stratégie et coordination	Toshiya Masuoka

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Directeur (Le Caire)	Sami Haddad
Directeur adjoint, Promotion des opérations	Abdelkader H. Allaoua
Chef-pays, Pakistan	Farid Dossani
Chef, Stratégie et coordination	Peggy Henderson

Départements des industries

Agroindustries

Directeur
Responsable senior, Portefeuille et évaluation du crédit
Chef, Nouveaux placements

Jean-Paul Pinard
Macadou N'Daw
Oscar Chemerinski

Marchés des capitaux internationaux

Directeur
Directeur, Portefeuille
Chef du service Portefeuille, Afrique (Johannesburg)
Chef du service Portefeuille, Asie
Chef du service Portefeuille, Europe
Chef du service Portefeuille, LAC
Chef du service Portefeuille, MENA
Directeur, Groupe des produits bancaires et financiers, Asie/Afrique/MENA
Directeur, Groupe des produits bancaires et financiers, LAC/Europe
Directeur, Groupe des transactions sur les marchés des capitaux
Directeur, Financement du logement
Directeur, Microfinancement

Karl Voltaire
Mary Ellen Iskenderian
Alain Soulard
Loy Pires
Ritva Laukkanen
Serge Devieux
M. Rohil Hafeez
Shidan Derakhshani
Mark Alloway
Georgina Baker
Pamela Lamoreaux
S. Aftab Ahmed

Technologies de l'information et des communications mondiales⁴

Directeur
Responsable senior, Portefeuille et évaluation du crédit
Chef, Nouveaux placements
Chef, Groupe Internet

Mohsen Khalil
Joseph Solan
Stephanie von Friedeburg
Ravi Vish

Industries manufacturières et services mondiaux

Directeur
Directeur adjoint, Groupe sectoriel I et transactions financières mondiales
Directeur adjoint, Portefeuille mondial
Responsable senior du service Portefeuille, Europe
Chef du service Portefeuille, Afrique
Chef du service Portefeuille, LAC
Directeur, Groupe sectoriel II
Directeur, Groupe des transactions mondiales

Richard Ranken
Jerome Sooklal
Michael Essex
Robin Glantz
Colin Warren
Stanley Greig
Sujoy Bose
Stephanie Miller Freymann

Santé et éducation

Directeur
Chef, Promotion des entreprises

Guy Ellena
Shilpa Patel

Infrastructure

Directeur
Responsable senior, Services de transport
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit
Directeur, Infrastructure
Directeurs, Services d'intérêt collectif

Declan J. Duff
Ravinder Bugga
Paul Baribeau
Amnon Mates
Usha Rao-Monari

Hydrocarbures, industries extractives et produits chimiques⁴

Directeur
Responsable senior, Industries extractives
Chef, Hydrocarbures
Chef, Produits chimiques
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit

Rashad-Rudolf Kaldany
Kent E. Lupberger
Somit Varma
Lance Crist
Kalada Harry

Électricité

Directeur
Chef, Nouveaux placements
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit

Francisco Tourreilles
Darius Lilaonwala
Apinya Suebsaeng

Fonds de participation et de placement privés

Directeur
Chef

Teresa Barger
David Wilton

Petites et moyennes entreprises⁴

Directeur
Directeur associé
Responsable senior
Chef
Chef

Harold Rosen
Shahbaz Mavaddat
Max Aitken
Thomas Davenport
Vincent Rague

Syndications et valeurs mobilières internationales

Directeur
Chef, Gestion des prêts B

Suellen L. Lazarus
Mary Elizabeth Ward

Fonds fiduciaires

Directeur
Chef

Udayan Wagle
Mariko Higashi

Services de promotion et de développement des investissements

Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF)

Directeur général (Johannesburg, Afrique du Sud)	John James
Directeur régional (Johannesburg, Afrique du Sud)	Jesper Kjaer
Directeur régional (Nairobi, Kenya)	Mischek Ngatunga
Directeur régional (Abidjan, Côte d'Ivoire)	Henri Rabarjohn
Directeur régional (Accra, Ghana)	Modou Badara Njie

Service de promotion et de développement des investissements en Chine (CPDF)

Directeur général (Chengdu, Chine)	Eric Siew
------------------------------------	-----------

Service de développement de l'entreprise en Asie du Sud (DESA)

Directeur général (Dhaka, Bangladesh)	Anil Sinha
---------------------------------------	------------

Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong (MPDF)

Directeur général (Hanoi, Viet Nam)	Mario Fischel
Directeur régional (Laos/Cambodge)	Adam Sack
Directeur régional (Hô Chi Minh-Ville, Viet Nam)	Robert Webster

Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF)

Directeur général (Sydney, Australie)	Denise Aldous
---------------------------------------	---------------

Service de développement de l'entreprise en Asie du Sud-Est (SEED)

Directeur général (Sarajevo, Bosnie-Herzégovine)	Mariann Kurtz
--	---------------

Départements

Contrôle financier et budget

Directeur	Allen F. Shapiro
Responsable senior, Budget	Richard J. Moss
Directeur, Politiques régissant la présentation de l'information financière et la comptabilité	Paul B. Bravery (vacant)
Directeur, Contrôles internes et des projets spéciaux	Guy A. de Clercq
Conseiller senior, Provisions pour pertes sur prêts	

Informatique, opérations institutionnelles

Chef, Services d'information	Guy-Pierre de Poerck
Directeur, Développement et informatique	Wajdi Bustani
Directeur, Informatique pour les opérations	Paul Standen

Gestion du portefeuille institutionnel

Directeur	Marc Babin
Chef, Service de gestion des participations et du portefeuille	Sebastian Thiriez

Gestion des risques et politique financière

Directeur associé	Lakshmi Shyam-Sunder
-------------------	----------------------

Relations extérieures

Chef	Joseph O'Keefe
------	----------------

Évaluation du crédit

Directeur	Paul Hinchey
Directeur associé	Sakdiyam Kupasrimonkol
Chargé principal des crédits	Mun Fui Wong
Chargé principal des crédits	Eduardo Abello
Chargé principal des crédits	Mamta Shah
Chargé principal des crédits	Maria DaG. Domingues
Chargé principal des crédits	Vincent Polizatto

Économie

Directeur	Guy Pierre Pfeffermann
Économiste principal	Frank J. Lysy

Développement environnemental et social

Directeur	Gavin Murray
Chef, Groupe marchés et environnement	Louis Boorstin
Chef, Groupe d'appui aux projets	William Bulmer
Chef, Groupe des services d'assurance	Merunisha Ahmid
Chef, Promotion des entreprises	Imoni Akpofure

Opérations financières

Responsable senior	Avi Hofman
Directeur, appui aux opérations de prêt et de participation	Soon-Wan Ooi
Directeur, Services d'appui aux opérations de trésorerie	Isaku Higa

Ressources humaines et administration

Vice-président	Dorothy H. Berry
Directeur adjoint, Valorisation des ressources humaines	Esteban Altschul
Directeur, Services des rémunérations et politiques du personnel	Jean Bradier
Chef, Équipe des Ressources humaines	Eva Mennel
Chef, Équipe des Ressources humaines	Anne Sahl
Chef, Installations et Administration	Geoffrey A. Willing

Affaires juridiques

Vice-président et Conseiller juridique	Carol F. Lee
Conseiller juridique adjoint	Jennifer Sullivan
Conseiller en chef	Fernando Cabezas
Conseiller en chef, Finances	Victoria C. Choy
Conseiller en chef	David Harris
Conseiller en chef	Eduardo A. Hernandez
Conseiller en chef	David McLean
Conseiller en chef	Christian Philip
Conseiller en chef	George Springsteen

Bureau pour la résolution des conflits d'intérêt

Directeur principal ⁵	Barbara Kafka
----------------------------------	---------------

Groupe, Évaluation des opérations⁶

Directeur	William E. Stevenson
-----------	----------------------

Groupe, Stratégie opérationnelle

Directeur	Bernard Sheahan
-----------	-----------------

Trésorerie

Trésorier	Nina Shapiro
Chef de service, Opérations de financement	John Borthwick
Chef de service, Gestion des liquidités et de la trésorerie	Mark Spindel
Chef de services, Produits et gestion actif passif	Shanker Krishnan
Chef, Groupe du développement des applications	Takehisa Eguchi

DIVERS

Directeur, Bureau de Tokyo	Motoharu Fujikura
Représentant spécial pour l'Europe	Arthur Levi

Services-conseil au secteur privé⁴

Directeur	Michael Klein
Chef, Politique et transactions de privatisation	Denise Leonard
Chef, Politique et transactions de privatisation	David Donaldson
Chef, Cadre des affaires et investissement étranger	Joseph Battat
Directeur régional (Sydney, Australie)	Andrew Proctor

Opérations spéciales

Directeur	Jyrki Koskelo
-----------	---------------

1. Ces hauts fonctionnaires occupent le même poste à la BIRD.

2. Exerce aussi la fonction de directeur général de la Banque mondiale, et est responsable du développement du secteur privé pour l'ensemble du Groupe de la Banque.

3. Rend directement compte à James D. Wolfensohn.

4. Rend compte au vice-président de la BIRD, Développement du secteur privé et infrastructure, ainsi qu'au Vice-président, Opérations de la SFI et au Vice-président, Portefeuille et gestion des risques de la SFI pour les questions relatives au portefeuille.

5. Rend directement compte au Vice-président et conseiller juridique de la BIRD et de la SFI.

6. Rend directement compte à Robert Picciotto, Directeur général, Évaluation des opérations, BIRD et au Vice-président exécutif de la SFI.

ANNEXE E

Représentants sur le terrain et contacts

PAYS	VILLE	NOM	TITRE
A			
Afrique du Sud (APDF)	Johannesburg	John James	Directeur général
Afrique du Sud (APDF)	Le Cap	Rubin Japhta	Chargé d'investissements
Afrique du Sud	Johannesburg	Haydée Celaya	Directeur
Afrique du Sud	Le Cap	Henning Amelung	Chargé d'investissements senior
Albanie (SEED)	Tirana	Anila Bashilari	Coordonnateur du programme
Albanie	Tirana	Elira Sakiqi	Coordonnateur du programme
Allemagne	Francfort	Oltmann Siemens	Représentant spécial pour l'Europe
Argentine	Buenos Aires	Yolande Duhem	Représentant résident
Arménie	Erevan	Nerses Karamanukyan	Chargé de projet senior
Australie (FIAS)	Sydney	Andrew Proctor	Chef régional
Australie (SPPF)	Sydney	Denise Aldous	Directeur général
Azerbaïdjan	Bakou	Aliya Nuriyeva	Coordonnateur du programme
B			
Bangladesh (DESA)	Dhaka	Anil Sinha	Directeur général
Bangladesh	Dhaka	Hafeezuddin Ahmad	Chargé d'investissements senior
Bélarus	Minsk	Carl Dagenhart	Chef de projet
Bolivie	La Paz	Paolo Martelli	Représentant régional
Bosnie-Herzégovine	Sarajevo	Ajla Cico	Assistant
Bosnie-Herzégovine (SEED)	Banja Luka	Lejla Drasnic	Coordonnateur du programme
Bosnie-Herzégovine (SEED)	Banja Luka	Stevo Topalovic	Analyste senior
Brésil	São Paulo	Wolfgang Bertelsmeier	Chef-pays
Brésil	Rio de Janeiro	Bernard Pasquier	Directeur
Bulgarie	Sofia	George Alexandrov	Coordonnateur du programme
C			
Cambodge (MPDF)	Phnom Penh	Adam Sack	Chef régional
Cambodge	Phnom Penh	Deepak Khanna	Chef-pays
Cameroun (APDF)	Douala	(vacant)	
Cameroun	Douala	Mohamadou Diop	Représentant régional
Chili	Santiago	Yolande Duhem	Représentant régional
Chine (CPDF)	Chengdu	Eric Siew	Directeur général
Chine	Beijing	Karin Finkelston	Chef-pays
Chine	Hong Kong	Javed Hamid	Directeur
Cisjordanie et Gaza	Dahiat Al-Bareed	(vacant)	
Colombie	Bogotá	Paolo Martelli	Représentant résident
Corée, République de	Séoul	Tae-Hee Yoon	Conseiller
Côte d'Ivoire (AMSCO)	Abidjan	Fatma Hervieu-Wane	Chef régional
Côte d'Ivoire (APDF)	Abidjan	Henri E. Rabarijohn	Chef régional
Côte d'Ivoire	Abidjan	Saran Kebet-Koulibaly	Chef régional
Croatie	Zagreb	Vedran Antoljak	Coordonnateur du programme
E			
Égypte, République arabe d'	Le Caire	Sami Haddad	Directeur
Éthiopie	Addis-Abeba	(vacant)	
F			
Fédération de Russie (PEP)	Moscou	Christien Grossman	Directeur
France	Paris	Arthur Levi	Représentant spécial pour l'Europe
G			
Géorgie	Tbilissi	Anna Akhalkatsi	Coordonnateur du programme
Ghana (AMSCO)	Accra	Charles Gigi	Chef régional
Ghana (APDF)	Accra	Modou Badara Njie	Chef régional
Ghana	Accra	Caradoc Mills-Lampsey	Chargé d'investissements
Guatemala	Guatemala	Manuel E. Núñez	Représentant régional
I			
Inde	Mumbai	(vacant)	
Inde	New Delhi	Dimitris Tsitsiragos	Directeur
Indonésie	Djakarta	Vegarra	Chef-pays
J			
Japon	Tokyo	Motoharu Fujikura	Directeur

PAYS	VILLE	NOM	TITRE
K			
Kazakhstan	Almaty	Gorton De Mond	Représentant régional
Kenya (AMSCO)	Nairobi	Edward Greene	Chef régional
Kenya (APDF)	Nairobi	Mischeck Ngatunga	Chef régional
Kenya	Nairobi	Saleem Karimjee	Chef régional
Kosovo	Pristina	Anjeta Baruti	Chargé d'administration
M			
Maurice (AMSCO)	Port-Louis	Christopher Raelina	Chef régional
Mexique	Mexico D.F.	Manuel E. Nunez	Représentant résident
Mongolie	Oulan Bator	Dorjnamjim Lhaajav	Coordinateur de projet
Mozambique	Maputo	(vacant)	
N			
Népal	Katmandou	Sudhir Mittal	Représentant résident
Nigéria (AMSCO)	Lagos	Ronke Osikova	Chargé de projets
Nigéria (APDF)	Lagos	Olatunde Akande	Chargé d'investissements
Nigéria	Lagos	Andrew Alli	Chef-pays
O			
Ouganda	Kampala	Dan Kasirye	Chargé d'investissements
Ouzbékistan	Tachkent	Elbek Rikhsiyev	Assistant administratif
P			
Pakistan	Islamabad	Farid Dossani	Chef-pays
Paraguay	Asuncion	Yolande Duhem	Représentant régional
Pays-Bas (AMSCO)	Amsterdam	Clive Carpenter	Directeur général
Philippines	Manille	Vipul Bhagat	Chef-pays
Pologne	Varsovie	Laurence Carter	Représentant régional
R			
RDP lao	Vientiane	Deepak Khanna	Chef-pays
RDP lao	Vientiane	Adam Sack	Chef régional
République dominicaine	Santo Domingo	Salem Rohana	Chargé d'investissements
République kirghize	Bishkek	Gulnura Djuzenova	Coordonnateur du programme
République tchèque	Prague	Charles van der Mandele	Chef, Opérations spéciales
Roumanie	Bucarest	Ana Maria Mihaescu	Chef de mission
Royaume-Uni	Londres	Arthur Levi	Représentant spécial pour l'Europe
S			
Singapour	Singapour	François Grossas	Chargé principal d'investissements
Sri Lanka	Colombo	Sanjiva Senanayake	Chef-pays
T			
Tadjikistan	Dushanbe	Olim Khomidov	Chargé d'investissements
Thaïlande	Bangkok	Michael Higgins	Chef-pays
Trinité-et-Tobago	Port of Spain	Kirk Ifill	Chargé d'investissement senior
Turquie	Istanbul	Khosrow Zamani	Directeur
U			
Ukraine	Kiev	Elena Voloshina	Chargé de programme
Uruguay	Montevideo	Yolande Duhem	Représentant régional
V			
Viet Nam (MPDF)	Hanoi	Mario Fischel	Directeur général
Viet Nam (MPDF)	Hô Chi Minh-Ville	Robert Webster	Chef régional
Viet Nam	Hanoi	Deepak Khanna	Chef-pays
Y			
Yougoslavie, RF (SEED)	Belgrade	Vojislav Kandic	Coordonnateur du programme
Yougoslavie, RF	Belgrade	Roberto Albisetti	Chef de mission
Z			
Zimbabwe	Harare	Thomas Kanjere	Chargé d'investissements
Zimbabwe (AMSCO)	Harare	Abraham Lanor	Chef régional

ANNEXE F

Adresses de la SFI

Siège

2121 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, DC 20433, États-Unis
Téléphone : (202) 473-9331
Fax : (202) 974-4384

Afrique du Sud, Johannesburg

Oxford Gate, 1st Floor
Hyde Park Lane
Hyde Park 2196
Johannesburg, Afrique du Sud
P.O. Box 41283, Craig Hall 2024
Téléphone : (27-11) 341-9000
Fax : (27-11) 325-0582

Afrique du Sud, Le Cap

1 Thibault Square, 13th Floor
Long Street
Le Cap 8001, Afrique du Sud
P.O. Box 2452, Le Cap 8000
Téléphone : (27-21) 418-7180
Fax : (27-21) 418-7183

Albanie, Tirana

Rruga Deshmoret e 4 Shkurtit
Vila. 34
Tirana, Albanie
Téléphone : (00355)-4-240587/8/9; (00355)-4-230016/7
Fax : (00355)-4-240590

Allemagne, Francfort

Bockenheimer Landst. 109
D-60325 Francfort, Allemagne
Téléphone : (49-69) 7434-8230
Fax : (49-69) 7434-8239

Argentine, Buenos Aires

Bouchard 547, piso 11°
Torre Fortabat
1106 Buenos Aires, Argentine
Téléphone : (54-11) 4315-1666
Fax : (54-11) 4312-7184

Arménie, Erevan

Republic Square
2 Khorhertaranit Street
Erevan 375010, Arménie
Téléphone : (374-1) 545-241/242/243
Fax : (374-1) 599-542

Australie, Sydney (FIAS)

Level 18, CML Building
GPO Box 1612
14 Martin Place
Sydney, NSW 2000, Australie
Téléphone : (61-2) 9223-7773
Fax : (61-2) 9223-2533

Azerbaïdjan, Bakou

91-95 Mirza Mansur Str., Icheri Sheher
Bakou 370 004, Azerbaïdjan
Téléphone : (994-12) 921-941; 922-807
Fax : (994-12) 921-479

Bangladesh, Dhaka

c/o World Bank
3A Paribagh
Dhaka 1000, Bangladesh
Téléphone : (880-2) 861-1056; 966-9301
Fax : (880-2) 861-7521

Bélarus, Minsk

6°, 3e étage, Partizansky Prospekt
Minsk 220033, Bélarus
Téléphone : (375-172) 197-811; 281-799
Fax : (375-172) 227-440

Bolivie, La Paz

Calle Fernando Guachalla n° 342
Edificio Victor, Piso 9
La Paz, Bolivie
Téléphone : (591-2) 244-3133
Fax : (591-2) 212-5065

Bosnie-Herzégovine, Banja Luka

Vase Pelagica 12
51000 Banja Luka
Bosnie-Herzégovine
Téléphone : (387-33) 319-680
Fax : (387-33) 319-683

Bosnie-Herzégovine, Sarajevo

H. Kresevljakovica 19
71000 Sarajevo
Bosnie-Herzégovine
Téléphone : 387-(0) 33 440-293
Fax : 387-(0) 33 440-108

Bésil, Rio de Janeiro

Rua Redentor, 14-Ipanema
Rio de Janeiro – 22421-030, Brésil
Téléphone : (55-21) 2525-5850
Fax : (55-21) 2525-5879

Bésil, São Paulo

Av. Roque Petroni Junior, 999
8ème étage, bureaux 81/82
04707-910 – São Paulo SP, Brésil
Téléphone : (55-11) 5185-6888
Fax : (55-11) 5185-6890

Bulgarie, Sofia

36 Dragan Tzankov Blvd.
World Trade Center/INTERPRED
1057 Sofia, Bulgarie
Téléphone : (359-2) 9181-4225
Fax : (359-2) 9181-4333

Cameroun, Douala

96 rue Flatters
Bureau 305
B.P. 4616, Bonanjo
Douala, Cameroun
Téléphone : (237) 428-033; 429-451
Fax : (237) 428-014

Chine, Beijing

9th Floor, Tower B
Fuhua Mansion
8 Chaoyangmen Beidajie
Beijing 100 027, PR Chine
Téléphone : (86-10) 6554-4191
Fax : (86-10) 6554-4192

Cisjordanie et Gaza, Dahiat Al-Bareed

P.O. Box 54842
Jérusalem, Israël
Téléphone : (972-2) 236-6517/6547
Fax : (972-2) 236-6521

Colombie, Bogotá

Corporación Financiera Internacional
Cra. 7 No. 71-21 Torre A, Piso 16
Bogotá, Colombie
Tel : (571) 326-2085
Fax : (571) 317-4380

Corée, Séoul

11th Floor, Youngpoong Building
Chongro-ku
Séoul 110-110, Corée
Téléphone : (82-2) 399-0905/6
Fax : (82-2) 399-0915

Côte d'Ivoire, Abidjan

Coin Rues Booker Washington
et Jacques Aka
Cocody, 01- B.P. 1850
Abidjan-01, Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 2244-3244
Fax : (225) 2244-4483

Croatie, Zagreb

Trg. J. F. Kennedyja 6b/III
Zagreb 10000, Croatie
Téléphone : (385-1) 238-7236
Fax : (385-1) 238-7233

Égypte, Le Caire

World Trade Center Bldg.
1191 Corniche El Nil, Boulac
Le Caire, Égypte
Téléphone : (20-2) 579-9900/6565/5353
Fax : (20-2) 579-2211

Éthiopie, Addis-Abeba

c/o World Bank
Africa Avenue
Bole Road
P.O. Box 5515
Addis-Abeba, Éthiopie
Téléphone : (251-1) 627-700
Fax : (251-1) 627-717

Fédération de Russie, Moscou

7/5 Bolshaia Dmitrovka Street Bldg 2
10 3009 Moscou, Russie
Téléphone : (7-095) 755-8818
Fax : (7-095) 755-8298

France, Paris

66, avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Téléphone : (33-1) 4069-3060
Fax : (33-1) 4720-7771

Géorgie, Tbilissi

18a Chonkadze Street
Tbilissi, Géorgie 380 005
Téléphone : (995-32) 990-448
Fax : (995-32) 995-288

Ghana, Accra

N° 150A Roman Road
Roman Ridge
P.O. Box C2638
Accra, Ghana
Téléphone : (233-21) 778-109;
779-804/5; 783-093/4
Fax : (233-21) 774-961; 776-245

Guatemala, Guatemala

13 Calle 3-40, Zona 10
Edificio Atlantis, 14 Nivel
Guatemala 01010, Guatemala
Téléphone : (502) 367-2275
Fax : (502) 366-9851

Inde, Mumbai

Godrej Bhavan, 3rd Floor
Murzban Road
Fort, Mumbai 200 001, Inde
Téléphone : (91-22) 231-1235
Fax : (91-22) 231-1236

Inde, New Delhi

No. 1, Panchsheel Marg, Chanakyapuri
New Delhi 110 021, Inde
Téléphone : (91-11) 611-1306
Fax : (91-11) 611-1281

Indonésie, Djakarta

Jakarta Stock Exchange Bldg.
Tower 2, 13th Floor
Jl. Jenderal Sudirman Kav. 52-53
Djakarta 12190, Indonésie
Téléphone : (62-21) 5299-3001
Fax : (62-21) 5299-3002

Japon, Tokyo

10th Floor, Fukoku Seimei Building
2-2-2, Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011, Japon
Téléphone : (81-3) 3597-6657
Fax : (81-3) 3597-6698

Kazakhstan, Almaty

41 Kazybek-Bi Street, 4^e étage
Almaty 480100, République du Kazakhstan
Téléphone : (7-3272) 980-580
Fax : (7-3272) 980-581

Kenya, Nairobi

Hill Park Building
Upper Hill
P.O. Box 30577
Nairobi, Kenya
Téléphone : (254-2) 260-300/720-467
Fax : (254-2) 260-383/717-390

Mexique, Mexico

Prado Sur 240, Suite 402
Lomas de Chapultepec
Del. Miguel Hidalgo
Mexico D.F., 11000, Mexique
Téléphone : (52-55) 5520-6191
Fax : (52-55) 5520-5659

Mongolie, Oulanbator

11-A Peace Avenue
Oulanbator 210 648, Mongolie
Téléphone : (976-11) 312-694
Fax : (976-11) 312-696

Mozambique, Maputo

Ave. Kenneth Kaunda, nr. 1224
Caixa Postal 4053
Maputo, Mozambique
Téléphone : (258-1) 492-841/51
Fax : (258-1) 492-893

Népal, Katmandou

c/o World Bank
Yak & Yeti Hotel Complex
GPO Box 798
Katmandou, Népal
Téléphone : (977-1) 268-123; 439-571
Fax : (977-1) 223-443

Nigéria, Lagos

Maersk House, 1st Floor
Plot 121 Louis Solomon Close
Off Ahmadu Bello Way
Victoria Island, Lagos, Nigéria
Téléphone : (234-1) 262-6455-64
Fax : (234-1) 262-6465/66

Ouganda, Kampala

1 Lumumba Avenue
1er étage
Rwenzori House
P.O. Box 4463
Kampala, Ouganda
Téléphone : (256-41) 230-094/231-061/2
Fax : (256-41) 230-094/340-386

Ouzbékistan, Tachkent

43 Academician Suleymanov Street
700 017 Tachkent, Ouzbékistan
Téléphone : (998-71) 133-2185
Fax : (998-71) 120-6215

Pakistan, Islamabad

20 A Shahrah-e-Jamhuriyat
Ramna 5 (G-5/1), P.O. Box 3033
Islamabad, Pakistan
Téléphone : (92-51) 227 9631/2/3
Fax : (92-51) 282 4335/282 4166

Philippines, Manille

11th Floor, Tower One
Ayala Triangle, Ayala Avenue
Makati 1226, Manille, Philippines
Téléphone : (63-2) 848-7333/38
Fax : (63-2) 848-7339

Pologne, Varsovie

Warsaw Financial Center
Emilii Plater 53, 9th Floor
00-113 Varsovie, Pologne
Téléphone : (48-22) 520-6100
Fax : (48-22) 520-6101

République dominicaine, Saint-Domingue

Calle Virgilio Diaz Ordoñez #36
esq. Gustavo Mejia Ricart
Edificio Mezzo Tempo, Suite 401
Saint Domingue, République dominicaine
Téléphone : (809) 566-6815
Fax : (809) 566-7746

République kirghize, Bichkek

214 Moskovskaya Street
720 010 Bichkek, République kirghize
Téléphone : (996-312) 610-650
Fax : (996-312) 610-356/481

République tchèque, Prague

Husova 5
11000 Prague 1, République tchèque
Téléphone : (420-2) 2440-1402/3
Fax : (420-2) 2440-1410

Roumanie, Bucarest

83 Boulevard Dacia, Sector 2
Bucarest, Roumanie
Téléphone : (40-1) 211-2866
Fax : (40-1) 201-0364/211-3141

Royaume-Uni, Londres

4 Millbank
Londres SW1P 3JA, R.-U.
Téléphone : (44-207) 222-7711
Fax : (44-207) 976-8323

Singapour

10 Shenton Way
#15-08 MAS Building
Singapour 079 117
Téléphone : (65) 324-4612
Fax : (65) 324-4615

Sri Lanka, Colombo

73/5 Galle Road
Colombo 3, Sri Lanka
Téléphone : (94-1) 448-070 poste 325 325
Fax : (94-1) 471-536

Thaïlande, Bangkok

Diethelm Tower A
17th Floor
93/1 Wireless Road
Bangkok 10330, Thaïlande
Téléphone : (66-2) 650-9253/8
Fax : (66-2) 650-9259

Trinité-et-Tobago, Port of Spain

The Mutual Center
16 Queen's Park West
Port of Spain, Trinité-et-Tobago
Téléphone : (868) 628-5074
Fax : (868) 622-1003

Turquie, Istanbul

Is Kuleleri
Kule II – KAT 3
80620-4 Levent
Istanbul, Turquie
Téléphone : (90-212) 282-4001
Fax : (90-212) 282-4002

Ukraine, Kiev

4 Bogomoltsa Street, 5e étage
Kiev 01024, Ukraine
Téléphone : (380-44) 253-0539
Fax : (380-44) 490-5830

Viet Nam, Hanoi

7th Floor, 63 Ly Thai To, Hoan Kiem
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 934-2282
Fax : (84-4) 934-2289

Zimbabwe, Harare

101 Union Avenue, 7th Floor
Harare, Zimbabwe
P.O. Box 2960, Harare
Téléphone : (263-4) 794-868/869/860
Fax : (263-4) 793-805

**SERVICES DE PROMOTION
ET DE DEVELOPPEMENT
DES INVESTISSEMENTS 2002**

**Service de promotion et de développement
des investissements en Afrique (APDF)**

Bailleurs de fonds : Allemagne, Banque africaine de développement, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, SFI, Suède et Suisse

Afrique du Sud, Johannesburg

1st Floor, Victoria Gate West
Hyde Park Lane, Hyde Park
Johannesburg 2196, Afrique du Sud
P.O. Box 411552, Craighall 2024
Téléphone : (27-11) 341-9000
Fax : (27-11) 325-0582

Afrique du Sud, Le Cap

1 Thibault Square, 13^e étage
Long Street, PO Box 2452
Le Cap 8000, Afrique du Sud
Téléphone : (27-21) 418-7177/418-7220
Fax : (27-21) 418-7183

Cameroun, Douala

96 rue Flatters
P.O. Box 4616
Douala, Cameroun
Téléphone : (237) 428-033
Fax : (237) 428-014

Côte d'Ivoire, Abidjan

Immeuble CCIA, 17^e étage
01 B.P. 8669
Abidjan-01, Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 2021-9697
Fax : (225) 2021-6151

Ghana, Accra

N° 150A, Roman House
Roman Ridge
Accra, Ghana
Téléphone : (233-21) 776-245/778-109
Fax : (233-21) 774-961

Kenya, Nairobi

International House
P.O. Box 46534
Nairobi, Kenya
Téléphone : (254-2) 217-368/9/70
Fax : (254-2) 339-121/330-436

Nigéria, Lagos

Maersk House, 1st Floor
Plot 121 Louis Solomon Close
Off Ahmadu Bello Way
Victoria Island, Lagos, Nigéria
Téléphone : (234-1) 262-6455-64
Fax : (234-1) 262-6465/66

**Services de gestion pour
l'Afrique Sociétés (AMSCO)**

Actionnaires : Institutions de financement du développement et secteur privé
Bailleurs de fonds : Allemagne, Banque africaine de développement, Banque mondiale, Danemark, Finlande, Pays-Bas, PNUD, Portugal, Royaume-Uni, SFI, Suède et Suisse

Côte d'Ivoire, Abidjan

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest francophone
AMSCO/APDF, C.C.I.A., 17^e étage
01 BP 2049 ABJ 01 Abidjan
Côte d'Ivoire
Téléphone : +225 20219697
Fax : +225 20216151

Ghana, Accra

Bureau national
150A Roman Road
Roman Ridge
Accra, Ghana
Téléphone : +233 21 779804/5
Fax : +233 21 774961/776245

Kenya, Nairobi

Bureau régional pour l'Afrique de l'Est
A.C.S. Plaza, Lenana Road
P.O. Box 46534
Nairobi, Kenya
Téléphone : +254 2 574748
Fax : +254 2 571822

Maurice, Port-Louis

Bureau pour l'Océan Indien
Anglo-Mauritius House
P.O. Box 253
Port-Louis, Maurice
Téléphone : +230 2081237
Fax : +230 2084871

Nigéria, Lagos

Bureau national
Maersk House
Plot 121, Louis Solomon Close
Off Ahmadu Bello Way
Victoria Island
Lagos, Nigéria
Téléphone : +234 1 262 6455/64, 2626470
Fax : +234 1 262 6465/66

Pays-Bas, Amsterdam

Siège
Friedman Building
Hogehilweg 4
1101 CC Amsterdam
Pays-Bas
Téléphone : +31 20 664 1916
Fax : +31 20 664 2959

**Service de promotion et de développement
des investissements en Chine (CPDF)**

Bailleurs de fonds : Australie, Royaume-Uni, SFI et Suisse

Chine, Chengdu

R. 2716 27th Floor Minxing Financial Tower
n° 88 Tidu Street
Chengdu, Province de Sichuan
Rép. pop. de Chine 610016 Chengdu
Téléphone : (86-28) 676-6622
Fax : (86-28) 676-7362

**Service de promotion et de développement
des investissements dans la vallée
du Mékong (MPDF)**

Bailleurs de fonds : Australie, Banque asiatique de développement, Canada, Finlande, Japon, Norvège, Suède, Suisse, Royaume-Uni et SFI

Cambodge, Phnom Penh

#113 Norodom Blvd.
Sangkat Chaktomuk PO Box 115
Phnom Penh, Cambodge
Téléphone : (855-23) 210-922
Fax : (855-23) 215-157

RDP lao, Vientiane

Hôtel Novotel, Suite 141
Unit 9
Samsenthai Road
P.O. Box 585
Vientiane, RDP lao
Téléphone : (856-21) 219-099
Fax : (856-21) 219-098

Viet Nam, Hanoi

7th Floor, 63 Ly Thai To, Hoan Kiem
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 824-7892
Fax : (84-4) 824-7898

Viet Nam, Hô Chi Minh-Ville

Unit 3B
Somerset Chancellor Court
21-23 Nguyen Thi Minh Khai Str.
District 1
Hô Chi Minh-Ville, Viet Nam
Téléphone : (84-8) 823-5266
Fax : (84-8) 823-5271

**Service de promotion
et de développement des investissements
dans le Pacifique Sud (SPPF)**

Bailleurs de fonds : Australie, Banque asiatique de développement, Fidji, Japon, Kiribati, Nouvelle-Zélande, Samoa et SFI

Australie, Sydney

Level 18, CML Building
GPO Box 1612
14 Martin Place
Sydney, NSW 2000, Australie
Téléphone : (61-2) 9223-7773
Fax : (61-2) 9223-2533

**Service de développement
de l'entreprise en Asie du Sud-Est (SEED)**

Bailleurs de fonds : Autriche, Canada, Grèce, SFI, Pays-Bas, Norvège, Slovaquie, Suède, Suisse, et Royaume-Uni (www.ifc.org/seed)

Albanie, Tirana

Deshmoret e 4 Shkurtit, n° 34
Tirana, Albanie
Téléphone : (355-42) 405-8889
Fax : (355-42) 405 90

Bosnie-Herzégovine, Sarajevo

Hamdije Kresavljakovica 19/IV
71000 Sarajevo, Bosnie-Herzégovine
Téléphone : (387-33) 251-555
Fax : (387-33) 217-762

Kosovo, Pristina

Groupe de la Banque mondiale
Tirana-Str. N-35
Pristina, Kosovo
Téléphone : (381-38) 249-459; 249-998
Fax : (381-38) 249-780

Macédoine, ERY de, Skopje

Ulica Makedonija 9-11
1000 Skopje, ERY de Macédoine
Téléphone : (389-2) 223-306
Fax : (389-2) 223-298

Yougoslavie, Belgrade

Kneginje Zorke 96-98
11000 Belgrade, Yougoslavie
Téléphone : (381-11) 3023-750
Fax : (381-11)3023-740

ANNEXE G

Participants aux syndications de prêt signées durant l'exercice 02

ABB Export Bank	IKB Deutsche Industriebank AG
Banco Espirito Santo SA	International Finance Participation Trust Management Inc. (IFPT)
Bank of America NA	Landesbank Hessen-Thueringen Girozentrale
Banque Générale Luxembourg	Landesbank Rheinland-Pfalz Girozentrale
Barclays Bank PLC	Landesbank Schleswig-Holstein Girozentrale
Brazilian American Merchant Bank	Mizuho Corporate Bank, Ltd.
Caixa Geral de Depósitos SA	Natexis Banques Populaires
Caja de Ahorros del Mediterraneo	Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden NV (FMO)
Caja de Ahorros y Pensiones de Barcelona (La Caixa)	Norddeutsche Landesbank
Caterpillar Financial Services Corporation	Norddeutsche Landesbank Luxembourg
Citibank, NA	Nordea AB (pub)
Crédit Lyonnais	Rabobank International
Den norske Bank ASA	Raiffeisen Zentralbank Oesterreich AG
Deutsche VerkehrsBank AG	Sumitomo Mitsui Banking Corporation
DEXIA Group	Transamerica Leasing Inc.
Dresdner Bank AG	UFJ Bank Limited
Ericsson Credit AB	Vereins-und Westbank AG
Fortis Bank NV/SA	
HVB Group	

SIGLES, NOTES ET DÉFINITIONS

Sigles

AMSC	Société de services de gestion pour l'Afrique	MPDF	Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong
APDF	Service de promotion et de développement des investissements en Afrique	NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
BAfD	Banque africaine de développement	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
BAsD	Banque asiatique de développement	OEG	Groupe d'évaluation des opérations
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	OMC	Organisation mondiale du commerce
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	ONG	Organisation non gouvernementale
CPDF	Service de promotion et de développement des investissements en Chine	PIB	Produit intérieur brut
EX.	Exercice	PME	Petites et moyennes entreprises
FEA	Fonds pour l'entreprise en Afrique	PNB	Produit national brut
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
FIAS	Service-conseil pour l'investissement étranger	PSAS	Services de conseil pour le développement du secteur privé
FMI	Fonds monétaire international	SAP	Stratégie d'aide-pays
FPE	Fonds pour la petite entreprise	SEED	Service de promotion pour l'entreprise au sud-est de l'Europe
GES	Gaz à effet de serre	SFI	Société financière internationale
IDA	Association internationale de développement	SPPF	Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud
IED	Investissement étranger direct	TATF	Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique
LAC	Amérique latine et Caraïbes	TI	Technologies de l'information
LIBOR	Taux interbancaire offert à Londres	TRE	Taux de rentabilité économique
MC	Médiateur/Conseiller en matière de conformité	UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements		

Notes et définitions

1. L'exercice de la SFI va du 1^{er} juillet au 30 juin. L'exercice 02 a donc commencé le 1^{er} juillet 2001 et a pris fin le 30 juin 2002.
2. L'appellation Banque mondiale englobe la BIRD et l'IDA. Le Groupe de la Banque mondiale comprend la BIRD, l'IDA, la SFI et la MIGA.
3. Les montants investis sont exprimés en dollars des États-Unis, quelle que soit la monnaie dans laquelle l'investissement a été effectué. Les montants investis dans des monnaies autres que le dollars des États-Unis sont réévalués le dernier jour du mois durant lequel l'investissement a été approuvé.
4. Les chiffres indiqués au titre du financement des projets peuvent se rapporter aux : Approbations — Participations et quasi-participations, garanties, prêts, prêts syndiqués, et instruments de gestion des risques approuvés par le Conseil d'administration.
Engagements — 1) Accords signés au titre de financements sous forme de prêts et de participations (y compris les quasi-participations) ; 2) accords de garantie signés ; et 3) mécanismes de gestion des risques considérés prêts à être appliqués comme indiqué par un accord ISDA signé ou un accord de mécanisme de gestion des risques signé avec un client.
Décaissements — Prêts et investissements effectivement versés.
5. Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, les chiffres ayant été arrondis.
6. Les accords de prêt conclus entre la SFI et les emprunteurs stipulent en principe le montant global du financement que la SFI et les institutions participantes s'engagent à fournir. Les prêts de la SFI comprennent en général deux éléments : Le prêt A, qui est la part de la SFI proprement dite, financée sur les propres ressources de la Société et soumise aux conditions de l'accord de prêt. Le prêt B, qui est financé par les participants à des conditions susceptibles de différer de celles de la SFI.
7. Rétrocession : Opération consistant à prêter, par l'intermédiaire d'entités telles que banques locales, des ressources provenant de la Société elle-même.
8. Les instruments de quasi-participation présentent des caractéristiques de prêts et de participations, de manière à offrir diverses combinaisons d'éléments de risque et de rendements intermédiaires entre ceux des prêts et des participations proprement dits.
9. La SFI et les participants assument pleinement les risques de crédit commercial associés aux projets, mais comme la SFI est le prêteur en titre, les participants bénéficient des mêmes avantages, sur le plan fiscal et pour le provisionnement des risques-pays, que ceux tirés par la Société de son statut particulier d'institution financière multilatérale.

CHEF DE PROJET ET RÉDACTEUR :
Desmond Dodd

COLLABORATEURS, RELATIONS EXTÉRIEURES :
Joseph O'Keefe, directeur
Dana Lane, chef des publications
Stephan Beauchesne, chargé de l'information (web)
Anna Bottiglieri, assistante, Information
Loren Nadres, consultante
Declan Heery, interne

PRINCIPAUX COLLABORATEURS SFI :

Rosemarie Abad	Irina Likhacheva
Philippe Ahoua	Toshiya Masuoka
Teresa Andaya	Shawn Miller
Anthony Aylward	Junko Oikawa
Deborah Barry	Soon-Wan Ooi
John Borthwick	Lory Camba Opem
Sujoy Bose	Nicholas Pardoe
Paul Bravery	Fereshteh Raissian
Nicholas Burke	Nadir Rehman
Mauro Chiesa	Randall Riopelle
Julia Chipfield	Ellen Schwab
David Donaldson	Kalim Shah
Kutlay Ebiri	Bernard Sheahan
James Emery	Katharina Strydom
Neil Gregory	Stoyan Tenev
Kerry Hemond	William V. Todd
Peggy Henderson	Wai-Keen Wong
Brigid Holleran	Rob Wright
Genoveva Izurieta	Linda Young
Gjergj Konda	Damla Zeybel
Rachel Kyte	

TRADUCTION :
Édition arabe : Al-Ahram Center for
Translation & Publishing, Le Caire

Édition chinoise : China Financial &
Economic Publishing, Beijing

Éditions espagnole et française :
Division de traduction de la Banque
mondiale (GSDTR), Washington

Édition russe : Izdatelstvo VES MIR,
Moscou

CONCEPTION GRAPHIQUE :
Supon Design Group, Washington

PORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES :
Breton Littlehales

PHOTOGRAPHIES DES PROJETS :
Mark Fallander
Richard Lord



SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
2121 PENNSYLVANIA AVENUE, N.W.,
WASHINGTON, D.C. 20433 ÉTATS-UNIS

TÉLÉPHONE : 202-473-3800
FAX : 202-974-4384

www.ifc.org www.ifc.org/ar2002

ISBN 0-8213-5195-8



Imprimé sur papier recyclé